

THÈSE DE

PARIS.

1892

N^o. 2.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE

L'ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ
A TITRE INDIVIDUEL

DROIT FRANÇAIS

DE L'INFLUENCE

DU

CHANGEMENT DE NATIONALITÉ DES PARENTS

SUR LA NATIONALITÉ DE LEURS ENFANTS MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

EDMOND ALIX

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1892

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE

L'ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ
A TITRE INDIVIDUEL

DROIT FRANÇAIS

DE L'INFLUENCE

DU

CHANGEMENT DE NATIONALITÉ DES PARENTS

SUR LA NATIONALITÉ DE LEURS ENFANTS MINEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 11 Juin 1892, à 4 heure

PAR

EDMOND ALIX

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LAINÉ.

Suffragants : { MM. BOISTEL } *Professeurs*
 { ESMEIN }
 { MASSIGLI, Agrégé. }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1892





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MES PARENTS

DROIT ROMAIN

DE L'ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ

A TITRE INDIVIDUEL

INTRODUCTION

Nous nous proposons de rechercher, dans le cours de cette étude, comment on devenait citoyen; nous supposerons par conséquent qu'il s'agit de personnes qui ne possédaient pas cette qualité au jour de leur naissance. Il est cependant indispensable pour l'intelligence même du sujet, de parler en quelques mots de ceux qui naissaient citoyens Romains.

Pour naître citoyen, il fallait d'abord naître libre. Les règles établies pour la liberté et pour la cité sont en principe identiques; mais les tempéraments apportés à ces règles ont donné lieu à des différences.

Nous dégagerons deux propositions générales :

Première proposition : L'enfant né ex justis nuptiis suit la condition de son père¹ et la condition du père s'apprécie au jour de la conception. Cette

1. L. IX (Celsus) ff. 1, 5 de Statu hom. Cum legitimæ nuptiæ factæ sint, patrem liberi sequuntur; vulgo quæsitus matrem sequitur.

règle supposait que le père et la mère étaient citoyens romains, ou que la mère, si elle n'était pas Romaine, avait avec le père le *jus conubii*. Ce principe fut toujours appliqué.

Deuxième proposition : L'enfant né d'une union illégitime suit la condition de sa mère, et la condition de la mère s'apprécie au jour de la naissance de l'enfant. Suivant les circonstances, l'enfant sera citoyen, pérégrin, ou même esclave.

Mais ici les principes ont subi des modifications qui ont varié suivant qu'il s'agissait de la liberté ou de la cité.

a) — *Exceptions relatives à la liberté* : — Les unes étaient défavorables à la liberté :

Gaius nous dit (c. I, 86) que, d'après une loi dont on n'a pas pu déchiffrer le nom, l'enfant d'une femme libre et d'un *servus alienus* dont elle connaissait la condition, naissait esclave. Cette loi n'était pas appliquée partout, et dans les parties de l'empire qui n'y étaient pas soumises, le droit commun devait être suivi : « *Apud quos talis lex non est, qui nascitur jure gentium matris conditionem sequitur et ob id liber est.* » Le Sénatus Consulte Claudien confirma cette exception, mais en la rendant conforme aux principes généraux, puisqu'il décidait que la femme libre qui se serait unie sciemment à un *servus alienus* deviendrait elle-même esclave si elle avait continué le *contubernium* malgré trois *denuntiationes* faites par le propriétaire. En dehors des conditions du

Sénatus-consulte, la femme restait libre et l'enfant l'était aussi. Cela résulte implicitement d'une seconde exception établie par le Sénatus-consulte et mentionnée par Gaius (I, 84). La mère pouvait convenir avec le maître qu'elle ne deviendrait pas esclave, mais que son enfant le serait. Bien qu'il fût de principe qu'une convention privée ne pouvait pas faire perdre la liberté¹, néanmoins, dans une législation qui permettait au *dominus* d'enlever la liberté à la mère, on comprenait à la rigueur qu'il ne la laissât libre que moyennant les conditions les plus dures, et qu'il ne renonçât pas à être le maître de l'enfant. Il y avait là pourtant quelque chose de choquant et d'exorbitant. Hadrien sut le comprendre et en revint aux règles ordinaires du droit. « *Divus Hadrianus*², *iniquitate rei et inelegantia juris motus, restituit juris gentium regulam, ut, cum ipsa mulier libera permant* » Le Sénatus-consulte Claudien ne fut abrogé définitivement que sous Justinien qui le considérait comme une chose impie, cruelle et immorale³.

1. Loi 37 (Callistratus) ff. XL, 12 de lib. caus.

2. Gaius I, 84.

3. L. 1 C. VII, 24 de S. C. Claudiano tollendo. Cum in nostris temporibus, in quibus multos labores pro libertate subditorum sustinimus, satis esse impium credimus, quasdam mulieres libertate fraudari, et quod ab hostium ferocitate contra naturalem libertatem inductum est, hoc ad libidinem nequissimorum hominum inferri: Claudianum S. C., et omnem ejus observationem circa denuntiationes, et judicum sententias conquiescere in posterum volumus...

Les autres exceptions étaient favorables à la liberté.

La loi inconnue citée par Gaius décidait que si des relations d'un homme libre avec une *aliena ancilla*, qu'il croyait libre, naissaient des enfants mâles, ils seraient libres : les filles, au contraire, étaient esclaves et appartenaient au maître de leur mère. Cette partie de la loi fut abrogée par Vespasien, en ce sens que tous les enfants sans distinction devaient naître esclaves¹.

Enfin l'empereur Hadrien (loi 18, Ulpien ff. I, 5), avait admis dans un rescrit à Publicius Marcellus que la femme enceinte condamnée à mort, mettrait au monde un enfant libre (on lui conservait la vie jusqu'à la naissance de l'enfant), bien qu'elle eût perdu la liberté. De cette solution particulière on tira des conséquences générales², et on en arriva à dire que l'enfant naissait libre pourvu que sa mère l'eût été à un moment quelconque de sa grossesse, alors même qu'elle était esclave au moment de la conception : « *Media enim tempora libertati prodesse, non nocere etiam possunt*³. » Tel est aussi l'avis de Marcien « *et tamen rectius probatum est liberum nasci : et sufficere ei, qui in ventre est, liberam matrem vel*

1. Gaius, 1, 85.

2. Paul, *Sent.* xxiv, 2 et 3.

3. L. 5 par. 3 ff. 1, 5.

medio tempore habuisse. » Cette doctrine fut consacrée par les Institutes .

b). *Exceptions relatives à la cité.*

Une loi *Mensia*, ou plutôt *Minicia* (d'après Gaius I, 78) avait décidé, dans le but de s'opposer à l'envahissement de la cité par les étrangers, que l'enfant né d'une citoyenne romaine mariée à un pérégrin serait pérégrin comme son père. Ici on appliquait les règles des *justæ nuptiæ*, alors qu'il n'y avait tout au plus qu'un *matrimonium injustum*; d'ailleurs Ulpien (R. v, 8) ne parle pas de mariage; il dit seulement qu'il y a dérogation à la règle *non interveniente conubio matris conditioni accedunt*. La réciproque n'était pas vraie et l'enfant d'un citoyen romain et d'une pérégrine naissait pérégrin ¹. « *Lex Mensia ex alterutro peregrino natum deterioris parentis conditionem sequi jubet.* »²(Ulp. *loc. cit.*) Mais Gaius semble bien exiger qu'il y ait mariage du droit des gens, car il dit que l'enfant conçu *vulgo* d'une pérégrine qui avant la naissance est devenue romaine naît ro-

1. Inst. I, tit. 4, pr., *de ingen.*

2. Gaius, (I, 78) fait remarquer avec raison que la loi Minicia n'a d'utilité que dans le cas où la mère est citoyenne : « *Hoc maxime casu necessaria lex Minicia; nam remota ea lege diversam conditionem sequi debebat, quia ex eis inter quos non est conubium, qui nascitur, jure gentium matris conditioni accedit. Qua parte autem jubet lex ex cive Romano et peregrina peregrinum nasci, supervacua videtur; nam et remota ea lege hoc utique jure gentium futurum erat.* »

main. Il faut combiner la loi *Minicia* avec un Sénatus-consulte d'Hadrien qui dit que l'enfant *justus patris filius est* (Gaius, 77). D'après ce même Sénatus-consulte et dans la même hypothèse d'un mariage *secundum leges moresque peregrinorum*, l'enfant naîtra Romain si son père et sa mère le sont devenus. La loi *Minicia* ne s'appliquait pas aux Latins juniens. Mais, même pour ces derniers, on s'était demandé s'il ne fallait pas adopter une solution analogue, sous prétexte que la loi *Ælia Sentia* leur avait reconnu le *conubium* entre eux. L'empereur Hadrien, dans le Sénatus-consulte précité, trancha la question dans le sens indiqué par les règles du droit des gens : « *hoc jure utimur*, dit Gaius¹, *ex Senatusconsulto, quo auctore divo Hadriano, significatur, ut omni modo ex latino et cive Romana natus civis Romanus nascatur*, » et le jurisconsulte en conclut que l'enfant de parents dont l'un est Latin et l'autre pérégrin suit toujours la condition de sa mère.

En dehors des citoyens romains de naissance, il fallait distinguer deux grandes catégories de personnes, les esclaves et les étrangers. Ils pouvaient les uns comme les autres arriver à la cité, mais par des voies bien différentes : les premiers, par *l'affranchissement* ; les seconds, par divers moyens que nous désignerons par l'expression générale de *naturalisation*. Nous considérerons tour à tour

1. 1, 80.

la question de la cité romaine sous ces deux aspects, dont l'examen dans une même étude était nécessaire à cause de la ressemblance qui existe entre leurs effets.

Nous dirons peu de mots des *déditices*, qui formaient une catégorie à part, composée des habitants des pays conquis rendus à discrétion (*deditio*), ou des personnes assimilées par certaines condamnations, et qui ne pouvaient jamais acquérir la cité.

CHAPITRE PREMIER

DES AFFRANCHISSEMENTS

Les affranchissements sont un mode d'acquisition du droit de cité tenant le milieu entre la naissance et la naturalisation. Ils s'appliquent, il est vrai, à des hommes, et non pas à l'enfant qui vient de naître, mais ces hommes n'ont aucune existence civile ou juridique ; ils ne sont pas des personnes : *pro nullis servi habentur, nullum caput habent*, telles sont les expressions dont on se sert pour qualifier l'esclave. Le maître, en affranchissant l'esclave, le fait naître à la vie civile ; l'affranchi prendra le nom de son patron auquel il ajoutera le sien ; il sera citoyen romain, si son patron possède cette qualité.

L'affranchissement a ceci de remarquable qu'il met, dans une certaine mesure et à certaines conditions, le droit d'accorder la cité romaine à la disposition des particuliers.

Les modes d'affranchissement, peu nombreux aux premiers âges de Rome, se sont multi-

pliés avec le temps : nous allons les passer en revue et rechercher quels étaient leurs effets au point de vue de l'acquisition de la qualité de citoyen. Ceci nous conduit à distinguer trois périodes dans l'histoire de la *manumissio* ; le droit *primitif*, le droit *classique*, le droit de *Justinien*.

A. DROIT PRIMITIF

A l'origine, l'affranchissement ne pouvait être fait que par celui qui avait sur l'esclave le *dominium ex jure quiritium* ; de plus, il devait être accompli d'une manière solennelle dans l'une des trois formes énumérées par Ulpien¹ : *vindicta*, *censu*, *testamento*. Dans ces conditions, l'esclave devenait libre et citoyen. Dans ces trois modes, il y avait une intervention au moins indirecte du peuple romain, et cette participation de l'état donnait à l'acte un caractère public suffisant pour expliquer l'acquisition *de plano* de la cité par l'affranchi.

VINDICTA. La vindicta n'est pas autre chose que l'application à notre hypothèse de l'une des *legis actiones* ; on simulait une *causa liberalis*. Devant le magistrat comparaissaient le maître, l'esclave, objet prétendu du litige, *l'adsertor libertatis* revendiquant la liberté pour l'esclave qui était obligé de demander le concours d'un homme li-

1. Ulpien *Reg.* 1, 6.

bre à cause de son manque de personnalité juridique. *L'adsertor* tenait à la main la *festuca*, symbole de la propriété. Il prononçait les paroles sacramentelles : « *Hunc ego hominem ex jure Quiritium liberum esse aio secundum suam causam* » ¹ et en même temps il touchait l'esclave de sa *festuca* ² pour affirmer sa prétention ; le maître ne contredisait pas et le magistrat déclarait l'esclave libre.

Pompeius Festus (v^o *manumitti*) parle d'affranchissement *sacrorum causa* et il donne le détail de cette procédure. Cette description nous montre que l'auteur avait en vue la *vindicta*, mais qu'il se plaçait au point de vue des *sacra*. L'esclave participait dans une certaine mesure au culte domestique ; en sortant de la puissance de son maître, il abandonnait les *sacra*, il cessait de participer aux cérémonies. Il devenait *sui juris* ; il y avait là quelque chose d'analogue à la *sacrorum detestatio* du fils de famille émancipé.

C'est à cet ordre d'idées qu'il faut rattacher les cérémonies religieuses qui accompagnaient l'affranchissement ³.

1. V. Gaius IV, 16.

2. Cette *vis festucaria* n'était pas autre chose que la *manuum consortio* qui avait lieu dans tous les procès en revendication et qui était le signe de la substitution des voies de droit aux voies de fait. — V. Giraud. *Essai s. l'hist. du dr. français au Moyen âge*, I, p. 311. Aulu Gelle, N. A. XX, 9. Plaute, *Pœnulus*, v. 2 vers 4 et 142. — V. Perse, *Sat.* v. vers 73 à 90, Horace *Sat.* II, 7 vers 49 et s.

3. Smith, *Dictionary of Greek and Rom. antiq.* 3^e edit. 1891. v^o *manumissio*.

Le maître au lieu d'affranchir directement son esclave pouvait le donner en adoption devant le préteur. Il n'y avait là en réalité qu'une variété de la *vindicta* ; les parties étaient le maître, l'adopté et l'adoptant. Mais l'adoption ne pouvait pas donner à l'esclave une condition sociale meilleure que l'affranchissement pur et simple ; et Massurius Sabinus le disait à propos de l'adoption des *libertini* ; à plus forte raison, il en était ainsi dans notre hypothèse ¹.

Quelle est l'origine du mot *vindicta* ? Si on en croit Tite-Live ², ce mot viendrait du fameux Vindicius, l'esclave qui découvrit à Brutus la conspiration de ses fils, et reçut comme récompense (*præmium indici*) la liberté et la cité. N'est-il pas bien plus vrai de rattacher cette dénomination à la revendication ³ dont la procédure était suivie dans la *manumissio vindicta* ? Théophile ⁴ se réfère à cette double étymologie.

Dans la *vindicta* la liberté était donnée par le magistrat. C'était un acte de juridiction gracieuse (*voluntaria*), qui n'appartenait qu'à des magistrats supérieurs qui avaient la *legis actio*, et la *plenissima jurisdictio* ; c'étaient à Rome le consul ou le

1. Aulu Gelle, N. A. v, 19.

2. Tite-Live II, 5.

3. M. Accarias (I p. 136 note 3), prenant le contrepied de la définition de Boèce (*Topic*, II, 10), dit que la dénomination vient de ce que dans l'affranchissement comme dans la revendication on faisait usage de la baguette appelée *vindicta*.

4. Théoph. *Paraphr.* (I 5 par. 4).

préteur, dans les provinces le *præses* ou le *pro-consul* (Ulpien 1, 7).

Devant les magistrats municipaux, qui n'étaient que des *magistratus minores* vis-à-vis de Rome, on ne pouvait pas en principe affranchir ; on ne pouvait le faire que si ce pouvoir leur avait été spécialement conféré. Cela se comprend d'autant mieux qu'il s'agit ici de l'acquisition de la cité romaine et il ne pouvait être permis de l'accorder qu'aux magistrats du peuple romain qui étaient nécessairement *civès romani*, tandis que cette qualité n'était pas exigée des magistrats, même supérieurs (par ex. les *duumviri*, sorte de consuls), des municipes. Cette solution se trouve dans un texte de Paul (II, 23-4) : « *apud magistratus municipales, si habeant legis actionem, emancipari et manumitti potest.* » En présence de ces termes formels, il semble qu'il n'y ait qu'à s'incliner. Pourtant des difficultés se sont produites à propos d'un passage de la *lex Salpensana* (cap. 28) ainsi conçu : « *Si quis municeps municipi Flavi Salpensani, qui latinus erat, apud II vir, qui jure dicendo præerunt servom suom... manumiserit,* » et d'où résulte la compétence des duumvirs en matière d'affranchissement. En réalité, il n'y a rien qui contredise le texte de Paul, sans supposer que la ville de Salpensa fût privilégiée ; il résulte en effet des termes employés qu'il s'agit d'une disposition d'ordre tout à fait intérieur. On suppose qu'un citoyen du municeps veut affran-

chir, et même on dit qu'il est Latin, il ne peut donc être question de rendre l'affranchi citoyen romain, comme le fait judicieusement observer M. Giraud ¹ : « Si la loi romaine réglait les conditions de la *manumissio*, c'était dans ses relations avec la *civitas* » *romana* ; dans la loi de Salpensa, il s'agissait de l'acquisition du droit de cité municipal, il ne pouvait y avoir de conflit avec la loi romaine dont l'application était hors de cause.

Le *legatus præconsulis* n'avait qu'une *jurisdictio mandata*. « *Nihil proprium habet*, » dit Pomponius (l. 13, ff. 1-16, de off. proc.), et on en concluait qu'on ne pouvait pas affranchir devant lui. (Marcien, loi 2 *eod.*). « Au contraire, le *legatus Cæsaris*, qui était un véritable gouverneur, devait être assimilé au proconsul. Il en était ainsi également, d'après une constitution d'Auguste, du préfet d'Egypte qui avait des pouvoirs tout exceptionnels (l. 21, Modest, ff. XL-2).

Avec le temps, les formalités de la *vindicta* se simplifièrent beaucoup ; les paroles sacramentelles disparurent ², mais, d'autre part, on rédigeait dans l'usage un *instrumentum manumissionis* ; mais il n'y avait là aucune formalité substan-

1. Giraud. *Les tables de Salpensa et de Malaga*, 6^e lettre p. 112. — Zumpt, *studia romana* III, p. 279. — Dans le dernier état du droit, au contraire, la compétence des magistrats municipaux semble reconnue (loi 4 code VII, I, de Constantin).

2. Hermogénien dit dans la loi 23 ff. XL, 2, de man. vind. « *Manumissio per lictores hodie, domino tacente, expediri solet ; et verba solemnia, licet non dicantur, ut dicta accipiuntur.* »

tielle ; le fait qu'elle n'aurait pas été accomplie n'entraînait pas la nullité de l'affranchissement, et, par suite, la perte de cet *instrumentum* n'avait en droit aucune conséquence ; il pouvait seulement en résulter des difficultés de fait. C'est ce qui résulte de deux rescrits de Dioclétien et Maximilien (Lois 25 et 26, *Code*, VII 16, *de liberali- causa*).

Nous avons déjà dit que la *manumissio* était un acte de la juridiction gracieuse. Il en résultait de grandes facilités de procédure. Le magistrat n'avait pas besoin de siéger à son tribunal ; sa *jurisdictio voluntaria* faisait pour ainsi dire partie intégrante de sa personne, et alors même qu'il accomplissait des actes qui n'avaient aucun caractère officiel, par exemple, lorsqu'il se rendait au bain ou au théâtre, on pouvait l'aborder au passage et lui demander d'affranchir ¹. De même le proconsul, dès qu'il avait quitté Rome, était investi de la *jurisdictio voluntaria*, et on pouvait affranchir devant lui, avant même qu'il fût arrivé dans sa province (l. 2 pr. ff. *de off. proc.* I, 16).

Les magistrats pouvaient affranchir eux-mêmes leurs esclaves, et nous avons au Digeste une loi de Julien qui nous cite son propre exemple, celui de son précepteur Javolenus ² et celui de préteurs qui l'avaient consulté.

1. Instit. de Justinien I, 5 par 2. — Gaius I. VII, ff. XL, 2 *de man. vind.*

2. Loi 5 ff. XL, 2, *de man. vind.*

Après tout ce que nous avons dit, il semble évident que le magistrat pouvait affranchir hors de la présence des licteurs ; cette observation se trouve reproduite au Digeste. Ulpien raconte qu'il l'a vu faire ¹.

On en arriva enfin à ne plus exiger la présence du magistrat, et à décider que l'intervention du licteur suffirait pour que l'affranchissement fût valable. Dans un passage que nous avons déjà cité ², Hermogénien dit : « *Manumissio per lictores hodie, domino tacente, expediri solet.* »

C'est ainsi que la *vindicta*, empruntée au vieux droit formaliste des *legis actiones*, était arrivée à s'assouplir à un tel point que l'on pouvait dire que le rôle de l'autorité publique était ramené à la simple constatation de la volonté du maître. Ce mode d'affranchissement n'était plus solennel que de nom. Grâce à ces transformations, la *vindicta* devait se perpétuer jusqu'à l'époque de Justinien. Telle ne devait pas être la destinée du cens dont nous allons immédiatement nous occuper.

CENSUS. — L'origine du cens remonte à Servius Tullius ³. Tous les cinq ans chacun des citoyens était tenu de se faire inscrire sur un registre et d'y déclarer les personnes qui étaient sous sa

1. Loi 8, *eod. tit.*

2. Loi 23, *eod. tit.*

3. Les rois dirigèrent les opérations du cens, puis les consuls, jusqu'en 416 u. c., époque à laquelle furent créés les censeurs.

puissance, ses biens et leur valeur¹. Voilà pour la partie administrative de cette institution, le dénombrement, le recensement. Mais le cens avait de plus un caractère religieux. Les déclarations des citoyens étaient accompagnées de serment. Enfin ces opérations étaient terminées par les cérémonies de la *lustratio* dont Tite Live nous donne la description (I, 44)².

Les solennités dont Servius Tullius avait entouré le cens, les peines sévères dont étaient frappés les *incensi* (V. Tite-Live, *loc. cit.*), ainsi que la confiscation des biens non déclarés, donnaient à juste titre une grande autorité aux *tabulæ* dressées à l'expiration de chaque lustre. Quiconque était inscrit comme citoyen romain, était considéré comme tel; quiconque cessait d'être inscrit en cette qualité perdait le droit de cité; il y avait là une sanction énergique apportée à la surveillance morale des censeurs. On pourrait presque dire que tous les modes d'acquisition de la cité se ramenaient à un seul, le cens, puisque leur efficacité était subordonnée à l'inscription ou au maintien du citoyen sur les registres des censeurs. Il n'est donc pas étonnant que l'on ait trouvé de bonne heure dans cette institution un mode facile d'affranchir les esclaves et de donner un effet complet à leur affranchissement. Le maître amenait

1. Denys d'Halicarnasse. *Antiq. rom.* IV, 17.

2. V. Fustel de Coulanges, *Cité antique*, p. 186 et s. — Valère-Maxime (IV, 1, 10).

l'esclave devant le censeur et le faisait mettre au nombre des citoyens (Ulp. R. 1, 8).

Une controverse, dont parle Cicéron ¹, et qu'expose encore Dosithée (un siècle après J.-C), s'était élevée sur le point de savoir si l'affranchissement était définitif dès le moment de l'inscription de l'esclave sur le registre, ou s'il ne l'était qu'après la cérémonie du *lustrum* ; cette dernière opinion est seule développée par Dosithée (*Disput.* par. 17) : « *Sunt enim qui existimant non aliter vires accipere quæ aguntur in censu, nisi hæc dies sequatur, qua lustrum conditur; existimant enim censum descendere ad diem lustrum, non lustrum decurrere ad diem census.* » Cette solution a été admise par M. Giraud ² ; suivant lui, la liberté n'était définitive qu'à l'expiration de la période lustrale, sans repentir du *manumissor*. » L'opinion contraire, quoique plus favorable à l'affranchi, nous paraît moins conforme à la vérité. En effet la lustration était une partie essentielle du cens dont elle consacrait les opérations d'une manière solennelle, l'affranchi n'était complètement investi de sa nouvelle qualité qu'après avoir assisté à l'assemblée du Champ de Mars. Le simple recensement ne suffisait pas pour l'affranchisse-

1. Cicéron, de Oratore 1, 40 : « *Quid de libertate, quo judicium gravius esse nullum potest, nonne ex jure civili potest esse contentio cum quaritur, is qui domini voluntate census sit, continuone, an ubi lustrum sit conditum, liber sit ?* »

2. Giraud. Essai s. l'hist. p. 301.

ment, il fallait le *census* proprement dit, et cela ne fait que confirmer notre assertion.

La *manumissio censu* ne pouvait se réaliser qu'à Rome. Dans les provinces, les dénombremments ne donnaient lieu qu'à des *professiones* ou déclarations reçues par des *censitores*, et avaient pour but principal d'établir un contrôle financier. Ceci constituait une première infériorité du cens sur la *vindicta*.

De plus le cens ne permettait pas d'affranchir à tout moment, on ne pouvait y avoir recours que tous les cinq ans.

Enfin, sous l'Empire, l'institution du cens qui ne répondait plus aux mœurs nouvelles disparut peu à peu. De l'an 827 (73 de notre ère), sous Vespasien, à l'an 1002 (250), sous Décius, où il fut accompli pour la dernière fois, le cens n'eut pas lieu. Pendant tout ce temps, on n'avait dénombré la population qu'au moyen des *professiones*. On peut donc dire en réalité qu'à partir du premier siècle de l'ère chrétienne, le cens n'existait plus qu'à l'état de souvenir, Gaius (1, 17) parle encore au présent de la *manumissio censu (is civis fit)*, mais Ulpien, antérieur pourtant à Décius, dit « *censu manumittebantur olim qui lustrali censu Romæ jussu dominorum inter cives Romanos censumprofitebantur ;* » tandis qu'il emploie le présent pour la *vindicta* et le testament.

TESTAMENT. — « *Uti legassit super pecunia tutelave suæ rei ita jus esto* », dit la loi des Douze

Tables (v. 1)¹. Les dispositions de dernière volonté avaient force de loi ; le maître qui pouvait léguer son esclave pouvait aussi lui conférer la liberté, et l'esclave acquérait du même coup la cité. Ici aucun magistrat n'intervenait, et M. Giraud² y a vu un mode privé d'affranchissement qu'il oppose aux deux précédents. Il faut cependant reconnaître qu'à l'origine, à l'époque du testament *calatis comitiis*, et *in procinctu*, le peuple avait au moins un contrôle moral : les licteurs et les témoins, qui subsistèrent seuls, rendirent dans la suite ce contrôle plus nominal que réel.

On pouvait affranchir directement ou indirectement.

L'affranchissement direct se faisait dans la forme du legs *per vindicationem* : « *Stichus liber esto.* » Dès le jour de l'adition d'hérédité, l'esclave était libre *ipso facto*, sans aucun acte de l'héritier. C'était le mode véritable d'affranchissement testamentaire. L'esclave était censé avoir le défunt pour patron, on l'appelait *libertus orcinus*. D'autre part la *libertas directa* ne pouvait être conférée que par testament ou par codicille confirmé. — Enfin on ne pouvait affranchir que l'esclave dont on était propriétaire à la fois au moment de la confection du testament et du

1. Ulp. (R. 1, 9) se réfère lui-même aux Douze Tables.

2. Giraud, *Essai s. l'hist.* p. 301.

décès. Telle était, d'après Paul¹, l'opinion de Servius.

Affranchissement indirect. Le testateur avait pu employer la forme du legs *per dominationem* : « *Heres meus damnas esto Stichum manumittere*, » ou donner la liberté par *fidéicommissis* : « *Rogo, fideicommitto heredis mei ut Stichum servum manumittat* »². Dès que les fidéicommissis eurent une valeur légale, ces procédés furent assimilés³. Il y avait alors *libertas fideicommissaria*. Ici le défunt n'affranchissait pas, à vrai dire, lui-même son esclave, mais en chargeait son héritier qui devait avoir recours au *census* ou à la *vindicta*. L'héritier devenait le patron de l'affranchi. Le testament n'intervenait que pour obliger l'héritier, mais n'était pas le titre d'affranchissement. Cette obligation pouvait être créée par simple codicille⁴. Le fidéicommissis de liberté n'étant pas un acte de disposition, il pouvait non seulement s'appliquer à l'esclave du testateur, mais aussi à celui de l'héritier et même à un *servus alienus*; dans ce dernier cas, l'héritier devait s'entendre avec le *dominus* et acheter l'esclave ; si le maître refusait, le fidéicommissis tombait. (Ulpien. Reg. II, par, 10 et 11). »

Si nous comparons la *manumissio testamento*

1. L. 35 ff. XL, 4, de *man. testam.*

2. Ulpien, R. II, 7.

3. Accarias, I, p. 139 texte et note 1.

4. L. 43 Modestin ff. XL, 4.

avec les *manumissiones* entre vifs, nous constatons quelques différences importantes.

Tout d'abord, dans les affranchissements entre vifs, la liberté était donnée immédiatement. Au contraire, dans le testament on pouvait subordonner la liberté à l'arrivée d'un terme, ou à la réalisation d'une condition. L'esclave était alors *statu liber* ¹. Dans cette période d'attente, il restait esclave et l'enfant né à ce moment d'une *statu libera* était de condition servile ². Mais l'esclave avait dès lors un droit acquis à la liberté et il ne dépendait pas de l'héritier de l'en dépouiller, soit par sa volonté, soit par sa négligence ³. Peu importait donc qu'il l'eût aliéné ou laissé usucaper (Ulp. II, 4) ; si l'héritier avait fait défaillir la condition, elle était réputée accomplie.

Une seconde différence existait au point de vue du pécule. Dans l'affranchissement entre vifs, le maître était censé laisser le pécule à l'affranchi. C'était le contraire en cas de testament. La présomption était renversée, l'héritier ayant tous les biens qui ne lui avaient pas été enlevés, l'affranchi ne gardait son pécule que s'il lui avait été légué ⁴.

Tels étaient les trois modes solennels d'affranchissement usités sous la République. Ce qui est

1. I ff. XL, 7 de *Statu liberis*.

2. Ortolan, *législ. rom.* II, p. 68.

3. Ulp. II, 3, 4, 5, 6 et les hypothèses prévues au Digeste (XL, 7).

4. *Fragmenta Vaticana*, 261.

spécial à la période dont nous parlons, c'est que l'affranchissement, s'il n'était pas fait par un mode solennel et par le *dominus ex jure Quiritium*, ne produisait aucune conséquence juridique; au contraire, quand ces conditions étaient accomplies, l'esclave acquérait à la fois la cité et la liberté. « *Antea enim una libertas erat... et civitas romana competebat manumissis, quæ appellatur legitima libertas.* » Ceux qui au contraire, *domini voluntate in libertate morabantur*, par exemple, ceux qui étaient affranchis *inter amicos*, n'avaient qu'une liberté de fait, subordonnée d'abord au bon vouloir de leur maître, puis bientôt protégée par le préteur. Mais si le *dominus* ne pouvait plus les contraindre à le servir (*eos iterum in servitutem per vim ducere*)¹, ils continuaient toujours à ne pas avoir de personnalité civile, et tout ce qu'ils acquéraient appartenait au maître. C'est du développement de cette situation du *servus in libertate* que naîtra une condition intermédiaire qui se prolongera jusqu'à Justinien et qui caractérisera l'époque du droit classique.

B. DROIT CLASSIQUE

Au début de l'Empire, la législation sur les affranchissements prend une physionomie toute nouvelle : d'une part, nous voyons restreindre

1. Dosithée, par. 6.

la faculté d'affranchir, même par des modes solennels; d'un autre côté, il se forme une nouvelle classe d'affranchis, les Latins juniens (sans compter les *déditices*) qui acquéraient la liberté, mais étaient privés de la cité. Ces réformes sont l'œuvre des lois *Junia Norbana*] *Ælia Sentia*, et *Fufia Caninia*.

LEX JUNIA NORBANA (728 u.c). Il va sans dire que c'est à elle que les Latins juniens doivent leur nom. Tous ceux qui étaient affranchis par un mode non solennel ou par celui qui les avait *in bonis*, devinrent libres légalement, mais leur condition resta inférieure à celle des autres affranchis. Ils étaient assimilés aux Latins coloniaux : « *Latini Juniani dicuntur : Latini vero, quia assimilati sunt latinis coloniariis, Juniani ideo, quia per legem Juniam libertatem acceperunt cum olim servi viderentur esse* »¹. Ils avaient le *commercium*, mais ce droit n'était pas complet. Ils avaient la *factio testamenti* passive, mais étaient privés du *jus capiendi directo*, s'ils n'étaient pas devenus Romains au moment de recueillir le legs ou l'hérédité (ils pouvaient cependant recueillir une libéralité fidéicommissaire). Ils ne pouvaient pas être nommés tuteurs testamentaires. — Enfin, ils ne pouvaient pas tester², et, à leur mort, leurs

1. Gaius I, 22.

2. Gaius I, 23. *Non tamen illis permittit lex Junia nec insis testamentum facere, nec ex testamento alieno capere, nec tutores testamento dari* — 24... *alioquin per fideicommissum capere possunt.*

biens passaient au patron ou à ses héritiers : c'est ce qui a permis de dire que le Latin junien vivait libre et mourait esclave ¹.

Les Latins pouvaient très facilement acquérir la cité romaine ; nous parlerons de ces facilités à propos de la naturalisation.

LEX *ÆLIA SENTIA* : Sous la République, la plus grande liberté était laissée au maître qui voulait affranchir ses esclaves. La loi *Ælia Sentia*, prévoyant le cas d'une *manumissio legitima*, restreignit notablement cette faculté. Ses dispositions peuvent être ramenées à quatre.

1° Les affranchissements faits *in fraudem creditorum* étaient annulés. C'était l'application de la théorie de l'action paulienne. Une exception intéressante était admise pour le cas de l'esclave héritier nécessaire. Dans cette hypothèse, l'affranchi devenait libre et citoyen alors même qu'aucune des conditions de la loi *Ælia Sentia* n'aurait été observée. Cette tolérance était utile surtout lorsque l'hérédité du *manumissor* était insolvable, car on assurait ainsi au défunt un continuateur et on épargnait à sa mémoire l'infamie de la *bonorum venditio*.

La loi *Ælia Sentia* annulait aussi l'affranchissement fait *in fraudem patroni*.

2° La même loi interdisait, sous peine de nullité, à un mineur de vingt ans d'affranchir, à

1. V. les détails donnés sur la succession aux latins juniens par Gaius III, 56 et 58).

moins d'avoir une *justa causa* appréciée par un *consilium*. Pour que la prohibition s'imposât, il fallait qu'il s'agît d'affranchissements volontaires.

3° La loi *Ælia Sentia* créa la classe des affranchis *déditices* qui non seulement ne devenaient pas citoyens de plein droit, mais ne pouvaient jamais le devenir. (Gaius 1, 26). Ils ne pouvaient pas résider dans le rayon de cent milles autour de Rome, sous peine de perdre la liberté pour toujours. Cette dure condition était le triste partage, heureusement non héréditaire, d'esclaves que l'on avait voulu, à tout prix, écarter de Rome à cause de leur indignité. (V. Gaius 1, 13, Ulp. 1, 11, Paul *Sent.* iv-12 parag. 3 à 8 inclus).

4° Enfin la loi *Ælia Sentia* ajouta une nouvelle catégorie de personnes à la classe des Latins juniens, les affranchis mineurs de trente ans lors de leur affranchissement. Nous en concluons que la loi *Ælia Sentia* est postérieure à la loi *Junia Norbana* ¹.

D'après la loi *Ælia Sentia* elle-même, l'affranchi mineur de trente ans, de même que celui dont le *manumissor* n'avait pas vingt ans, était libre et citoyen, « *si apud consilium causa probata fue-*

1. La date de 757 pour la loi *Ælia Sentia* est incontestée. — Pour la loi *Junia* de grandes difficultés se sont produites, nous adopterons la date de 728. — V. Romanet du Caillaud, *Compt. rend. de l'Acad. des Ins. et Bell. Lettres* (séance du 23 août 1882. Labbé s. Ortolan, *Législ. rom.* I, appendice IV. Accarias 1 p. 750 note 1.

rit » ¹. Il fallait d'abord qu'il y eût une *justa causa manumissionis*. Les Institutes de Justinien (1-5) font une énumération qui est le résumé des parag. 18 et 39 du 1^{er} commentaire de Gaius et de plusieurs lois du Digeste (XL, 2 *de man. vind.*), le mot *veluti* nous montre que l'énumération n'était pas limitative : en règle générale, il y avait juste cause lorsque l'affranchissement semblait dicté par une affection sérieuse et légitime ; c'est ce que dit Ulpien ². « *Neque enim deliciis, sed justis affectionibus dedisse justam libertatem legem Æliam Sentiam credendum.* » On aura une *justa causa* s'il s'agit d'affranchir son père ou sa mère, son fils ou sa fille, son frère ou sa sœur naturels ; dans tous ces cas, il faut supposer que le *manumissor* est un affranchi qui est devenu propriétaire de ces personnes. Il en est de même de l'affranchissement de son précepteur, de sa nourrice, de son nourrisson, de son frère de lait, enfin de l'esclave dont on veut faire son *procurator ad litem* et de la femme que l'on veut épouser. Ces deux derniers cas demandent quelques explications. Pour la *manumissio procuratoris habendi gratia*, il faut avoir au moins dix-sept ans. Ulpien ³ exigeait dix-huit ans et de plus l'existence d'autres esclaves dans le patrimoine du maître. Quant à la *manumissio matrimonii causa* d'une *ancilla*, il

1. Ulpien, 1, 12.

2. L. 16 pr. ff. XL, 2 *de man. vind.*

3. L. 13 ff. eod.

fallait ¹ prêter le serment de l'épouser dans les six mois, sinon, elle restait esclave, à moins qu'un empêchement au mariage ne survînt dans ce délai. On examinait en outre si l'union projetée était digne du *manumissor* (*et is sit, qui non indigne hujusmodi conditionis uxorem sortiturus sit* ²). Marcien nous dit qu'une affranchie pouvait affranchir *matrimonii causa* son ancien compagnon d'esclavage, devenu son esclave par suite d'un legs ³.

Nous citerons en dernier lieu le cas de l'esclave qui a délivré son maître au péril de sa vie et de son honneur (*servus*) ⁴.

La *justa causa* était examinée par un *consilium* composé à Rome de dix personnes, cinq sénateurs et cinq chevaliers romains pubères, et se réunissant à certains jours. — Dans les provinces, il était formé de vingt *recuperatores* ; les *manumissiones* avaient lieu le dernier jour du *conventus* ou assises tenues par le gouverneur. Il est certain que le consul ou le préteur à Rome, le proconsul ou le *legatus cæsaris* dans les provinces, avaient la présidence de ce *consilium*. Ils ne pouvaient pas déléguer ce pouvoir : « *Mandata jurisdictione a præside, consilium non potest exercere is cui mandatur* ⁵. » Il paraît bien résulter des lois 1 pr. ff.

1. Ulp. *Ibid.*

2. Ulpien, l. 20 par. 2 ff. xl, 2.

3. Marcien, l. 14 par 1 ff. *Ibid.*

4. Id. l. 9 pr. — Paul. l. 15 *Ibid.*

5. L. 2 pr. ff. 1, 21 *de off. ejus cui mandat.*

1, 10 *de off. cons.* et 5, XL, 2 *de man. vind.* ¹, que le magistrat qui présidait le *consilium* en choisissait les membres. Pourtant, M. Giraud (*Salpensa et Malaga*, 6^e lettre) paraît en douter. Il faut admettre cependant que les membres du *consilium* étaient choisis sur une liste fixée d'avance pour la durée des pouvoirs du magistrat, c'est-à-dire pour une année : « Κονσίλιον ἐστὶ συνέδριον φανερῶν ἀνδρῶν κατὰ ῥητόν του ἐνιαυτου χρόνου συνιστάμενον. » (Théophile, *Paraph.* 1, 6 par. 4). Le *consilium* statuait sur la *receptio* de la *justa causa* ; c'était un véritable tribunal (Ulpien dit *judices*, l. 16. ff. XL, 2, *de man. vind.*) dont les décisions s'imposaient. Si la *causa* n'était pas *recepta*, l'affranchissement ne pouvait pas avoir lieu, et il n'était pas permis d'en appeler devant une autre autorité. Le consul mineur de vingt ans n'avait pas le droit d'affranchir ses propres esclaves devant un conseil présidé par lui-même ; il devait avoir recours à son collègue ².

Si le *consilium* admettait la *justa causa*, la *manumissio* se faisait nécessairement par la *vindicta*. Tout fait croire qu'il en était ainsi pour l'affranchissement par un mineur de vingt ans. Quant à l'esclave mineur de trente ans, la chose est incontestable (Gaius 1, 18). D'ailleurs, les textes du

1. La 1^{re} loi dit : « officium consulis est, consilium præbere, manumittere volentibus » la seconde (Julien) : « an apud se manumittere possit, qui consilium præbeat, sæpe quæsitum est. »

2. Ulpien l. unique par 2 ff. 1, 10 *de off. consul.*

Digeste qui parlent de la *manumissio in consilio* se trouvent au titre de *manumissis vindicta*¹. L'usage de la *vindicta* n'était cependant nécessaire que si l'on voulait conférer la cité (Gaius 1, 41). — Le magistrat devant lequel on se présentait, *consilii causam examinabat*². M. Giraud³, en conclut qu'il pouvait refuser l'affranchissement bien que la *causa* fût *recepta*. Peut-être aussi les mots *causam examinare* n'avaient-ils trait qu'à la présidence ; en effet, il semble bien qu'on ne pouvait pas revenir sur la décision du *consilium*, même lorsqu'elle était favorable. Dans la loi 9 par 1^e ff. XL, 2 de *man. vind.*, Marcien nous le dit en termes formels : « *Sciendum est, qualiscumque causa probata sit, et recepta, libertatèm tribuere oportere : nam divus Pius rescripsit causas probatas revocari non oportere, dum ne alienum servum possit quis manumittere ; nam causæ probationis contradicendum, non etiam causa jam probata retractanda est.* »

L'existence de toutes ces formalités donnait une grande valeur à la *manumissio in consilio*, et le fait d'avoir été affranchi dans ces conditions était un honneur pour celui qui l'avait mérité. Aussi n'est-il pas étonnant de voir de tels affranchisse-

1. Gaius, 1, 38. — Ortolan, *législation romaine* II, p. 63 note 1, Niebuhr. lit : *non aliter vindicta manumittere quam si*. — Instit. 1, 6 par. 4.

2. L. 1 par. 2, 1, 40.

3. Giraud. *Salp. et Mal.* 6^e lettre.

ments mentionnés spécialement dans des inscriptions. C'est ce que l'on constate :

1° Dans une inscription d'Ostie ¹

D. OTACILIUS FELIX FECIT SIBI ET
OTACILIAE HILARAE COLLIBERTAE
D. OTACILIO HILARO L IN CONSILIO MANVMISSO
D. OTACILIO EVDOXO L
LVRIAE MVSAE UXORI
CETERISQVE LIBERTIS LIBERTATIBVSQVE MEIS
OMNIBVS POSTERISQVE EORVM PRAETER
QVOS TESTAMENTO MEO PRAETERIERO

2° Orelli 2676. Rome.

PERSICVS LIBERTVS MANVMISSVS AT CONSILIVM
PROCVRATORIO NOMINE APVD DOMITIAN. CAES. IN
SECVN. COS
EXERCVIT DECURIAS DVAS VIATORIA
ET LICTORIA CONSVLARES C. CORNELIO PERSICO
F. HABENTI EQVVM PVBLICVM. CORNELIAE ZOSIMAE
MATRI EIVS. HABENTIVS QVATTVOR LIBER. BENE
FICIO CAESAR. LIBERTIS LIBERTABVS POSTERISQVE
SVIS EORVMVE.

Ces règles de la loi *Ælia Sentia* ne s'appliquaient dans les provinces que pour l'acquisition de la cité romaine, et ne substituaient nullement aux règles locales établies pour l'acquisition du droit de cité municipal.

1. Giraud, *Salp. et Malaga* p. 114, inscription citée par Savigny, *Zeitschrift*, xv^e vol. p. 368, tirée de l'anthologie de Florence.

4° LOI FUFIA CANINIA ¹. — Cette loi que l'on a appelée tantôt Furia, tantôt Fusia, et dont la date doit être fixée à 761 *u. c.* exigeait que les affranchissements testamentaires fussent faits *nomina-tim*; d'autre part, on ne pouvait ainsi affranchir qu'un nombre d'esclaves variant suivant le nombre total de ceux que l'on possédait : au-dessous de deux, pas de prohibition ; de deux à dix, on ne peut affranchir que la moitié ; de dix à trente, le tiers ; au-dessus de trente, le quart ; au-dessus de cent, le cinquième, pourvu qu'il n'y ait pas plus de cent affranchis. Si le nombre était dépassé, on annulait les derniers affranchissements jusqu'à concurrence de la quotité permise, les *manumissiones* faites *in orbem*, en rond, étaient toutes annulées, car on ne pouvait pas dire quelles étaient les dernières, puisque l'on ne savait pas où la liste commençait ². La loi Fufia Caninia ne s'occupait que des affranchis par testament, parce que, pendant la vie du maître, son propre intérêt était une garantie suffisante de modération. Denys d'Halicarnasse ³ nous a laissé un piquant tableau des abus auxquels on en était arrivé, notamment pour les affranchissements testamentaires. Il nous montre les esclaves achetant leur liberté avec le prix de leurs crimes, et des maîtres affranchissant par vanité des indignes pour faire suivre leur con-

1. Ce nom retrouvé par Studemund se trouvait dans les Florentines.

2. Gaius III, 42 à 46 inclusivement. Ulpien I, 24 et 25.

3. Denys d'Halic. IV, 24.

voi de nombreux affranchis coiffés du *pileus*.

En résumé, au début de l'Empire, pour que l'affranchissement conférât la cité, il fallait qu'il fût fait par un mode solennel et de plus que l'on eût observé les exigences des lois *Ælia Sentia* et *Fufia Caninia* ; sinon, il était nul. Si l'affranchissement résultait d'un mode non solennel ou n'était pas fait par un *dominus ex jure Quiritium*, il conférait la liberté. Mais l'affranchi n'était pas citoyen ; il n'était que Latin Junien en vertu de la loi *Junia Norbana*. La loi *Ælia Sentia* avait donné aussi cette qualité aux affranchis mineurs de trente ans. — Enfin les esclaves qui avaient subi certaines peines ne pouvaient devenir qu'affranchis *déditices* (loi *Ælia Sentia*.)

MANUMISSIO IN SACROSANCTIS ECCLESIIS. — Cet état de choses devait se prolonger jusqu'à Justinien. Cependant, tandis que le *census* disparaissait, un autre mode d'affranchissement, ayant également un caractère religieux, pénétrait dans les mœurs avec le christianisme, et allait se développer avec lui jusqu'au jour où tous deux seraient officiellement reconnus par Constantin. Nous voulons parler de la *manumissio in sacrosanctis ecclesiis*, que cet empereur réglemente dans trois constitutions, dont les deux dernières nous ont été conservées au Code¹, l'une est de 316, l'autre de 321 ap. J.-C. La conversion de Constantin se place

1. Code 1, 13 de his qui in ecclesiis manumittuntur.

entre ces deux rescrits. M. Giraud¹, fait observer que, dans la première, Constantin « ne fait que reconnaître une pratique, » tandis que, dans la seconde, il « annonce la substitution de l'Eglise et du droit de chrétienté à la cité romaine et à son droit civil. » Ces affranchis deviennent citoyens². Les clercs avaient des facilités spéciales pour donner la liberté à leurs esclaves. L'affranchissement *in sacrosanctis ecclesiis* se faisait devant l'évêque et les prêtres en présence du peuple³. « Bien que l'on ne parle que des *antistes*, il est à croire qu'au moins dans l'usage, l'évêque était présent, comme cela est dit au titre 58 de la loi des Ripuaires qui reproduisait sur ce point la loi romaine⁴. » Un *instrumentum* était dressé, et signé par l'évêque.

Sous l'Empire, nous voyons aussi acquérir la liberté indépendamment de la volonté du maître ; nous reviendrons sur ce point en parlant des réformes de Justinien.

C. DROIT DE JUSTINIEN

Dans le droit de Justinien, tel que les Institutes nous le font connaître, il n'y a plus qu'une sorte de liberté, comme dans le droit romain primitif. Ou bien l'affranchissement est nul ou bien il con-

1. Giraud. *Essai s. l'hist.* p. 320.

2. L. 2 *Code* 1, 13.

3. L. 1 *Code* 1, 13.

4. Giraud. *Essai s. l'hist. loc. cit.* — Ortolan *léglsl. rom.* II p. 52.

rière la cité avec la liberté. Mais, à la différence du droit ancien, l'affranchissement peut être fait très facilement et par des modes très nombreux.

Justinien supprima la loi *Fufia Caninia* ¹.

Il ne laissa subsister de la loi *Ælia Sentia* que les dispositions relatives aux affranchissements faits *in fraudem creditorum*, ou accomplis par un mineur de vingt ans.

Quant aux premiers, il exigea formellement le *consilium fraudis*: (Inst. 1, 6 *qui man. non poss.*) — A propos de l'exception relative au *necessarius heres*, Justinien nous dit qu'il a décidé que la liberté testamentaire serait reconnue à celui qui serait institué héritier, alors même que le testateur n'aurait pas dit expressément qu'il l'affranchissait. (Inst. *Ibid.* par. 2².)

Dans l'hypothèse du *manumissor minor XX annorum*, Justinien laissa subsister la loi *Ælia Sentia* pour les affranchissements entre vifs, mais pour les affranchissements testamentaires, il l'abrogea. De droit commun, on pouvait faire son testament à quatorze ans; Justinien s'étonne de ce que la capacité ne soit pas la même pour disposer de ses biens et pour la liberté; il reconnaît cependant qu'il y a dans l'affranchissement un acte d'une nature toute spéciale: « *Libertas inæstimabilis est*, (Inst. 1, 6, par. 7). » Aussi se contente-

1. L. unic. Code, vii, 3, de lege Fuf. Canin. tollenda. — Instit. 1, 7 de lege... sublata.

2. L. 5 Code vi, 37 de necess. serv. hered.

t-il d'abord de permettre la *manumissio* par testament à l'âge de dix-sept ans. Mais, plus tard, dans la novelle 119, chap. 2, il abaissa l'âge de la capacité à quatorze ans.

Justinien supprima la classe des *déditices* qui avait disparu en fait ¹, et celle des Latins juniens qui n'avait plus guère de raison d'être ². Ces affranchis deviennent citoyens romains : (Inst. 1, 5, par. 3 *in fine* ³.)

Justinien ayant unifié la propriété, l'hypothèse du manumissor ayant l'esclave *in bonis* tombait d'elle-même. Mais cet empereur a prévu et réglé d'autres hypothèses dans lesquelles plusieurs personnes ont un droit sur l'esclave.

Esclave indivis. — Si le copropriétaire d'un esclave l'affranchissait, il était censé renoncer à sa part au profit des autres copropriétaires qui seuls bénéficiaient de la *manumissio* ⁴. Mais ce résultat ne se produisait que si le mode employé était de nature à donner la cité ; sinon, le *manumissor* était censé n'avoir rien fait et gardait sa part ⁵. Justinien, généralisant la solution admise par Septime Sévère pour le testament militaire (loi 1, *Code*, VII-7, de

1. L. unique. C. vi, 5 *de deditit. libert. tollend.* inspirée par Tribonien.

2. Code vi, 6 *de latin. libert. tollend.*

3. V. aussi Theoph. *Paraphr.* (*sub tit.*)

4. Ulpien, 1, 18. — Paul, *sent.* xii, 1 : « *Socio aderescit.* »

5. Ulpien. Ibid. — Pourtant Proculus disait que l'accroissement se faisait même dans le cas d'affranchissement *inter amicos* ; Dosithée nous rapporte cette opinion dissidente (par. 10) en ajoutant. « *la sententia non utimur.* »

comm. serv. man.), décide dans le parag. 1^{er} de la Constit. citée que les communistes seront obligés de vendre leur part, et, pour éviter les difficultés, il établit (par. 5) un tarif qui nous montre à quel point de vue on se plaçait à cette époque pour apprécier la valeur des services d'un esclave. Les Institutes se contentent (II, 7, par. 4) d'indiquer la réforme en termes généraux.

Esclave soumis à un droit d'usufruit. — L'affranchissement peut être l'œuvre de l'usufruitier ou du propriétaire ; dans les deux cas, le manumissor a outrepassé son droit. Les jurisconsultes classiques décidaient que le *manumissor* perdait son droit sur l'esclave sans que ce dernier devînt libre ; affranchi par l'usufruitier, il appartenait désormais en pleine propriété au nu-propriétaire, et sa situation ne changeait guère ; mais, affranchi par le nu-propriétaire, il voyait sa condition empirer, car il entrait dans la triste catégorie des *servi sine domino* (Ulp. I, 19, Dosith. 11). Justinien modifia cette législation dans un sens plus conforme à l'humanité et plus favorable à la liberté ¹ : La *manumissio* émanée du nu-propriétaire confère la liberté, mais l'esclave reste *in servitute* jusqu'à l'extinction de l'usufruit (de quelque manière qu'il finisse). Si le *manumissor* est l'usufruitier, l'esclave restera la propriété du *proprie-*

1. Loi 1, *Code*, VII, 15 *communio de manumiss.*

tarius, mais pendant la vie de l'usufruitier, il restera *in libertate*.

Esclave donné en gage ¹. Cette hypothèse continue à être réglée comme à l'époque classique. Si le gage est général, l'affranchissement est valable aux conditions du droit commun, la loi 2 (*Code, cit. tit.*) fait une application de cette idée au débiteur du fisc, et la loi 3 pose la règle générale. — Si le gage portait spécialement sur l'esclave, il ne pouvait pas en être de même, car la *manumissio* aurait privé le créancier de sa garantie. Aussi l'affranchissement, dans ce cas, n'était valable que s'il avait été fait avec l'assentiment du créancier gagiste. C'est au gage spécial qu'il faut restreindre les termes absolus employés par Ulpien au Digeste ² : « *Servus pignori datus, etiam si debitor locuples sit, manumitti non potest.* »

Esclave d'autrui. — Nous avons déjà vu à propos de la *libertas fideicommissaria* que l'on pouvait affranchir un *servus alienus*, mais, dans ce cas, si l'héritier ne s'entendait pas avec le propriétaire, la liberté s'évanouissait. — Justinien (*Inst., tit. II, 24, parag. 2*) décide que l'effet du fidéicommis sera seulement retardé, et que si l'héritier tient à acheter l'esclave, il devra l'affranchir.

Sous Justinien, l'esclave affranchi par un mode non solennel devient, non plus *Latin Junien*, mais

1. *Code VII, 8 de serv. pign. dat. manum.*

2. *L. 3 ff. XL, 1 de manumissionibus.*

citoyen romain. (Instit. I, 5, par. 1^{er}, v. par. 4). La *vindicta* était conservée, mais elle n'était plus guère usitée et d'ailleurs les jurisconsultes du temps de Justinien n'en comprenaient pas le fonctionnement. Cet empereur nous fait part de son opinion sur ces formalités, à propos de l'émancipation ¹.

Quant aux modes non solennels, Justinien parle de la *manumissio inter amicos et per epistolam*. Dans ces deux cas, il fallait la présence ou la signature de cinq témoins (*quinque testibus adhibitis*)². Cette énumération n'était pas limitative. D'ailleurs les Institutes elles-mêmes prévoient plus loin (I, 11 par. 2, *de adopt.*) l'affranchissement par adoption qu'elles font remonter au vieux Caton. Sous Justinien, il suffisait que le maître appelât l'esclave *filium suum* dans un acte; il n'y avait pas alors adoption véritable, mais affranchissement : « *perducatur et ipse in civitatem romanam, vera libertate et non falso sermone domini sui sustentatus* »³.

Il en est de même (*si quis instrumenta, ex quibus servus ostendebatur, vel dederit servo, vel*

1. Loi 6. Code VIII, 49 *de emancipationibus*. — Nouvelle 81.

2. L. 1. par. 2 et 3. Code VII, 6 *de lat. lib. tollend.* — Cette loi énumère les causes de latinité qui feront acquérir la cité; en dehors de cette énumération, celui qui aurait été latin sera seulement *servus in libertate*. — Cette limitation ne s'applique pas aux lois et constitutions qui ont reconnu à des esclaves la liberté sans parler de la latinité : « *quod si aliqua lex vel constitutio libertatis faciat mentionem non latinitatis, ea pro civitate romana loqui intelligatur.* »

3. Loi unique, par. 10 Code, *Ibid.*

*corruperit*¹, si le maître a détruit ou donné à l'esclave les titres constatant sa servitude ; mais il fallait le faire en présence de cinq témoins ; on voulait éviter que l'esclave ne fût poussé à dérober ces pièces ou à les détruire.

Les esclaves qui précèdent le cortège funèbre du maître, coiffés du bonnet de la liberté (*qui domini funus pileati antecedunt*), ou se tiennent debout auprès du cadavre pour l'éventer (*vel in ipso lectulo stantes cadaver ventilare videntur*), acquièrent *illico* la cité et la liberté, que leur attitude fût l'effet de la volonté du défunt ou de celle de son héritier².

De même, le maître est censé affranchir son *ancilla* qu'il donne en mariage à un tiers de bonne foi, en constituant une dot : « *civis efficitur romana* »³.

Enfin Justinien introduit cinq modes nouveaux :

1° Dans la Novelle 78, chap. 3 (*si libertam suam patronus uxorem habere maluerit*) nous voyons que si un patron épousait son affranchie, leurs enfants communs, même nés auparavant, étaient libres.

2° De même (chap 4) lorsqu'un maître, après avoir eu des enfants de son *ancilla*, l'affranchissait et l'épousait, les enfants devenaient libres ; on considérait comme invraisemblable que

1. *Ibid.* par. 11.

2. *Ibid.* par. 5.

3. *Ibid.* par. 9.

leur père voulût faire de leur mère sa femme légitime, et les laisser en servitude (*proprios filios ex suo natos semine, adhuc relinquare servituros*). Ces deux hypothèses sont presque identiques.

3° Si le maître consent à laisser entrer son esclave dans l'armée (loi 6. Justinien, *Code*, XII, 34, *qui milit. poss.*), il perd son *dominium* et ses *jura patronatus*.

4° La loi 7 (*loc. cit.*) assimile au précédent le cas où le maître laisse conférer une dignité à son esclave.

5° Enfin, d'après la Novelle 123, chap. 17 (*quomodo servus ordinari possit, aut adscriptitius*), si du consentement du maître, un esclave entre dans les ordres (*in clero ordinatus*), il devient libre. Si l'ordination a été faite à l'insu du maître, ce dernier pourra réclamer pendant un an.

Dans ces cinq sortes d'affranchissement, l'esclave acquiert les droits des ingénus ; cela est en rapport avec la Novelle 78, chap. 1, qui assimile au point de vue social les affranchis aux autres citoyens.

En outre, Justinien sanctionna un certain nombre de *modes d'acquisition de la liberté indépendamment de la volonté du maître*. — L'Etat s'était toujours reconnu le droit d'accorder la liberté et la cité aux esclaves qui avaient bien mérité de Rome. Nous avons déjà parlé de l'esclave Vindicius (Tite live, II. 5). Cicéron fait allusion à ces affranchis (*pro Balbo*, 9). — Nous voulons plutôt

parler ici des diverses dispositions qui donnaient dans certains cas à l'esclave le droit de réclamer la liberté ; sous Justinien, il acquiert toujours en même temps la cité. Nous allons donner de ces cas une rapide énumération (beaucoup se trouvent dans loi unique. *Code*, VII, 6, *de lat. lib. toll.*).

1° D'après un édit de Claude, lorsqu'un maître avait abandonné son esclave malade, ce dernier devenait Latin ; sous Justinien, il acquiert la cité¹.

2° Marc Aurèle avait décidé que l'esclave vendu ou donné *ut intra tempus manumitteretur*, pourrait à ce moment réclamer la liberté².

3° Le même empereur avait créé la *bonorum addictio libertatum conservandorum causa*, par laquelle un esclave affranchi par testament pouvait prendre possession de l'hérédité et devenir *libertus orcinus* à défaut d'adition par un des héritiers, en s'engageant à payer les dettes du défunt ; il conservait³ ainsi sa liberté et celle des autres esclaves affranchis dans le testament.

4° L'*ancilla* vendue *ne prostituatur* devient libre quand l'acheteur a méconnu la clause de la vente⁴.

1. Loi unique, par. 3, *Code*, VII, 6, *de latin. lib. toll.* — V. l. 2 ff. XL, 8, *qui sine man.*

2. Loi 1, 3, 6, 8, 9 ff. *Ibid.*

3. Instit. III, 11, *de eo cui libertatis causa bona addicuntur.* — V. aussi loi 15 pr. par. 1 à 6, *Code*, VII, 2 *de testam. manumis.*

4. L. 10 par 1 ff. II, 4 *de in jus voc.* l. 56 ff. XVIII, 1 *de contrah. empt.* — L. 6 par. 1 et 7, 8 ff. XL, 8. — Loi uniq. par. 4 *Code* VII, 6, *de latin. lib. toll.* — La solution est généralisée dans l. 6 *Code* XI, 40, *de spectac. et scen.* — V. aussi loi 14 *Code*, *de episc. audient.* (1,4).

5° Esclave acheté *suis nummis*¹.

6° Esclave qui a dénoncé le meurtre de son maître².

7° Celui qui a dénoncé des faux monnayeurs acquiert la cité dès Constantin³. La liberté était accordée par ce prince à celui qui avait dénoncé le rapt d'une jeune fille,⁴ par Gratien, et Valentinien et Théodose à celui qui avait livré un déserteur⁵.

8° Honorius et Théodose avaient décidé que le chrétien esclave d'un Juif deviendrait libre s'il était circoncis par son maître⁶. Justinien (l. 2, *Code*, I, 10, *ne christ. mancip. hæret.*) déclare libre tout esclave chrétien appartenant à un Juif ou à un hérétique.

9° Enfin, Justinien décida (l. 3, *Code*, VII, 15, *comm. de manum.*) que l'*ancilla* qui avait été la concubine de son maître célibataire (*sine uxore constitutus*) jusqu'à la mort de celui-ci, deviendrait à ce moment libre de plein droit, elle et ses enfants, si le maître ne les avait pas affranchis

1. L. 4 et 5 ff. XL, 1, *de man.*

2. L. 5 ff. XL, 8. — L. 4, *Code*, XL, 13, *pro quib. caus. servi pro præmio libert. accip.*

3. L. 2, *Code. Ibid.*

4. Loi 3, *Ibid.*

5. Loi 4, *Ibid.*

6. L. 1, *Code*, I, 10, *ne Christ. mancip. hæret.* — L. 1. *Code Th.* XVI, 9 *ne christ. mancip. jud.* « Si quis judæorum christianum mancipium, vel cujuslibet alterius sectæ mercatus, circumciderit, minime in servitute retineat circumcissum, sed libertatis privilegiis qui hoc sustinuerit, patiatur. »

dans son testament ; il y a là une grande analogie avec l'affranchissement suivi de mariage.

Nous constaterons en terminant que la liberté pouvait s'acquérir par une longue possession. Dioclétien et Maximien établissent une prescription de vingt ans (l. 2 *code vii*, 22, de *long. temp.*), et Constantin une de seize ans (l. 3 *Code Theod.* iv, 8, de *liber. causa* : « *Legis promulgatio, quæ, per sex decim annos bona fide in libertate durantes, contra eos qui inquietant præscriptione defendit.* ») en faveur des esclaves de bonne foi.

DE L'AFFRANCHISSEMENT DES SERVI PUBLICI

Avant de passer à l'étude de l'acquisition du droit de cité par les hommes libres, nous allons résumer en quelques mots les moyens par lesquels les esclaves de l'État pouvaient devenir libres et citoyens.

Les esclaves publics pouvaient être affranchis dans les termes du droit commun, mais leur situation spéciale entraînait aussi l'application de règles particulières. Ils étaient toujours affranchis par un magistrat, représentant de l'État, leur véritable *manumissor*. Varron nous dit (*de ling. latina* viii, 83) : « *Romanorum liberti debuerunt dici a Roma Romanus ut nominentur a libertinis orti publicis* [*servis populi Romani aliquando manumis-*

*sis*¹']... *ante quam sub magistratus qui eos liberarint, succedere cœperint.* » Il semble en résulter qu'au moins certains magistrats avaient le droit d'affranchir les *servi publici*; le Sénat devait avoir également ce droit, et Tite-Live nous en donne un exemple dans le sénatus-consulte relatif aux récompenses à accorder à P. Ebutius et Hispala Fecenia qui avaient dénoncé les bacchanales (xxxix, 19). Les magistrats consultaient aussi le Sénat avant d'affranchir. Tel est le cas du proconsul Ti. Gracchus, relativement à huit mille *publici* enrôlés qui réclamaient la liberté. Il avait écrit au Sénat en lui vantant leurs mérites; le Sénat lui répondit de faire ce qui serait le plus utile à la République (*quod e republica duceret esse.*) En réalité cet avis donné par le Sénat semble être surtout une formalité que le général, peu éloigné de Rome, n'avait pas voulu négliger, afin de donner plus de prix à la concession de la liberté : à la veille du combat, il espère stimuler davantage le courage de ses *volones*, et, pour donner plus de valeur à ses paroles, il rappelle l'engagement pris par le Sénat et par le consul². Il est à croire cependant que le consentement du Sénat était en principe nécessaire ; pourtant Tite-Live nous

1. La partie entre crochets est restituée; dans le manuscrit, il y a *servis Romani qui manumissi.* — V. Mommsen, *Dr. public.* trad. Girard (dans *Man. des antiq.*) 1, p. 364 note 1. Hübner, *Ephem. epigr.* 2, 9. — Giraud, *Salp. et Mal.* p. 111 note 1.

2. Tite-Live xxiv, 14.

montre Scipion faisant espérer la liberté à deux mille esclaves publics faits prisonniers à Carthage¹, Appien (B. c. I, 100) nous cite le cas de Sulla au temps de son omnipotence ; mais ces exemples peuvent être considérés comme des exceptions, étant donné les circonstances dans lesquelles ces actes étaient accomplis.

L'affranchissement n'avait pas besoin d'être fait d'après une formule sacramentelle, mais en réalité, par la force des choses, il avait toujours un caractère public.

Sous l'Empire, il est à croire qu'à Rome, les affranchissements d'esclaves publics étaient faits par l'empereur (v. C. I. L. VI, 2,340).

Pour les provinces des renseignements nous sont donnés par deux rescrits de Gordien et un de Dioclétien et Maximien (Code VII-9 *de servis reipublicæ manumittendis*). Il semblerait en résulter que l'affranchissement par l'*ordo decurionum*, ratifié par le gouverneur, donnait la cité romaine. La loi 1^{re} reconnaît la liberté à l'affranchi « *ab ordine (consentiente etiam præside provinciæ) manumissus*, » alors même que le remplaçant donné par lui a pris la fuite. — La loi 2 semble donner implicitement la cité romaine, *si decretum ordinis auctoritas rectoris provinciæ comprobavit*. Dans l'espèce prévue par le rescrit, le *servus publicus* ainsi affranchi, s'était marié, et de son ma-

1. *Id.* XXVI, 47.

riage était née une fille, l'empereur répond qu'il n'est pas douteux (*non est opinionis incertæ*) qu'elle est citoyenne romaine, et sous la puissance de son père; il semble supposer que le père lui-même a la cité.

Enfin, d'après la loi 3, le *servus municipum*, affranchi *secundum legem Vectibulici*, acquiert la *civitas romana*.

CHAPITRE II

DE LA NATURALISATION

Nous désignerons sous le nom de naturalisation tous les moyens par lesquels un étranger libre pouvait acquérir la cité romaine. Quelques privilégiés avaient le droit de réclamer la qualité de citoyens par cela seul qu'ils remplissaient certaines conditions ; c'est ce qui correspondait à ce que nous appelons aujourd'hui acquisition de la nationalité par le bienfait de la loi ; d'autres ne pouvaient obtenir la cité que d'une concession benévole de l'État, la *civitatis donatio* ou naturalisation proprement dite.

§ 1^{er}. Naturalisation privilégiée des Latins.

Les Latins eux-mêmes formaient trois catégories, les *Latini veteres*, les *Latini coloniarum* et les *latini juniani*.

Nous croyons utile d'expliquer rapidement ce qu'étaient les *Latini veteres* et les *Latini coloniarum*.

Les *Latini veteres* étaient les peuples de l'an-

cienne confédération latine¹ ; ils devraient être au début les égaux des Romains, il y avait *fœdus æquum* : dans la sphère du droit privé, ils possédaient non seulement le *commercium*, mais aussi le *conubium* ; l'exemple classique de Camille fiancée à l'un des Curiaces en est la preuve² ; ils jouissaient aussi de certains droits politiques. Des dissentiments éclatèrent souvent entre les latins et Rome, le *fœdus æquum*, maintenu après la bataille du lac Régille (258 U. C. 495 av. J.-C) et le traité conclu par Sp. Cassius (260, 493), fut rompu après la bataille de 416 (338 av. J.-C.) où se dévoua le consul Décimus et qui aboutit à la soumission du Latium et à la dissolution de la confédération latine. Un certain nombre de villes reçurent le droit de cité. Quant aux autres, Tite-Live nous dit qu'elles perdirent entre elles le *conubium* et le *commercium* : « *Ceteris latinis populis conubia commerciaque et cōcilia inter se ademerunt.* » (VIII, 14³), mais il est à croire qu'elles conservèrent ces droits dans leurs rapports avec Rome⁴.

1. Quelques peuples tels que les Herniques étaient entrés dans la confédération et étaient considérés comme *socii nominis latini*.

2 Tite-Live en parlant de Tarquin le superbe dit : « *Latinorum sibi maxime gentem conciliabat... neque hospitium modo cum primoribus eorum, sed affinitates jungebat... perque eas nuntias, multos sibi cognatos amicosque ejus conciliat.* »

3. S. l'importance politique de cet isolement des villes latines. V. Duruy. *Hist. des Romains*, I p. 373

4. Berthelot et Didier. *Hist. intér. de Rome* (tirée des *Römische Alterthüm.* de Lange). I p. 302, Mispoulet *Instit. polit. des Romains*, II p. 51 note 21, Niebuhr *Hist.* III p. 107 et s. — Contra Madvig. *Etat romain* (trad. Morel) I p. 73 et s.

Le type du *jus Latii veteris* semble s'être conservé dans la suite, car on l'accordait à des colonies ; c'est ce que nous dit Pline (Hist. nat. III, chap. 3) : « *ex colonia Salariense oppidani Latii veteris Castulonenses qui Casari venales appellantur.* » Mais ce droit devenait de plus en plus rare, et devait faire place à un *jus Latii* nouveau, celui des colonies latines.

Ces *colonies latines* étaient fondées soit par des Latins, soit par des Romains qui devenaient alors Latins. Enfin cette condition était accordée à des villes sans aucun déplacement de colons : (*lex Pompeia Strabonis*, 663¹, pour la Gaule Transpadane). Les latins coloniaires avaient le *commercium*², mais n'avaient plus le *conubium*. C'est ce qui résulte de ce que nous disent les auteurs classiques. D'ailleurs, au point de vue de l'acquisition de la cité, ils avaient les mêmes facilités que les *latini veteres*.

Lorsque, après la guerre sociale, le droit de cité fut accordé aux *socii* restés fidèles par la loi *Julia de civitate* (664) et l'année suivante à toute l'Italie jusqu'au Pô par la loi *Plautia Papiria* ou *Silani et Carbonis* (*tribuns Plautius Silanus et Papirius Carbo*), le *jus latii* ne fut plus le droit du Latium, mais un privilège accordé à des villes,

1. D'après Niebuhr. *loc. cit.*, c'est seulement à partir de cette loi qu'il existe un droit latin ne comprenant pas le *conubium*. — En ce sens Mispoulet. *Instit. pol.* II, pag. 61.

2. Contra Madvig. *Op. cit.* p. 74.

à des provinces, une situation intermédiaire entre la pérégrinité et l'assimilation complète avec Rome.

Enfin, avec les *Latins juniens*, le *jus Latii*, devient un droit personnel, indépendant de toute attache à un territoire.

De grandes facilités étaient accordées aux Latins pour devenir citoyens romains.

a). Les Latins pouvaient acquérir la cité romaine en venant se fixer à Rome, mais à la condition de laisser dans leur ville d'origine un de leurs enfants (*qui stirpem ex sese domi relinquerent*. Tite-Live XLI, 8). Il s'agissait d'un mode d'acquisition individuel, (Tite-Live, *loc. cit.* dit : *viritim*). En obligeant celui qui voulait obtenir la cité à laisser un de ses enfants, on avait pour but, d'une part, d'empêcher le dépeuplement des villes latines, et de s'opposer, d'un autre côté, à l'envahissement de la cité romaine. Ces deux intérêts avaient été méconnus ; à ces deux points de vue, on avait su tourner la loi. Le père mancipait son enfant à un Romain *ut manumitteretur* ; l'enfant devenait citoyen, et le père le devenait aussi, en disant qu'il n'avait pas d'enfants. On se faisait inscrire sur les registres du cens comme citoyen, alors que l'on ne remplissait pas les conditions exigées pour le devenir. Grâce à cette tolérance, l'immigration latine était devenue considérable. Les villes elles-mêmes souffraient de cet état de choses, car elles subissaient les mêmes charges

militaires en dépit de l'émigration. En 573, les *socii nominis latini* adressèrent leurs plaintes au Sénat. Si on laissait subsister cette situation, bientôt villes et champs deviendraient un désert, et ne pourraient plus donner de soldats : « *Cives suos Romæ censos plerosque Romam commigrasse. Quod si permittatur, perpaucis lustris futurum ut deserta oppida, deserti agri, nullum militem dare possent.* » On demandait le renvoi des alliés dans leurs cités respectives, et la défense d'acquérir ou d'aliéner une personne *mutandæ civitatis causa*, sous peine de nullité de l'acte quant à l'acquisition de la cité romaine¹. Un sénatus-consulte fut rendu dans ce sens ; on pouvait le considérer comme une mesure restrictive, mais on ne doit pas conclure d'une manière certaine à l'abolition du droit de devenir citoyen romain en venant s'établir à Rome ; on peut très bien s'être contenté de rappeler les intéressés à la stricte observation des conditions, et d'en assurer l'accomplissement. Quoi qu'il en soit, ce droit aurait été supprimé, un siècle plus tard, par la loi *Licinia et Mucia de civibus regundis*, quelques années avant la guerre sociale (*necessaria lex visa est ut in suæ quisque civitatis jus redigeretur*). Asconius (*In Cornel.* édit Orelli, II, p. 67), attribue cette guerre au mécontentement produit en Italie par la loi *Licinia et Mucia*. « *Ea lege, ita alienati animi sun*

1. Pour tous ces détails, v. Tite-Live, **XL**, 8.

principum Italicorum populorum, ut ea vel maxima causa belli italici, quod post triennium exortum est, fuerit ».

b) *Dénonciation d'un concussionnaire.* Dans le passage de la *lex Acilia repetundarum* (631 ou 632), intitulé de *ceivitate danda* ¹, nous voyons que le *non civis* qui avait mis en œuvre l'*actio repetundarum*, et avait fait condamner le concussionnaire, pouvait réclamer la cité romaine pour lui et ses descendants. Voici le texte (d'après Bruns) : « *Sei quis eorum, quei ceivis Romanus non erit, ex hac lege alterei nomen... [ad prætor] em quouis ex hac lege quæstio erit, detolerit, et is eo iudicio hac lege condemnatus erit, tum [eis quei eius nomen detolerit, quouis eorum opera maxime unius eum condemnatum esse constituerit... Sei volet ipse filieique, quei eiei gnatei erunt, quom] ceivis Romanus ex hac lege fiet, nepotesque tum eiei filio gnateis ceivis Romanei justei sunt.* » Cette loi s'appliquait sans aucun doute aux latins, mais ses termes généraux (*sei quis eorum quei ceivis Romanus non erit*) permettent de croire que les simples pérégrines pouvaient l'invoquer. Huschke la restreint pourtant aux Latins et c'est dans ce sens qu'il restitue une partie du texte non déchiffrée ; d'après lui, il faudrait lire... « *is eo iudicio hac lege condemnatus erit [tum eis quei ita alterei nomen ad prætorem detolerit sei socium*

1. Bruns, *Fontes juris* p. 70. Mommsen, C. I. L., 1, n° 198.

Latineive nominis erit ceivis Romanus esto, item-que uxor et filiei ejus quei ceivis Romanus... Que cette restriction existe ou non dans la *lex Acilia*, il faut reconnaître qu'elle se trouve dans la *lex Servilia repetundarum* rendue en 643 et qui d'après Cicéron ne s'occuperait que des Latins¹.

Ce mode d'acquisition de la cité, comme le précédent, n'existait plus à l'époque classique ; La loi *Julia repetundarum* n'en parle pas, au moins d'après ce qui nous en est parvenu (v. Dig. *ad leg. Jul.*)

c) *Gestion d'une magistrature.* — Ce dernier mode devait au contraire subsister et prendre un développement d'autant plus grand que le régime municipal prit sous l'empire une importance considérable. Ce système allait contribuer dans une large mesure à l'assimilation progressive des provinces. L'élite de la population des cités jouissant du *jus latii* était attirée vers Rome et encouragée à servir la politique.

Quelles magistratures conduisaient ainsi à la cité et quels étaient les effets de cette acquisition ? Pour résoudre ces deux questions, il faut distinguer suivant que la ville où la magistrature était exercée avait le *majus* ou le *minus latium*².

Quelles magistratures pouvaient mener à la cité

1. Cicéron, *Pro Balbo* xxiv, 54 « *Quod si acerbissima lege Servilia principes viri et gravissimi et sapientissimi cives hanc latinis, id est fœderatis, viam ad civitatem populi jussu potere passi sunt* »

2. Beaudouin, le *majus* et le *minus latium*, *Nouv. Rev. hist.* 1879.

romaine ? Pendant longtemps, les *parag.* 95 et 96 du Com. I. de Gaius, qui s'occupent de la question, présentaient une lacune considérable, en présence de laquelle beaucoup de restitutions avaient été tentées. Voici le texte primitif. (v. Pellat, *Manuale*). Gaius, après avoir dit que les pérégrins qui obtiennent la cité pour eux et leurs enfants n'ont ces derniers sous leur puissance qu'en vertu d'une concession du prince, ajoute, par. 95 : « *Alia causa est eorum qui Latii jure cum liberis suis ad civitatem romanam perveniunt ; nam horum ex potestate fiunt liberi. Quod jus quibusdam peregrinis..... 96..... magistratum gerunt, civitatem romanam consecuntur, minus latium est, cum hi tantum, qui vel magistratum vel honorem gerunt ad civitatem romanam perveniunt. Idque compluribus epistolis principum significatur.* »

Niebuhr (*Hist. rom.* III p. 111 note 163) restituait ainsi : « *Majus latium vocatur, cum quicunque Romæ munus faciunt, non hi tantum, etc. — minus latium etc.* » Niebuhr se plaçait avec raison pour distinguer entre le *minus* et le *majus latium* au point de vue de la hiérarchie des magistratures ; celui qui pouvait invoquer le *majus latium*, acquérait la cité plus facilement, par des services d'un ordre moins élevé, par un simple *munus*. Mais, en réalité, la distinction faite par Niebuhr n'était pas bien nette ; et puis, il parle *de munus Romæ factum*, ce qui semble arbitraire. — Grâce

à la découverte de Studemund (1869) qui n'a guère été connue que depuis la publication de son *apographum* (1874), le texte a été presque complètement rétabli, et a prouvé définitivement l'existence d'un *majus* et d'un *minus latium*. Voici les parag. 95 et 96 tels qu'il faut les lire : « 95. *Alia causa est eorum qui Latii jure cum liberis suis ad civitatem Romanam perveniunt, nam horum in potestate fiunt liberi.* — 96. *Quod jus quibusdam peregrinis civitatibus datum est vel a populo Romano, vel a Senatu, vel a Cæsare..... Aut majus est Latium, aut minus. Majus est Latium cum et hi qui decuriones leguntur et ei qui honorem aliquem aut magistratum gerunt, civitatem romanam consecuntur ; minus Latium est cum hi tantum qui vel magistratum aut honorem gerunt ad civitatem romanam perveniunt. Idque compluribus epistolis principum significatur.* »

Dans les villes qui avaient le *majus Latium*, il suffisait d'être décurion (membre de la curie ou Sénat municipal) ; dans celles qui n'ont que le *minus Latium*, il faut avoir exercé une magistrature (*magistratus vel honor*) pour devenir citoyen romain. Cela suppose que la curie n'était pas exclusivement composée des magistrats sortant de charge ¹. L'opinion de Gaius est certaine. Mais était-elle conforme au droit municipal de son temps ? M. Beaudouin (loc. cit.) dit qu'à l'époque

1. Viollet *Hist. des Inst. polit. de la France* p. 40.

de la *lex julia municipalis* (table d'Héraclée) et même à celle de Pline le Jeune, il n'en était pas ainsi, et qu'à l'imitation de ce qui se passait à Rome pour le recrutement du Sénat, *l'ordo decurionum* était composé des anciens magistrats ; mais au III^e siècle, *l'ordo* se recrutait certainement lui-même, et où il voulait, sauf certaines incapacités, et il en aurait été ainsi à l'époque de Gaius ; il y avait dans *l'ordo* des *allecti inter decuriones*, qui pouvaient être des mineurs, et des *pedarii*, choisis en dehors des anciens magistrats. Nous irons même plus loin et nous dirons que bien avant Gaius, il en était ainsi ¹, puisque Cicéron parle des *pedarii* (*ad Attic* I, 19, 9 ; I, 20, 4) : — Des inscriptions de Pompeï, parlent de décurions n'ayant jamais été magistrats (Wilmanns, 1907, 1912, 1927). — Ceci admis, le parag. 96 de Gaius s'explique très bien.

Etendue des effets de cette acquisition quant aux personnes qui en bénéficiaient. — La distinction du *maius* et du *minus Latium*, d'après la restitution de Studemund, n'a d'importance qu'au point de vue du plus ou moins de facilité accordé aux habitants des villes latines pour acquérir la cité romaine, mais elle ne nous donne aucun renseigne-

1. M. Beaudouin s'appuie s. le chap. v de la *lex julia munic.* et s. une lettre de Pline le jeune (x, 83) M. Thézard (*Nouv. Rev. hist.* 1879 p. 509 et s) soutient que de tout temps *l'ordo* put se recruter en dehors des anciens magistrats et il s'appuie sur les mêmes textes que son contradicteur. En ce dernier sens, Mispoulet, *Hist. polit. des Romains* p. 69.

ment sur l'étendue des effets de cette acquisition. Cependant, le parag. 95 disant que le Latin qui devient citoyen avec ses enfants a sur eux de plein droit la *patria potestas*, on avait pensé que le paragraphe suivant indiquait dans quel cas cet effet collectif se produisait. C'est dans cet ordre d'idées que M. Mommsen ¹ était arrivé à une opinion qui avait rallié tous les suffrages ² : *Quod jus quibusdam peregrinis civitatibus concessum est, tributo jure majoris latii. Et enim differunt latium majus et minus, quod majus latium est cum non solum qui magistratum gerunt, sed conjuges et parentes et liberi etiam eorum qui magistratum gerunt* ». Le *majus latium* aurait fait acquérir la cité non seulement à l'ancien magistrat, mais à sa femme, à ses enfants, à ses parents. Dans le *minus latium*, le bénéfice du droit de cité aurait été purement individuel. Nous avons montré que le texte de Gaius établit la distinction sur une toute autre base et il est difficile de combler la lacune d'une demi ligne, restée indéchiffrée, ³ par la restitution de Mommsen. Mais ce système n'a pas été détruit par la découverte de Studemund, car il s'appuie sur des faits indéniables. Si l'on doit admettre en principe que l'ac-

1. Mommsen. *Die Stadtrechte der Latinischen Gemeinden, Salpensa und Malaca*, p. 405 note 40.

2. Rudorff. *de major. ac min. latio* 1860 p. 19. — Huschke *jurispr. antejustin.* éd. de 1861, p. 124 ; — Puchta *Cursus der Institutionen*, éd. de 1865 t. p. 207. Giraud, *Nov. Enchirid.* — Id. *tables de Salpensa et de Malaga*.

3. V. Mispoulet, *textes de droit romain* p. 303, note 1.

quisition du droit de cité par l'exercice des magistratures municipales était personnel, il n'en est pas moins certain que des villes privilégiées jouissaient de faveurs plus grandes : telle était la colonie de Salpensa en Espagne (Bétique), comme nous le fait connaître le chapitre xxi de la *lex Salpensana* :

R. *Ut magistratus civitatem romanam consequantur.*

Qui ii vir ædilis quæstor ex h. l. factus erit c. r. sunt cum post annum magistratu.

Abierint cum parentibus conjugibusque hac liberi qui legitimis nuptis qui siti in potestatem parentium. Fuerunt item nepotibus ac neptibus filio natalis quiquæve in potestate parentium. fuerint dum ne plures c. r. sint quam ex h(ac) l(ege) magistratus creare oportet.

Dans la loi de *Salpensa*, il y avait une limite à la concession : il ne fallait pas que le total des personnes acquérant la cité dépassât le nombre des magistrats de la ville.

Du passage que nous avons cité, il résulte qu'à *Salpensa* les magistrats n'acquéraient la qualité de citoyens romains qu'après être sortis de charge et même un an après l'expiration de leurs pouvoirs ; mais il n'y a pas lieu de généraliser cette solution. Gaius dit « *qui magistratum GERUNT* » et d'autres textes sont dans le même sens : « *per ædilitatis gradum in curiam nostram admitterentur, ac per hoc civitatem romanam apiscerentur* ».

(Tit. Tergestin. Orelli n° 4040). D'après Strabon (IV, 1. 12). « Τὸ καλούμενον Λατιον, ὥστε τοὺς ἀξιωνθεντάς ἀγορανομίας καὶ ταμειρίας. Ρωμαίους ὑπαρχεῖν ¹. »

Modes d'acquisition établis pour les Latins juniens. Tels étaient les trois moyens privilégiés dont jouissaient pour parvenir à la cité romaine les *Latini veteres* et les *Latini coloniarii* ². Les Latins juniens créés au début de l'Empire ne pouvaient pas les invoquer ³, mais on leur avait accordé de nombreuses facilités dont Ulpien nous donne l'énumération (III, *de Latinis*) « *Latini jus quiritium consequuntur his modis : beneficio principali, liberis, iteratione, militia, nave, ædificio pistrino ; præterea ex senatusconsulto, vulgo quæ sit ter enixa.* »

1° *Beneficium principale* : Il n'y a là qu'une application du droit qu'avait l'empereur de con-

1. Zumpt *Studia romana* p. 354. — Contra Mommsen, *loc. cit.* et Beaudouin, *loc. cit.* on s'appuie sur Appien B. c. II, 26 qui supposerait qu'il s'agit de magistratures passées (ἡρχον) : « ὅσοι κατ'έτος ἡρχον ἐγγιγοντο Ῥωμαίων πολῖται τὸδεχαρ ἴσχυει τὸ Λατιον, » Pour Zumpt, Appien « *indicat eos qui consecuti essent, non qui administrassent.* »

2. Berthelot et Didier (d'après Lange) *Hist. int. de Rome*, I, *passim.*, disent que les 3 modes d'acquisition que nous venons d'étudier ont été appliqués distributivement suivant les colonies. — Dans le vieux Latium et quelques colonies postérieures à 416, on devient citoyen en s'établissant à Rome. — En 334 pour Cales et en 328 pour Frégelles, on décide qu'il faudra laisser un fils dans la colonie. — Dans les colonies postérieures à 268, la cité romaine s'acquiert par l'exercice des magistratures.

3. Le seul mode d'acquisition qui eût pu leur être appliqué, était l'accusation d'un concussionnaire, mais il semble que ce moyen avait déjà disparu quand se forma la classe des latins juniens. Les autres modes n'avaient pour eux aucune raison d'être.

férer le droit de cité ; c'était une *civilatis donatio* ; mais ici le prince n'avait pas une liberté complète, car il se trouvait en présence du *manumissor* dont les droits devaient être respectés ; en dehors de l'intervention de son patron, à l'égard de celui-ci, le nouveau citoyen restait Latin junien. Les autres modes avaient au contraire un effet complet.

2° *Iteratio*. — Nous citons immédiatement ce mode parce qu'il se distingue nettement des autres, et n'est en réalité que le complément, la réparation d'un affranchissement insuffisant par une *manumissio* conforme à toutes les prescriptions exigées par la loi pour qu'un tel acte puisse conférer la cité. Ulpien nous dit : « *Iteratione fit civis Romanus qui post latinitatem quam acceperat major triginta annorum, iterum juste manumissus est ab eo cujus ex jure Quiritium servus fuit.* » (Ulp. III, par. 4). Il est certain que l'*iteratio* pouvait s'appliquer à l'esclave majeur de trente ans dont le premier affranchissement n'était imparfait que par ce qu'il n'était pas solennel ¹. Mais des difficultés se sont élevées pour le cas d'un esclave mineur de trente ans, ou dont le *manumissor* n'avait que l'*in bonis*.

Tout d'abord, le texte d'Ulpien paraît exclure l'*iteratio* pour l'esclave affranchi à moins de trente

1. Dosithée (par.14) en parlant de la *manumissio inter amicos* dit : « *tantum ei ad hoc prodest manumissio, ut postea iterum possit ex vindicta vel testamento manumitti, et civis romanus fieri.* »

ans et des auteurs ont admis cette restriction ¹; nous croyons plutôt avec M. Demangeat ², qu'il ne faut pas tirer du texte cette conséquence rigoureuse; l'individu en question pourra devenir citoyen par l'affranchissement lorsqu'il aura atteint l'âge de trente ans, ou avant cet âge par une *manumissio in consilio*. Cette interprétation se comprend très bien si l'on songe à l'hypothèse prévue dans le par. 4 *in fine*, où l'on parle de l'extension de la *causæ probatio* aux Latins juniens affranchis à plus de trente ans; même pour ceux-là, l'*iteratio* a toujours pu s'appliquer; il serait étrange que des Latins juniens fussent dans une situation inférieure (au point de vue de la possibilité d'être affranchis régulièrement) à celle des esclaves qui sont restés en servitude.

Le parag. 4 d'Ulpien suppose que l'*iteratio* est faite par le *dominus ex jure Quiritium*; cela est très exact; lui seul, en effet, peut conférer la cité à l'esclave; Ulpien dit, il est vrai: « *ITERUM manumissus AB EO*, » ce qui paraîtrait signifier à première vue qu'il faut que les deux affranchissements aient été faits par le *dominus ex jure Quiritium*. Aussi Bethmann Hollweg ³ a-t-il soutenu

1. Bethmann Hollweg; de *caus. probatione* p. 90 cite en ce sens une lettre de Pline (x, 105) dans laquelle il demande à l'empereur la cité pour un Latin se trouvant dans ces conditions. Nous ferons observer que Pline n'était le patron de ces Latins que par suite d'une libéralité d'un de ses amis. V. aussi Wangerow, *Ueber die Latini juniani*.

2. Demangeat, *Dr. romain* I p. 191.

3. *De causæ probat.* p. 88.

que l'affranchissement fait par celui qui a l'esclave *in bonis* n'est pas susceptible d'*iteratio*. Nous croyons qu'ici encore, il ne faut pas prendre le texte à la lettre, car on pourrait en arriver à croire qu'il parle de deux *jūstæ manumissiones* (*iterum jūste manumissus*), ce qui serait absurde ; le mot *iterum* s'applique à la *manumissio* et non au *manumissor*. D'ailleurs, si le *dominus* et celui qui a l'*in bonis* s'étaient entendus au début, l'affranchi aurait acquis la cité ¹ ; on ne comprendrait guère que, postérieurement, le *dominus* ne pût pas lui conférer ce droit. De plus le par. 224 *frag. Vatic.* admet que l'affranchissement donnant la latinité et l'*iteratio* soient faits par deux personnes différentes, et si on le combine avec le par. 167 de Gaius ² on peut arriver à reconstituer notre théorie. Notre solution est confirmée par le par. 35 (Gaius I, lecture de Studemund), d'après lequel : « *Libertus jure quirritium meus erit, Latinus quidem a te solo fieri potest, iterari autem a me, non etiam a te potest et eomodo meus libertus fit...* »

L'*iteratio* était par la force des choses inapplicable aux autres Latins.

3° Il fallait également restreindre aux Latins juniens la *causæ probatio*, qu'Ulpien appelle l'acquisition de la cité *libertis*. (par. 3). Il résulte de la

1. Cela semble résulter a contrario d'un passage de Gaius (I, 167) : « *Si ancilla ex jure quirritium tua sit, in bonis mea, a me quidem solo, non etiam a te manumissa, latina fieri potest.* »

2. En ce sens, Accarias I, p. 155, note 1.

combinaison des textes d'Ulpien (III, 3) et de Gaius (I, 29) que le Latin junien qui 1° avait épousé une citoyenne romaine ou une Latine coloniaire ou junienne, en déclarant 2° qu'il se mariait *quærendorum liberorum causa*, en présence 3° d'au moins sept témoins citoyens romains et pubères, pouvait, lorsque l'enfant né de cette union avait atteint l'âge d'un an 4° (*anniculus*), pouvait aller trouver le préteur (ou le *præses provinciæ*) et devant lui 5° *causam probare*, c'est-à-dire prouver qu'il s'était marié dans le but d'acquérir la cité et avait rempli les conditions exigées par la loi. Alors le préteur le déclarait citoyen romain. Si la femme et l'enfant étaient Latins, ils suivaient la condition du père et devenaient romains ; si la femme était romaine, son enfant l'était en naissant ; tout doute à cet égard avait été tranché par un sénatus-consulte rendu sous les auspices d'Hadrien (v. Introduction), et le mari seul avait besoin d'invoquer la *causæ probatio*. C'est ce que dit Ulpien, et c'est en ce sens qu'il faut comprendre Gaius quand il exige pour que la femme et l'enfant puissent profiter de ce bénéfice qu'ils soient de la même condition que le mari ou le père ¹. L'enfant se trouvera de plus sous la puissance de son père (Gaius I, 66) : *Veluti si Latinus ex lege Ælia Sentia uxore ducta filium pocreaverit aut Latinum ex latina aut civem*

1. Gaius explique lui-même sa pensée dans le paragraphe suivant (I, 30).

romanum ex cive romana, non habebit eum in potestate; sed si postea causa probata jus Quiritium consecutus fuerit, simul eum in potestate sua habere incipit. »

La *causæ probatio* a été introduite par la loi *Ælia Sentia* et le contraire n'est pas soutenable si on admet que la loi *Junia Norbana* est antérieure à la loi *Ælia Sentia*¹; en effet, le premier cas d'application de la *causæ probatio* fut celui de l'affranchi mineur de trente ans, et l'on sait que cette cause de latinité fut créée par cette dernière loi. La *causæ probatio* fut étendue par la suite (S. C. Pégasien) aux Latins majeurs de trente ans lors de leur affranchissement, c'est-à-dire devenus libres par un mode non solennel ou affranchis par celui qui les avait seulement *in bonis*. C'est ce que dit Gaius (I, 31) : «... *postea Senatusconsulto quod Pegaso et Pusione consulibus factum est etiam majoribus triginta annorum manumissis Latinis factis concessum est.* » C'est à ce même sénatus-consulte que se réfère Ulpien (III, 4 *in fine*); après avoir parlé de l'*iteratio* où il ne vise que l'hypothèse du majeur de trente ans, il ajoute : « *huic concessum est ex senatus consulto etiam liberis jus Quiritium consequi.* »

1. Ulpien (III par. 3) se réfère à la loi *Junia Norbana*, mais ce texte peut être neutralisé par un autre passage de ce même auteur (VII, 4 où il dit : « *Aut etiam quasi Latino ex lege Ælia Sentianupta fuerit causa probata civitas romana datur, tam liberis quam parentibus, præter eos qui dedititiorum numero sunt, et ex eo fiunt in potestate parentum liberi.* » Nous mentionnerons pour mémoire l'ancienne opinion de Pierre Pithou et de Jac. Godefroy réfutée par Heineccius, et se référant à la loi *Julia et Papia Poppæa*

Si le père était mort avant que l'enfant eût un an, ce décès prématuré ne devait nuire ni à sa femme, ni à son enfant. La veuve, si elle était Latine pouvait *causam probare* et devenir citoyenne romaine (Gaius I, 32). Quant à l'enfant, il semble résulter de la suite du paragraphe qu'il était alors citoyen (*quia ex cive Romana matre natus est*), mais il devait lui-même *causam probare* pour devenir héritier sien de son père, c'est-à-dire pour être réputé avoir été sous sa *patria potestas*.

La fin du parag. 32 de Gaius nous dit que ce qui est vrai du *filius amniculus* l'est aussi de la *filia amnicula*, c'est du moins en ce sens que le texte est restitué dans Krueger et Studemund (éd. 1891).

4° La *causæ probatio* rentre dans la série des mesures que prit Auguste dans le but d'encourager les mariages ¹, et d'augmenter la population romaine. C'est aussi dans cette ordre d'idées que se place l'*erroris causæ probatio*, que nous examinerons tout de suite bien qu'elle fit acquérir indirectement la cité aux pérégrins et ne fût certainement pas limitée aux Latins juniens. Ulpien en parle au titre VII par. 4 et Gaius nous donne sur ce mode d'acquisition de la cité de grands détails (I, 67 et s.). L'*erroris causæ probatio* avait été établie par un sénatus-consulte : — Si un Romain avait épousé par erreur une Latine (ou une pérégrine) qu'il croyait romaine, et avait un enfant, il

1. Bethmann Hollweg. *Op. cit.* p. 106.

pouvait *causam erroris probare* : Sa femme et son enfant acquéraient la cité. Il en était de même, si une citoyenne romaine avait épousé un pérégrin le croyant romain, ou si, le croyant Latin, elle l'avait épousé dans les formes de la loi *Ælia Sentia*. Si un Latin s'était marié suivant la même loi avec une pérégrine, ou une Latine avec un pérégrin, croyant épouser une personne de leur condition et pouvoir bénéficier de la *causæ probatio*, on leur permettait de réparer les effets de leur erreur par l'*erroris causæ probatio*. Dans tous ces cas l'enfant et les parents devenaient citoyens romains. L'enfant passait du jour de la *probatio* sous la puissance de son père. La cité était accordée indirectement au pérégrin ou au Latin auteur de la fraude ; cependant, en cas de mariage par erreur avec un déditice, l'*erroris causæ probatio* ne profitait qu'à la victime du dol et à l'enfant, car les déditices ne pouvaient pas acquérir le droit de cité. Gaius dit expressément que les femmes pouvaient invoquer le bénéfice de l'*erroris causæ probatio*. Au contraire, pour la *causæ probatio*, il ne parle que du Latin et ne dit rien de la Latine, sauf pour le cas de décès prématuré du mari ; il faut en conclure que ce bénéfice lui était refusé ; cela n'avait d'importance que lorsqu'une Latine avait épousé un citoyen romain, car si elle avait épousé un Latin, l'intérêt même de son mari lui assurait l'accession à la cité romaine, et s'il venait à mourir avant d'avoir pu user de son droit, la femme pouvait

l'exercer à sa place. — Nous ajouterons que les citoyens romains qui, se croyant eux-mêmes Latins ou pérégrins, avaient épousé des Latines ou des pérégrines, pouvaient aussi *erroris causam probare*, et faire acquérir la cité à leur femme et à leur enfant. — Contrairement à ce qui avait lieu pour la *causæ probatio*, on n'exigeait pas que l'enfant (*filius filiave*) fût âgé d'un an (Gaius I, 73).

A propos des modes qui vont suivre on peut se demander s'ils s'appliquaient à tous les Latins. Il y a lieu de penser, d'après la place qu'ils occupent dans le comm. I de Gaius, qu'ils ne pouvaient être invoqués que par les Latins juniens ¹.

5^o *Mulier ter enixa*. Ulpien cite cette hypothèse à la fin de son énumération : « *Præterea ex senatus consulto, vulgo quæ sit ter enixa,* » l'idée qui a inspiré cette décision est analogue à celle qui a fait admettre le *jus trium et quatuor liberorum*. L'acquisition avait lieu alors même que les enfants étaient jumeaux, en effet Paul nous dit (loi 139 ff. I, 16 *de verb. signif.*) : « *Ter enixa videtur etiam quæ trigeminos pepererit.* » — Le mot « *vulgo* » du par. 1^{er} d'Ulpien a choqué les

1. Mispoulet. *Instit. polit.* p. 178. — On a trouvé étonnant que les Latins ingénus eussent moins de facilités pour devenir citoyens que les Latins juniens. M. Mispoulet répond à cette objection par deux arguments topiques. — D'une part, il ne s'agissait pas pour les Latins juniens de devenir *cives optimo jure* ; d'un autre côté, « comment supposer que les empereurs aient été assez mal avisés... pour favoriser la désertion des villes latines en leur permettant de devenir citoyens par une foule de moyens bien moins onéreux que la gestion d'une magistrature ? »

commentateurs et on a essayé de l'attribuer à une erreur de copiste ¹, nous croyons qu'il vaut mieux accepter le texte tel qu'il est, tout en regrettant qu'il y eût là une disposition de nature à favoriser les unions irrégulières. Bethmam Hollweg ² a essayé de justifier cette solution ; il est parvenu tout au moins à atténuer les critiques dirigées contre elle. Le sénatus-consulte se comprend mieux en effet si on le considère comme un complément apporté à la *causæ probatio*. L'idée moderne, au développement de laquelle le christianisme a contribué si largement, et d'où il résulte que le mariage est un droit pour chacun, quelle que soit sa condition sociale, n'était pas admise dans le droit civil romain ; il s'agit ici des rapports des enfants avec leur mère, et à ce point de vue tous les enfants étaient naturels ; la légitimité n'avait d'importance juridique que pour le père, pour savoir s'il aurait ou non la puissance paternelle. — D'autre part, il s'agissait d'une Latine, et, d'après le droit civil, les *justæ nuptiæ* étaient l'apanage des seuls citoyens romains ³. On pouvait concevoir une union honorable en dehors du *matrimonium justum*. Il suffit d'appliquer le sénatus-consulte d'une manière générale pour voir qu'il

1. Puchta a lu « *virgo*. » Huchke « *mulier*. » M. Willems (*droit public*, p. 414), se borne à supprimer le mot. Nous croyons qu'il suffit de ne pas faire dire au texte plus de choses qu'il n'en a voulu dire.

2. *De causæ probatione* p. 105.

3. Fustel de Coulanges, *cité antique*, *passim*. et p. 445.

pouvait produire de bons résultats. Supposons l'union d'une Latine avec un citoyen romain ; dans cette hypothèse, la *causæ probatio* ne pouvait pas avoir lieu et si le mari connaissait la condition de sa femme, il ne pouvait pas recourir à l'*erroris causæ probatio* ; le remède à cette situation était apporté par le bénéfice dont nous parlons ; après la naissance du troisième enfant, le *matrimonium* pouvait devenir *justum* par l'accession de la Latine à la cité romaine. Dans cette hypothèse, tout s'était passé comme dans la *causæ* (ou *erroris causæ*) *probatio*, si ce n'est qu'on avait exigé trois enfants au lieu d'un.

6° *Militia*. — « *Militia jus quiritorium accipit Latinus, si inter vigiles Romæ sex annis militaverit ex lege Visellia. Præterea ex senatus consulto concessum est ei ut si triennio inter vigiles militaverit, jus Quiritorium consequatur.* » (Ulpien III, 5), Gaius parle dans le même sens ¹. — Le temps de service dans le corps des *vigiles*, exigé pour devenir citoyen romain, primitivement fixé à six ans, avait été réduit à trois années. La date de la loi Visellia, qui avait créé cette manière d'acquérir la cité, peut-être fixée à l'an 782 U. C. (72 ap. J. C), sous le règne de Tibère ². Au bout de trois ans, ils avaient droit

1. Gaius I, 325. *Præterea ex lege visellia tam maiores quam minores triginta annorum manumissi et Latini facti jus quiritorium adipiscuntur, id est fiunt cives romani, si Romæ inter vigiles sex annis militaverint, postea dicitur factum esse senatus consultum quo data illis civitas romana, si triennium militiæ expleverint.*

2. Mommsen. *Bull. archéol. de Rome*, 1845, p. 193.

au *frumentum publicum*, (ils étaient appelés *frumentarij*), et il y a là une corrélation avec l'acquisition de la cité. Une inscription intéressante, de l'époque de Septime Sévère (203) parle de ces distributions à des *vigiles* ¹. — Les *vigiles*, bien que Gaius et Ulpien disent *qui militaverant* et que l'inscription susmentionnée parle du jour où ils ont été *militēs facti* (M. F. PR. K. IVN. *miles factus pridie Kalendas junias*), n'étaient pas des guerriers, mais ils étaient enrégimentés ; c'étaient des gardes de nuit et surtout des pompiers. Paul, (loi 1 et 3 ff. 1, 15 *de offi. præfect. vigil* ².) nous donne quelques détails sur leur organisation : au début (*apud vetustiores*), les pompiers étaient des esclaves publics (*familia publica circa portam et muros disposita, unde, si opus esset, vocabatur*), soumis à des *triumviri nocturni* : les particuliers pouvaient entretenir une *familia privata*. — L'organisation militaire de ce service public ne date que d'Auguste. Il établit douze cohortes de *vigiles* commandées par des tribuns ; le commandement suprême appartenait au *præfectus vigilium* (*spectabilis vir*). Ce que nous avons dit au début suppose que ces cohortes étaient composées d'hommes libres.

7° *Navis*. « *Nave Latinus civitatem Romanam accipit si non minorem quam decem millium modiorum navem fabricaverit et Romam sex annis frumentum*

1. Beaudouin, *op. cit.* p. 24, C. I. L., VI, 220. — Zumpt, *op. cit.* p. 187 et s.

2. Brisson, *Selectar. ex jure civ.*, II cap. 8, p. 44.

portaverit, ex edicto divi Claudii. » Deux conditions étaient exigées pour devenir citoyen romain *nave* : construire un navire pouvant contenir dix mille mesures (*modii*) de blé, et sur ce navire avoir transporté du blé à Rome pendant dix ans. Claude favorisait à la fois l'approvisionnement de Rome rendu difficile par l'accroissement de sa population, et le développement de la marine marchande. Gaius (I, 32.) nous fait savoir que le navire construit devait pouvoir naviguer sur la mer (*navis maritima*) ; d'autre part, il nous dit qu'il n'était pas nécessaire que le transport fût fait sur le même navire, pourvu qu'il fût du même genre que celui que le Latin avait construit (*eaque navis vel quæ in ejus locum substituta sit*). Suétone (*Claude* 18, 19) en racontant avec quelle sollicitude l'empereur Claude s'occupait d'assurer le fonctionnement du service de l'*annona*, mentionne cette décision dont l'utilité aurait été accrue par une série d'années stériles : « *Nihil non excogitavit ad inve-*
« *hendos etiam in tempore hiberno commeatus. Nam*
« *et negotiatoribus certa lucra proposuit, suscepto in*
« *se damno si cui quid per tempus accidisset et naves*
« *mercaturæ causa fabricantibus magna commoda*
« *constituit : pro conditione cujusque civibus vocatio-*
« *nem legis Papiæ Poppææ : LATINIS JUS QUIRITIMUM :*
« *feminis jus quatuor liberorum : quæ constituta ho-*
« *die servantur.* »

8^e *Pistrinum*. La même idée explique ce mode d'acquisition de la cité que nous rapprocherons

pour cela du précédent, bien qu'Ulpien lui ait donné un autre rang pour des raisons d'ordre chronologique : il ne remonte qu'à Trajan. — « *Denique Trajanus constituit ut si Latinus in urbe triennio pistrinum exercuerit, quod in dies singulos non minus quam centenos modios frumenti pinseret, ad jus Quiritium perveniat.* » (Gaius I, 34). Il faut exercer à Rome le métier de boulanger pendant trois ans en pétrissant cent mesures (*centenos modios*) de blé par jour ¹.

9° *Ædificium*. C'est aussi Gaius (I, 33) qui nous donne des détails sur ce dernier mode privilégié, dû à Néron : *Præterea a Nerone constitutum est, ut si Latinus qui patrimonium sestertium CC. millium plurisve habebit, in urbe Roma domum ædificaverit, in quam non minus quam partem dimidiam patrimonii sui impenderit, jus Quiritium consequatur.* » Tout Latin ayant une fortune d'au moins deux cent mille sesterces pouvait devenir citoyen en consacrant la moitié de sa fortune à la construction d'un édifice ; il est intéressant de rapprocher cette décision du fameux incendie de Rome, qui éclata sous ce prince, et que l'on peut considérer comme une violente ex-

1. Sur les faveurs accordées aux collègues de boulangers par Trajan et Hadrien, v. *Fragm. Vatic.* 233 et s. (Ulpien ff. 27, 1 loi 46) : « *qui in collegio pistorum sunt, a tutelis excusantur, si modo per semet ipsos pistrinum exercent; sed non alios puto excusandos quam qui intra numerum constituti centenarium pistrinum secundum litteras divi Trajani ad Sulpicium similem exercent; quæ omnia litteris præfecti annonæ significanda sunt.* »

propriation. Tacite (*Ann.* xv, 43) nous parle des projets de Néron pour la reconstruction et l'embellissement de Rome : « *Ceterum, urbis quæ domui supererant, non, ut post Gallica incendia, nulla distinctione, nec passim erecta, sed dimensis vicorum ordinibus, et latis viarum spatiis, cohibitaque ædificiorum altitudine, ac patefactis areis, additisque porticibus, quæ frontem insularum protegerent.... addidit præmia* » — D'ailleurs, d'une manière générale, les Romains ont toujours attaché beaucoup d'importance aux bâtiments et à leur conservation. Car dans ce but que furent rendus les sénatus-consultes Hosidien (sous Claude, 44 apr. J.C) et Volusien (s. Néron, 56) s'opposant aux démolitions (v. Bruns, *Fontes juris*, p. 179 et 181 — Giraud, *Nov. Enchir.* p. 641. Girard, *textes de droit romain* p. 113). Suétone nous montre la même préoccupation chez Vespasien (*Vesp.* 8). —

10^e Enfin, d'après le code théodosien (loi 1^{er} par. 4, ix, 24, *de raptu virginum*): « *Si quis vero servus, raptus facinus dissimulatione præteritum, aut pactione transmissum, detulerit in publicum, Latinitate donetur; aut si Latinus sit, Civis fiat Romanus.* » Le Latin qui a dénoncé le rapt devient citoyen romain ; la première partie de la phrase ne nous est pas inconnue, nous avons vu à propos des affranchissements, que l'esclave qui avait révélé un crime de ce genre devenait libre.

§ II. — Naturalisation proprement dite ou *Civitatis donatio*.

Les pérégrins, c'est-à-dire tous les hommes libres qui n'étaient ni Romains, ni Latins ¹, ne pouvaient devenir citoyens romains d'une manière directe ² que par suite d'une concession, d'une *civitatis donatio*.

Les formes de la naturalisation ont varié suivant les époques :

A l'origine lorsque la cité se confondait avec le patriciat, elle s'acquérait par *cooptatio* ; les *gentes* des cités annexées pouvaient conserver ainsi leur caractère, en s'adjoignant aux *gentes* romaines ; M. Villems (*Dr. public.* p. 33), y voit l'explication de la distinction des *gentes* en *minores* et en *maiores*. Nous n'insisterons pas sur ces naturalisations qui avaient un caractère collectif, et n'étaient que la réglementation des effets de la conquête, ou l'application d'un traité.

Même sous la République, nous ne voyons guère que des concessions générales à telle ou telle ville. La loi des Douze Tables en disant *ne privilegia irroganto*, paraissait interdire de concéder la cité à

1. Au-dessous des pérégrins ordinaires (indépendants ou sujets de Rome) se trouvaient les *déditices* qui ne pouvaient pas acquérir la cité.

2. Ils pouvaient acquérir la cité indirectement par l'*erroris causæ probatio*.

titre individuel ¹. Mais la *civitatis donatis viritim* apparaîtra avant la fin de cette période.

Dès la fin de la Royauté, la compétence en matière de collation du droit de cité appartenait aux comices curiates, centuriates, par tribus, c'est-à-dire au peuple. La *civitatis donatio* résultait d'une loi.

Le Sénat avait une compétence générale sur les affaires étrangères : il en résultait que la loi n'était soumise aux comices (*rogatione ex auctoritate patrum ad plebem (ou ad populum) lata* (Tite Live VIII, 21 ; XXVII, 5). Tite Live cite un exemple de plébiscite accordant le *jus suffragii*, sans intervention du Sénat, mais il s'agissait de personnes ayant déjà la *civitas sine suffragio* et encore la validité de la concession fut discutée (XXXVIII, 36) : « *Huic rogationi quatuor tribuni plebis, quia non ex auctoritate Senatus ferretur quum intercederent, edocti populi esse, non Senatus jus, suffragium, quibus velit, impartiri, destiterunt incepto.* »

Mais le Sénat tout seul n'avait le droit de conférer la cité qu'en vertu d'une délégation du peuple ². C'est ce que nous dit Cicéron (*Pro Balbo*, 40) : « *Liceat si populus romanus permiserit, ut ab senatu, ab imperatoribus nostris civitate donentur.* » C'est en ce sens qu'il faut entendre le par. 26

1. Cicéron, *de legibus*, III, 49 : « *Vetant duodecim tabulæ leges privis hominibus irrogare.* »

2. Willems, *Le Sénat et la République romaine*, p. 633. Contra Mispoulet, *Inst. polit.* n° 401.

(Gaius 1), qui parle de naturalisation « *lege aut senatus consulto*. »

Le peuple pouvait aussi déléguer aux généraux le droit de naturaliser (loi *Apuleia*, 653, U. C). Ces délégations furent la source des naturalisations individuelles.

Enfin, sous l'Empire, le prince s'empara du droit de conférer la cité, c'est le *beneficium principale* qui finit par se substituer aux autres modes de concession¹.

Pour que l'acquisition de la cité fût complète, il fallait se faire inscrire sur les registres du *cens* dont l'importance était si grande dans l'ancienne Rome. En réalité, les censeurs pouvaient indirectement opposer une sorte de *veto* à la décision du peuple ou de ses délégués, en refusant de mettre au nombre des citoyens le pérégrin naturalisé. Mais il ne faut pas aller jusqu'à dire qu'ils avaient le droit de conférer la cité. Pourtant Zumpt leur reconnaît ce droit : « *Antiquitus enim censorum fuerat civitatem impertire* » (*Studia Romana*, p. 308, v. aussi p. 36, 370).

La naturalisation était sollicitée par l'intermédiaire d'un citoyen romain dont le naturalisé prenait le nom. Cela était nécessaire devant les comices ; les étrangers ne pouvant pas y prendre part, le candidat faisait soutenir sa demande par un

1. L'empereur pouvait avoir recours à une loi ou à un sénatus-consulte, mais il n'y était pas obligé. V. Zumpt. *Studia romana*, p. 302 et s.

adsertor civitatis, qui avait beaucoup d'analogie avec *l'adsertor libertatis*. On pouvait dire, comme pour l'affranchissement, que la *civitatis donatio* faisait naître dans une certaine mesure à une vie nouvelle. Aussi n'est-il pas étonnant que les Romains n'aient pas admis que l'on pût être à la fois membre de deux cités. « *Duarum civitatum civis esse nostro jure civili nemo potest.* » (Cicéron, *pro Balbo*, 11). Cicéron, tout en faisant observer qu'il en était autrement en Grèce, nous dit qu'à Rome le principe était incontestable (*Ibid.* 12, 13) ¹.

Cette habitude de prendre le nom d'un citoyen se continua alors même que la naturalisation avait eu lieu en dehors des comices. C'est ainsi que Balbus prit le nom de L. Cornelius parce que L. Cornelius Lentulus l'avait fait naturaliser par Pompée : le poète Archias s'appelait A. Licinius du nom de consul A. Licinius qui l'avait fait devenir citoyen d'Héraclée. Il était ensuite devenu

1. Cicéron (*Balb.* 13), nous dit : « *O jura præclara, atque divinitus jam inde a principio romani nominis a majoribus nostris comparata ! Ne quis nostrum plus quam unius civitatis esse possit (dissimilitudo enim civitatum varietatem juris habeat necesse est).* » On veut qu'une personne ne soit soumise qu'à une législation. On a en vue une cité indépendante de Rome. La même raison ne s'appliquant pas à l'égard des villes soumises à Rome, tout en ayant une organisation propre, les membres de ces villes pouvaient, tout en conservant leur *origo*, acquérir la *civitas romana* qui n'avait pas à craindre de rivalité ; la survivance de l'*origo* avait surtout un intérêt administratif. Cicéron (*de leg.* II, 2), dit : « *Omnibus municipibus duas esse cense, patrias, unam naturæ, alteram civitatis,* », en réalité le *municeps*, s'il a deux patries, une grande et une petite, n'a qu'une cité, qu'une nationalité. — V. Accarias, I, p. 119, note 1., Demangeat, p. 166.

citoyen romain par l'effet de la loi *Plantia Papiria* Cicér. (*Pro Archia*, 6, 7, v. Cagnat, *Epigr. lat.* éd. 1889, p. 75 et s. H. Michel, *Droit de cité*, I. 3^e partie, p. 61 et 3.)

La *civitatis* *donatio* faite à des personnes isolées ne remonte guère au-delà de la loi Apuleia (653 U. C) en vertu de laquelle Marius avait le droit de donner la cité à trois personnes dans chacune des colonies qu'il fonderait : « *ut in singulas colonias ternos cives romanos facere posset.* » (Cicér. *Balh.* 21). En fait, il s'affranchit de ces conditions, comme le prouvent les concessions qu'il fit, notamment à L. Matri-nius, de Spolète et à M. Annius Appius. Le père du grand Pompée, à qui l'on doit la loi relative à la Gaule Transpadane (663), fit citoyen P. Cœcius de Ravenne. P. Crassus conféra la cité à deux cohortes (*Cohortes duas universas*) de Camertins, et à une légion d'Héraclée; le Marseillais Ariston et neuf habitants de Gadès (Cadix) obtinrent la *civita-tis donatio* de Sulla. Q. Fabius de Sagonte la reçut de Q. Metellus Pius. M. Licinius Crassus, col-lègue de Pompée pendant le triumvirat, et lors de son second consulat¹, naturalisa un homme d'Aletrium. La loi Gellia Cornelia, rendue *ex se-natus sententia* sur la proposition des consuls L. Gellius et Cn. Cornelius (681 U. C) permettait à Pompée de donner la *civitas* individuellement (*sigillatim*) après avoir pris l'avis d'un conseil

1. Eutrope, *Hist.* livre VI.

(*uti cives romani sint ii quos Cn. Pompeius de consilii sententia sigillatim civitate donarit. Balb. 8*). C'est alors qu'il fit citoyen Balbus de Gadès qui l'avait si vaillamment aidé dans la guerre contre Sertorius, et en Afrique, et à propos duquel Cicéron prononça le célèbre plaidoyer auquel nous devons tous ces détails sur la naturalisation. Pompée usa aussi ¹ de ses pouvoirs au profit d'Hasdrubal de Gadès qui l'avait également servi dans la guerre d'Afrique, des Ovius de Messine, de certains habitants d'Utique, de plusieurs Fabius de Sagonte². Tous ces nouveaux citoyens devaient leur titre aux services qu'ils avaient rendus au peuple romain : « *Etenim cum ceteris præmiis digni sunt qui suo labore et periculo nostram rempublicam defendunt : tum certe dignissimi sunt, qui civitate ea donentur, pro qua pericula ac tela subierunt* » (*Balb. 22*). Rome, par une habile politique, sachant quel prix on attachait à la qualité de citoyen romain, en faisait un appât pour attirer les peuples, et encourageait par la promesse de la *civitas* les étrangers qui contribuaient à l'accroissement de sa puissance. Velleius Paterculus (II, 16) parle d'un de ses ancêtres qui obtint la cité pour ces raisons, Minutius Magius d'Asculanum, qui avait coopéré à la prise d'Herculanum et de Pompéï ; « *cujus ille pietati plenam po-*

1. V. Justin XLIII, 5. — Madvig, *l'Etat Romain*, I, p. 59.

2. Cicéron, *Balb. 22* ; on a lu Mamertinos *obrios*, et Saguntinos *fabros*.

pulus Romanus gratiam reddidit, ipsum viritim civitate donando. »

Les Romains, non contents de récompenser les hommes qui avaient risqué leur vie pour l'Etat, accordèrent aussi la cité aux hommes de science, d'esprit et de talent. De ce nombre fut le poète Ennius, qui d'ailleurs avait fait la guerre en Italie et fut gratifié de la cité par Q. Fulvius Nobilior «... Q. Nobiliorem, M. F., jam patrio instituto deditum studio litterarum, qui cum patre ejus in Ætolia militaverat, civitate donavit, cum triumvir coloniam deduxisset¹. » César, d'après le témoignage de Suétone (*César* 42), donna la cité aux médecins et aux professeurs de Rome. « *Omnes medicinam Romæ professo- sos, et liberalium artium doctores, quo libentius et ipsi urbem incolerent, et ceteri appeterent, civitate donavit.* »

César se montra généreux envers les Gaulois. On sait qu'il donna la cité à la légion de l'alouette, « *quam disciplina cultuque romano restitutam et armatam postea universam civitate donavit.* » (Suet. 24)² et fit entrer des Gaulois dans le Sénat³. « *Civitate donatos et quosdam e semibarbaris Gallorum recepit in curiam.* »

Auguste, qui s'efforçait de relever l'éclat et la valeur du nom romain, devait réagir contre le

1. Cicéron, *Brutus* 20, v. aussi Tite-Live xxiv, 42, Madvig. *Etat roman*, 1, p. 57.

2. Comp. Cicéron, *Philip.* xiii, 19.

3. Suét. *César* 76. — V. aussi Ibid. 80. — *Illa vulgo canebantur : Gallos Cæsar in triumphum ducit, idem in Curiam : Galli bracas deposuerunt, latum clavum sumpserunt.*

mouvement d'assimilation qui progressait de jour en jour. Nous avons vu qu'il restreignit les affranchissements ; c'est dans le même but qu'il fit peu de concessions de la *civitas* : « *Magni præterea existimans sincerum atque ab omni colluvione peregrini sanguinis incorruptum servare populum, civitatem romanam parcissime dedit* » (Suétone, *Aug.* 40).

Mais l'exemple d'Auguste ne fut guère suivi par ses successeurs ; Claude établit une législation draconienne contre les usurpateurs de la qualité de citoyen (ils avaient la tête tranchée) : « *Civitatem usurpantes in campo Esquilino securi percussit* » (Suét. *Claude* 25) ; mais il donna lui-même la cité à de nombreux Gaulois (*primores Galliæ quæ comata appellatur*. Tacite, *ann.* xi, 23)¹.

Nous voyons Néron subordonner à sa fantaisie la *civitatis donatio*. Il fit citoyens les enfants qui avaient dansé la pyrrhique « *item pyrrhicas quædam e numero epheborum (exhibuit) ; quibus post editam operam diplomata civitatis Romanæ singulis obtulit* » (Suet. *Nér.* 42). Il accorda la même faveur à ceux qui l'avaient déclaré vainqueur dans une course de chars aux jeux olympiques : « *provinciam universam libertate donavit : simulque judices civitate Romana et pecunia grandi. Quæ beneficia e medio stadio Isthmiorum die sua ipse voce pronuntiavit.* » (Ibid. 24).

1. Tacite, *Ann.* xi, 23 à 25. — V. le discours de Claude retrouvé à Lyon (Bruns, *Fontes juris*, 177 et s.) — Violette, *Hist. des Inst. pol.* I, p. 36. — Zumpt, *Studia*, p. 329 et s.

Si Galba se montra réservé dans l'octroi de la cité (*civitatem romanam raro dedit*. Suet. *Galba*, 14), Othon la concéda très largement (Tacite, *Hist.* 1, 78).

Marc Aurèle prodigua la cité romaine : « *data cunctis promiscue civitas romana* »¹

Dès le premier siècle de l'ère chrétienne, on acquérait la cité en l'achetant. Dans les actes des apôtres (xxii, 28) le tribun dit à Saint-Paul qui se prévaut de sa qualité de citoyen romain : « *Ego multa summa civilitatem hanc consecutus sum.* » Les collations de cité étaient une telle ressource pour le trésor impérial que Caligula pour se faire de l'argent considéra comme non avenues les concessions faites par César et par Auguste, et tâcha de restreindre l'effet des autres. « *Exhaustus igitur atque egens, ... negabat jure civitatem romanam usurpare eos quorum majores sibi posterisque eam impetrassent, nisi filii essent ; neque enim intelligi debere posteros ultra hunc gradum. Prolataque divorum Julii et Augusti diplomata, ut vetera et obsoleta deflebat.* » (Suét. *Calig.* 38)².

Nous trouvons dans les inscriptions des traces de *civitatis donationes* : nous en citerons quelques-unes :

1. Aurelius Victor, *De cæsaribus* p. 546 édit. Joannes Marre, Leyde 1632.

2. Zumpt, *Studia Romana*, p. 303, s'appuie sur ce texte pour démontrer que les empereurs avaient un pouvoir absolu en matière de naturalisation, et il conclut en disant : « *cujus ille injuriæ nullam habuisset occasionem aut facultatem, si legibus civitas dari consuesset.* »

1^o C. I. L., II, n^o 459.

P. CORNELIO
 Q. MACRO
 VIRITIM. A DIVO
 CLAVDIO. CIVITATE
 DONATO
 QVAESTORI. II VIR
 EX TESTAMENTO IPSIVS
 QVINTIVS. CAPITO
 CVM. Q. F. H. P. (Quinto filio herede posuit)

2^o C. I. L., III, n^o 5232.

C. IVLIVS. VEPO. DONATIVS
 CIVITATE. ROMANA. VIRITIM
 ET. IMMVNITATE AB DIVO AVG
 VIVOS. FECIT. SIBI. ET
 BONIATAE. ANTONI. FIL. CONIVGI
 ET. SVIS.

3^o Orelli, 3037. Ravenne.

A. PAPIRIO VERNACVLO
 ROMAE CIVITATE DO. N. DELIN.
 VIX. ANN. XXXXVI. MIL. A. XXVI
 DIDIVS SATVRNINVS F. DOC. III ET DIANA.

Les femmes pouvaient bénéficier d'une *civitatis donatio* et Cicéron (*Balb.* 24) nous cite le cas de Calliphane de Vélie, prêtresse de Cérès, dont le culte avait pénétré chez les Romains ; ils voulaient que les cérémonies fussent accomplies par

une citoyenne, mais, une femme d'origine grecque connaissant mieux ces rites étrangers, ils eurent recours à la naturalisation : « *ut deos immortales scientia peregrina et externa, mente domestica et civili precaretur.* » La cité fut accordée à Calliphane par une loi votée sur la proposition du préteur urbain C. Valerius Flaccus.

Pline le Jeune (*Ep.* x, 107) demanda le droit de cité pour la fille du centurion P. Accius Aquila, et l'obtint de Trajan (*Ibid.* 108). Nous citerons aussi la gracieuse inscription (trouvée à Rome), relative à Lycisca ¹.

Orelli 3038.

VALERIA. C. L. LYCISCA

XII ANNORVM NATA

ROMAM VENI QVAE MIHI IVRA DEDIT CIVIS. DEDIT ET

MIHI VIVAE QVO INFERRER TVM

CVM PARVOLA FACTA. CEINIS

Cette inscription, ainsi que le texte de Suétone relatif aux jeunes danseurs récompensés par Néron, montre que l'on pouvait obtenir la cité à tout âge.

Parmi les pérégrins, comme chez les Romains, il y avait entre les personnes une distinction analogue à celle qui existait entre les affranchis et les ingénus. La qualité d'ingénu était une bonne

1. Giraud, *Tables de Salpensa et Malaga*, 6^e lettre *in fine* p. 122.

recommandation pour obtenir la cité romaine¹. Des inscriptions mentionnent cette qualité du nouveau citoyen.

Orelli, n° 2982 (Ravenne).

C. IVL. MYGDONIVS
 GENERE. PARTHVS
 NATVS. INGENVVS CAPT
 PVBIS. AETATE. DAT. IN TERRA
 ROMANA. QVI. DVM ESSE
 ANNOR. L. PETI. VSQ. A. PVB
 ERTATE. SENECTAE. MEAE. PERVENI
 RE. NVNC. RECIPE. ME. SAXE. LIBENS
 TECVM. CVRA. SOLVTVS. ERO.

Les effets de la *civitatis donatio* étaient strictement personnels, ils se limitaient à la personne à qui elle avait été accordée, et ne s'étendaient même pas à la femme et aux enfants du bénéficiaire. Pour qu'il en fût autrement, il fallait que l'acte de concession le dit expressément. Gaius (I, 93, 94) nous montre combien, même de son temps, l'interprétation des effets de la *civitatis donatio* était restrictive. Supposons qu'un pérégrin eût obtenu le droit de cité *cum filiis suis*, les enfants étaient citoyens comme leur père, mais échappaient à sa puissance. Pour que la *patria potestas* existât, il fallait une décision spéciale de l'empereur, et, d'après un édit d'Hadrien, le prince ne

1. Giraud., *Ibid.* p. 112.

prenait cette décision que *causa cognita* (*quod ita demum is facit, si causa cognita aestimaverit hoc filiis expedire*, Gaius I, 93). D'autre part, si un pérégrin obtenait pour lui et pour sa femme la *civitatis donatio*, l'enfant né plus tard était *civis in patria potestate* ; mais s'il était déjà conçu avant la naturalisation, tout en naissant *civis*, il n'était pas sous la puissance de son père, à moins que celui-ci n'eût demandé à l'empereur, en même temps que la cité pour lui et pour sa femme, la puissance paternelle sur l'enfant dont il attendait la naissance : « *qua de causa*, dit Gaius (I, 94), *qui intelligit uxorem suam esse prægnantem, dum civitatem sibi et uxori ab imperatore petit, simul ab eodem petere debet ut eum qui natus erit in potestate sua habeat.* » Nous avons vu que les Latins acquéraient dans certains cas la cité avec leurs enfants ; alors (Gaius I, 95), contrairement à ce qui avait lieu pour les pérégrins, ils avaient la *patria potestas*, et ce droit était accordé à certaines villes pérégrines. (V. le texte déchiffré par Studemund).

Si la *civitatis donatio* était purement individuelle, comme en réalité l'autorité compétente pouvait l'accorder à qui elle voulait, on pouvait la solliciter pour soi et les siens. Une inscription d'*Arignanum* nous montre Trajan accordant la cité non seulement à la femme du bénéficiaire principal, mais à ses parents et à ses frères.

Orelli n° 3029.

C. CALPVRNIVS ASCLEPIADES
 PRVSA AD OLYMPVM MEDICVS
 PARENTIBVS ET SIBI ET FRATRIB.
 CIVITATES VII A DIVO TRAIANO
 INPETRAVIT
 NATVS III NONAS MARTIAS
 DOMITIANO XIII. COS
 EODEM DIE. QVO ET VXOR EIVS
 VERONIA CHELIDON
 CVM QVA VIXIT ANN. LI
 STVDIORVM ET MORVM CAUSA
 PROBATVS A VIRIS CLARISS.
 ADSEDI MAGISTRATIBVS POP. R.
 ITA VT IN ALIIS ET IN PROV. ASIA
 CVSTODIAR IN VRNA
 IVDICVM. VIXIT ANN. LXX.

C'est le même Trajan qui accorda la cité au médecin de Pline le Jeune et à ses parents. Voici en quels termes Pline (*Ep.* x, 6) sollicitait cette faveur : « *Rogo ergo ut propinquis ejus des civitatem. Chrysoppo Mithridati, uxorique Chrysippi Stratonice Epigoni, item liberis ejusdem Chrysippi, Epigono et Mithridati, ita ut sint in patris potestate, utque iis in liberos servetur jus patronorum.* »

DIPLOMES MILITAIRES. — Cette question de la famille du naturalisé nous amène à parler des diplômes militaires, qui étaient la source la plus abondante des naturalisations individuelles et qui as-

sociaient généralement au bénéfice accordé au soldat sa femme et ses enfants. Les armées romaines étaient composées en grande partie de pérégrins, du moins les corps auxiliaires et la marine. Au moment de les congédier, on leur accordait souvent la cité (*qui militaverunt, honesta missione dimissi*, — ou *honestam missionem et civitatem dedit*); jusqu'à l'époque de Trajan, on l'accorde quelquefois à ceux qui sont encore en activité de service (*qui militant*¹.) Le texte de cette *civitatis donatio* était gravé près d'un temple, avec les noms de tous les bénéficiaires. La *civitatis donatio* étant faite à des personnes déterminées, elle conservait son caractère individuel, d'autant plus qu'un exemplaire (*diploma*) gravé sur des tablettes de bronze était remis à chaque soldat en présence de sept témoins; beaucoup de ces diplômes nous sont parvenus².

1. Mommsen (C. I. L. III, p. 908) explique cette différence en disant qu'avant Trajan on gardait les soldats au-delà du *legitimum stipendium*, en retardant leur congé, et il s'appuie sur Suétone qui, en parlant de Tibère (48), dit: « *atque etiam missiones veteranorum rarissimas fecit, ex senio mortem, ex morte compendium captans.* » Trajan aurait voulu corriger cet abus; mais si le congé était donné en temps voulu, on gardait les soldats à un autre titre; la réforme était plus apparente que réelle; Tacite s'est fait l'écho des plaintes des vétérans: « *Ne dimissis quidem finem esse militiæ, sed apud vecillum retentos, alio vocabulo, eosdem labores perferre; ac si quis tot casus vita superaverit, trahi adhuc diversas in terras, ubi per nomen agrorum uligines paludum, vel inculta montium accipiunt.* » (Ann. I, 17). Nous remarquerons toutefois que ce texte, auquel se réfère Mommsen, parle de ce qui se passait sous Tibère.

2. C. I. L. III, p. 843 et s. — Renier, *Diplômes militaires*. — Cagnat, *épig. lat.* éd. 1889, p. 264 et s. — Bruns, *Fontes juris*, p. 231 et s. — Girard, *textes de droit romain*, p. 108 et s.

Nous citerons quelques-uns de ces diplômes dont la rédaction varie suivant les époques.

1° — Diplôme du 21 mai 74, trouver à Sicakor (Hongrie) en 1832. Armée de Germanie supérieure : — Renier p. 446 — C. I. L., n° 9.

IMP. CAESAR. VESPASIANVS. AVGVSTVS. PONTIFEX
 MAXIMVS. TRIBVNIC. POTESTAT. V. IMP. XIII. P. P. (1)
 COS. V. DESIGNAT. VI CENSOR
 EQVITIBVS. ET. PEDITIBVS (2) QVI MILITANT. IN ALIS SEX
 ET. COHORTIBVS. DVODECIM QVAE APELLANTVR
 I FLAVIA. GEMINA. ET. I. CANNENEFATIVM. ET. II FLA
 VIA GEMINA. ET. PICENTIANA. ET. SCVBVLORVM
 ET. CLAYDIA. NOVA. ET. I. THRACVM. ET. I. ASTVRVM
 ET. I. AQVITANORVM VETERANA. ET. I. AQVITANORVM
 BITVRIGVM. ET. II. AVGVSTA. CYRENAICA. ET. III
 GALLORVM. ET. III. ET. AQVITANORVM. ET. IIII
 VINDELICORVM. ET. V. HISPANORVM. ET. V. DAL
 MATARVM. ET. VII. RAETORVM. ET SVNT. IN. GER
 MANIA (3). SVB CN. PINARIO CORNELIO. CLEMENTE (4)
 QVI. QVINA ET. VICENA. STIPENDIA. AVT. PLVRA.
 MERVERANT (5). QVORVM NOMINA. SVBSCRIPTA
 SVNT. IPSIS. LIBERIS. POSTERISQVE EORVM CIVI
 TATEM. DEDIT. ET. CONVBIVM CVM VXORIBVS
 QVAS TVNC. HABVISSENT. CVM EST. CIVITAS ILS
 DATA. AVT. SI QUI. CAELIBES. ESSENT. CVM. ILS QVAS
 POSTEA. DVXISSENT. DVM. TAXAT. SINGVLI. SINGV

1. *Pater Patriæ.*

2. Désignation et énumération des troupes faisant partie de la promotion.

3. Province.

4. Général en chef.

5. Temps de service.

LAS A. D. XII. K. IVNIAS ⁽¹⁾
 Q. PETILLIO. CERIALE. CAESIO. RVFO. II
 T. CLODIO. EPRIO. MARCELLO. II COS
 ALAE. SCVBVLORVM. CVI PRAEST
 TI. CLAVDIVS. SP. F. ⁽²⁾ ATTICVS
 GREGALI ⁽³⁾.
 VETVRIO. TEVTOMI ⁽⁴⁾ F. PANNON
 DESCRIPTUM. ET. RECOGNITVM. EX. TABVLA AENEA. QVAE
 FIXA EST ROMAE. IN CAPITOLIO. INTRO. EVNTIBVS
 AD SINISTRAM. IN MVRO. INTER DVOS. AREVS.

Le diplôme accordait aux soldats mentionnés la cité pour eux et leur famille, *ipsis, liberis posterisque eorum* ; il ne fallait pas restreindre cette faveur à la descendance au premier degré. Nous avons vu l'étonnement de Suétone à propos des mesures contraires prises par Caligula. Comme complément naturel de ces concessions, le soldat obtenait le *conubium* avec sa femme actuelle, ou, s'il n'était pas marié, avec la première qu'il épouserait (*singulis singulas*.)

2° De 145 à 216, les diplômes ne parlent plus des enfants ; ils se contentent de dire.

DIMISS HONESTA. MISSION. QUOR. NOMINA.
 SVBSCRIPT. SVNT. CIVIT. ROMAN. QUI EOR
 NON HABER. DEDIT ET CONV. CVM VXOR.

1. *Ante diem XII, Kalendas Junias*, date.

2. Nom du chef de corps.

3. Grade du bénéficiaire.

4. Nom du bénéficiaire. — V. l'analyse d'un diplôme militaire dans Cagnat. *op. cit.* p. 266 et 267.

QVAS TVNC HABVIS. CVM EST CIVIT IS DATA
 AVT CVM IS QVAS POSTEA DVXISS. DVM TA
 XAT SINGVLIS A. D. III NON NOV.....

(Diplôme du 3 nov. 454, sous Antonin le Pieux, trouvé en Hongrie, — Armée de Pannonie supérieure. Renier p. 453 et s. — c. I. L, n° 29.)

3° — Pendant la dernière période, on associe de nouveau les enfants ¹ à la faveur obtenue par leur père, mais la formule est moins large qu'à la première époque, comme nous le montre le diplôme suivant :

IIS. QUI MILITAVERVNT. IN. CLASSE. . . .

 DIMISSIS. H. M.
 QVORVM. NOMINA. SVSCRIPTA. SUNT. IPSIS. FILISQVE. EORVM
 QVOS. SVSCEPERINT. EX. MULIERIBUS. QVAS. SECVM. CONCESSA
 CONSVETVDINE. VIXISSE. PROBAVERINT. CIVITATEM. ROMA
 NAM. DEDERVNT. ET CONVB. CVM. ISDEM. QVAS. TVNC. SE
 CVM. HABVISSENT. CVM. EST. CIVITAS. IIS. DATA. AVT. SI. QUI
 TVNC. NON. HABVISSENT. CVM. IS. QVAS. POSTEA. VXORES DV
 XISSENT. DVM TAXAT. SINGVLIS. SINGVLAS. A. D. V. KAL. IAN.

Ce diplôme date du 20 déc. 247 sous l'empereur Philippe (Renier, p. 52 flotte de Misène, — c. I. L, n° 53.)

1. Mommsen s'appuyant sur une inscription dont la date se place entre 246 et 247 (Ephem. epig. iv, p. 503, n° 72), et ainsi conçue (d'après la restit. de Mommsen) :

PRAETEREA
 [liberis eorundem] DECVRIONVM ET CENTVRIO
 [num qui cum filis in] PROVINC. EX SE PROCREATIS
 [milites ibi castel] LANI ESSENT;

en conclut qu'à une certaine époque, les diplômes conférés aux militaires gradés s'étendaient seuls à leurs enfants (v. Toulouse, thèse, 1891).

La cité est seulement accordée aux enfants que les soldats ont eus « *ex mulieribus quas secum concessa consuetudine vixisse probaverint.* » Mommsen en a conclu que le concubinat seul était permis, depuis Sévère, aux soldats romains, et il ajoute « *matrimonium autem eatenus interdictum, ut uxor in castris morari vetaretur.* » Dans les diplômes on accorde en même temps le *conubium* aux soldats ; on suppose qu'ils ne l'avaient pas ; il n'y a donc pas lieu ici de se préoccuper des *justæ nuptiæ*, mais nous ne voyons pas en quoi le *matrimonium injustum* n'aurait pas été permis. S'appuiera-t-on sur ce que le titre dit *mulier* au lieu d'*uxor*? Nous croyons que le mot *concessa consuetudo* indique seulement une cohabitation prolongée ; il faut que le soldat ait un foyer (la femme s'appelait *focaria*), ce qui suppose au moins le concubinat, mais n'exclut pas une union d'ordre supérieur. Il serait difficile de tirer un argument contre nous de ce passage d'Hérodien, cité par Mommsen, où il dit « *γυναιξὶ συνοικεῖν* » (III 8¹.)

Que la concession de la cité aux vétérans fût une faveur, cela semble incontestable. Il paraît aussi hors de doute que cette concession dépendait de l'empereur seul ; on a pourtant soutenu que le diplôme résultait d'une véritable loi, et on s'est appuyé sur ce qu'il était gravé sur bronze et affiché au Capitole ou au Forum. Zumpt², a ré-

1. Mommsen, *op. cit.* p. 909.

2. *Studia Romana*, p. 302 et s.

futé cette opinion. Il serait bien étonnant, alors que nous avons des preuves de la liberté laissée à l'empereur pour conférer la cité aux non militaires, il serait incompréhensible que l'empereur tout puissant eût abdiqué sa liberté dans l'hypothèse où elle lui était le plus nécessaire, afin de relever son prestige aux yeux de l'armée. Si d'autres formes ont pu être employées, c'était pour donner plus de solennité à l'acte de concession.

Nous citerons encore quelques diplômes relatifs à des pérégrins, puis nous dirons quelques mots des cohortes prétoriennes et urbaines.

Nous trouvons dans l'*Ephem. Epigraph.* 1890 p. 339, un diplôme découvert en Angleterre en 1879, datant du règne d'Antonin le Pieux, et appartenant à la seconde période : il est incomplet, mais d'après les fragments conservés on a pu le restituer. Nous en citerons quelques passages :

Extérieur :

Imp. CAESAR DIVI HADRIANI F. DIVI
Trajani PART NEPOS DIVI. NERVAE PRO
nepos. T. A e LIVS HADRIANVS ANTONINVS
Aug. Pius p ONT MAX. TR. POT. VIII IMP. II COS III P. P.
.

Intérieur :

EMER. DIM. HON. MIS. quorum nomina subscripta
SVNT. C. R. QVI. EORV m non haberent dedit et
CONVB. CVM UXORI bus quas tunc habuissent
CVM EST CIV. IIS D ata

Enfin un diplôme militaire, le premier que l'on

ait trouvé en Algérie, vient d'être découvert près de la porte d'Alger à Cherchell. Il résulte de la communication de M. Perrot à l'Académie des inscriptions et belles-lettres ¹, au nom de M. Vaille, professeur à l'école supérieure des lettres d'Alger, que ce diplôme, qui remonte à l'époque de Trajan, fut donné en 107, sous le consulat de C. Julius Longinus et C. Valerius Paulinus et le gouvernement de M. Casernius Macedo en Maurétanie Césarienne : ces personnages étaient inconnus. Le bénéficiaire est le soldat Lovessius, engagé dans la 4^e cohorte des Sicambres, bien qu'originaire de Braga en Tarraconnaise. — Il reçoit la cité avec son congé.

Cohortes urbaines et prétoriennes : Elles étaient composées uniquement de citoyens romains ; si elles reçurent des pérégrins, ils devenaient citoyens par le fait de leur admission dans les légions ². Nous ne voyons donc pas pour eux de concession de cité dans les diplômes, mais on leur accorde le *conubium* et leurs enfants sont citoyens, comme s'ils étaient nés *ex duobus civibus romanis*.

Voici un diplôme du 7 janvier 243, trouvé à Lyon en 1781. (Renier p. 16, c. I. L n° 52).

1. Séance du 4 décembre 1891. V. *Journ. off.* 7 déc. *compte-rendu de M. Mispoulet*, reproduit en note dans Marquardt, *organismes romains*, romaine (*man. de antig.* ix trad. P. L. Lucas et Weiss, fin du vol).

2. Viollet. *Hist. des instit. pol.* I p. 34. — V. aussi *Bullettino dell'Istituto di diritto romano*, 1891, à propos d'un diplôme : « I soldati della coorte pretorie erano già cittadini romani prima di essere ammessi in quelle milizie. »

IMP. CAESAR. ANTONINVS GORDIANUS. PI
 VS FELIX. AVG. PONTIF. MAX. TR. POT. VI
 COS. II. P. P. PROC.
 NOMINA. MILITVM. QVI MILITAVERVNT. IN COHOR
 TIBVS PRAETORIS. GORDIANIS. DECEM. I. II.
 III. IIII. V. VI. VII. VIII. VIII. X. PHS. VINDICIBUS
 QVI. PIE. ET. FORTITER. MILITIA. FVNCTI. SVNT.
 IVS TRIBVI. CONVBII. DVMTAXAT. CVM. SINGV
 LIS. ET. PRIMIS. VXORIBVS. VT. ETIAM. SI. PERE
 GRINI IVRIS. FEMINAS. IN. MATRIMONIO. SVO
 IVNXERINT. PROINDE. LIBEROS. TOLLANT. AC SI
 EX DVOBVS. CIVIBVS. ROMANIS. NATOS. A. D. VII. ID. IAN.

Le père avait la *patria potestas* sur ces enfants. Cela résulte de ce que nous dit Gaius (I, 57) en parlant de ces concessions du *connubium* : « *Unde et veteranis quibusdam concedi solet principalibus constitutionibus connubium cum his Latinis peregrinisve quas primas post missionem uxores duxerint, et qui ex eo matrimonio nascuntur, et cives Romani et in potestate parentum fiunt.* »

Dans un diplôme trouvé à Rome le 3 mai 1890, nous trouvons une formule répondant au texte de Gaius quant aux femmes avec lesquelles le *connubium* était donné aux vétérans ¹.

..... SI. QVI EORVM FEMINAM PEREGRINAM
 DVXERIT. DVMTAXAT SINGVLI SINGVLAS QVAS
 PRIMO DVXERINT CVM IIS HABEANT CONVBIVM.....

1. *Bull. dell'Istit., loc. cit.*

Nous remarquerons en terminant que ces faveurs n'étaient accordées aux soldats qu'après une *missio honesta*, c'est-à-dire méritées par leur bonne conduite. Ulpien nous apprend en effet qu'il y avait trois sortes de *missiones* : « *Est honesta quæ emeritis stipendiis, vel ante, ab imperatore indulgetur ; est causaria, quæ propter valetudinem laboribus militiæ solvit ; est ignominiosa*¹. » Le congé pour mauvaise santé (*causaria*) et à plus forte raison pour des causes disciplinaires (*ignominiosa*) ne produisait pas les mêmes effets.

1. Ulpien l. 2, par 1 et 2 ff. III, 2 de *his qui notant*. — V. Mommsen C. I. L., *loc. cit.*

CHAPITRE III

DES EFFETS DE L'ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ

Dans ce chapitre, nous n'avons pas l'intention de faire du droit de cité une analyse complète et détaillée ; nous voulons seulement donner une idée sommaire de ce qu'était la cité romaine, et de la mesure dans laquelle l'esclave après l'affranchissement, l'étranger après la naturalisation, participaient à ce droit.

A. QU'EST-CE QUE LE DROIT DE CITÉ?

Le mot *civitas* comprenait un ensemble de prérogatives se référant, les unes au droit public, les autres au droit privé.

Dans la première catégorie nous mentionnons tout d'abord le *jus suffragii* qui permettait de voter aux comices et le *jus honorum* qui donnait l'accès aux magistratures et aux fonctions sacerdotales. Ces droits politiques avaient une grande importance sous la Royauté et sous la République.

La personne des citoyens romains était mieux protégée que celle des autres hommes. Ils ne pouvaient pas être battus de verges ni soumis à la torture. S'ils étaient condamnés, ils avaient le *jus provocationis* ou droit d'en appeler au peuple, ils pouvaient réclamer l'*intercessio* des magistrats, et l'*auxilium* des tribuns ; ces recours offraient au citoyen de sérieuses garanties.

Les *cives romani* étaient soumis à des charges, à des devoirs qui étaient en même temps un honneur pour eux et que l'on considérait comme des droits. Tels étaient spécialement le *jus sacrorum* (droit et devoir de participer au culte), le *jus censi* (droit et devoir de se faire inscrire sur les registres du cens) dont le corollaire était le *jus tributi*, d'après lequel on payait un impôt plus ou moins lourd suivant la classe à laquelle on appartenait. Enfin le *jus militiæ* obligeait au service militaire, mais donnait le droit de l'accomplir dans des corps spéciaux.

L'ensemble des droits privés pouvait être ramené à deux termes, le *jus commercii* et le *jus conubii*. Le *commercium* réglait les relations pécuniaires des citoyens ; eux seuls pouvaient avoir la propriété quiritaire, eux seuls pouvaient accomplir les actes du *jus civile*. Le *conubium* était la source de la famille romaine ; ceux qui ne le possédaient pas, n'avaient pas le droit de contracter de justes noces et leurs enfants n'étaient pas sous leur puissance.

Les *cives optimo jure* avaient seuls tous ces droits. D'autres personnes, les *cives non optime jure*, tout en ayant le titre de citoyen, ne jouissaient du droit de cité que d'une manière incomplète.

B. CONDITION DES AFFRANCHIS

Nous avons vu que certains modes d'affranchissement conféraient la cité. L'affranchi était néanmoins dans une situation inférieure à celle des ingénus.

Les affranchis avaient le *jus suffragii*, mais leur droit subit des vicissitudes et fut généralement restreint ; il y eut un moment où ils ne purent voter que dans une seule tribu.

Quant au *jus honorum*, il leur était complètement refusé ; ils ne pouvaient parvenir à aucune magistrature, et la fraude commise pour échapper à cette prohibition les exposait à des peines rigoureuses (loi *Visellia*).

Le *jus militiæ* n'appartenait pas aux affranchis ; sous l'Empire il semble que l'on s'est départi de cette règle ; d'ailleurs, dès l'époque de la République, les affranchis ont pu servir dans la marine.

La personne des affranchis était moins bien respectée que celle des ingénus ; on se souvenait de leur origine servile, et, comme les esclaves, on pouvait les soumettre à la torture.

Dans le domaine du droit privé, l'affranchi avait le *commercium* ; mais pendant longtemps il

n'eut pas le *conubium* avec les ingénus, comme le prouve l'exemple raconté par Tite-Live (xxxix, 49) de Fecenia Hispala à qui l'on accorda ce droit pour avoir dénoncé les bacchanales.

Libertinus dans ses rapports avec la société, l'affranchi était aussi le *libertus* de son patron qui avait sur lui les *jura patronatus*. Ces *jura* comprenaient d'abord les *obsequia*. L'affranchi étant tenu au respect de son patron, il n'avait pas à son égard la même liberté que vis-à-vis des autres hommes ; il ne pouvait agir contre lui, même en matière civile, qu'à certaines conditions ; il lui devait assistance dans le besoin, et devait remplir vis-à-vis de lui certaines charges auxquelles il il aurait pu se soustraire dans d'autres circonstances, par exemple, il ne pouvait pas refuser d'être tuteur des enfants de son patron. — En dehors des *obsequia*, le patron était le tuteur de son affranchi ; enfin, il avait un certain droit à sa succession.

Les enfants de l'affranchi étaient ingénus, et leur condition sociale était juridiquement la même que celle des autres citoyens. Mais au point de vue des *jura patronatus*, ils y restaient soumis à un certain degré ; d'ailleurs, ces mêmes droits pouvaient être exercés par les enfants du patron à l'égard de l'affranchi.

Sous l'Empire, à cette époque où l'on vit des affranchis arriver à de si hautes situations, on mit à leur disposition deux procédés pour acquérir les droits des ingénus ; ils pouvaient obtenir de l'em-

pereur le *jus aureorum annulorum* et la *restitutio natalium*¹.

Le *jus aureorum annulorum* ou droit de porter l'anneau d'or comme les ingénus, effaçait l'infériorité de l'affranchi vis-à-vis de la société, mais laissait intacts les *jura patronatus*. Le patron pouvait s'y opposer, mais son silence valait consentement, car ses droits n'étaient pas lésés. — Le *restitutio natalium*, au contraire, avait des effets absolus, elle faisait disparaître les *jura patronatus* ; aussi, pour qu'elle pût avoir lieu, le consentement exprès du patron était exigé.

Nous avons déjà dit que Justinien supprima la distinction surannée entre les affranchis et les ingénus.

C. CONDITION DE L'ÉTRANGER NATURALISÉ

Dans le cours de nos explications sur la naturalisation, nous avons déjà fait allusion à quelques uns de ses effets ; nous les résumons ici afin d'en donner une idée plus nette et de les mieux préciser.

A l'origine, alors que les patriciens seuls jouissaient du droit de cité complet, la naturalisation donnait lieu à une *cooptatio* à la suite de laquelle on était considéré comme patricien romain ; on devenait *civis optimo jure* ; les Romains se

1. V. au Digeste les titres *de jure annulorum* (XL, 10) et *de natal. restit.* (XL, 11). Accarias, I, p. 149.

montraient généreux envers les villes conquises dont ils accueillaient les *gentes*, mais dont les plébéiens, par cela même qu'ils ne pouvaient pas avoir une condition supérieure à celle des plébéiens de Rome, ne bénéficiaient pas de ces faveurs. Mais cette distinction ne subsista pas, et si certaines fonctions (*interrex*, *rex sacrorum*) ayant surtout un caractère honorifique demeurèrent l'apanage exclusif du patriciat, on put dire, d'une manière générale, que les individus qui obtenaient la cité romaine, étaient, du jour où ils devenaient citoyens, *cives optimo jure*. Nous aurons cependant quelques observations à faire à propos du *jus suffragii* et du *jus honorum*.

Le *jus suffragii* appartenait aux nouveaux citoyens. Nous avons vu que les Latins qui venaient s'établir à Rome acquéraient le droit de cité. Ils pouvaient voter dans les comices, mais, pour s'opposer à leur influence qui aurait pu devenir prépondérante, on les avait rangés tous dans une seule tribu ; cependant de nombreuses fraudes s'étaient produites, aussi les expulsions de Latins à l'époque des comices n'étaient-elles pas rares.

Quant aux simples pérégrins, étrangers ou sujets de Rome, nous savons que, pour devenir citoyens, ils devaient avoir recours à la *civitatis donatio*, mais lorsqu'ils en bénéficiaient ils avaient le *jus suffragii* ; c'est ce qui explique pourquoi, dès les premiers temps de Rome, la *civitas* ne put être accordée que par les comices ; le corps électoral

de Rome recrutait lui-même ses membres. Nous avons vu que les généraux et le Sénat ne pouvaient conférer la cité qu'en vertu d'une délégation du peuple. Le *jus suffragii* devait perdre presque toute sa valeur sous l'Empire, et, d'ailleurs, à cette époque, bien des citoyens habitaient dans des provinces lointaines et il leur devenait impossible d'exercer ce droit.

L'acquisition de la cité donnait aussi le *jus honorum*. Le nouveau citoyen pouvait aspirer aux plus grands honneurs. Ce fut parce que L. Cornelius Balbus brigua le consulat que l'on voulut lui contester sa qualité de *civis romanus*; une fois que la validité de la concession à lui faite par Pompée fut admise, il n'y eut plus de prétexte pour écarter sa candidature. Nous avons vu que César avait concédé la *civitas* à des Gaulois et les avait fait entrer au Sénat; cependant, l'opinion publique s'était émue grandement. Quoi qu'il en soit, la *civitas donatio* devint pour les habitants de l'empire un moyen facile d'arriver aux dignités et de prendre part au gouvernement du monde romain. Cet espoir fut le plus grand élément d'assimilation des provinces, les pérégrins ayant bientôt reconnu qu'ils avaient plus d'intérêt à prendre la qualité de Romain qu'à se montrer jaloux d'une indépendance plus nominale que réelle.

Un des plus grands avantages de la naturalisation était d'assurer à la personne du bénéficiaire une plus grande dignité; le nouveau citoyen por-

tait un nom romain, il était revêtu de la toge, sa liberté était garantie, et il pouvait demander la protection des autorités romaines, au lieu d'être soumis à leur arbitraire.

Le *jus militiæ* appartenait aux nouveaux citoyens ; et nous avons même vu que l'admission des pérégrins dans les légions et les cohortes pré-toriennes leur faisait acquérir de plein droit le droit de cité.

Le naturalisé, devenant citoyen, acquérait le *commercium* et le *conubium*. Ces démembrements de la *civitas* appartenaient quelquefois à des *non cives* ; nous avons vu dans quelle mesure les Latins en jouissaient, nous avons signalé les concessions qui en étaient faites à des pérégrins ; à plus forte raison ces droits étaient-ils compris dans l'octroi de la *civitas*. Nous rappellerons toutefois à propos du *conubium* la distinction que fait Gaius entre les Latins et les pérégrins ordinaires, à propos d'une des conséquences de ce droit, la puissance paternelle ; les pérégrins qui devenaient citoyens avec leurs enfants n'avaient la *patria potestas* sur ces enfants qu'en vertu d'une décision expresse de l'empereur.

EFFET DE LA CONSTITUTION D'ANTONIN CARACALLA (217
AP. JÉSUS-CHRIST) ÉTENDANT LE DROIT DE CITÉ À
TOUT L'EMPIRE ¹

Cette réforme qui ne faisait que compléter une œuvre que les nombreuses concessions de cité avaient préparée depuis longtemps et presque terminée, créait l'unité de condition entre les divers habitants ingénus de l'empire romain ; mais elle laissait subsister les causes d'infériorité (sans parler de l'esclavage) résultant de l'affranchissement ou des condamnations ².

On s'est demandé, si, après la constitution de Caracalla, il y eut encore des pérégrins et des Latins ingénus, et l'on a dit pour défendre la négative que les textes qui parlent de ces catégories de personnes s'appliquent seulement aux affranchis ³. Il semble bien difficile cependant de ne pas admettre qu'il y eût des pérégrins ingénus : tels seraient les habitants des rares provinces annexées depuis 217. Il pouvait donc y avoir encore des concessions de la *civitas* : nous en avons un témoignage certain dans les diplômes militaires ⁴

1. Ulpien, l. 17 ff. 15 *de statu hom.* — Dion Cassius, liv. LXXVII par. 9. Nouvelle 78 chap. 5.

2. Haubold (*ex constitutione imp. Antonini quomodo qui in orbe romano erant cives romani effecti sunt*) dit que la constitution s'est appliquée même aux affranchis et aux condamnés.

3. Ortolan, *léislation romaine*, I, p. 329.

4. Mispoulet. *Instit. polit.* p. 163 note 10.

dont quelques-uns sont postérieurs à cette époque. Nous en avons mentionné un de l'année 247. Le diplôme de 243 relatif à un soldat d'une cohorte prétorienne lui donne le *conubium* avec les pérégrines. Mommsen (c. I L. *loc. cit.*) parle de diplômes de 248, sous Philippe, (n° 55) et de 249 s. Décius (n° 56); un diplôme de 298, s. Dioclétien, parle aussi de femmes *peregrini juris*.

Quant à savoir s'il y eut encore des Latins ingénus, la question est plus douteuse. Car il faudrait supposer des concessions de latinité à des pays nouveaux, ce qui n'est guère probable. Pourtant Paul, dans ses *Sentences* (IV, 9, par, 8) nous parle d'une « *Latina ingenua* ». Le tout est de savoir la date exacte de ce texte.

Quoi qu'il en soit, pour la naturalisation comme pour l'affranchissement, ce ne fut que sous Justinien que l'unité fut complètement réalisée.

CONCLUSION

Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur l'histoire de l'acquisition de la cité romaine depuis les débuts de la ville de Rome jusqu'à l'époque de Justinien, nous voyons que la qualité de citoyen s'est étendue de jour en jour jusqu'au moment où elle appartient à tous les habitants du monde civilisé.

A l'origine, le droit de cité appartient exclusivement à une caste fermée d'une seule ville; en dehors des patriciens et en dehors de Rome, il n'y a que des étrangers. Rome reconnaît cependant des droits à ses voisins immédiats, représentés eux aussi par leurs patriciens.

Mais bientôt, tandis que l'unité s'achève dans l'intérieur de la ville, Rome sort d'elle-même et commence la conquête du monde. C'est alors que se prépare lentement l'assimilation. L'Italie possède la cité à la fin de la République.

Sous l'Empire, l'état des personnes, affranchis ou ingénus, présente au point de vue de la cité

une grande variété. Le *peregrinus*, en général, n'est plus un étranger proprement dit ; les pérégrins sont surtout les sujets de Rome ; cette situation appartient de plein droit aux peuples conquis lorsqu'une condition meilleure ne leur a pas été faite ; elle est imposée à certains affranchis (*déditices*.) A cette époque, la situation intermédiaire des Latins prend une importance considérable ; les esclaves acquièrent très facilement cette qualité, les provinces la reçoivent souvent. Le nom romain a encore assez de prestige pour être considéré comme un privilège ; mais on sent le besoin de calmer des impatiences légitimes, en concédant soit des démembrements du droit de cité, soit le droit latin qui permettait d'acquérir la qualité de citoyen, soit en conférant, avec plus de réserve la *civitas* elle-même.

Au commencement du III^e siècle de l'ère chrétienne, et même avant, la qualité de Romain était moins la condition de membre d'une ville, que le degré suprême auquel pouvaient atteindre les membres d'un grand empire.

Nous avons vu l'effet de la constitution de Caracalla à l'égard des ingénus.

Sous Justinien, l'assimilation est faite entre les affranchis et les ingénus, les pérégrins, les Latins et les citoyens ; tous les degrés relatifs à la cité sont réunis en un seul, le degré supérieur. Alors comme au début, il n'y a plus, en regard des étrangers au vrai sens du mot, que des citoyens, mais

la cité n'est plus Rome, c'est l'empire Romain tout entier. Lorsque cet empereur eut achevé l'unification que le temps s'était presque chargé d'accomplir, on pouvait dire avec Sidoine Apollinaire (Ep. I, 6, v. Ortolan I, 329) ce qu'il disait prématurément de son temps: « *Romam domicilium legum, gymnasium litterarum, curiam dignitatum, verticem mundi, patriam libertatis, in qua totius mundi civitate soli Barbari et servi peregrinantur.* »

DROIT INTERNATIONAL

DE

L'INFLUENCE DU CHANGEMENT

DE NATIONALITÉ DES PARENTS

SUR LA NATIONALITÉ DE LEURS ENFANTS MINEURS

INTRODUCTION

La question de savoir si le changement de nationalité d'un père ou d'une mère peut ou non modifier la nationalité de ses enfants mineurs est l'une des plus importantes et des plus délicates qui puissent se présenter dans l'étude de la nationalité.

Elle est tout d'abord très importante à cause des intérêts nombreux et considérables qui se rattachent à la détermination de la nationalité d'une personne, à cause, également, des conflits de lois qui résultent si souvent de cette détermination et auxquels on peut remédier plus ou moins facilement selon que l'on adopte telle ou telle solution.

D'autre part elle est très délicate, si l'on songe aux principes contraires qu'il s'agit de concilier entre eux. — Ce qui prouve mieux que tout raisonnement la difficulté du problème, c'est la diversité des différentes législations sur ce point.

Nous diviserons notre étude en deux grandes parties, suivant qu'il s'agit d'un changement de nationalité volontaire et n'intéressant qu'une famille, ou bien au contraire d'une annexion ou d'un démembrement de territoire s'appliquant à toute une ville, à toute une province, à tout un peuple.

Dans le premier cas, nous aurons à consulter les législations internes de chaque pays, celle de la France, puis celles des Etats étrangers ; c'est seulement à titre subsidiaire, et en les proposant comme moyen de remédier aux conflits de lois, que nous aurons à parler des traités. — Dans le second cas, au contraire, nos textes seront les documents internationaux, des traités de paix, ou de simples traités d'annexion qui consacrent à la fois le changement de souveraineté pour le sol et pour la population, et qui sont indispensables pour constater l'accord des deux gouvernements intéressés : les lois qui règlent ces situations exceptionnelles, ne sont faites qu'après coup et ont un caractère spécial et transitoire.

PREMIÈRE PARTIE

Du changement de nationalité des parents, résultant d'actes volontaires.

Nous examinerons tout d'abord les législations positives y compris la législation française antérieure à 1889, puis nous rechercherons en théorie quelle est la solution la meilleure ; alors seulement nous étudierons la loi du 26 juin 1889 qui régit actuellement la France et dont nous pourrions ainsi mieux apprécier la valeur. Enfin nous dirons quelques mots sur les conflits de lois et sur les traités qui ont été conclus pour les résoudre.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ DES LÉGISLATIONS POSITIVES

Nous diviserons nos explications en deux paragraphes suivant qu'il s'agit de l'acquisition ou de la perte de la nationalité et dans chacun de ces paragraphes nous classerons les diverses lois en deux groupes suivant qu'elles admettent que l'effet du changement de nationalité des parents est strictement individuel ou qu'elles jugent à propos de faire suivre aux enfants le sort de leurs père et mère. Nous donnerons une place prépondérante au droit français.

§ I. — Acquisition de la nationalité.

1^{er} GROUPE. — EFFET PERSONNEL DE L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

Législation française.

A. ANCIEN DROIT

Nous avons à examiner l'effet des *lettres de naturalité* et des *lettres de déclaration*.

a). *Lettres de naturalité*. — Les Aubains ou étrangers pouvaient devenir Français ou régnicoles en obtenant du Roi, en Grande Chancellerie, des lettres de naturalité qui leur donnaient les droits des vrais et naturels Français, sauf pour certaines dignités, telles que l'épiscopat. La finance pouvait être remise par le Roi. Mais pour que ces lettres eussent un plein effet, il était absolument nécessaire de les faire enregistrer par la Chambre des Comptes ¹. Plus tard, on exigea l'insinuation ².

Le Roi seul pouvait accorder les lettres de naturalité, car il se privait d'un droit qui lui appartenait exclusivement ; c'est l'explication féodale. Pothier, se plaçant à un point de vue plus moderne, justifiait cette règle en disant que la naturalisation est un acte de la puissance souveraine « dont il est (le Roi) le seul dépositaire. »

Ces lettres, qui correspondaient à nos lettres de naturalisation, étaient presque toujours accordées, mais il fallait pour les obtenir :

1° Etre catholique, sauf exception (protestants célèbres.)

2° Résider dans le royaume, sinon l'effet disparaissait.

1. « L'enregistrement au Parlement, au domaine, quelquefois à la Cour des aides est plutôt pour faciliter l'exécution des lettres que pour assurer leur validité. » (Pothier. *Pers.* tit. II, Sect. III). Comp. Daguesseau (32^e *plaid.*, p. 122) et la généralité des anciens auteurs.

2. Daguesseau compare les lettres de naturalité à une donation que le roi faisait au naturalisé : — le roi renonçait en sa faveur au droit d'aubaine qui faisait partie de son domaine.

Quels étaient les effets de ces lettres de naturalité à l'égard des enfants ? On admettait généralement qu'elles n'opéraient que pour l'avenir ¹. Elles avaient un effet purement individuel : elles se limitaient strictement à la personne ou aux personnes expressément désignées ². Elles s'interprétaient, en effet, *proviso quod hæredes sint Regnicolæ*, ce qui excluait les étrangers, même les enfants : — il fallait accorder les mêmes droits aux enfants naturalisés. Choppin nous dit que « cette « prérogative des enfants ne s'étend seulement « qu'à ceux qui sont nés dans le Royaume de « France ou qui y font leur demeure habituelle ;³ » cela semblerait s'appliquer aux enfants simplement domiciliés. Telle n'était pas l'interprétation généralement admise du mot *regnicole*, et Choppin lui-même est cité par Daguesseau comme suivant la doctrine générale. Si nous en croyons Bacquet⁴, « il faut entendre *quod hæredes sint regnigenæ et « regnicolæ, id est nati in Regno* ⁵ *et manentes in Regno*. Et est nécessaire que *utrumque concurrat* « car, estans naiz hors de France, *peregrini sunt et « alienigenæ*. » En cas d'existence d'enfants *regnico-*

1. Domat (*lois civiles*, p. 358, Paris 1778), se fondant sur l'équité, semble disposé à admettre la rétroactivité dans le cas particulier d'un étranger s'étant fait naturaliser peu de temps après l'ouverture d'une succession, et parle des divers systèmes de la jurisprudence. — Bourjon (*Droit commun de la France*) affirme le contraire. (Liv. I, tit. 7, no^s 5 et 21).

2 et 3. Choppin, *Domaine de France*, nos 32, 34.

4. *Droit d'aubaine*. — chap. xxv.

5. Tout enfant né en France était Français.

les, les enfants non régnicoles venaient à la succession de leur père ou de leur mère ; — ils ne profitaient pas en cela de la naturalisation de leurs parents (il en aurait d'ailleurs été de même si les parents étaient restés aubains), mais plutôt du fait de la naissance de leurs frères ou sœurs sur le sol français, qualité personnelle à ces derniers.

Cette interprétation était toute naturelle¹. Les lettres de naturalité étaient une faveur, elles créaient au profit de l'aubain un privilège qui le soustrayait aux rigueurs du droit commun ; on ne pouvait étendre ce privilège. La faveur du prince se limite à la personne qui en est l'objet : *beneficio principis personam non egreditur*². Les enfants conservent le vice de pérégrinité par cela seul qu'il n'a pas été effacé en eux.

Daguesseau, dans son 32^e plaidoyer, prévoit le cas d'une lettre de naturalité disant que « les enfants de Rocquigny, nés et à naître, successeurs et ayants cause, pourront lui succéder. » L'étendue même que la lettre semble donner à la naturalisation montre que l'on est en présence d'une simple redondance. « Si la clause de ces lettres avait la force de naturaliser, il s'ensuivrait une grande absurdité ; car les successeurs en général et les ayants-cause ne sont pas moins décla-

1. V. l'arrêt du Parlement de Paris cité par Merlin. *Rép. vo légitime*, Sect. III par. 1^{er} n^o 9.

2. Daguesseau, 32^e plaidoyer, p. 125.

« rés capables que les enfants ¹. » Il faut remarquer d'ailleurs que ces lettres contenaient la clause, *pourvu qu'ils soient Régnicoles*, qui excluait toute idée d'extension.

Tout ce que nous venons de dire s'applique aux lettres de naturalité individuelles ; il faut mettre à part celles que les rois de France ont accordées successivement à certaines catégories de personnes, et qui avaient par cela même un caractère collectif. Ainsi les lettres patentes de Louis XI de septembre 1481 pour les Suisses au service du Roi, privilège confirmé par Henri II en février 1551. Des décisions analogues avaient été prises pour l'armée de terre et pour la marine en 1687 et en 1715 ². Au mois d'août 1550, nous voyons des lettres au profit des marchands et autres Portugais (lettres vérifiées en la Cour de Parlement le 22 décembre 1550). On attira aussi à plusieurs reprises des ouvriers tapissiers. On favorisa par des mesures de cette nature le commerce de certains ports, tels que Marseille ³.

1. Ibid.

2. Pothier *Personnes* 1, tit. II. Sect. III, Weiss, *Dr. int. pr.* 1^{re} éd. p. 102.

3. Louet et Brodeau, A., xvi, citent un édit relatif à Marseille : « Voulons que les dits marchands estrangers y puissent entrer par « mer, charger, décharger, etc... sans qu'ils soient sujets au droit « d'aubaine, ou qu'ils puissent être traités comme étrangers en cas de « decez, lequel arrivant, leurs enfants, héritiers ou ayants cause pour- « ront recueillir leurs biens et successions, comme s'ils étaient vrais « et naturels Français. » Boniface en la suite de ses arrêts de Provence, tome 3, liv. I, titre 1, chap. II.

Guy Coquille nous dit également que « aucunes
« villes de ce royaume ont lettres de privilège
« général par lesquelles les estrangers y venant
« demeurer sont naturalisés, leur est permis d'ac-
« quérir biens en ce royaume, et en disposer par
« testament et leurs parents peuvent leur succé-
« der sous la modification susdite, pourvu que
« ceux qui veulent succéder soient régnicoles, ces
« villes sont Lyon, Toulouse, Bordeaux. » Pothier
mentionne aussi ce droit ¹.

Enfin, Pothier parle de la naturalisation de
plein droit des étrangers dans nos colonies, et de
l'acquisition des droits de citoyen pour les esclaves
nègres affranchis.

b). Lettres de déclaration ².

« Aubains, dit Loysel ³, sont étrangers qui sont
« venus s'habituer dans ce royaume, ou citoyens
« qui, en étant natifs, s'en sont volontairement
« étrangés ³ ». Les premiers seuls, les vrais Aubains
sujets à la loi d'aubaine, avaient besoin,
pour être considérés comme Français, d'obtenir
des lettres de naturalité (ou de civilité, ou d'adop-
tion) ; les autres avaient seulement besoin de let-
tres de déclaration.

Entre ces deux catégories, se trouvaient des
Aubains privilégiés qui avaient droit aussi aux

1. Coquille *Coutume de Nivernais*, sous l'art. 24, p. 367 (*œuvres*
Bordeaux 1703). Pothier. *Personnes. loc. cit.*

2. Ferrière, *Diction. V^o lettres de déclaration*.

3. *Instit. Coutumières*, livre I, tit. 1, règle 48.

lettres de déclaration : c'étaient les naturels des nombreux pays à qui l'on avait concédé les droits des originaires Français par une sorte de naturalisation *in globo* ¹, et en outre les naturels des pays sur lesquels nos rois avaient conservé des prétentions ou qui avaient appartenu à la couronne. Ces privilèges avaient été accordés à certaines villes telles que Cambrai (31 juillet 1406, ordonnance de Charles VI), Tournay et le pays de Tournesis (code du Roy Henri III, roy de France et de Pologne, livre VI, tit. 9 des estrangers et successions d'iceux). Pour les habitants de Biard, on peut se référer à la sentence de Messieurs du Trésor du 19 novembre 1619 et à l'arrêt du 8 août 1572. Il faut enfin mentionner les lettres patentes de Louis XI (8 mai 1472), confirmées par Henri III en 1572 ². Des traités avaient été conclus relativement à la Flandre et aux Pays-Bas (Cambrai, 19 nov. 1529 ; Crépy, 1544 ; Câteau-Cambrésis, 3 avril 1559 et Vervins, 1597) ³. Bacquet (chap. IX, 2) considérait aussi les Milanais comme *jure et origine Galli*. Il en était de même des Franc-

1. Ainsi pour les Ecosais. — V. une longue liste dans Denizart Vo *Aubaine*. Il faut distinguer ceux qui étaient purement exemptés du droit d'aubaine, dans son sens restreint aux successions, et ceux qui étaient assimilés aux Français. Les premiers, s'ils voulaient être considérés comme Français, devaient obtenir des lettres de naturalité. — V. arrêt de 1739 contre les Genevois.

2. Bacquet, *Aubaine*. ch. VIII, nos 8, 9, 13, 14 et 15.

3. Bacquet, ch. IX, n° 2, relate les dispositions des traités de 1529 et 1544. — V. ce que disaient les députés des 3 états de Bourgogne, à Henri II (Bacquet, ch. X, n° 6).

Comtois (ordonn. de Louis XI, 1482, — lettres patentes de François I^{er}, 2 avril 1556).

Le 5 février 1566, une décision semblable avait été prise à l'égard des Savoyards demeurés et domiciliés en France avant la reddition (code Henri III, *loc. cit.*); suivant quelques auteurs, ceux qui, depuis la reddition, étaient venus demeurer en France, pouvaient obtenir des lettres de déclaration. Quant aux Lorrains, sauf quelques exceptions, (Barrois, les Evêchés), Bacquet dit qu'ils sont Aubains ¹.

Lorsque ces pays étaient en guerre avec la France, l'effet de ces dispositions cessait; la paix une fois rétablie, elles reprenaient leur empire. Pothier exige que la paix soit rétablie dans les mêmes conditions que dans les traités précédents.

Tous ces étrangers pouvaient bénéficier de lettres de déclaration. Bacquet cite une lettre de Henri IV². Nous y relèverons ces mots qui donnent bien le caractère de ces lettres : « Il craint « qu'on le voulût prétendre aubain et étranger... « si par nous ne lui estait sur ce pourveu, très

1. Lebret. *Notables questions*, liv. V, *décision* 15. — Dumoulin, *Coutume de Vitry en Parlois*, art. 72.

2. *Dr. d'aubaine*, chap. XI. — La forme de ces lettres est presque la même que celle des lettres de naturalité, sauf sur un point qui montre la nature différente de ces deux titres : Dans les lettres de naturalité il est dit (Bacquet, chap. XXIII, n° 2). « Par ces présentes, « voulons et nous plaist qu'il puisse et luy soit loisible, demeurer « etc... » et non pas « qu'il aye peu et puisse » comme dans les lettres de déclaration; — nous tirerons conséquence de ce rapprochement pour déterminer les effets des lettres de déclaration.

« humblement nous suppliant lui octroyer nos
« lettres de déclaration et provision à ce nécessai-
« res. Pour ce est-il que... nous avons dit et dé-
« claré, disons et déclarons que nous avons tou-
« jours entendu et entendons que les natifs et
« originaires du Comté de Flandre aient et soient
« tenus, censez et réputez nos vrais et naturels
« sujets et tels nous les avons tenus et réputés,
« tenons et réputons. Partant, voulons et nous
« plaist, que le suppliant natif du Comté de Flan-
« dre, comme nostre naturel sujet aye peu et
« puisse demeurer en nostre royaume, pays, terres
« et seigneuries de nostre obeyssance, jouyr des
« privilèges et franchises, libertez, immunitiez,
« prérogatives et droits desquels jouissent les
« autres vrais sujets et originaires de nostre
« royaume. » L'auteur du droit d'aubaine pense
même que les naturels de ces pays n'avaient pas
besoin de lettres, « en sorte que les lettres de dé-
« claration ne sont point nécessaires, mais on les
« obtient pour plus grande seureté, pour s'en ay-
« der en temps de guerre. » (Ils étaient alors affran-
chis des représailles, marque, contre-marque, etc.).
Pothier, en observant que telle était l'opinion des
anciens auteurs, dit qu'il n'en était plus ainsi de
son temps. Le Bret dit au contraire que les lettres
ne sont plus nécessaires pourvu que l'origine soit
prouvée clairement.

Reprenons l'hypothèse du Français expatrié :
il recouvre les droits de régnicole, par cela même

qu'il rentre en France. Il en est même de ses enfants, nés à l'étranger, quand ils rentrent dans le royaume¹ : ils succèdent à leurs parents alors même que ceux-ci seraient établis à l'étranger sans esprit de retour. Ce recouvrement s'opérerait sans qu'il y eût besoin de lettres de déclaration², mais ici encore, pour plus de sûreté, on pouvait en prendre.

Pothier parle de rigueurs particulières contre les religionnaires fugitifs ; il dit qu'ils étaient tenus à leur retour de prêter un nouveau serment de fidélité entre les mains du gouverneur de la province, mais « ces lois ne sont point observées : » toujours est-il qu'une déclaration du 25 octobre 1725 avait décidé que s'ils rentraient en France et abjuraient, ou à leur défaut, « les enfants qu'ils « ont amenés, ou ceux qui sont nés en pays étranger, » ils redeviendraient Français, sans avoir besoin de lettres de naturalité³.

Effets quant aux enfants des lettres de déclaration.

— De tout ce que nous venons de dire, il semble résulter que les lettres de déclaration étaient moins la création d'une situation nouvelle que la cons-

1. Boyer, *décision* 13 et arrêt de Bretagne de 1613. — Pothier *Personnes* 1, tit. II, Sect. IV. L'enfant né à l'étranger de parents français n'était pas étranger par cela seul. — Si l'un des deux parents seulement était Français, il fallait, d'après Pothier, se référer à la nationalité du père ou de la mère suivant que l'enfant était légitime ou non.

2. Bacquet, Daguesseau, *op. cit.* — Pothier dit lettres de réhabilitation ; il ne les exige pas « sauf peut-être dans le seul cas où ils se seraient fait naturaliser à l'étranger. »

3. Bourjon. *Dr. comm. de la France*, livre I^{er}, tit. VII, chap. IV, Sect. 5. — V. aussi Le Bret *loc. cit.*

tation d'un état préexistant ; elles ne consacraient pas à vrai dire de changement de nationalité ; bien au contraire, elles déclaraient que celui qui les obtenait n'avait jamais cessé d'être Français. Cela est si vrai que nous venons de voir qu'il était généralement admis que l'obtention de ces lettres n'était qu'une sage précaution, et qu'il suffisait d'une preuve certaine. Il faut donc décider qu'elles avaient un effet déclaratif, rétroactif ; cela résultait d'ailleurs des termes mêmes des lettres de déclaration, surtout si on les rapproche de ceux des lettres de naturalité (supra p. 123, note 2). « Elles ont toujours l'effet rétroactif, nous dit Daguesseau, parce qu'elles supposent la qualité et ne font que lever un empêchement qui en suspendait l'exécution, » et il cite à l'appui les noms de Le Bret, Bignon, Choppin, Bacquet, Brodeau. On peut comparer ces effets à ceux du *postliminium*. La situation des enfants était facile à déduire, ils étaient Français comme leur père ¹. Peu importe, la rétroactivité une fois admise, que l'on dût interpréter les lettres de déclaration *proviso quod hæredes sint Regnicolæ* ; cette exigence ne pouvait pas ici atteindre les enfants. Ces derniers, en effet, étant considérés comme nés d'un Français ou d'une personne réputée telle, étaient par là même régnicoles. Le système de la rétroactivité

1. Bourjon, *loc. cit.* Section II, nous dit que le retour « des uns (des « parents) et des autres fait rentrer les enfants dans les droits de leur « origine. »

avec ses conséquences avait été adopté par de nombreuses décisions judiciaires et, entre autres, par l'arrêt de Senami, cité tout au long par Bacquet à la fin de son traité du droit d'aubaine, le fameux arrêt de Mabile ou de l'Anglaise, de 1576, ceux de 1602 et Noël 1605 (ces trois derniers en robes rouges) et enfin l'arrêt de 1694 à propos duquel Daguesseau prononça son 32^e plaidoyer¹.

Tel était notre ancien droit. On peut s'étonner à juste titre de voir M. Alauzet (*de la qualité de Français*, 2^e éd. n^o 64) nier l'existence des lettres de déclaration, surtout en s'appuyant sur Pothier. M. Durand (*Essai de dr. int.* p. 189) qui, lui aussi, n'admet pas la rétroactivité, ne va pas aussi loin, et se borne à dire que les deux sortes de lettres avaient les mêmes effets. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'on pouvait dire que l'acquisition de la qualité de Français était purement personnelle, parce que les lettres de naturalité seules constituaient un véritable changement de nationalité.

B. DROIT INTERMÉDIAIRE

Sous notre ancienne monarchie, tout était subordonné à la volonté royale ; il y avait bien quelques règles sur la naturalisation, mais le souve-

1. Il faut remarquer cependant que Bacquet, (chap. xxxviii, n^o 3) Bourjon, (loc. cit. Sect. iii) Pothier, (loc. cit. Sect. iv) admettent que le retour de celui qui a fait à l'étranger un établissement marqué ne lui permet pas d'appréhender les successions échues.

rain pouvait toujours y déroger ; d'autre part, la concession de la qualité de Français était considérée comme une faveur. Sous la Révolution, au contraire, on accuse les tendances opposées : certaines conditions sont exigées, et, pour tous ceux qui les remplissent, la nationalité française est un droit ; il y avait même là, sous l'empire de certaines constitutions, un bienfait auquel on ne pouvait pas se soustraire.

a). *La loi du 2 mai 1790* décide que « tous ceux
« qui, nés hors du royaume de parents étrangers,
« sont établis en France, sont réputés Français et
« admis en prêtant le serment civique en France
« à l'exercice des droits du citoyen actif, après cinq
« ans de domicile continu dans le royaume, s'ils
« ont en outre, ou acquis des immeubles, ou épousé
« une Française, ou formé un établissement de
« commerce, ou reçu dans quelques villes des let-
« tres de bourgeoisie. »

D'après la *Constitution de 1791*, titre II, art. 2 :
« Sont citoyens français ceux qui, nés en pays
« étranger d'un père français, sont venus s'établir
« en France et ont prêté le serment civique ; —
« enfin ceux qui, nés en pays étranger, et descen-
« dant à quelque degré que ce soit, d'un Français
« ou d'une Française expatriés pour cause de
« religion, viennent demeurer en France et prêtent
« le serment civique. »

Art. 3. « Ceux qui nés hors du royaume de pa-
« rents étrangers, résident en France, deviennent

« citoyens Français après cinq ans de domicile
 « continu dans le royaume, s'ils y ont en outre ac-
 « quis des immeubles, ou épousé une Française,
 « ou formé un établissement d'agriculture ou de
 « commerce, et s'ils ont prêté le serment civi-
 « que⁴. »

Enfin d'après l'*art. 4* : « Le pouvoir législatif
 « pourra, pour des considérations importantes,
 « donner à un étranger un acte de naturalisation
 « sans autres conditions que de fixer son domicile
 « en France et d'y prêter le serment civique. »

C'est dans la *Constitution de 1793* que le désir
 d'absorber tous les peuples dans une seule nation
 arrive à son apogée. D'après l'*art. 4*, « tout étran-
 « ger âgé de vingt-un ans accomplis, qui, domici-
 « lié en France depuis une année, y vit de son
 « travail, — ou acquiert une propriété ; — ou
 « épouse une française ; — ou adopte un enfant ;
 « — ou nourrit un vieillard ; — tout étranger enfin
 « qui sera jugé par le corps législatif avoir bien
 « mérité de l'humanité ; — est admis à l'exercice
 « des droits de citoyen Français. »

Cette disposition fut abolie par le décret du 11
 octobre 1793.

Si nous faisons abstraction de la naturalisation
 exceptionnelle en vertu d'une loi, qui avait con-

4. On peut faire entre l'*art. 2* et l'*art. 3* le même rapprochement qu'entre les lettres de naturalité et les lettres de déclaration ; l'*art. 2* dit : « *sont* » français et l'*art. 3* : « *Deviennent...* » Dans le cas de l'*art. 2*, il faut faire l'extension aux enfants.

servé le caractère de faveur et qui devait avoir des effets individuels, nous dirons que sous ces lois et constitutions la qualité de Français s'acquerrait de plein droit et sans aucune manifestation de la volonté des intéressés : — cela est certain pour la Constitution de 1793. — La loi des 30 avril, — 2 mai 1790 exigeait le serment civique, mais on admet d'une manière constante ¹ que si l'on n'était citoyen qu'à la condition de prêter serment, cette formalité n'était pas nécessaire pour devenir Français ². Nous croyons qu'il en était de même sous la Constitution de 1791 ³, bien que cela soit plus discuté, par suite de la confusion faite par le texte entre les deux qualités. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il y avait lieu à cette investiture obligatoire, on pouvait très sérieusement se demander si elle n'avait pas d'effets quant aux enfants du naturalisé. Fœlix y voit une naturalisation collective dont les effets s'étendent nécessairement à la famille ⁴; cette extension a été admise par la cour de Colmar le 26 décembre 1829. (S. 1830, 2, 62). — Mais la cour de Grenoble, dans un arrêt du 16 décembre 1828 (S. 1829, 2, 23), s'était prononcée pour le

1. La loi elle-même semble faire cette distinction.

2. Cassation 27 avril 1819. Merlin, V^o *Naturalis.* — Contra Nîmes 22 déc. 1825.

3. Aubry et Rau, tome I, p. 247. Cogordan, *Nationalité*, p. 109. — Contra Nîmes, arrêt cité, Merlin, V^o *Divorce*, Sect. 4, par. 10 ; de Folleville, *naturalisation*, n^o 34.

4. *Revue étrangère*, 1843 p. 446, note 1. Fœlix donne aussi ce caractère aux constit. de l'an III et l'an VIII. Nous ne l'admettons pas, pourtant dans la *Revue de dr. fr. et étr.* 1845 p. 327, il dit que la constit. de l'an VIII ne parle que de la naturalisation individuelle.

maintien de la théorie traditionnelle ; nous croyons que c'était avec raison et nous dirons avec l'avocat général que les constitutions de 1791 et 1793 ayant trouvé l'enfant en état de minorité l'ont laissé dans « un complet état d'extranéité. » Nous remarquerons d'ailleurs que la constitution de 1793, celle qui offre le plus de facilités, parle de l'âge de 21 ans. — Nous ferons toutefois exception pour le cas de l'art. 2 de la constitution de 1791 qui présente beaucoup d'analogie avec les lettres de déclaration.

Nous mettrons également en dehors de la question la loi *des 9-15 décembre 1790*, art. 22, d'après laquelle : « Toutes personnes qui, nées en pays « étranger, descendent, à quelque degré que ce « soit, d'un Français ou d'une Française expatriés « pour cause de religion, sont déclarés *naturels* « *Français* et jouiront des droits attachés à cette « qualité, s'ils reviennent en France, y fixent leur « domicile, et prêtent le serment civique. » Ceux qui bénéficiaient de cette loi étaient considérés comme Français d'origine, et comme n'ayant jamais cessé d'avoir cette qualité ; leurs enfants, par suite, étaient Français. L'art. 22 *in fine* s'occupait spécialement du cas où des mineurs, à titre principal, voulaient bénéficier de la loi : « Les fils « de famille, y est-il dit, ne pourront user de ce « droit sans le consentement de leurs père, mère, « aïeul ou aïeule, qu'autant qu'ils seront majeurs « ou jouissant de leurs droits. »

B). — D'après les *Constitutions de l'an III*, (tit. II, art. 10) et de l'an VIII, (art. 3) : « l'étranger
« devient citoyen français, lorsque, après avoir at-
« teint l'âge de vingt-un ans accomplis et avoir dé-
« claré l'intention de se fixer en France, il y a résidé
« pendant sept années consécutives (10 ans, an
« VIII). » La constit. de l'an III ajoutait : « pourvu
« qu'il y paie une contribution directe, et qu'en
« outre il y possède une propriété foncière, ou un
« établissement d'agriculture ou de commerce, ou
« qu'il y ait épousé une femme française. » D'après
ces dispositions celui qui remplit certaines condi-
tions peut toujours acquérir la cité sans que le
gouvernement puisse s'y opposer ; mais on exige
de la part de l'intéressé une manifestation de vo-
lonté et pour manifester cette intention il faut être
majeur ; les enfants mineurs du bénéficiaire res-
taient donc étrangers ; sans cela on leur aurait
imposé une nationalité et nous venons de voir
qu'elle ne s'acquerrait qu'à la suite d'un acte vo-
lontaire qu'ils étaient d'ailleurs incapables de réa-
liser.

C. — CODE CIVIL ET LOIS SUBSÉQUENTES.

Lorsque le code civil fut promulgué, il fallai
appliquer la constitution de l'an VIII.

L'avis du Conseil d'Etat du 18 Prairial an XI en
s'appuyant sur l'art 12 civ. dit que le délai de 10
ans de la Constitution ne pourra courir qu'à par-

tir de l'autorisation donnée par le gouvernement à l'étranger d'établir son domicile en France. Dès ce moment, en dehors de l'acquisition par le bienfait de la loi, dont jouissent certains privilégiés, on ne devient plus Français sans l'agrément du pouvoir. A partir du décret du 17 mars 1809, ce système est franchement pratiqué ; la naturalisation redevient une faveur, elle est prononcée par le Chef de l'Etat et elle conservera toujours ce caractère. (v. les grandes lois sur la naturalisation du 3 décembre 1849, du 29 juin 1867 et du 26 juin 1889). — Un décret du 31 mars 1848 (art. 1^{er}) conféra provisoirement ce droit au ministre de la justice qui dut lui-même en suspendre l'exercice (*Moniteur du 29 juin 1848*) ; des dispositions analogues se retrouvent dans le décret du 18 septembre 1870, art. 1^{er} (V. aussi la naturalisation spéciale organisée pour ceux qui avaient pris part à la guerre, par les décrets du 26 octobre et du 19 novembre 1870).

Nous remarquerons enfin que sous les Chartres, l'éligibilité aux Chambres résultait d'une grande naturalisation, accordée par une loi. Cette distinction semble avoir été supprimée par le décret du 5 mars 1848 et la Constitution du 4 novembre qui déclaraient éligibles tous les électeurs âgés de 25 ans¹ ; — la loi du 3 décembre 1849 la rétablit, mais elle fut de nouveau abolie par la Constitution

1. V. cependant Beudant, *Revue Crit.* 1855, tome VII, p. 418 et s.

du 14 janvier 1852 et le décret du 2 février 1852, et certainement par la loi du 29 juin 1867. — La loi du 26 juin 1889 exige pour être éligible un stage de dix ans après la naturalisation.

Le code civil était muet sur la naturalisation et sur ses effets. Sous un tel régime tout était laissé à l'appréciation de la doctrine et de la jurisprudence. Il fallait se référer uniquement à la raison et aux principes généraux de notre droit ; il ne semble donc pas étonnant que le système de la naturalisation individuelle ait prévalu. Duvergier¹ était d'avis contraire, mais il avait contre lui la majorité des auteurs.

Quant à la jurisprudence, un arrêt de la Cour de Grenoble du 16 décembre 1828 (S. 1829, 2, 23) avait décidé que la naturalisation était individuelle. L'avocat général se fondait sur ce que « notre jurisprudence, les auteurs les plus recommandables ne reconnaissent que deux manières d'acquérir la nationalité : la naissance et la naturalisation. » L'enfant ne pouvant invoquer aucun de ces titres, et, après la naissance, « les deux destinées (du père et de l'enfant) étant absolument distinctes, » il était resté étranger. La Cour se borne à reconnaître que la naturalisation est un droit purement personnel et non transmissible par succession, et se réfère au fameux arrêt de 1611, cité par Merlin (*V^o légitt. loc. cit.*)

1. *Consultation*. Sir. 1832, 2, 641.

L'année suivante, il est vrai, la Cour de Colmar, (29 déc. 1829. S. 1830, 2, 62, arrêt cité par Duvergier et par Fœlix ¹), donnait la solution opposée. Il faut remarquer d'ailleurs qu'il s'agissait comme dans l'espèce précédente d'une acquisition de la nationalité française pendant l'époque intermédiaire, et si l'arrêt de la Cour de Grenoble emporte un *a fortiori*, tout le contraire doit avoir lieu pour l'arrêt de la Cour de Colmar, surtout si l'on se reporte aux termes de la loi des 30 avril — 2 mai 1790 et de la Constitution de 1791 ; la Cour fait même une opposition avec le droit nouveau quand elle dit « que les lois et constitutions subséquentes n'ont « pu porter atteinte à ce droit acquis, mais seulement en régler l'exercice. » En outre, l'espèce soumise à la Cour de Colmar semblait lui imposer la solution qu'elle a donnée et nous ne lui reprochons que ses motifs ; alors même qu'elle aurait admis que la naturalisation du père n'avait pas entraîné celle de ses enfants mineurs, elle devait, à notre avis, décider qu'ils étaient Français ; car ils étaient nés en France, l'aîné le 12 décembre 1784, le cadet le 15 avril 1786, et c'était un principe de notre ancien droit, alors en vigueur, que tout individu né en France était Français.

Quoi qu'il en soit, en présence de ces hésitations, on pouvait considérer la question comme indécise.

1. Duvergier, *loc. cit.* Fœlix, *rev. de droit français et étranger*, 1845, p. 322, et s.

La loi du 7 février 1851 fit cesser tous les doutes à cet égard et assura, indirectement il est vrai, le triomphe de la doctrine de l'effet individuel de la naturalisation ; dans son article 2, elle facilitait l'accès de la nationalité française lors de leur majorité aux enfants mineurs d'un étranger naturalisé ; cela impliquait évidemment, a contrario, que la naturalisation de leur père ne les avait pas rendus Français.

Questions subsidiaires. — Nous dirons quelques mots de deux questions ayant trait surtout à la nationalité d'origine, mais dont la solution pratique peut subir l'influence de l'opinion que l'on admet sur les effets de la naturalisation.

1^{re} Question. — *Nationalité de l'enfant dont les parents sont devenus Français entre le moment de la conception et celui de la naissance.* — A laquelle de ces deux époques fallait-il se référer pour déterminer l'état de l'enfant ? Nous croyons qu'il fallait se référer à la date de la naissance. Il n'y avait pas de difficulté lorsque l'enfant suivait la condition de sa mère : il n'y avait alors qu'à appliquer la règle romaine. Il était Français. Il ne pouvait s'élever un doute que lorsque l'enfant suivait la condition de son père (enfant légitime ou enfant naturel reconnu par son père). Mais la plupart des auteurs se référaient à la naissance ; l'on considérait d'ailleurs que c'est un avantage d'être Français et que l'on ne pouvait pas invoquer l'adage *infans conceptus pro nato habetur* contre l'enfant.

MM. Richelot et Taulier, tout en admettant notre opinion, sous prétexte que l'enfant pouvait avoir intérêt à décliner la qualité de Français, lui accordaient un droit d'option. Cette doctrine était prématurée, dans le silence de la loi. « C'est d'après les dispositions de la loi seule et non d'après la volonté de l'enfant que se détermine sa nationalité d'origine ¹. » Nous verrons plus loin ce qu'il faut décider depuis la loi du 26 juin 1889.

2^{me} Question. — *Que dire de l'enfant naturel reconnu par un Français (ou une Française) qui ne l'était pas lors de la naissance de l'enfant ?* — La plupart des auteurs admettaient que cet acte avait un effet purement déclaratif. La reconnaissance n'est pas autre chose en effet que la constatation d'un fait concomitant de la naissance, la paternité. De ce qu'elle est tardive, il ne résulte pas qu'elle doive produire d'autres effets que si elle avait été faite au moment où l'enfant est né ; elle lui imprime la nationalité que le père (ou la mère) avait à cette époque. Pour que l'enfant eût la nouvelle condition de son auteur, il aurait fallu admettre l'effet collectif de la naturalisation ². Les enfants étaient donc étrangers. Il faut remarquer cependant que ce système pouvait, dans certaines circonstances, produire le résultat inverse de celui que l'on cherchait, à savoir le maintien de la nationalité de l'en-

1. Aubry et Rau. I, § 69, note 2, p. 231.

2. En ce sens Cogordan, 2^e éd. p. 34. — Dreyfus et Lesueur, *France judiciaire*, 1889, p. 322.

fant ; il arrivait quelquefois que la reconnaissance faisait ainsi perdre à l'enfant la qualité de Français qu'il avait auparavant, comme cela avait lieu pour un enfant né en France de parents inconnus, ou reconnu déjà par une Française (du moins dans l'opinion suivant laquelle la reconnaissance du père, même postérieure à celle de la mère, imposait l'état du père à l'enfant).

Ce que nous venons de dire de la reconnaissance doit être appliqué à la légitimation, cet acte n'étant pas considéré en France comme une manière d'acquérir la nationalité.

Lois postérieures au Code civil. — Le code civil, avec raison, ne donnait à la naturalisation qu'un effet personnel, mais on pouvait lui reprocher de traiter absolument comme des étrangers les enfants mineurs du naturalisé ; en effet, en dehors du cas où ils étaient nés en France (et d'ailleurs la naturalisation de leur père n'y faisait rien) et où ils pouvaient réclamer à leur majorité la qualité de Français en vertu de l'art. 9 du Code civil ¹, ils n'avaient d'autre moyen à leur disposition pour obtenir cette qualité que la naturalisation. Diverses lois postérieures au Code ont été promulguées dans le but de combler cette lacune.

Loi du 7 février 1851. — Cette loi, que nous avons déjà mentionnée, corrige dans son *article 2* le

1. Il faut tenir compte aussi de la loi du 22 mars 1849 qui permettait d'invoquer toujours l'article 9 à ceux qui avaient servi dans l'armée française.

principe de la naturalisation individuelle tout en lui donnant une consécration législative ; cet article est ainsi conçu : « L'art. 9 du Code civil est applicable aux enfants de l'étranger naturalisé quoique nés en pays étranger, s'ils étaient mineurs lors de la naturalisation. » — L'enfant, s'il ne devient pas Français *de plano*, acquiert le droit de le devenir à sa majorité, « pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission. » (art. 9 civ.). A ces conditions, il peut réclamer la qualité de Français ; il ne dépend plus du bon vouloir du Gouvernement, et, si l'on s'oppose à la réclamation, comme on aura violé son droit, il aura un recours devant les tribunaux.

L'enfant a un droit d'option à sa majorité : *A quelle loi faut-il se référer pour déterminer l'époque de cette majorité ?* A la loi française ou à la loi étrangère ? nous croyons qu'il fallait appliquer cette dernière loi ; le statut personnel est réglé d'après la loi nationale des individus ; l'enfant étant considéré comme étranger jusqu'à son option, la loi de son pays d'origine est sa loi nationale.

Tout cela n'était vrai cependant qu'à la condition que l'enfant ne tombât pas sous le coup de

l'art. 1^{er} de la loi de 1851 (enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né), car il se trouvait alors dans la situation inverse, c'est-à-dire qu'il était Français sauf option à sa majorité ; il était donc tout naturel de déterminer cet âge d'après la loi française ; c'est d'ailleurs ce que disait expressément l'art 1^{er} de la loi de 1851 et ces termes formels comparés au silence de l'article 2 nous fournissent un puissant argument a contrario pour décider que, dans notre hypothèse, il fallait s'en remettre aux dispositions de la loi étrangère. Cette opinion était généralement suivie¹.

L'option a-t-elle un effet rétroactif ? — A cette question on répondait généralement oui. Telle était la jurisprudence française² ; l'état de l'enfant était affecté d'une véritable condition qui une fois accomplie faisait remonter ses effets au moment de la naturalisation des parents. — Il s'agit de savoir ce qu'a voulu dire l'art. 9 civ. auquel se réfère la loi du 7 février 1851. Pour soutenir la rétroactivité, on s'appuyait sur le mot réclamer. La cour de Cassation disait que « l'expression réclamer dont se sert l'art. 9, témoigne qu'il s'agit

1. Valette tient compte de la majorité française pour le cas où elle serait plus tardive (s. Proudhon, 1, p. 180, note a).

Dans le sens de la majorité française : Aubry et Rau, 1, p. 237, note 5. — V. dans ce sens aussi Cassation belge, 6 février 1878, Pas. 1878, 1, 93. S. 1879, 2, 265, D. P. 1880, 2, 89. — 8 avril 1878, Pas. 1878, 1, 898. Dans notre sens, au contraire, Seine, 1^{er} déc. 1883, et Paris 1^{er} déc. 1885.

2. Cour de Cassation, 19 juillet 1848, S. 1848, 1, 529 et note.

d'un droit préexistant : on *réclame* ce qu'on adéjà, on *acquiert* ce qu'on n'a pas encore possédé, on *recouvre* ce qu'on a perdu » et l'on tirait un *a contrario* de l'art. 20. Pourtant cette doctrine présentait de graves inconvénients par suite de l'incertitude qu'elle laissait planer sur la nationalité du mineur et l'on avait été obligé de décider que l'option ne portait pas atteinte aux droits acquis. Malgré ce tempérament nous croyons qu'il fallait décider que la réclamation de l'art. 9 n'avait d'effet que pour l'avenir. Cette opinion était adoptée par un grand nombre d'auteurs, et par la jurisprudence belge, et, entre autres par un arrêt de la cour de Gand du 28 février 1874. On s'appuie notamment sur les travaux préparatoires d'où il résulte que les auteurs du Code civil n'ont pas voulu admettre que l'enfant né en France fût Français de naissance, et la doctrine de la rétroactivité aboutirait à cette application du *jus soli*. — Le mot réclamer, d'ailleurs, s'il suppose que l'on agit en vertu d'un droit, que l'on ne sollicite pas une faveur, peut très bien s'entendre de la demande d'une chose que l'on n'a pas. Quant à l'opposition tirée de l'art. 20, alors même que l'on n'admettrait pas avec Marcadé que cet article est inutile, il est impossible de ne pas reconnaître, avec Treilhard, que l'enfant se trouvant dans l'hypothèse de l'art. 10 (prévu par l'art. 20) ne peut pas être traité avec plus de rigueur que l'enfant visé par l'art. 9.

Loi du 14 février 1882. — La loi du 7 février 1851, tout en améliorant le sort de l'enfant de l'étranger naturalisé, le considérait, au moins provisoirement, comme un étranger pendant sa minorité. — Cet enfant qui probablement opterait pour la France, qui alors aurait tous les devoirs d'un Français, pouvait avoir intérêt à exercer pendant sa minorité certains droits qui ne lui seraient plus accessibles à l'âge exigé pour l'option. — C'est ce que le législateur de 1882 a bien compris en ajoutant à la loi de 1851 (art. 2) la disposition suivante : « Les enfants mineurs, même
« ceux nés à l'étranger avant la naturalisation
« des parents, peuvent, soit s'engager volontaire-
« ment dans les armées de terre et de mer, soit
« contracter l'engagement conditionnel d'un an,
« conformément à la loi du 27 juillet 1872, ti-
« tre IV, 3^e section, soit entrer dans les écoles du
« Gouvernement à l'âge fixé par les lois et règle-
« ments, en déclarant qu'ils renoncent à la qua-
« lité d'étranger et adoptent la nationalité fran-
« çaise. Cette déclaration ne peut être faite qu'avec
« le consentement exprès et spécial du père, ou à
« défaut du père, de la mère, ou à défaut de père
« et de mère, avec l'autorisation de la famille con-
« formément au statut personnel. Elle ne doit
« être reçue qu'après les examens d'admission et
« s'ils sont favorables. »

La loi du 14 février 1882 s'est inspirée de l'article 2 de la loi du 16 décembre 1874 qui réalisait

ce progrès *mutatis mutandis* pour les enfants nés en France de parents qui eux-mêmes y étaient nés (V. l. du 7 février 1851, art. 1^{er}).

Sur les points énumérés par le texte précité, on traitait les mineurs comme s'ils étaient déjà Français, mais, en échange de cette concession, on leur demandait de renoncer à leur droit d'option, ou, si l'on aime mieux, d'opter par anticipation pour la nationalité française ; c'était la juste compensation de l'avantage qu'ils recevaient. Il y avait là cependant une grave innovation ; on pouvait en effet se demander si un mineur avait une capacité suffisante pour changer de nationalité. On admet sans difficulté qu'un mineur ne peut pas prendre une autre nationalité que celle de ses parents : mais ici il ne vient pas troubler l'ordre naturel des choses, il ne rompt pas l'unité de la famille, il rétablit plutôt cet ordre et cette unité, et fait cesser l'anomalie qu'avait créée la naturalisation de son père. — D'ailleurs, dans les hypothèses prévues par la loi de 1882, l'on a en vue des jeunes gens qui approchent de leur majorité, qui ont atteint l'âge auquel la loi leur permettrait de se marier ; ne peut-on pas leur permettre de fixer leur nationalité, d'autant plus qu'il y aura ici toujours une raison sérieuse de le faire ? — Enfin la capacité de l'enfant s'est renforcée par l'assistance des personnes qui lui portent le plus d'intérêt et dont le consentement lui assurera toute garantie. Sans doute, il fallait une loi pour le décider ; la

simple application des principes ne l'eût pas permis, mais nous ne croyons pas que le législateur ait été trop loin en prenant cette décision.

Tout ce que nous avons dit de la naturalisation du père devrait être appliqué à la naturalisation de la mère veuve.

Acquisition de la qualité de Français par le bienfait de la loi et réintégration dans cette qualité.

Ces manières de devenir Français étaient prévues par les articles 9, 10, 12, 18 et 19 du Code civil ¹. Il fallait décider encore que l'acquisition de la nationalité française avait des effets individuels. Il est vrai qu'il s'agissait d'enfants dont les parents étaient déjà favorisés par la loi et que l'on pouvait être tenté de donner à l'acte du père des effets plus étendus ; mais d'autre part, sauf dans le cas des art. 18 et 19, il y avait suppression du droit de contrôle de l'Etat, et l'intérêt public imposait l'interprétation restrictive.

Nous ferons toutefois des réserves relativement à l'article 9 et aux lois qui s'y réfèrent. Si l'on admet que l'option qu'il institue produit un effet rétroactif, il faut en conclure que les enfants sont considérés comme Français ².

Dans tous les autres cas la jurisprudence était en notre sens : nous pouvons citer des décisions re-

1. A l'art. 9 nous rattacherons les lois du 22 mars 1849 et du 7 février 1851.

2. Pour le cas de l'art. 10, l'art. 20 exclut toute idée de rétroactivité.

latives aux art. 18 et 19 et à l'art. 12 du Code civil.

D'après *l'art. 18 civ* : « Le Français qui aura
« perdu sa qualité de Français pourra toujours la
« recouvrer, en rentrant en France avec l'auto-
« risation du Roi, et en déclarant qu'il veut s'y
« fixer, et qu'il renonce à toute distinction con-
« traire à la loi française. » Pour cet article, il y
a en notre sens un arrêt de la Cour de Paris du
23 juin 1859, rendu sur les conclusions de M. Sa-
pey, confirmant un jugement du tribunal de la
Seine, et adoptant sur la question de la nationalité
les mêmes motifs. « Attendu, dit-on, que Daussei-
« gne Méhul père a recouvré la qualité de Fran-
« çais, mais que le bénéfice de la nationalité
« qu'il a ainsi reconquise lui est personnel et
« ne saurait profiter à ses enfants. » Suivent
les motifs généraux que l'on peut invoquer à
l'appui de la théorie de la naturalisation indivi-
duelle.

L'art. 19 prévoit le cas tout spécial de la femme
française devenue étrangère par son mariage ;
« Si elle devient veuve, elle recouvrera la qualité
« de Française pourvu qu'elle réside en France,
« ou quelle y rentre avec l'autorisation du Roi, et
« en déclarant qu'elle veut s'y fixer. » C'est cette
hypothèse que Duvergier avait en vue dans sa
célèbre consultation. Nous déciderons que les en-
fants mineurs de cette femme restent étrangers. —
Cela est supposé par un arrêt de rejet de la Cham-

bre civile de la cour de Cassation du 13 janvier 1873 (D. P. 1873, 1,297) qui dit que la mère est tutrice légale de sa fille *restée étrangère*.

Reste le cas de *l'art. 12*. Supposons une veuve étrangère ayant des enfants mineurs et épousant en secondes noces un Français ; elle devient Française. Ses enfants ne le deviendront pas. Cette hypothèse est la moins favorable à l'extension de l'acquisition de la nationalité, d'autant plus que l'on pourrait dire à bon droit que le changement de patrie n'a pas été le but principal de la mère, et qu'il faut y voir seulement une conséquence de son mariage. La question a été tranchée dans le sens de l'effet individuel par un arrêt de la cour de Bordeaux du 24 mai 1878 (D. P. 1878, 2,79) statuant comme cour de renvoi après l'arrêt de la cour suprême du 5 mai 1875 (D. P. 1875, 1,343) cassant un arrêt de la cour de Pau du 11 mars 1874. Nous retiendrons les considérants suivants qui affirment nettement la doctrine de la Cour : « La minorité d'un enfant ne l'empêche pas d'avoir une nationalité propre, qui lui appartient dès sa naissance, reste distincte de celle que ses parents peuvent perdre ou acquérir et ne peut être aliénée que par son fait. » — « Il n'y a pas de différence à établir sous ce rapport entre la naturalisation conférée par acte du chef de l'Etat et celle accordée par la loi à la femme qui épouse un Français, le bénéfice de la naturalisation ne pouvant, dans tous les cas, être acquis

« contrairement à la volonté de celui qui possède
« une autre nationalité. »

Ces solutions n'étaient que l'application du principe général de notre droit d'après lequel le changement de nationalité des parents restait sans influence sur la nationalité de leurs enfants mineurs. Mais faut-il en conclure qu'il y avait assimilation complète quant à leurs effets entre ces derniers modes d'acquisition de la cité française et la naturalisation proprement dite ? Nous ne le croyons pas, et nous pensons notamment que, dans la loi de 1861, le mot *naturalisation* avait un sens restreint. C'est dans cette acception que ce mot avait toujours été entendu depuis le Code civil, et la jurisprudence l'avait presque constamment décidé à propos de l'art. 17 civil (v. *infra* perte de la nationalité). Pourquoi n'aurait-on pas maintenu cette interprétation quand il s'agissait de l'acquisition de la qualité de Français ?

Pourtant nous voyons l'arrêt précédemment cité tirer argument de l'art. 2 de la loi de 1851 pour l'hypothèse de l'art 12, mais il ne dit pas formellement que la loi s'y applique. — L'assimilation est au contraire nettement formulée par un jugement du tribunal de Lille du 3 janvier 1889, confirmé par un arrêt de la Cour de Douai du 16 avril 1889 ¹ et disant que « le mot *naturalisation* doit « comprendre tout fait par suite duquel l'étran-

1. *Lois Nouvelles*, 1889, article de M. Vincent, n° 144.

« ger perd sa nationalité et devient citoyen
« d'un nouvel Etat. — On ne saurait, ajoutait-on,
« expliquer comment le législateur de 1851 créant
« un bénéfice en faveur de l'enfant de l'étranger
« naturalisé, conformément aux lois susvisées, eût
« laissé dans une situation moins favorable l'en-
« fant de celui qui, conformément aux lois, recou-
« vre la nationalité française ; l'extension donnée
« dans la loi de 1851, au profit de l'enfant, d'un
« droit antérieurement concédé à un tiers, s'ex-
« plique par le désir, d'assurer l'unité de la fa-
« mille. Ce motif subsiste également lorsqu'il
« s'agit de fils issus d'un père qui recouvre la qua-
« lité de Français. » Le tribunal et la Cour es-
comptaient la nouvelle loi bien plus qu'ils n'inter-
prétaient celle qu'ils avaient à appliquer. Nous
citerons à propos de la perte de la qualité de Fran-
çais un arrêt de la Cour de Paris rendu dans le
même esprit. Cette évolution de la jurisprudence
dans le sens de la réforme espérée (nous verrons
si la loi a répondu à cette attente) est curieuse et
méritait d'être remarquée. — Nous ferons obser-
ver que, dans l'espèce, il s'agissait d'enfants d'an-
ciens Français et que l'on aurait pu aboutir à la
même solution (sauf la question de rétroactivité)
en se bornant à invoquer l'art. 40 du Code civil,
et d'ailleurs, même au point de vue de la loi de
1851, la question avait été déjà tranchée par la
loi du 14 février 1882 *in fine*.

La loi de 1882 ne s'occupe pas en effet seule-

ment des enfants de l'étranger naturalisé. Nous voyons dans le dernier alinéa de son article unique, que « la même faculté est accordée, et aux « mêmes conditions, aux enfants mineurs d'un « Français qui aurait perdu la qualité de Français « par l'une des trois causes exprimées dans l'art. 17 « du Code civil. Si le père recouvre sa nationalité d'o- « rigine conformément à l'art. 18. » La fin vise les enfants mineurs. Les enfants mineurs pourront d'après ce texte invoquer à leur majorité le bénéfice de l'art. 9, au même titre que ceux prévus par la loi de 1851, art. 2, et même réclamer la nationalité française pendant leur minorité dans les cas et aux conditions de l'alinéa précédent. L'existence même de ce paragraphe ne fait que corroborer pleinement l'interprétation que nous avons donnée du mot naturalisation.

Cette disposition de la loi 1882 a-t-elle une portée générale, s'étend-elle à toute espèce de recouvrement de la qualité de Français (sauf, bien entendu, le cas de l'art. 21) ? La question offre un intérêt particulier pour l'Alsacien Lorrain né depuis 1871 et dont le père, atteint par le démembrement, a depuis recouvré la nationalité Française. Tout d'abord, si le père est resté Allemand, nous croyons que l'enfant pourrait invoquer l'art. 10, car son auteur doit être considéré comme un Français ayant perdu cette qualité ;¹ pour cette raison, il faut

1. Chavegrin, *Journal*, 1885, p. 169 et s. M. Chavegrin invoque les termes larges de l'art. 10 et l'exposé des motifs de la séance du 11 fri-

également décider que le père pourra invoquer l'art. 18 qui, en réalité, n'exclut que l'hypothèse de l'article 21¹. Supposons que le père ait invoqué l'art. 18, ses enfants mineurs pourront-ils, en cherchant à se faire appliquer la loi de 1882, devenir Français pendant leur minorité ? Sans doute, il y aurait eu un grand intérêt à leur accorder cette option anticipée et les droits qui en découlent, et, en raison, leur situation méritait au moins autant de faveur que celle des enfants du Français qui a été réintégré après avoir abdiqué volontairement sa nationalité d'origine ; sans doute, le législateur aurait été bien avisé de statuer sur cette hypothèse, mais il semble impossible d'appliquer ici la loi de 1882. Il s'agit de donner à un mineur la capacité de changer de nationalité ; il y a là une trop grave dérogation aux principes généraux du droit pour qu'on puisse l'étendre, alors surtout que le texte de la loi semble prouver l'intention contraire de ses rédacteurs. L'alinéa qui nous occupe parle des « enfants mineurs d'un Français qui a « perdu la qualité de Français par l'une des trois « causes exprimées dans l'article 17 du Code civil. » On ne peut pas s'exprimer plus nettement². Cette

maire an X. (Loché, t. I, p. 423, no 6). — Contra Aubry et Rau, à propos de 1814. L'idée de rétroactivité est inexplicable pour les traités de 1871.

1. G. Flach, *Journal*, 1879, p. 153 et s. Chavegrin, *Journal*, 1885, *loc. cit.* R. de Cléry, *Revue Critique*, 1875, p. 459.

2. Pourtant la chancellerie admettait ces enfants d'Alsaciens Lorrains réintégré à réclamer le bénéfice de la loi de 1882.

interprétation était d'ailleurs supposée par la proposition Batbie, déposée au Sénat le 1^{er} avril 1882, et qui avait pour but de donner au système de la loi de 1874 une portée générale.

Loi du 28 juin 1883. — C'est aussi la même interprétation restrictive qui donna naissance à cette loi. Elle prévoit le cas de perte et de recouvrement de l'article 19 du Code civil. En présence des lenteurs que subissait l'élaboration de la proposition de M. Batbie, l'amiral Fourrichon proposa au Sénat le 19 mai 1883 de voter tout de suite l'assimilation de l'art. 19 à l'art. 18 civ. et « de « faire disparaître une différence qui ne s'explique quait que par le caractère provisoire de la loi du « 14 février 1882 ¹. » La loi vise aussi certains orphelins. — Après un rapport favorable de M. Batbie (31 mai), le Sénat vota d'urgence la loi le 9 juin, et la Chambre, après un rapport de M. A. Dubost (22 juin), l'adopta sans discussion le 23 juin. *L'article unique* est ainsi conçu : « Pourront, « à l'âge fixé par les lois et règlements, s'engager « dans l'armée de terre et de mer, contracter l'engagement volontaire d'un an, se présenter aux « écoles du Gouvernement, les enfants mineurs « nés en France d'une femme française mariée « avec un étranger lorsqu'elle recouvre la qualité « de Française conformément à l'art. 19 du code « civil. — Auront les mêmes droits, les mineurs,

1. Exposé des motifs.

« orphelins de père et de mère, nés en France
« d'une femme française mariée avec un étranger.
« — Les dits mineurs pourront, dans les cas prévus
« par les deux paragraphes précédents, s'engager,
« concourir pour les écoles et opter pour la nation-
« nalité française aux conditions et suivant les
« formes déterminées par la loi du 14 février
« 1882. »

Le texte proposé par l'amiral Fourrichon n'exigeait la naissance en France que pour les orphelins visés par la fin de l'article ; l'exigence fut généralisée, de l'avis de la Commission et avec l'assentiment de l'amiral lui-même, dans le but d'éviter toute discussion et d'assurer ainsi le vote rapide de la loi ¹.

La loi du 28 juin 1883 est la dernière loi sur la matière avant la loi du 26 juin 1889.

Influence sur la nationalité de la participation aux opérations de recrutement. Les enfants dont nous nous occupons étant étrangers, il ne pouvait être question de les soumettre au service militaire. Après la loi de 1851, ils se trouvèrent dans le cas des jeunes gens visés par l'art. 9 du Code civil ; on reculait pour eux l'appel jusqu'à ce qu'ils eussent opté pour la France et alors ils faisaient partie de la classe à laquelle ils appartenaient par leur âge. Ce système fut consacré par la loi de 1872, art. 9 :
« les individus nés en France de parents étrangers

1. Rapport de M. Bathie.

« et les individus nés à l'étranger de parents étrangers
 « naturalisés Français et mineurs au moment de la na-
 « turalisation de leurs parents, concourent, dans
 « les cantons où ils sont domiciliés, au tirage qui
 « qui suit la déclaration par eux faite en vertu de
 « l'art. 9 du Code civil et de l'art. 2 de la loi du
 « 7 février 1851... Ils ne sont assujettis qu'aux
 « obligations de service de la classe à laquelle ils
 « appartiennent par leur âge¹. »

Mais supposons qu'ils aient été portés par erreur sur les listes de recrutement d'après leur âge ; au moment de l'appel, s'ils ne se présentaient pas, et étaient poursuivis, ils pouvaient faire reconnaître préalablement leur qualité d'étrangers. Plusieurs décisions de conseils de révision avaient été rendus en ce sens. — Les jeunes gens ne perdaient pas pour cela leur droit d'option.

Il se pouvait, au contraire, qu'ils eussent répondu à l'appel, tiré au sort, participé vraiment, en un mot, aux opérations du recrutement. Allaient-ils devenir Français ? Certes, ce fait entraînait une forte présomption d'attachement à la France, et d'autre part, il pouvait y avoir un danger à laisser des étrangers pénétrer dans notre

1. Une dépêche du ministre de la guerre au préfet de la Seine du 30 décembre 1886 (relativement à des Alsaciens Lorrains dont les parents avaient été réintégrés) décide que la loi du 14 février 1882 « n'a « nullement trait à l'inscription sur les tableaux de recensement, » et qu'on ne peut pas l'invoquer, par conséquent, pour exiger cette inscription. — V. le *Temps* du 16 janvier 1887, cf. décision du min. de la guerre du 28 février 1887. (*Journal*, 1887, p. 693). — Weiss, *Journal*, 1890, p. 21.

armée, tout en conservant leur nationalité ; mais on ne voulait pas assimiler cet acte à la déclaration de l'article 9. Cela devait être rendu incontestable par la loi des 22-23 mars 1849 qui se bornait ici à faciliter l'acquisition de la qualité de Français en permettant d'invoquer à tout âge l'article 9 civil ¹. De nombreux jugements et arrêts avaient consacré cette solution (Grenoble, 19 nov. 1845, D. P. 1846, 4, 220 ; Cass. 8 juillet 1846, D. P. 1846, 1, 263 ; — cf. tribunal Evreux 17 août, 1881, *Journal*, 1882, p. 194, Vincent et Pénaud, *Dict.* n. 127 et s. — Vincent, *lois nouvelles*, 1889, n° 110). Nous verrons plus loin ce qu'il faut décider sous l'empire de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité et de la loi militaire du 13 juillet de la même année.

EFFETS DE LA NATURALISATION EN ALGÉRIE, DANS LES COLONIES FRANÇAISES ET DANS LES PAYS DE PROTECTORAT

Les lois françaises ne s'appliquent aux colonies que si elles le disent expressément, ou si un décret y étend leur empire. Pour la naturalisation, une loi du 29 mai 1874, article 1^{er}, a décidé que les lois du 3 décembre 1849 et « du 23 juin 1867 sur

1. V. Cogordan, 2^e édit. p. 96. L'auteur indique le parti que la Chancellerie avait tiré de cette loi pour permettre de faire la déclaration de l'art. 9 à ceux qui avaient laissé passer le délai. Contre cette pratique, Cass. 27 janvier 1869.

« la naturalisation et le séjour des étrangers en France sont déclarées applicables aux colonies. » D'une manière générale, il faut dire que la naturalisation n'a pas d'effets à l'égard des enfants mineurs du naturalisé ¹.

D'autre part, la naturalisation est soumise dans certaines colonies à des règles spéciales que nous allons examiner en quelques mots.

I. — ALGÉRIE ²

Il faut appliquer le *sénatus-consulte du 14 juillet 1865*, complété par le *décret du 21 avril 1866*, et les fameux *décrets du 24 octobre 1870* rendus par le Gouvernement de la Défense nationale.

Nous distinguerons entre les étrangers immigrants et les indigènes.

Etrangers. Ils sont dispensés de l'autorisation de domicile. Il leur suffit de trois ans de résidence. Avant la loi de 1889, leur naturalisation avait des effets purement individuels.

Indigènes. Nous ne parlerons que des indigènes musulmans. Ce que nous en dirons s'appliquait aux indigènes israélites avant leur assimilation

1. Il en est ainsi même depuis la loi du 26 juin 1889, sauf pour l'Algérie, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion (art. 2 de la loi. v. aussi art. 5).

2. V. Rouard de Card (Extr. de la *Rev. d'Admin.*), *Etude sur la naturalisation en Algérie*.

De Ménerville, *Législation algérienne*.

Sautayra, *Législation de l'Algérie*.

complète aux Français par l'un des décrets du 24 octobre 1870 ¹. Le sénatus-consulte de 1865 déclare formellement que les indigènes sont Français (articles 1 et 2). D'où vient qu'il puisse être pour eux question de naturalisation ? C'est qu'ils ne sont pas citoyens ; ils continuent à être régis, comme avant la conquête, par la loi du Coran ². Mais en cela rien ne leur est imposé : « Il peut
« (art. 1^{er} *in fine*), sur sa demande, être admis à
« jouir des droits de citoyen français ; dans ce cas,
« il est régi par les lois civiles et politiques de la
« France. » Il suffit pour faire la demande d'avoir vingt-un ans. Après enquête locale et transmission de la demande à l'autorité métropolitaine, il est statué par décret rendu sur le rapport du garde des sceaux, après avis du conseil d'Etat (art. 4 du S. C. de 1865 ; décret de 1866, titre 4, art. 13).

1. Il existe pourtant encore en Algérie des indigènes Israélites qui ont gardé leur statut personnel et ne sont pas citoyens. Le décret du 24 octobre 1870 ne s'applique qu'aux indigènes Israélites des départements de l'Algérie, et il faut le restreindre aux territoires qui en faisaient alors partie : c'est ce qu'a décidé le garde des sceaux (1^{er} août et 7 nov. 1882), ainsi que la Cour d'Alger (1^{re} Chambre), dans un arrêt du 25 février 1891 (*Rev. Alg.* 1891, 2, 220 et s.), pour des Israélites du M'zab. « Attendu, dit l'arrêt, que le M'zab n'a été annexé que le 21 décembre 1832, qu'à dater de cette annexion, ils sont devenus de simples sujets français, au même titre que les Musulmans, obligés, dès « lors, pour acquérir la qualité de citoyen français, de se conformer « aux prescriptions du S. C. du 14 juillet 1865. »

2. V. sur le droit musulman : *Revue Algérienne*, 1891. *Principes de droit musulman, selon les rites d'Abou Hanifah et de Châfi'i* par L. W. C. Van der Berg, traduit du Hollandais par MM. de France de Tersant et Daniens. — V. aussi Sautayra, *droit musulman*.

Les effets de cette naturalisation sont-ils individuels ou collectifs? Nous admettrons, que, même avant la loi du 1889, ces effets devaient être étendus à la femme et aux enfants mineurs de l'indigène devenu citoyen. Il n'y avait pas à vrai dire ici de changement de nationalité. Nous sommes en présence d'un Français qui pour devenir citoyen déclare se soumettre complètement aux lois françaises et renonce à la loi musulmane quant à son statut personnel. Or, c'est surtout le droit de la famille que cette loi réglait; ne pas étendre le changement à toute la famille serait rendre l'application de la loi française illusoire et l'empêcher de produire ses effets naturels sur le point où il est le plus nécessaire qu'ils se produisent. « Il a une aptitude complète et pour ainsi « dire une vocation légale aux droits politiques et « la jouissance de ces droits ne lui est interdite « qu'à raison de son incompatibilité avec son statut ¹. » Cette incompatibilité cesse dès que les causes qui l'engendrent viennent à disparaître. — Des arrêts ont décidé que la femme musulmane perdait son statut personnel par suite de la soumission de son mari au statut français; nous croyons pouvoir étendre la solution aux enfants mineurs: — il y a là un *a fortiori* et la généralité des raisons sur lesquelles on s'appuie nous permettent de faire cette extension. — Un arrêt de la

1. Chastel Saint-Bonnet, Thèse, 1887, tome 31, p. 94.

Cour d'Alger du 12 mai 1879 s'était prononcé dans le sens de l'effet collectif. Un arrêt de la chambre spéciale des appels entre musulmans du 5 juin 1883, qui avait supposé le contraire en admettant la compétence de cette chambre et du juge musulman de 1^{re} instance (dans une demande en divorce), fut cassé dans l'intérêt de la loi par la Cour suprême le 15 juin 1885 ¹. La Cour se borne à dire que l'article 1^{er} du sénatus-consulte de 1865 a été violé. Mais les vrais motifs se trouvent dans la lettre du Garde des Sceaux reproduite dans le réquisitoire du Procureur général : On y cite les paroles de M. Delangle au Sénat en 1865 ². « Il ne peut, sur le sol de la patrie, exister des citoyens ayant des droits contradictoires. » — « Si donc, » disait aussi l'honorable rapporteur, « du statut qu'ils ont abandonné naissent des droits ou des usages incompatibles avec *le bon ordre des familles*, ces droits sont anéantis. »

II. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE

Pour les *étrangers*, il faut appliquer la loi de 1867 et décider que la naturalisation est personnelle.

Que dire des indigènes ? Un arrêté du gouverneur général du 6 janvier 1849 ³, décide d'une part, dans

1. *Bullet. des arrêts de la C. de Cassation* (ch. civile), 1885, n° 127.

2. Weiss, 1^{re} éd. p. 159. S. 1865, 3, 86 et s.

3. Duvergier, tome 22, p. 102. — Isambert, 1820, p. 64.

son *article 1^{er}*, que les Codes français (sauf Code d'Instr. crim.) sont « promulgués dans les établissements français de l'Inde pour y avoir leur « exécution dans tout-ce qui n'est pas contraire au « règlement du 22 février 1777 et à l'édit de 1784, aux « autres édits, déclarations du Roi et règlements « dont l'utilité a été consacrée par l'expérience. » Et dans son *article 3*, il ajoute : « Les Indiens, soit « chrétiens, soit maures ou gentils, seront jugés « comme par le passé, suivant les lois et coutumes « de leur caste. » En un mot, ils gardent leur statut personnel. Ils n'en sont pas moins Français et même citoyens français. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait une restriction qui n'existe pas¹ : cela a été décidé par un arrêt de la Cour de Cassation du 6 mars 1883 qui valide un jugement du juge de paix de Pondichéry ayant reconnu à un Indien les droits électoraux². La situation des Indiens est donc encore plus favorable que celle des indigènes algériens.

Les indigènes ont aussi le droit de se soumettre au statut personnel français. Cela avait été admis depuis longtemps par la jurisprudence : — un arrêt de la Cour de Cassation du 16 juin 1852³, décidait que celui qui s'est marié à la française a « librement accepté la loi française comme son

1. Weiss, 1^{re} édit. p. 164.

2. D. P. 1883, I, 308. — *Lois Nouvelles*, 1883, 3, 29, et note de M. Weiss.

3. D. P. 1852, I, 183.

« statut personnel », et cassait un arrêt de la Cour de Pondichéry du 29 août 1843 qui continuait à appliquer à l'intéressé le Mitacshara, la loi de Manou et le Dharma-Sâstra. — Cette faculté de se soumettre à la législation française est mentionnée incidemment dans un motif d'un arrêt de rejet de la Chambre civile du 3 avril 1876 ¹.

Rien n'était décidé à l'égard des enfants mineurs, mais il nous semble que pour les raisons que nous avons données pour l'Algérie, on devait les faire profiter de la renonciation de leur père. Ces raisons doivent s'appliquer d'autant mieux que la différence entre les indigènes et les autres Français est moins grande qu'en Algérie ².

Ce sont ces tendances qu'est venu satisfaire le *décret du 21 septembre 1881* ³ qui détermine les formes et conditions que les natifs des établissements français de l'Inde doivent observer pour renoncer à leur statut personnel.

Le décret a moins pour but d'innover que de régulariser l'état de choses existant. *L'article 10* dit qu'« il n'est pas dérogé aux règles générales de « droit actuel relatives aux renonciations faites

1. D. P. 1877, 4, 217.

2. Pourtant le *décret de 1881* paraît supposer qu'il en était autrement quand il dit dans son *article 9* en parlant des renonciations antérieures à sa promulgation : « Les renonçants pourront renouveler « leur renonciation afin de lui faire produire les effets prévus dans les « articles 1^{er} et s. » Peut-être ne faut-il voir là qu'une bonne précaution pour mettre la situation des enfants à l'abri de toute contestation.

3. D. P. 1883, 4, 2.

« dans d'autres formes que celles prévues par le « présent décret. »

L'article 2, par 2 prévoit la renonciation dans l'acte de mariage.

La renonciation n'est pas soumise comme la naturalisation des indigènes algériens au bon vouloir du gouvernement. Il suffit d'une manifestation de volonté de l'individu d'une manière authentique, assimilée aux actes de l'état civil (*art. 4*) et transcrite au *Moniteur officiel* de la colonie.

Le décret contient enfin des dispositions intéressantes à l'égard des *enfants mineurs*.

Ils peuvent faire la renonciation par voie principale ; seuls, s'ils sont mariés, sinon, « avec l'assistance des personnes dont le consentement est « requis pour la validité du mariage. » (*Art. 3 et 2 parag. 1*).

L'*art. 1^{er} in fine* décide que « par l'effet de cette « renonciation, qui sera définitive et irrévocable, « ils sont régis ainsi que leurs femmes et leurs « *enfants mineurs*, par les lois civiles et politiques « applicables aux Français dans la colonie. » Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui expliquent et justifient cet effet collectif.

III. — COCHINCHINE FRANÇAISE

Un *décret du 25 mai 1881*, analogue au sénatus-consulte de 1865 a établi des règles spéciales.

Etrangers. — Après trois ans d'établissement, ils « pourront obtenir la *naturalisation*, en se conformant à l'article 2, leur demande sera instruite « conformément aux articles 3 et 4 » (*art. 7*). — Le décret n'ayant rien dit, il faut décider que cette naturalisation a des effets individuels.

Indigènes. — L'annexion avait laissé subsister pour eux les lois annamites. — L'*art. 1^{er}* leur donne une situation semblable à celle des indigènes algériens. « L'indigène annamite, né et domicilié en Cochinchine est Français ; néanmoins, « il continue à être régi par les lois annamites, « conformément à la législation en vigueur. Il « peut sur sa demande, à partir de 24 ans ¹, être « appelé à jouir des droits de citoyen français.

« Dans ce cas, il est régi ainsi que sa femme et « ses *enfants mineurs* par les lois civiles et politiques « applicables aux Français dans la colonie. »

Le décret a eu raison de ne pas se servir ici du mot *naturalisation*. Il y a en effet seulement un changement de statut, mais la nationalité de l'indigène reste la même puisqu'il est déjà Français. Il y a là dans les mots et dans les faits une antithèse frappante entre les indigènes et les étrangers prévus par l'article 7.

Cette opposition va nous permettre de préciser la situation de personnes dont la condition est in-

1. Il doit en outre justifier qu'il sait la langue française, à moins qu'il ne soit décoré de la Légion d'honneur, de la médaille militaire ou de médailles d'honneur.

termédiaire entre celle des indigènes cochinchinois et les étrangers proprement dits. Nous voulons parler des indigènes des pays placés sous le protectorat de la France dans l'Extrême-Orient. D'après l'*art. 6* du décret, ils « pourront réclamer « *le bénéfice des dispositions qui précèdent*, lorsqu'ils « auront établi depuis un an leur domicile en Co- « chinchine ou auront rendu des services aux in- « térêts français. » Ces indigènes sont des étrangers ; en invoquant l'article 6, ils deviendront du même coup Français et citoyens français. Faut-il donner à cette acquisition un caractère collectif ? Le texte nous semble trancher la question en faveur de l'affirmative : il ne parle pas en effet de naturalisation comme l'article 7 qui le suit immédiatement. Il se réfère au contraire « *aux dispositions qui précèdent*, » et l'on ne peut pas songer à en exclure l'article 1^{er}. Il y a assimilation avec les indigènes prévus par cet article. Nous remarquerons toutefois qu'en l'absence de l'article 6 nous n'aurions pas osé admettre cette extension. Le décret a sans doute vu dans ces indigènes des demi-Français qui en venant s'établir en Cochinchine se confondent avec les autres indigènes, ou qui par leur attachement à la France méritent une faveur exceptionnelle.

Pour toutes les personnes prévues par le décret, la procédure est la même : déclaration aux autorités locales, enquête, transmission du dossier au gouvernement français : puis, décret rendu au

Conseil d'Etat sur la proposition collective du Ministre de la marine et des colonies et du Garde des Sceaux.

IV. — NOUVELLE CALÉDONIE

Un décret du 10 *novembre* 1882¹, règle la naturalisation des étrangers d'une manière analogue au décret de 1881 relatif à la Cochinchine. Il faut également décider que les effets sont purement individuels.

Quant aux Canaques, on ne se préoccupe pas encore d'en faire des citoyens français.

V. — PROTECTORATS FRANÇAIS

Deux décrets du 29 juillet 1887 ont réglementé la naturalisation, l'un pour la *Tunisie*, l'autre pour l'*Annam et le Tonkin*.

L'article 1^{er} 1^o des deux décrets décide que les *étrangers* pourront devenir citoyens français après trois ans de séjour en Tunisie (ou Annam et Tonkin) ; le séjour peut avoir été commencé soit en France, soit en Algérie (p. la Tunisie), ou en Cochinchine (p. l'Annam et le Tonkin).

Quant aux *indigènes*, ils doivent avoir servi pendant ce temps dans l'armée ou avoir rempli des emplois rétribués par le Trésor français (art. 1^{er}

1. D. P. 1883, 4, 77.

2°. v. art. 2 et 3 en cas de services exceptionnels).

La procédure est analogue à celle du décret du 25 mai 1881 (art. 4, 5, 6 des décrets de 1887).

Les décrets ne parlent pas des *enfants mineurs* ; ces dispositions ne doivent pas leur être étendues. Cela se comprend, car l'établissement d'un Protectorat ne confère pas à la population la nationalité de l'Etat protecteur. — Ce silence des décrets nous paraît d'autant plus significatif qu'ils sont presque copiés sur ceux de 1881.

Nous croyons cependant que, pour l'Annam et le Tonkin, il faudrait tenir compte de ce que nous avons dit à propos de l'article 6 du décret du 25 mai 1881 ; les décrets de 1887 ont justement eu pour but d'étendre en quelque sorte à la Tunisie, à l'Annam et au Tonkin la réglementation déjà faite pour l'Algérie et pour la Cochinchine. On n'a donc pas voulu, dans notre cas particulier, déroger au décret relatif à cette dernière colonie. Cette intention est manifestée dans le rapport fait par le Garde des Sceaux au Président de la République pour soumettre les décrets de 1887 à sa signature.

Le principe de *l'acquisition individuelle* est encore admis en Europe, notamment par la Belgique, les Pays-Bas, la Principauté Monaco, la Grèce, la Russie et la Turquie ; — par le Brésil et la confédération Argentine en Amérique.

Belgique

Le royaume étant soumis au Code civil français, il n'y a pas lieu de s'étonner de ce que la naturalisation belge est purement individuelle. La Belgique avait cependant, bien avant la France, accordé aux enfants de l'étranger naturalisé des facilités pour devenir Belges, par une disposition analogue à celle de l'article 2 de notre loi du 7 février 1851. — *La loi du 27 septembre 1835, art. 4*, décide en effet que « la naturalisation du père assure à ses enfants mineurs la faculté de jouir du même avantage; pourvu qu'ils déclarent, dans l'année de leur majorité, devant l'autorité communale du lieu où ils ont leur résidence, conformément à l'article 10, que leur intention est de jouir du bénéfice de la présente disposition. »

L'article 4 de *la loi du 1^{er} avril 1879*, prévoyant certains cas d'acquisition de la qualité de Belge par l'effet de la loi, décide que « leurs enfants et leurs descendants mineurs seront admis à faire cette réclamation, moyennant l'accomplissement des mêmes formalités, dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité. »

Enfin l'article 4 de *la loi du 6 août 1881*¹ sur les naturalisations reproduit en le complétant l'arti-

1. *Annuaire lég. étr.* 1881, pp. 446 et s. Notice et notes de M. Renault.

« de 4 précité de la loi de 1835 : — il ajoute : « Si
 « le père est décédé, la naturalisation de la mère
 « assure à *ses enfants et descendants* les avanta-
 « ges énoncés au présent article. »

La naturalisation belge, grande ou petite, résulte d'une loi.

La concordance entre les lois française et belge sur les effets de la naturalisation a disparu depuis notre loi du 26 juin 1889.

D'autre part, le 16 *juillet* 1889¹, une loi belge était rendue qui introduisait le système de la loi française du 14 février 1882. D'après l'*article* 2 :
 « les paragraphes suivants seront intercalés dans
 « l'article 4 de la loi du 6 août 1881 s. la natura-
 « lisation dont ils formeront les alinéas 2, 3 et 4 :

« La déclaration pourra être faite dès l'âge de
 « 18 ans accomplis tant par les jeunes gens dési-
 « gnés ci-dessus que par ceux qui ont en vertu de
 « toute loi en vigueur le droit d'opter, à leur
 « majorité, pour la nationalité belge, avec le con-
 « sentement du père, ou à défaut de père, avec
 « celui de la mère, ou, à défaut de père et de
 « mère, avec l'autorisation des autres ascendants
 « ou de la famille, donnée suivant les conditions
 « prescrites pour le mariage au chapitre I^{er} du
 « titre V, liv. I de Code civil.

« Le consentement du père ou de la mère, de
 « même que celui des autres ascendants, sera

1. *Rev. prat. de dr. int. privé*, 1889, p. 78.

« donné, soit verbalement lors de la déclaration,
« soit par acte authentique.

« Mention expresse de ce consentement ou de
« l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte
« dressé pour constater l'option. »

Art. 3. — En cas d'indigence, l'acte de consentement prescrit par les articles 1^{er} et 2 pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants, et à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour « recevoir cet acte, ainsi
« que par les agents diplomatiques, les consuls et
« les vice-consuls de Belgique. »

Enfin l'*art. 4* facilite encore davantage l'acquisition dans un cas tout spécial : « Le 2^e alinéa de
« l'art. 3 de la loi du 6 mai 1888 relatif aux condi-
« tions d'admission à l'école militaire, est rem-
« placé par la disposition suivante :

« Cependant, les jeunes gens âgés de moins de
« 18 ans qui, d'après les lois en vigueur en Bel-
« gique, ont le droit d'opter à cet âge pour la na-
« tionalité belge, seront également admis au con-
« cours. Ils ne pourront, toutefois, obtenir leur
« passage en 2^e année d'études qu'après avoir fait
« leur déclaration d'option, dans les formes vou-
« lues par la loi. » (V. circul. du min. des aff.
étrang. 16 août 1889, *Moniteur* des 16-17 août).

Grand Duché de Luxembourg

La disposition de l'*article 10 de la Constitution* ressemble beaucoup à l'article 4 précité de la loi belge du 27 septembre 1835. Il y est dit : « la naturalisation est accordée par le pouvoir législatif. Elle assimile l'étranger au Luxembourgeois pour l'exercice des droits politiques. La naturalisation accordée au père *profite* à son enfant mineur, *si celui-ci déclare*, dans les deux années de sa majorité, *vouloir revendiquer ce bénéfice*. » La naturalisation *profite* aux enfants, mais, ce bénéfice étant subordonné à leur demande, on ne peut pas dire qu'elle ait un effet collectif.

Peu importe d'ailleurs que l'enfant soit né dans le Grand Duché. Il n'en sera pas moins étranger. Cela résulte implicitement de la *loi du 27 janvier 1878* qui a rectifié et complété la *loi sur la naturalisation du 12 novembre 1848*. D'après l'*article 2. par. 3* : « La résidence pendant cinq ans n'est pas obligatoire lorsque celui qui sollicite la naturalisation : 1° Est né sur le sol Luxembourgeois. » On se borne à lui faciliter cette naturalisation. Nous citerons aussi l'alinéa 1^{er} de ce même article, disposition destinée à éviter les conflits et d'après laquelle : « la naturalisation ne pourra être accordée à des étrangers lorsqu'elle ne se concilie pas avec les obligations qu'ils ont à remplir envers l'Etat auquel ils appartiennent et qu'il pour-

« rait en naître des conflits. » — Le même système est suivi quant aux enfants mineurs par le dernier pays de la région dont il nous reste à examiner les lois, c'est-à-dire le :

Royaume des Pays-Bas

L'acquisition de la nationalité néerlandaise est régie par la loi *sur la nationalité* du 20 juillet 1850 : D'après l'article 1^{er}, « sont Néerlandais en ce qui « concerne l'exercice des droits civiques :

« 1° Ceux qui sont nés de parents établis sur le « territoire de l'Etat.

« 2° Ceux qui, étant *nés* sur le territoire de « l'Etat en Europe de parents qui n'y sont pas éta-
« blis, auront déclaré à la municipalité du lieu de
« leur domicile, dans l'année qui suivra l'époque
« à laquelle ils auront atteint 23 ans révolus, leur
« intention de continuer à demeurer sur ce terri-
« toire ;...

« 3° Ceux qui sont naturalisés. »

Enfin le 4° ajoute « *Ceux qui descendent de per-
« sonnes dénommées dans les aliénas qui précèdent, à
« moins que leur naissance n'ait eu lieu à une époque
« à laquelle leurs parents se seraient trouvés sous l'ap-
« plication de l'un des termes de l'article 9.* »

Or, l'article 9 s'occupe du moment où la natu-
ralisation produit ses effets et décide que « la
« jouissance des droits obtenus par la naturalisa-
« tion commence aussitôt que la loi par laquelle

« la naturalisation est accordée est devenue exécutoire et que le naturalisé a produit à la municipalité du lieu de son domicile les lettres de naturalisation dûment enregistrées et fait la déclaration qu'il accepte la naturalisation. » Il résulte du rapprochement de ces textes qu'aux Pays-Bas l'acquisition de la nationalité est individuelle : le renvoi de l'article 1^{er} n° 4 à l'article 9 est significatif. C'est comme si l'on disait : les enfants sont Néerlandais si leur naissance est postérieure à l'époque où leurs parents sont Néerlandais d'une façon définitive ; ils restent donc étrangers, s'ils sont nés même après que la naturalisation a été prononcée, mais avant que la loi soit devenue exécutoire et que l'intéressé ait accepté, et, à plus forte raison, s'ils sont nés avant la loi de naturalisation. Le numéro 4 de l'article 1^{er} n'est que l'application de la règle suivant laquelle l'enfant prend en naissant la condition de son père, mais il ne faut pas en conclure qu'il en change avec lui.

Nous observerons que si l'enfant est né en Hollande, il bénéficiera suivant les cas des n°s 1 et 2 de l'article 1^{er}, mais la naturalisation de ses parents n'y sera pour rien.

Principauté de Monaco

Le Code civil ne dit rien sur les enfants mineurs de l'étranger naturalisé ; — la ressemblance de ce Code et de notre Code civil qu'il a pris pour

modèle, nous permet de décider que l'acquisition de la nationalité monégasque est individuelle.

Grèce

La question est tranchée par le *Code civil grec*.

D'après l'article 15, « l'étranger qui voudra se
« faire naturaliser doit déclarer sa volonté à la
« municipalité du lieu où il veut établir son domi-
« cile, et habiter en Grèce pendant *deux* ans, s'il
« est Grec d'origine, et pendant *trois* ans, s'il ap-
« partient à toute autre nationalité. Passé ce délai,
« et après que le Procureur général près la Cour
« d'Appel aura certifié que l'étranger ne s'est point
« rendu coupable de crime ou de l'un des délits
« prévus par l'article 22 du Code pénal, il prêtera
« par devant le nomarque le serment de sujet
« hellène. »

La naturalisation hellénique est un droit pour l'étranger ; l'autorité n'intervient que pour exercer un contrôle de vérification et recevoir les déclarations de l'intéressé. On comprend l'importance de la première déclaration dont parle l'article 15 ; dès lors, l'étranger a manifesté le désir d'être Hellène ; il ne le deviendra qu'après avoir prêté serment, après un stage d'épreuves et s'il s'est bien conduit, mais il l'est déjà en germe et il ne dépendra que de sa bonne volonté d'acquérir complètement la nouvelle nationalité. Aussi comprend-on pourquoi les articles 17 et 18 qui règlent

le sort des enfants mineurs de l'étranger naturalisé tiennent un si grand compte de cette première expression de la volonté de leur père.

L'article 17 pose le principe de l'effet individuel de la naturalisation : « les enfants *nés avant la déclaration* exigée pour la naturalisation restent « étrangers. » L'article 17 lui-même semble apporter une restriction au principe qu'il pose ; il résulte de ses termes, *a contrario*, que les enfants *nés après* la déclaration sont Hellènes, pourvu, ajouterons-nous, que leur père accomplisse ensuite les autres conditions de l'article 15. Notre interprétation est d'ailleurs confirmée et précisée par l'art. 18 d'après lequel « les enfants qui naissent pendant les deux ou trois ans exigés pour la naturalisation de l'étranger deviennent Hellènes par la naturalisation de leur père. »

A part cette exception plus apparente peut-être que réelle, la naturalisation ne s'étend pas aux enfants ; la loi ne distinguant pas, cela doit s'appliquer même aux enfants mineurs. Ces derniers ne sont pourtant pas considérés comme des étrangers ordinaires, et l'accès de la cité leur est facilité ; l'âge de l'enfant est examiné ici, non pas à l'époque de la déclaration, mais à celle de la naturalisation ; la femme, si elle est mineure à cette époque, jouit également de la même faveur. Ce droit des mineurs est consacré par l'article 17 *in fine* : « Si, à l'époque de la naturalisation, sa femme et ses enfants étaient mineurs, ils pourront acquérir la

« nationalité hellénique en manifestant leur volonté à cet égard, dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité, devant l'autorité communale du lieu où ils veulent fixer leur domicile en s'établissant en Grèce et en prêtant le serment de sujet hellène devant le nomarque compétent. » Ce sont les formalités de la naturalisation avec dispense du temps de stage et de l'enquête faite par le parquet.

Peut-être faudrait-il se montrer plus exigeant dans le cas de naturalisation extraordinaire du père par acte du pouvoir législatif, prévue par l'article 22 du Code civil grec.

Roumanie

La situation des enfants mineurs de l'étranger naturalisé est passée sous silence dans la *Constitution du 30 juin* (12 juillet) 1886, art. 7 modifiée par la loi du 13 octobre 1879 ; il en est de même de l'article 16 du *Code civil roumain*. Ce silence seul pourrait suffire pour faire admettre que ces enfants resteront étrangers, mais cela est implicitement décidé par l'article 7 parag. 3 de la *Constitution*, d'après lequel « la naturalisation ne peut être accordée que par une loi et individuellement... »

Russie

L'*Ukase* du 6 mars 1864 sur la naturalisation, qui a remplacé les articles 1532 à 1558 des

lois sur la condition des personnes (*Code des lois*, t. IX, édit. de 1857), contient sur les enfants mineurs des dispositions d'une précision remarquable :

Article 6. « La naturalisation russe est toujours
« personnelle, limitée à celui qui l'a obtenue, sauf
« l'exception statuée par l'article 17 ci-dessous
« (femme du naturalisé), et ne *s'étend pas aux en-*
« *fants*, qu'ils soient *majeurs ou mineurs, nés anté-*
« *rieurement*. Les enfants nés postérieurement à la
« naturalisation sont considérés comme sujets
« russes. »

L'Ukase n'apporte aucun tempérament direct à la règle formulée dans l'article 6. La naturalisation du père ne produira par elle-même aucun effet à l'égard des enfants mineurs. Mais en fait, il arrivera souvent que les enfants se trouveront dans la situation prévue par l'article 12 et qu'ils obtiendront plus facilement la nationalité moscovite. « Les enfants d'étrangers non naturalisés
« Russes, dit cet article, qui sont *nés et ont été élevés*
« *en Russie, ou qui, quoique nés à l'étranger, ont fait*
« *leur cours d'études dans les établissements d'instruc-*
« *tion supérieurs ou secondaires russes*, acquièrent
« par ce fait le droit d'obtenir la naturalisation
« russe dans l'année qui suit leur majorité. —
« L'autorisation de prêter serment de sujétion est
« accordée, à ceux qui n'ont pas laissé passer ce
« délai, par la régence locale de gouvernement
« qui prend en même temps un arrêté au sujet

« de leur inscription dans la classe dans laquelle
« ils ont le droit de se faire inscrire. »

Ce long article 12 contient une disposition très intéressante relativement aux rapports de ces enfants avec leur pays d'origine. « Dans tous les cas
« de prestation de serment, soit de sujétion, soit
« de service fidèle, les sujets de puissances avec
« lesquelles il existe des conventions de cartel se-
« ront tenus de produire les certificats de l'arti-
« cle 7. » C'est-à-dire (*art. 7*) « des certificats de
« leurs gouvernements constatant que l'individu
« qui désire abandonner sa nationalité s'est ac-
« quitté du service militaire ou qu'il en est exempt. » Cette précaution est restreinte, il est vrai, au cas où les deux États sont déjà liés par un cartel, mais il y a plus que la stricte exécution de la convention d'extradition, et la disposition de l'art. 7 fait disparaître des difficultés que les traités sus-mentionnés, à moins de disposition spéciale, auraient été impuissants à éviter.

Ce que nous avons dit de la naturalisation est vrai de la réintégration, sauf dans le cas de l'*article 16*, d'après lequel « les enfants d'une sujette
« russe qui, après avoir été mariée à un étranger,
« est devenue veuve ou a été divorcée d'avec son
« mari¹, doivent, en ce qui concerne leur natura-

1. Ces femmes redeviennent Russes pourvu qu'elles établissent leur domicile en Russie et présentent au chef de la Province « la preuve
« légale de la cessation de leur état de mariage » (*art. 15*).

« lisation en Russie, se conformer aux dispositions
« de l'article 12. »

Il faut mettre à part de l'Empire de Russie, le *Grand duché de Finlande*¹ qui jouit d'une grande autonomie : la naturalisation y est soumise à des règles spéciales. Il faut avoir son domicile en Finlande depuis trois ans, être capable et avoir des moyens d'existence ; l'Empereur Grand Duc (*Stortfurste till Finland*) la confère sur la proposition du Sénat de Helsingfors ; pour les bourgeois ou paysans russes, la proposition est faite par le gouverneur.

D'ailleurs les effets sont individuels.

Cette législation ressemble à celle de la Suède dont la Finlande faisait autrefois partie et dont nous allons examiner maintenant la législation.

Suède *

La naturalisation est accordée par le Roi en son conseil. Les conditions sont les mêmes que celles dont nous avons parlé pour le Grand duché de Finlande. Mais le temps de stage peut être supprimé pour les fonctionnaires prévus par le *parag. 20 de la Constitution* et pour les étrangers qui ont rendu de grands services à la Suède. Chose remar-

1. V. Cogordan, 2^e éd. p. 21 s.

2. V. Rapport supplémentaire de M. Asser à l'Institut de droit international (*Rev. de dr. int.* 1875, p. 393). D'après la réponse de MM. Naumann et d'Olivecrona, conseillers à la Cour suprême de Stockholm. — V. ordonnance royale sur la naturalisation en date du 27 février 1858.

quable, on exige que l'étranger naturalisé, avant de prêter le serment de citoyen suédois, donne la preuve de la perte de sa nationalité d'origine. La naturalisation d'un étranger en Suède a des effets purement individuels à l'égard des enfants déjà nés ; ces derniers restent étrangers.

La légitimation par mariage, pourvu que le mari soit Suédois, confère la nationalité suédoise aux enfants, mais il y a là une acquisition personnelle pour les enfants, qui sont réputés enfants légitimes d'un Suédois, et non pas une conséquence de l'acquisition de cette qualité résultant pour leur mère de son mariage.

Turquie

La naturalisation est régie par la *loi sur la nationalité* du 6 *Chewal* (19 janvier 1869). D'après l'*article 8* : « L'enfant même mineur d'un étranger « qui s'est naturalisé ottoman ne suit pas la condition de son père et reste étranger. » Mais, si d'autre part, cet enfant est né sur le territoire ottoman, il pourra, en invoquant l'*article 2* de la même loi, « dans les trois années qui suivront sa « majorité, revendiquer la qualité de sujet ottoman. »

Un *règlement* du 17 juillet 1869 organise une commission chargée des affaires de nationalité.

La loi ottomane s'applique à tout l'empire, même à la Principauté de Bulgarie, dont nous

parlerons plus loin et à plus forte raison aux simples provinces, alors même qu'elles jouissent d'une certaine autonomie. Il en est de même des territoires occupés par l'Autriche (Bosnie, Herzégovine) et par l'Angleterre¹. Pour la Roumélie orientale², qui possède un *indigénat* réglé par le « *statut organique du 26 avril 1879*, « celui « qui voudra acquérir cet indigénat devra au « préalable se faire naturaliser ottoman ; » ces mots sont la consécration des droits de la Sublime Porte.

Portugal

La naturalisation dans ce royaume a également des effets personnels. La *Constitution et le Code civil* ne parlent pas de la nationalité des enfants mineurs de celui qui devient Portugais.

D'autre part, si l'enfant est né en territoire Portugais, il bénéficie, indépendamment de la naturalisation de ses parents, d'une situation privilégiée. D'après la *Constitution de 1826*, *article 7* : « Sont citoyens portugais : 1° Ceux nés en Portugal ou dans les possessions portugaises et qui « actuellement ne sont pas citoyens brésiliens, « bien que leur père soit étranger ; à moins tou-

1. Voir les conventions conclues par ces puissances avec la Porte en 1878 (Angleterre) et en 1879 (Autriche) et les réserves du Lord Haut-Commissaire de Chypre. — Cogordan, 2^e éd. p. 231 et s.

2. Ne pas tenir compte de l'union de fait qui existe entre la Roumélie orientale et la Bulgarie depuis la fin de l'année 1885.

« tefois que celui-ci ne réside en Portugal pour le
« service de sa nation. »

Le *Code civil* respecte mieux l'individualité des enfants. D'après l'article 18, « sont citoyens portu-
« gais :... 2° Ceux qui naissent dans le royaume
« de père étranger, pourvu qu'il n'y réside pas
« pour le service de sa nation, sauf le cas où ils
« déclareraient, par eux-mêmes, s'ils sont déjà
« majeurs ou émancipés, ou par leur père ou tu-
« teur, s'ils sont mineurs, qu'ils ne veulent pas
« être citoyens portugais... *par. 2.* Le mineur, lors-
« qu'il parviendra à sa majorité ou qu'il sera
« émancipé, pourra, au moyen d'une nouvelle dé-
« claration faite devant la municipalité du lieu
« qu'il choisit pour son domicile, réclamer contre
« la déclaration qui, durant, sa minorité, aura été
« faite par son père ou tuteur dans les termes du
« n° 2. » — En résumé, d'après le Code civil portu-
gais, l'enfant né en Portugal d'un étranger sera
Portugais, si, devenu capable, il ne réclame pas
contre l'attribution de la loi, ou s'il réclame con-
tre l'option anticipée pour la nationalité étrangère
faite en son nom par ses représentants légaux : —
Il eût été à propos d'établir un système semblable
pour tous les enfants mineurs du naturalisé.

Avant d'en finir avec les législations d'Europe,
nous mentionnerons l'ancien *code civil Sarde* ¹
sous le régime duquel, dans le silence du texte,

¹ et 2. A. de Saint Joseph, *Concordance entre les Codes civils étran-
gers et le Code Napoléon*, 1, p. 3 et suiv. — III, p. 90 et s.

on admettait l'effet individuel de la naturalisation ; Le code civil italien, qui l'a remplacé, a résolu la question dans un autre sens. — Nous aurions donné la même solution pour le *Code civil Polonais*

Pour l'AMÉRIQUE, nous citerons la République Argentine, le Brésil, la République dominicaine et le Vénézuéla.

République Argentine

La question est expressément tranchée par l'article 3 de la *loi nationale sur la nationalité du 1^{er} octobre 1869* : « L'enfant d'un citoyen naturalisé qui lors de la naturalisation de son père « était encore mineur et qui serait né en pays « étranger peut obtenir des lettres de naturalisation. »

Quant à ceux qui sont nés dans la République, il n'y a pas pour eux de question, car ils sont Argentins, par application du *jus soli*, en vertu de l'article 1^{er}, 1^o « à l'exception des enfants des ministres et des membres de leurs légations résidant dans la République. »

Par naturalisation, on entend tous les modes d'acquisition de la nationalité, résultant, soit directement d'une déclaration devant les juges fédéraux, après deux années consécutives (article 2, 1^o) de séjour, soit indirectement d'un service rendu à l'État, indépendamment de toute mani-

festation du désir de devenir Argentin (V. l'énumération de l'article 2, 2°). — En aucun cas, le consentement du gouvernement n'est exigé.

Brésil

La loi du *12 juillet 1871*, *article 2* dispense du temps de résidence le fils de l'étranger naturalisé Brésilien, né hors de l'Empire avant la naturalisation de son père. S'il est né au Brésil, il est Brésilien de naissance.

D'autre part, le *décret du 23 juin 1855 sur la naturalisation des colons*, dit, dans son *article 1^{er}* : « Ils deviennent Brésiliens en signant devant la « Chambre municipale ou le juge de paix une « déclaration qu'ils sont dans l'intention de fixer « leur domicile au Brésil, en déclarant en même « temps leur pays d'origine, leur religion, leur position et le nombre de leurs enfants. » Et, à propos de cette naturalisation privilégiée, une note publiée au *Journal Officiel* de l'Empire dit : « les père et mère ou curateurs des colons mineurs, nés hors de l'Empire avant la naturalisation de leurs parents, pourront faire pour eux « la déclaration marquée dans l'article 1^{er} du décret du 25 juin 1855 et obtenir des lettres de « naturalisation pour eux. Toutefois les mineurs « auront le droit de changer de nationalité à leur « majorité. » Cette législation ressemble beaucoup à celle du Portugal. Il résulte des faveurs que la

législation brésilienne accorde aux enfants mineurs du naturalisé, qu'ils ne deviennent pas de plein droit Brésiliens.

Depuis la révolution de 1889, le Brésil forme une confédération sous le nom d'Etats-Unis du Brésil. (Décret du 15 Novembre 1889). La naturalisation a été facilitée singulièrement ¹.

D'après le *décret du 26 novembre 1889, art. 1^{er}* « le ministre et secrétaire des affaires de l'intérieur et les gouverneurs des différents Etats « (de l'union) sont autorisés à accorder la naturalisation sans être obligés de se conformer aux « formalités exigées par les lois des 23 juin 1855 « et 12 juillet 1871. »

Le *décret du 14 décembre* va plus loin en considérant comme Brésiliens tous les étrangers résidant au Brésil le 15 novembre 1889 ou qui depuis le décret auront deux ans de résidence, à moins de déclaration contraire devant l'autorité municipale (art. 1 et 2). On pourrait se demander si les mineurs ne sont pas compris dans cette mesure générale.

Les Constitutions du CHILI (1883) et de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE (révisée en 1879) sont muettes sur les enfants mineurs ; nous en concluons qu'ils gardent leur nationalité. Pour le Chili, cela nous semble vrai surtout pour les enfants de « ceux qui obtiendront du Congrès la naturalisa-

1. *Annuaire lég. étr.* 1889, p. 1022 et s.

tion par faveur spéciale. » — D'ailleurs, si les enfants sont nés dans le pays, ils seront Chiliens ou Dominicains ; — sinon, ils ne pourront guère se plaindre, vu les grandes facilités apportées à la naturalisation dans ces Etats et surtout à Saint-Domingue : en effet, d'après la constitution de 1879, art. 7 : « Sont Dominicains : 5° les étran-
« gers, d'une nation amie quelconque, qui fixent
« pour toujours leur domicile sur le territoire de
« la République, déclarent désirer jouir de cette
« qualité, ont deux ans de résidence au moins, et
« renoncent expressément à leur nationalité de-
« vant qui de droit. » Pour les originaires des Républiques hispano-américaines et des Antilles espagnoles, il suffit de résider et de manifester le désir de devenir Dominicain (art. 7, cf. Constit. Vénézuélienne, art. 6, 4°).

II° GROUPE. — EFFET COLLECTIF DE L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

Un grand nombre de pays d'Europe et d'Amérique ont admis ce système ; mais la plupart y ont apporté de grands tempéraments.

En EUROPE, nous examinerons l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, la Norvège et la Suisse.

Allemagne

La législation en vigueur est la *loi de la Confédération de l'Allemagne du Nord du 1^{er} Juin 1870 sur l'acquisition et la perte de la nationalité* étendue à tout l'Empire par l'article 79 de la nouvelle constitution du 16 avril 1871 et à l'Alsace-Lorraine par l'ordonnance du 8 janvier 1873 ¹.

Il s'agit de la naturalisation d'un étranger dans un Etat et non pas de l'*aufnahme* qui est l'acquisition de la qualité de citoyen d'un Etat de l'Empire par un citoyen d'un autre Etat d'Allemagne. A la différence de la naturalisation, l'*aufnahme* est un droit pour l'intéressé, les autres conditions sont d'ailleurs nécessaires.

L'acquisition de la nationalité d'Etat (*Staatsangehörigkeit*) est soumise à des règles uniformes dans tous les Etats. Cela était rendu nécessaire par l'article 1^{er} qui décide que la « nationalité fédérale (*Bundesangehörigkeit* actuellement *Reichsangehörigkeit* ou nationalité d'Empire) est acquise à « toute personne qui a la nationalité d'Etat dans « un pays de la Confédération. »

D'après l'article 11 de la loi de 1870 : « La cession de la nationalité d'Etat s'étend, s'il n'est « pas fait de dérogation, à la femme et aux enfants « mineurs encore soumis à la puissance pater-

1. *Annuaire lég. étr.* 1872. — Cogordan, 2^e éd. p. 456, Folleville, *De la naturalisation*, p. 507 et s.

« nelle ». Nous retrouverons ce système en Suisse. Cette faculté de dérogation est un moyen ingénieux d'écarter l'application du principe en présence d'un intérêt contraire, soit de l'Etat, soit de l'enfant représenté ici par son père. Quand on n'aura rien dit, le principe de l'effet collectif s'appliquera dans toute sa rigueur. Supposons, au contraire, que l'enfant soit l'objet d'une clause dérogatoire, il sera traité comme le fils d'un étranger, mais, pourtant, il pourra devenir Allemand même pendant sa minorité, car la loi de 1870 permet au mineur de se faire naturaliser « s'il est dûment autorisé par son père ou par son tuteur. » — Mais la loi allemande exige qu'il soit « capable suivant les lois de son pays d'origine » (art. 8, 1°), c'est-à-dire qu'il ne peut devenir Allemand que s'il est capable de perdre sa qualité première; M. Cogordan en tire avec raison cette conclusion que si l'enfant appartient à un pays comme la France, n'admettant pas qu'un mineur même autorisé puisse perdre sa nationalité, il faudra respecter cette prohibition; l'enfant, dans ce cas, attendra sa majorité pour suivre la condition nouvelle de son père.

Nous ajouterons que la légitimation par un Allemand fait acquérir la qualité du père (*art. 4*).

Angleterre

Avant l'*acte du 12 mai 1870 (naturalization act)*, la naturalisation résultait d'un acte du Parlement ; le certificat obtenu d'un secrétaire d'Etat n'avait pas d'effets complets (*actes 7 et 8 Victoria 1866*). Depuis 1870, ce certificat suffit aux conditions de l'*article 7*, et pourvu que le pétitionnaire prête le serment d'allégeance. « L'étranger qui aura ob-
« tenu ce certificat, jouira des mêmes droits, po-
« litiques ou autres, que le citoyen d'origine
« (*natural-born subject*), pourvu toutefois qu'il
« soit considéré comme sujet britannique dans sa
« patrie d'origine, s'il vient à y séjourner. »

D'après l'*article 8*, le citoyen anglais qui a cessé de l'être, recouvrera sa qualité aux mêmes conditions. — « Quant à la femme veuve, britannique
« d'origine et devenue étrangère par le fait de son
« mariage, elle peut obtenir à toute époque de
« son veuvage un certificat de réadmission dans la
« nationalité britannique.

La situation des enfants mineurs en cas de naturalisation ou de réintégration des parents, est prévue par l'*article 10, 4° et 5°* :

« 4°. Dans le cas de *réadmission* de son père ou
« de sa mère veuve dans la nationalité britannique
« l'enfant, *s'il a résidé pendant sa minorité* avec ses
« parents sur le territoire britannique, est consi-
« déré comme *réinvesti* de la nationalité britanni-

« que. » — « 5°. Dans le cas de *naturalisation* obtenue dans le Royaume-Uni par son père ou sa mère veuve, l'enfant, s'il a résidé pendant sa minorité avec ses parents sur le territoire britannique, est *considéré comme naturalisé citoyen britannique.* »

L'article 10 n'est pas utile à ceux qui sont nés en Angleterre, car ils sont Anglais de naissances.

D'autre part, il est certain, *a contrario* du texte précité, que les enfants, même mineurs, nés à l'étranger, restent étrangers s'ils ne viennent pas en Angleterre.

L'acte de 1870 n'a pas clos cependant toute controverse en ce qui concerne les enfants du naturalisé. On se demande s'ils doivent être considérés comme Anglais d'origine (*natural-born British subjects*), M. Dicey a examiné la question ¹, et il se prononce pour la négative avec M. le juge Kay, non sans remarquer que la Cour d'appel saisie de la question l'avait « laissée sans réponse, comme une question d'une grande difficulté qu'elle n'avait pas la prétention de résoudre. » Mais, en définitive, la conclusion de M. Dicey est que, en dehors des « moyens par lesquels les enfants d'un naturalisé Anglais peuvent, sous certaines conditions, obtenir la nationalité britannique, » en vertu de l'acte de 1870, il faut appliquer le *Droit commun* (*common Law*) d'après lequel les enfants

1. Law Quarterly Review, 1889, p. 438 et s. V. aussi Law Quart. Rev. 1890, p. 67, Dissertation de M. Shadwell.

du naturalisé nés à l'étranger restent étrangers, alors même que leur naissance serait postérieure à la naturalisation de leur père. Mais, quant à ceux qui d'après l'acte de 1870 deviennent citoyens britanniques, il nous semble résulter du rapprochement des articles 7 et 10 qu'ils sont considérés comme Anglais d'origine autant que leur père ou leur mère naturalisés.

A quel âge faut-il que les enfants résident en Angleterre pour devenir Anglais avec leurs parents ? Le texte anglais répond « *during infancy* ; » si nous en croyons Dicey, le sens de ces mots a donné lieu à plus d'une difficulté ; — si l'on prenait ces termes à la lettre, on pourrait les restreindre aux enfants qui sont venus en Angleterre et y ont résidé depuis leur première enfance ; le traducteur français à qui nous avons emprunté le texte de la loi a tranché les difficultés en sens contraire en employant le mot *minorité* qui désigne pour ainsi dire l'enfance légale.

L'acte du 12 mai 1870 ne régit que le Royaume-Uni. Les colonies sont en dehors de son application. En principe, la naturalisation y est donc individuelle. Il faut observer qu'à la différence de ce qui a lieu pour nos possessions, la naturalisation obtenue dans une colonie Anglaise n'a pas de valeur pour le reste de l'Empire britannique. Quelques-unes de ces colonies ont des lois spéciales sur la naturalisation. L'*Ile Maurice* est régie par l'*acte local du 8 septembre 1871* imité de

l'acte du 12 mai 1870. Il en est de même du CANADA, régi par un *acte de 1881* (44 Victoria, chap. xiii). Nous citerons les articles 29 et 30 qui sont à peu près la reproduction des articles 10, 5° et 6° de l'acte précité du 12 mai 1870.

Article 29. « Dans le cas où son père ou sa mère
« veuve aura obtenu un certificat de réadmission
« à la Nationalité britannique en Canada, l'enfant
« qui, pendant sa minorité, y sera venu résider
« avec son père ou sa mère, sera considéré comme
« ayant recouvré à tous les égards la qualité de
« sujet britannique en Canada. »

Art. 30. « Dans le cas où son père ou sa mère
« veuve aura obtenu un certificat de naturalisa-
« tion en Canada, l'enfant qui, pendant sa mino-
« rité, y sera venu résider avec son père ou sa
« mère, sera réputé sujet britannique par natura-
« lisation en Canada. »

Cette loi équivaut à l'extension de l'acte anglais du 12 mai 1870, dans les formes compatibles avec l'autonomie dont jouit le « *Dominion*. »

Empire Austro-Hongrois

Nous étudierons divisément les deux parties de l'Empire (dualité de nationalités depuis la Constitution du 21 décembre 1867, art. 1^{er}.)

Autriche

— Autrefois, la nationalité autrichienne était acquise de plein droit par celui qui avait le *decennium* (sauf certaines exceptions) ; elle n'est plus imposée depuis le *décret du 1^{er} mars 1833* d'après lequel « la nationalité autrichienne « s'acquiert par un séjour ininterrompu de dix « ans en Autriche, lorsque l'étranger fait la preuve « de ce séjour auprès des autorités de son dernier « domicile, qu'il prête le serment d'allégeance et « qu'il obtient un titre de naturalisation. » Exceptionnellement, il peut y avoir dispense du délai (article 30 du Code civil autrichien). Il faut de plus prouver son honorabilité, ses moyens d'existence et se rattacher à une commune d'Autriche.

Les textes sont muets sur le sort des enfants mineurs dont les parents ont obtenu la naturalisation en Autriche. Il semblerait que l'on dût en conclure qu'ils restent étrangers ; alors même que l'on admettrait cette opinion, les enfants pourraient bénéficier de *l'ordonnance de la Chancellerie du 31 mars 1831* qui déclare que la naturalisation peut être demandée et obtenue pour le compte d'un enfant mineur par ses représentants légaux : dans ce cas, il sera dispensé du serment. — Mais la doctrine autrichienne va plus loin et

1. V. spécialement Beauchet, *Journal*, 1883, p. 362 et s.

décide que dans certains cas la naturalisation s'étend aux enfants mineurs de celui qui devient Autrichien.

Pour cela, les auteurs distinguent entre les enfants légitimes et les enfants naturels.

S'agit-il d'un enfant légitime ? Il devient Autrichien avec son père. On prétend tirer cette solution de *l'article 146* du Code civil d'après lequel « les enfants prennent le nom de leur père, ses armoiries et tous les autres droits de sa famille et de son état qui ne sont pas purement personnels. » Nous avons déjà dit ce que nous pensions d'arguments analogues. Il n'en est pas moins vrai, qu'en Autriche l'effet collectif est constamment admis. Les enfants n'auront même pas un droit d'option à leur majorité.

Mais la puissance paternelle ne produit ces énergiques effets qu'entre les mains du père. Si nous supposons qu'une mère veuve étrangère devienne Autrichienne, par exemple en épousant un Autrichien, ses enfants mineurs restent étrangers. Les enfants légitimes suivent la condition de leur père, et l'acquisition d'une nouvelle nationalité par leur mère ne peut pas leur faire perdre cette condition.

Supposons maintenant qu'il s'agisse d'un enfant naturel. La jurisprudence décide qu'il suit la condition de sa mère ; mais la puissance paternelle n'est pas encore assez forte en la personne de cette femme, pour qu'elle puisse entraîner avec elle son

enfant déjà né dans sa nouvelle nationalité.

Cependant les auteurs admettent que la légitimation confère à l'enfant la qualité d'Autrichien. Mais on ne pourra pas vraiment dire que cela est une conséquence de l'acquisition de cette qualité par la mère, nous croyons bien plutôt que cela résulte de ce que l'enfant sera considéré comme l'enfant légitime d'un père Autrichien.

En résumé, l'acquisition de la nationalité autrichienne par un père s'étend à ses enfants légitimes mineurs. — L'acquisition de cette nationalité par une femme est toujours individuelle ; mais dans ce dernier cas, les enfants pourront bénéficier de l'ordonnance précitée de 1831.

Hongrie : (*Loi du 24 Décembre 1879*).

La naturalisation hongroise est accordée, après enquête, à l'étranger qui remplit certaines conditions énumérées dans l'article 8 et analogues à celles exigées en Autriche, pourvu qu'il prête serment. Le roi peut dispenser de toutes ces conditions les étrangers qui ont rendu de grands services (art. 17). Le mineur peut être naturalisé avec le consentement de son représentant légal (art. 8 par. 1).

La loi hongroise, dans son *article 7* déclare que
« la nationalité hongroise acquise par un homme
« qui a obtenu la naturalisation ordinaire ou ex-
« traordinaire s'étend à sa femme et à ses enfants

« mineurs soumis à la puissance paternelle. » L'article 7 est complété par la disposition réglementaire de *l'article 12* d'après lequel : « Le titre de « naturalisation doit énoncer clairement que le « requérant est admis au nombre des citoyens « hongrois, et, si l'article 7 est applicable, mentionner le nom de la femme et des enfants à qui « s'étend la naturalisation. » Il ne faut pas en conclure que l'effet de la naturalisation est limité à ceux des enfants qui sont mentionnés dans le décret de naturalisation.

Ce que nous venons de dire s'applique ainsi à la réintégration (*article 38*).

On applique en Hongrie le principe de l'effet collectif sans y apporter aucun tempérament.

Principauté de Bulgarie

Une *loi du 26 février 1883* a réglé la nationalité bulgare : d'après *l'article 6*, « l'acquisition de la « nationalité bulgare par un chef de famille s'étend « à sa femme et aux mineurs de vingt-un ans. » C'est encore la consécration pure et simple du principe.

Cependant il faut tenir compte de ce fait que la Bulgarie, quoique mi-souveraine, fait partie de l'Empire Ottoman ; comme le fait remarquer M. Cogordan, « hors de l'empire ture, il n'y a « point, en droit strict, de sujets bulgares, mais « seulement des sujets turcs appartenant à la

« Principauté de Bulgarie ; » la loi de 1869 (Ottomane) admettant le principe de l'effet individuel, l'article 6 de la loi bulgare pourra rencontrer de grandes difficultés dans son application.

Danemark

La qualité de sujet danois (*undersaatret*) est acquise à tous ceux qui s'établissent *cum animo commorandi* ; les enfants établis avec leurs parents deviendront Danois pour la même cause. S'ils sont nés dans le royaume, ils jouiront de l'indigénat (*indfædsret*) et seront citoyens. — Cet indigénat n'est accordé aux étrangers que par faveur spéciale votée par les deux Chambres du Risdag (*article 54 Constit 5 juin 1849*).

Espagne

On acquiert la nationalité espagnole par la *naturalisation proprement dite*, qui comprend elle-même quatre degrés, et par la *vecindad* ou acquisition de la bourgeoisie dans une ville du royaume. — La *vecindad* est accordée non seulement à celui qui l'a demandée, mais aussi, de plein droit, à ceux qui ont leur domicile dans la ville ou remplissent certaines conditions. — Depuis le *décret du 17 novembre 1852*, on exige de l'intéressé, pour qu'il devienne ainsi Espagnol, certaines déclarations ; la *Constitution de 1876* est aussi en

ce sens, et enfin le *Code civil du 14 juillet 1889*¹ dit dans son article 25 : « Pour que les étrangers qui
« ont obtenu des lettres de naturalisation ou droit de
« cité en quelque commune de la monarchie, jouis-
« sent de la nationalité espagnole, il leur faut re-
« noncer préalablement à leur ancienne nationa-
« lité, jurer la Constitution de la monarchie et s'ins-
« crire comme Espagnols sur le registre de l'état
« civil.¹ »

Avant le Code civil, il était admis que l'acquisition de la nationalité espagnole par les parents ne s'étendait pas à leurs enfants mineurs. — En est-il de même aujourd'hui ? Nous ne le croyons pas², à cause de la généralité des termes de l'alinéa premier de l'article 18 d'après lequel « les enfants,
« tant qu'ils restent soumis à la puissance pater-
« nelle, ont la nationalité de leurs pères. » Cette formule plus précise que la règle « *liber patrem sequitur*, » ne veut pas dire seulement que les enfants, pendant leur minorité, ne pourront pas prendre d'eux-mêmes une nationalité différente de celle de leurs parents. — D'ailleurs le nouveau Code civil a prévu le cas où des mineurs voudraient acquérir la nationalité espagnole ; il le

1. V. traduction de M. Levé. — Le Code civil ne s'applique qu'à titre de droit subsidiaire dans les provinces à *fueros*. *Lehr, Droit civil espagnol*, t. 2, p. 5 et 6. — V. les bases de 1888. Dans l'Aragon et les Baléares, il s'applique à moins de dispositions contraires (art. 13, Code civil).

2. En ce sens Audinet, *Le Droit international privé dans le nouveau Code civil espagnol*, *Journal*, 1891, p. 1106 et s.

leur permet, s'ils sont nés en Espagne. Alors, d'après *l'article 19*, « ils devront déclarer, dans « l'année qui suivra leur majorité ou leur émancipation, qu'ils désirent profiter de la qualité d'Espagnols que leur accorde l'article 17. » Pendant leur minorité, (art. 18) « Il est indispensable que, « en la forme et devant les fonctionnaires désignés « en l'article 19, les pères déclarent opter, au nom « de leurs enfants, pour la nationalité espagnole « et renoncer à toute autre. »

Italie ¹

Le *Code civil de 1865*, contrairement à la législation sarde qu'il a remplacée, adopte le principe de la naturalisation collective ; comme en Angleterre, on attache beaucoup d'importance à la résidence sur le sol national. D'après *l'article 10, parag. 4* : « La femme et les enfants mineurs de l'étranger « qui a obtenu le droit de cité deviennent citoyens, « pourvu qu'ils aient eux-mêmes fixé leur résidence « dans le royaume ; mais les enfants peuvent préférer la qualité d'étranger en remplissant les formalités prescrites par l'article 5 (nous parlerons de cet article à propos de la perte de la nationalité). » M. Fiore a critiqué ce système et s'est rallié franchement à celui du *Code civil français* (avant 1889) ². Il faut pourtant reconnaître que le Code

1. Huc et Orsier, *Code civil italien*.

2. Trad. Pradier Fodéré, p. 148 et s.

civil italien est loin de sacrifier l'individualité du mineur ; d'une part, l'effet collectif ne se produira que dans le cas où il y aura une forte présomption que l'intérêt de l'enfant est de devenir Italien ; d'un autre côté, il pourra répudier sa nouvelle qualité à sa majorité. La loi française actuelle admet une solution analogue (sauf la condition de résidence). — La loi italienne est plus libérale que l'acte anglais de 1870 qui ne donne pas de droit d'option aux enfants touchés par la naturalisation de leurs parents.

Norvège

La *constitution de 1814*, dont l'article 92, indiquant les conditions à remplir pour être nommé aux emplois de l'Etat, avait été modifié dans un sens libéral par la *loi du 15 juin 1878*, réglait la naturalisation, mais ne parlait pas de ses effets quant aux enfants mineurs du nouveau citoyen.

La question a été résolue par la *loi du 21 avril 1888* dont nous citerons les articles 2, 3 et 4.

Art. 2. « Le droit de cité norvégien peut s'acquérir (ultérieurement) par les actes suivants :

« *a*). Par mariage, quand une femme étrangère épouse un citoyen norvégien :

« *b*). Par élection de domicile fixé en Norvège à la condition que l'émigrant ait les conditions requises pour l'indigénat norvégien conformément au parag. 92, a, b, ou d de la Constitution...

« c) : Par l'acceptation de fonctions publiques ou
 « d'une position fixe à la nomination soit du Roi,
 « soit d'un ministre, au service de l'Etat Norvé-
 « gien.... »

Art. 3. « Le droit de cité pourra aussi être ac-
 « cordé à d'autres habitants du pays par autori-
 « sation du Roi ou des personnes par lui délég-
 « guées à cet effet ; » — certaines conditions
 sont exigées, entre autres, la *renonciation à son*
ancienne nationalité. La loi ajoute : « Si la juris-
 « prudence de cet Etat exige pour cette renoncia-
 « tion l'acquiescement de son gouvernement ou
 « d'une autre autorité, il lui faudra fournir la
 « preuve de cet acquiescement. » Enfin, il faut
 prêter *serment*.

D'après *l'article 4*, « le droit de cité acquis con-
 « formément aux articles 2 et 3 de la présente loi
 « sera également valable pour sa femme et *leurs*
 « *enfants mineurs à lui ou à elle présents chez les pa-*
 « *rents ou élevés par leurs soins.* » Si l'on rapproche
 cet article des deux précédents auxquels il se
 réfère, on voit que l'extension du droit de cité aux
 enfants est appliquée d'une façon très large, quel
 que soit le mode de naturalisation des parents,
 que ce soit le père ou la mère qui devienne Norvé-
 gien. Mais on exige comme en Italie que les en-
 fants soient présents ; on voit sans doute dans la
 réalisation de cette condition une présomption
 plus forte d'attachement des enfants à leur nou-
 velle patrie. Nous regrettons cependant que

la loi ne leur ait pas accordé un droit d'option.

Suisse

Pour être citoyen de la Confédération Helvétique, il faut d'abord être membre d'une *commune* et d'un *canton*. Pendant longtemps cela suffit, l'autorité fédérale n'intervint pas. — Mais l'article 44, 2° de la *Constitution fédérale de 1874* décida que la naturalisation serait de la compétence de la législation fédérale, et le 3 *Juillet* 1876 était rendue une *loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse*. « Contrairement au système antérieurement en « vigueur, disait le Conseil fédéral ¹, nous consi- « dérons l'action du Conseil fédéral comme le fac- « teur principal, par la raison que c'est le conseil « fédéral qui, eu égard aux rapports qu'il entre- « tient avec les pays étrangers, est le plus, nous « dirions même le seul intéressé à ce que l'étran- « ger qui demande à être naturalisé se soit libéré « de tous les liens envers l'Etat dont il était pré- « cédemment ressortissant. — C'est alors seule- « ment que les cantons et les communes ont à lui « conférer sa nationalité nouvelle. »

Aussi, d'après l'article 1^{er} « l'étranger qui désire « obtenir la nationalité suisse doit demander au « Conseil fédéral l'autorisation de se faire recevoir « citoyen d'un canton et d'une commune. » —

1. Message à l'Assemblée fédérale.

Cette autorisation n'est donnée, d'après *l'article 2* « qu'à des étrangers : 1° qui ont leur domicile « ordinaire en Suisse depuis deux ans ; 2° dont les « rapports avec l'Etat auquel ils ressortissent sont « tels qu'il est à prévoir que leur admission à la « nationalité suisse n'entraînera pour la conféd-
« ration aucun préjudice. »

Les effets de la naturalisation sont réglés par *l'article 3* : « La naturalisation s'étend à la femme « de l'étranger et à ses *enfants mineurs*. — S'il « n'est pas fait pour ceux-ci une exception for-
« melle, en vue de l'article 2, chiffre 2. » — L'article 3 ressemble beaucoup à la loi allemande. La référence à l'article 2 montre bien nettement le désir qu'à la confédération d'éviter tout conflit : il y a là une disposition très appréciable qui apporte en même temps un tempérament à l'effet collectif dans les circonstances où il se justifie le moins. Mais lorsque la dérogation n'a pas été faite, il eût été préférable de laisser à l'enfant un droit d'option ¹.

Les exigences dont parlent les articles 1 et 2 sont un *minimum* ; l'étranger qui y satisfait est en règle vis-à-vis du Gouvernement fédéral, mais il

1, D'après la note officielle sur les conditions à remplir pour obtenir du conseil fédéral l'autorisation prévue par la loi du 3 juillet 1876, *parag. 1^{er}*, « la demande doit indiquer la profession du requérant et « faire connaître s'il a des enfants. » Dans ce cas « il doit produire, « soit l'acte de naissance de chacun d'eux, soit un acte unique, délivré « par l'autorité compétente et indiquant leurs nom et prénom et la « date de leur naissance (*Familienschein*). » Cette disposition se trouve reproduite dans la note révisée du 23 décembre 1890 (*Rev. prat. de dr. int. privé*, 1890-91).

doit obtenir la naturalisation dans un canton et la bourgeoisie dans une commune, et les conditions et les effets de ces actes sont régis par des *lois cantonales* (art. 4) : Nous citerons entre autres le :

CANTON DE GENÈVE. — La loi du 24 février 1843 sur la naturalisation, *art. 14*, décidait que « la
« naturalisation (accordée par le Grand Con-
« seil sur proposition du Conseil d'Etat) d'un
« père de famille donne la qualité de Genevois à
« sa femme et à ses enfants mineurs de vingt-un
« ans. » D'après *l'article 3* « le postulant doit
« énoncer dans sa requête (au Conseil d'Etat), le
« nombre de ses enfants mineurs de vingt-un ans,
« leur nom et leur âge. » (Cf. note officielle fédérale). D'après la loi de 1843, l'extension aux enfants se produisait toujours et sans aucun adoucissement. Nous avons vu les restrictions apportées par la loi fédérale du 3 juillet 1876. Le gouvernement du canton, sentant la nécessité de mettre ses lois d'accord avec la législation fédérale, réglementa de nouveau la nationalité dans une loi du 21 octobre 1885, *art. 9* : « La naturalisation
« d'un étranger s'étend à sa femme et à ceux de ses
« enfants qui sont mineurs, d'après le droit de son
« pays d'origine, s'il n'est pas fait pour ceux-ci
« une exception formelle, » c'est la reproduction presque textuelle de la loi fédérale. — *L'article 10* jugeant que les formalités et les lenteurs de la procédure ne doivent pas influencer sur le sort des enfants décide que même « ceux des enfants d'un

« candidat à la naturalisation qui atteignent leur
 « majorité, d'après la loi de leur pays d'origine
 « pendant la durée des formalités de la naturalisa-
 « tion et qui *sont mentionnés dans l'autorisation fé-*
 « *dérale* accordée à leur père, sont reçus citoyens
 « comme le requérant lui-même, à charge par eux
 « de payer le droit de chancellerie et de prêter le
 « serment exigé des nouveaux citoyens. » La natio-
 nalité nouvelle de leur père leur sera pour ainsi
 dire conférée de plein droit, mais non pas imposée,
 puisque cette collation sera subordonnée à leur
 prestation de serment ; il faudra une manifesta-
 tion de volonté.

M. Reymond¹ nous fait savoir que pour le cas
 d'une Genevoise ayant cessé de l'être par son ma-
 riage et qui, après la dissolution de cette union,
 s'est fait réintégrer (v. *art. 20 Const. du 24 mai 1847*,
art. 6. loi de 1885), on se demandait, en l'absence
 d'un texte spécial, s'il fallait étendre à ses enfants
 l'article 14 de la loi de 1843 : « on pouvait soute-
 « nir, dit-il, que la mère survivante, quand elle
 « conservait la tutelle, était aux droits du père, et
 « que, puisqu'en Suisse la naturalisation d'un
 « chef de famille s'étend à ses enfants mineurs,
 « celle de la veuve devait en principe avoir le
 « même effet. » Si une telle solution était peut-
 être trop hardie de la part d'un interprète, les
 raisons sur lesquelles elle s'appuyait auraient dû

1. *Journal*, 1887, p. 436 et s.

convaincre le législateur de 1885 qui, cependant, par une inconséquence que devait reproduire l'article 19 nouveau du Code civil français, s'est prononcé en faveur de la négative.

C'est ce qui résulte de l'article 7 : « La femme
« genevoise qui a repris sa qualité de citoyenne
« genevoise peut demander la naturalisation de
« ses enfants mineurs, à la condition :

« 1° Qu'elle soit leur tutrice légale ;

« 2° Qu'elle ait obtenu du Conseil fédéral l'autorisation de faire recevoir les enfants mineurs,
« désignés nominativement, citoyens d'un canton
« et d'une commune suisses. » La naturalisation de ces enfants est facilitée, mais ne leur est pas accordée de plein droit.

En AMÉRIQUE, nous examinerons les lois des *Etats-Unis*, de la *Colombie*, du *Mexique* et du *Vénézuëla*. Les autres Etats américains, ou bien repoussent formellement le principe de l'effet collectif de la naturalisation, ou ne contiennent ni dans leur constitution ni dans leurs lois, aucune disposition relative aux enfants mineurs du naturalisé.

États-unis ¹

D'après le *14^e amendement* (proposé le 16 juin

1. La naturalisation était en principe réservée aux *blancs* ; on l'a étendue formellement aux *négres* ; mais il y a une controverse sur le point de savoir si elle peut être accordée aux *Peaux-Rouges* et aux personnes de *race jaune*.

1866 et rectifié le 28 juillet 1868) « toute personne
« née ou *naturalisée* dans les Etats-Unis et sou-
« mise à leur juridiction, a la qualité de citoyen
« des Etats-Unis et de l'Etat où elle réside. »

La naturalisation est régie actuellement par
l'acte de 1868 (*Revised statutes of the U. S. of America.*
titre XXV, du droit de cité). — Elle est accordée
aux conditions de la *section* 2165. Comme première
formalité, le candidat (*section* 2165, 1^o) « doit
« déclarer sous serment devant une Cour de cir-
« cuit ou de district des Etats-Unis, ou devant une
« Cour de district ou suprême des territoires, ou
« une *Court of record* de l'un des Etats ayant ju-
« ridiction de droit commun (*common Law*),
« sceau et greffe, deux ans au moins avant son
« admission, qu'il a *bona fide* l'intention de deve-
« nir citoyen des Etats-Unis et renoncer désor-
« mais à toute allégeance ou fidélité envers tous,
« prince, potentat, Etat ou Souveraineté étrangers
« et particulièrement et nommément envers les
« prince, potentat, Etat ou Souveraineté dont
« l'étranger peut être en ce moment citoyen ou
« sujet. » A partir de cette déclaration, la situa-
tion n'est plus entière, la naturalisation est déjà
en partie obtenue, et il y a un droit acquis pour
la femme et les enfants en raison de la manifes-
tation énergique de volonté faite par le chef de
famille. Si ce dernier vient à mourir à cette pé-
riode de la procédure, « la veuve et les enfants
« (*section* 2168) de cet étranger doivent être consi-

« dérés comme citoyens des Etats-Unis et doivent
« être mis en possession de tous les droits et pri-
« vilèges attachés à cette qualité, » mais cette na-
tionalité ne leur est pas imposée, car ils ne l'ac-
quièrent que « sur la prestation des serments
« prescrits par la loi. » On peut comparer cette
disposition avec des dispositions analogues des
lois genevoise et hellénique.

Supposons, au contraire, que le candidat vive
et obtienne la naturalisation, les effets seront plus
complets encore : (*section 2172*) « les enfants nés
« des personnes qui ont été dûment naturalisées
« en vertu d'une loi quelconque des Etats-Unis,
« ou qui, antérieurement à l'adoption de toute
« loi sur cette matière par le Gouvernement des
« Etats-Unis, peuvent être devenues citoyens de
« l'un quelconque des Etats, en vertu des lois du
« dit Etat, seront, lorsqu'ils n'auront pas atteint
« l'âge de 21 ans à l'époque de la naturalisation
« de leurs parents et s'ils résident aux Etats-Unis,
« considérés comme citoyens de ce pays... » La
section 2172 s'applique même aux naturalisations
conférées sous le régime antérieur.

La loi américaine a une grande ressemblance
avec la législation anglaise, quant aux enfants
mineurs. Dans les deux pays, on exige la rési-
dence, et quand ils acquièrent la nationalité, ils
en sont définitivement investis et on ne leur ac-
corde, ce qui est regrettable, aucun droit d'op-
tion.

Colombie

La loi du 11 avril 1843 sur la naturalisation admet purement et simplement l'effet collectif : — « La naturalisation du mari, dit l'article 2, entraîne celle de sa femme et de ses enfants au-dessous de 21 ans. » L'article 3 parlant des formalités ajoute : « La demande de naturalisation se fera au Pouvoir exécutif (v. article 1^{er}) au moyen d'un mémoire dans lequel le pétitionnaire indiquera le pays où il est né, et le gouvernement dont il est sujet, ainsi que le nombre, les noms, l'âge et le sexe des personnes auxquelles devra s'étendre la naturalisation. »

La Constitution de 1886 n'a rien changé à ces effets de la naturalisation. L'article 8, qui énumère les nationaux colombiens, ne dit rien des enfants mineurs du naturalisé.

Mexique

La Constitution du 5 février 1857 ne parlait pas des enfants mineurs de l'étranger naturalisé ; on aurait alors pu décider que la naturalisation était strictement limitée à la personne de celui qui l'avait obtenue. Cependant quand l'enfant était né au Mexique, il était Mexicain, s'il n'avait pas réclamé un an après sa *mayor edad* (25 ans), ou si,

émancipé seulement après cet âge, il n'avait pas réclamé dans l'acte d'émancipation¹.

Le 28 mai 1886, on a promulgué une *loi sur les étrangers et la naturalisation*. Il y est dit que la naturalisation est individuelle, mais il faut croire que l'on considère la famille comme un individu², car il semble difficile de ne pas lui étendre les effets de la naturalisation de son chef, en présence de la généralité de l'article 2, IV, parag. 2 qui décide que « le changement de nationalité du mari
« postérieur au mariage entraîne aussi le chan-
« gement de nationalité de la femme et des en-
« fants mineurs sujets de la première patrie,
« pourvu qu'ils résident dans le pays du mari ou
« père respectif. » Cela doit s'appliquer à l'acquisition de la nationalité ; si l'on rapproche cet alinéa du premier, on voit que le premier ne parle que de la perte de la nationalité mexicaine, tandis que dans le second on s'attache à ne pas indiquer la « première patrie » de celui qui en change. Ici encore on exige la résidence, mais on n'accorde pas davantage de droit d'option.

Vénézuéla

Dans le silence de la *Constitution*, et du décret sur la naturalisation du 13 juin 1863, on aurait pu

1. V. Cogordan, 1^{re} éd. p. 233. — Folleville, p. 623 et s.

2. Nous avons vu le sens donné aux mots « naturalisation individuelle » par Félix et par Calvo.

décider que la naturalisation était purement individuelle. Mais la *loi du 25 mai 1882* étend la naturalisation du père aux enfants légitimes et celle de la mère aux enfants naturels ; d'ailleurs l'effet collectif avait été admis déjà pour les *immigrants*.

Une résolution curieuse du gouvernement Vénézuélien relative à la nationalité des immigrants (Caracas, 1^{er} déc. 1863), nous donne des renseignements à ce sujet. Il s'agit des étrangers qui ayant quitté leur pays avec leurs biens et leur famille viennent s'établir au Vénézuéla pour coloniser. *L'article 7 de la loi du 18 mai 1855 sur l'émigration* déclare que « les immigrants obtiendront « dès leur arrivée des lettres de nationalité ; » la qualité de Vénézuélien leur est imposée ; ce système est rigoureux bien qu'il soit présenté sous l'aspect d'une faveur, d'autant plus que, dans la réalité, l'émigration n'est pas aussi spontanée qu'on veut bien le dire. — Les enfants se trouveront dans la même condition que leurs parents, en vertu même de la définition de l'immigrant, c'est d'après ce raisonnement que le décret réglementant la loi de 1855 dit que « les *enfants mineurs* « sont compris dans la lettre de naturalisation accordée à leur père. » — La loi de 1882 donne la qualité de Vénézuélien à ceux qui bénéficient de la loi sur l'immigration sans obtenir de lettres de naturalisation.

§ II. — Perte de la nationalité.

Il faut d'abord mettre à part les pays qui conservent encore le principe de l'*allégeance perpétuelle*. Il en était ainsi en Norvège avant la loi de 1888 et en Angleterre avant l'acte de 1870.

Pour la *République Argentine*, l'article 8 de la loi du 1^{er} octobre 1869 prive de leurs droits politiques « les individus nationalisés en pays étrangers... » ; on doit en conclure qu'ils ne perdent pas la qualité d'Argentins.

L'article 7 de la *Constitution du Vénézuéla* est encore plus formel : « les personnes qui fixent leur « domicile en pays étranger ne perdent pas leur « caractère de Vénézuéliens. » Une telle doctrine est bien étonnante dans un pays dont le gouvernement, lorsqu'il s'agit des émigrants auxquels il impose la nationalité Vénézuélienne, après avoir admis que « le droit d'émigration est reconnu et... « pratiqué... chez les nations civilisées » en tire cette conclusion « que les émigrants ayant volontairement brisé les liens qui les attachaient à « leur patrie, ne peuvent conserver dans celle « qu'ils adoptent leur nationalité primitive ¹... »

La *Chine* et le *Maroc* (en dehors pour ce dernier pays du traité du 3 juillet 1880) admettent l'*allégeance perpétuelle*.

Pour les *Etats-Unis*, et la *Russie*, il y a des dif-

1. Résolution précitée du gouvernement Vénézuélien, de 1865.

ficultés qui nous empêchent de mettre ces deux nations complètement en dehors de notre étude.

Les autres Etats admettent que leurs sujets ou citoyens peuvent perdre leur nationalité, au moins lorsqu'ils en acquièrent volontairement une autre.

Nous classerons, comme pour l'acquisition de la nationalité, les diverses législations en deux groupes :

I^{er} GROUPE. — EFFET PERSONNEL DE LA PERTE DE LA NATIONALITÉ

Législation française

A. — ANCIEN DROIT

Dans notre ancien droit, la perte de la qualité de Français résultait de l'établissement à l'étranger pour y perpétuellement demeurer (Français habituez en pays estrange, dit Bacquet ¹). — Mais, pour cela, il fallait un « établissement marqué, « soit par mariage ², soit l'acquisition d'une « charge, soit lettres de naturalité du prince étranger. » (Bourjon, ch. iv, sect. ii, n^o 6). La natu-

1. A moins qu'il ne se retire avec la permission du roi, ou pour suivre une princesse du sang (Bourjon, ch. iv, sect. i, 1, 4. — Lebrun, *Successions*, Liv. I, chap. ii, sect. iv.

2. D'après Pothier, « le mariage qu'il y contracterait ne pourrait « non plus que faire naître des soupçons. » (*Pers.* liv. i, tit. 2, s. 4).

ralisation n'était qu'une manifestation suprême de la perte de l'esprit de retour ¹.

Il fallait décider que la perte de la qualité de Français même par naturalisation à l'étranger était individuelle et ne s'étendait pas aux enfants, à moins toutefois qu'ils n'eussent perdu eux-mêmes l'esprit de retour. Le motif invoqué par Daguesseau dans son 32^e plaidoyer est général. « Il n'est pas, dit-il, au pouvoir d'un père de priver des enfants de l'avantage inestimable de leur origine. » Il fut décidé que le fils né en Angleterre d'un Français qui s'y était établi, y était mort, et dans plusieurs actes s'était considéré comme sujet du roi d'Angleterre, était Français d'origine et serait considéré comme tel en France pourvu qu'il revînt s'y fixer.

Cette solution était la juste contre-partie du caractère individuel que nous avons reconnu aux lettres de naturalité obtenues en France.

B. — DROIT INTERMÉDIAIRE

La qualité de Français se perdait, sous les diverses Constitutions qui se sont succédé si rapidement pendant la période révolutionnaire, à peu près par les mêmes causes que sous le régime du Code civil. Nous ne voyons rien pourtant qui corresponde à l'établissement en pays étranger sans esprit de retour, si ce n'est dans la Constitution

1. V. Pothier, *Personnes*, livre I, tit. II, sect. IV.

de l'an III, qui dans son *article 15* dit : « Tout citoyen qui aura résidé sept années consécutives hors du territoire de la République, sans mission ou autorisation donnée au nom de la nation, est réputé étranger. »

A part la naturalisation à l'étranger, la perte de la qualité de Français résultait plutôt de déchéances que d'un véritable changement de nationalité. Les enfants conservaient donc la nationalité française, car les déchéances ne s'étendent pas ; même dans le cas de naturalisation à l'étranger, il fallait restreindre les effets de cet acte à celui qui l'avait fait. Cette solution, admise déjà dans l'ancien droit, devait être adoptée à plus forte raison à cette époque où l'on voyait dans la plupart des gouvernements étrangers des ennemis ; on cherchait à diminuer le nombre des sujets de ces États, en ouvrant, avec une générosité qui allait presque jusqu'à la prodigalité, la cité française aux étrangers, quelquefois même contre leur gré ; il eût été contradictoire de faire perdre notre nationalité à des enfants qui n'en manifestaient point le désir et qui n'encouraient pas par eux-mêmes les déchéances établies par les lois. Cela était encore plus vrai quand la perte de la cité française encourue par le père ne correspondait pas à l'acquisition d'une nationalité étrangère. Il était alors déjà bien assez regrettable que le père devînt un homme sans patrie, pour ne pas décider que ses enfants auraient le même sort.

C.-CODE CIVIL

La perte de la qualité de Français est régie par les *articles 17 et 21*.

Nous écarterons l'*article 21* (prise de service militaire chez l'étranger, ou affiliation à une corporation militaire étrangère, sans l'autorisation du gouvernement). Cet article ayant en quelque sorte un caractère pénal, on doit l'entendre dans un sens restrictif. Il n'atteignait donc pas les enfants de celui qui en encourait l'application.

D'après l'*article 17*, la qualité de Français se perdra : « 1° par la naturalisation acquise en pays « étranger ; 2° par l'acceptation non autorisée du « Roi de fonctions publiques conférées par un Gou- « vernement étranger ; 3° enfin par tout établisse- « ment fait en pays étranger sans esprit de retour. » (Dans l'édition de 1804, il y avait quatre paragraphes ; le 2° disait « par l'affiliation à toute corpo- « ration étrangère qui exigera des distinctions de « naissance. » Ce paragraphe a disparu en 1807).

La loi ne parle aucunement des enfants mineurs de celui qui perd la qualité de Français.

Relativement aux dernières causes prévues, on admettait sans difficulté qu'elles ne s'étendaient pas aux enfants mineurs. Pour la perte de l'esprit de retour, l'enfant pourra cesser d'être Français en perdant par lui-même cet esprit de retour, ce qui aura lieu plus souvent s'il a suivi ses parents

étant tout jeune, ou même s'il est né à l'étranger. Mais il y aura en lui une cause personnelle de déchéance, ne résultant nullement en droit de ce que le même effet s'est produit dans la personne de ses parents alors qu'il était mineur. Il est bon de remarquer d'ailleurs que la perte de l'esprit de retour ne se présume pas et que tout Français est censé l'avoir conservé jusqu'à preuve du contraire. Cela d'ailleurs a été récemment reconnu par la Chambre des députés (session extraordinaire de 1891) à propos de l'élection de M. Lafargue.

En définitive, la question ne se pose sérieusement que pour le cas de naturalisation à l'étranger. Ici, la perte de la qualité de Français correspond à l'acquisition d'une nationalité étrangère, et même il peut se faire que, d'après la loi de ce pays, les enfants mineurs suivent la nouvelle condition de leur père. Nous remarquerons toutefois qu'il ne s'agit pas pour le moment de savoir si les enfants acquerront la nationalité à l'étranger avec leur père, mais s'ils perdront avec lui la qualité de Français, et, pour cela, il ne faut tenir aucun compte des lois étrangères, mais seulement se référer à la législation française qui est seule compétente pour régler les conditions et les effets de la perte de la nationalité française.

On a souvent invoqué d'une manière bien abusive le principe de la réciprocité ; nous croyons cependant qu'ici on peut l'utiliser avec raison et sans danger. Comme pour l'acquisition, le Code

civil ne dit rien. Il faut nous reporter aux principes; or ces principes nous conduisent à dire que la naturalisation en France avait des effets purement individuels; il serait contradictoire de reconnaître des effets plus étendus à la naturalisation d'un Français en pays étranger. Nous remarquerons même que l'un des arguments invoqués pour faire triompher la théorie de l'effet individuel consiste à faire craindre les effets de la réciprocité dans la théorie adverse. « Le titre de « Français, dit M. Richelot¹, est un avantage; « dès lors on ne peut nuire en l'attribuant; mais, « dans l'hypothèse inverse, la perte de la qualité « de Français ne saurait manquer d'être un mal « à nos yeux; et cependant, en droit, comment « ne pas admettre la réciprocité? Où trouver des « motifs suffisants de décider que la naturalisa- « tion du mari n'opère pas toujours en ce qui concerne la femme et les enfants de l'individu naturalisé, quelle que fût précédemment sa patrie, » et il conclut en disant que « dans toutes les circonstances, une manifestation libre et personnelle de la volonté peut seule effacer la qualité « que l'enfant mineur avait auparavant. »

Les auteurs admettaient généralement la solution restrictive. Pourtant Fœlix soutenait que l'enfant devait toujours suivre la condition de son père.

1. *Principes de droit français*, n° 71.

On a cru cependant pouvoir invoquer contre cette opinion le texte de l'article 10 du Code civil, ainsi conçu : « Tout enfant né d'un Français en « pays étranger est Français — Tout enfant *né*, en « pays étranger, d'un Français qui aurait perdu la « qualité de Français, pourra toujours recouvrer cette « qualité, en remplissant les formalités prescrites « par l'article 9. » L'article 10, dit-on, ne distingue pas suivant que l'enfant est né avant ou après la naturalisation, et il suppose qu'il est étranger, puisqu'il lui permet d'invoquer l'article 9. Bien plus, il suppose que sa disposition s'applique à des enfants Français d'origine, puisqu'il parle du droit de *recouvrer* la qualité de français. Nous croyons que l'on prête au législateur des intentions qui étaient bien loin de sa pensée. Tout ce qu'on peut lui reprocher est d'avoir employé le mot *recouvrer*, mais cela ne doit pas tirer à conséquence ; ce mot est dû à une association d'idées bien excusable puisqu'il s'agissait de l'enfant d'un ancien Français. D'ailleurs, le texte lui-même peut nous servir à faire tomber l'objection. L'art. 10, parlant des enfants d'un Français qui *aurait* perdu cette qualité, présume que le père est devenu étranger *avant* leur naissance. La question a d'ailleurs été élucidée officiellement à propos de difficultés survenues entre la France et la Suisse en 1873¹. M. de Broglie (lettre du 30 juin 1873),

1. V. *Livre jaune* de décembre 1873. — Folleville, 3^e étude *sur la*

répondant au gouvernement fédéral, disait : « pour
 « appliquer exactement l'article 10, il faut dis-
 « tinguer entre les enfants qui sont nés *avant* et
 « ceux qui sont nés *après*. Les premiers sont nés
 « d'un Français, ils sont Français eux-mêmes ; ils
 « n'ont pas besoin de recouvrer une qualité qui
 « leur appartient. — D'après notre loi, la natura-
 « lisation acquise par le père à l'étranger n'exerce
 « aucune influence sur la condition de ses fils
 « déjà nés, personne en France n'ayant le droit,
 « par son seul fait, de modifier l'état et la capacité
 « d'autrui.

« Quant aux enfants nés à l'étranger *postérieu-*
 « *rement* au changement de nationalité du père,
 « ils naissent étrangers, mais, par une faveur spé-
 « ciale, la loi les autorise à réclamer l'ancienne na-
 « tionalité de leur père, en remplissant les forma-
 « lités prescrites par l'article 9. C'est à eux seule-
 « ment que s'applique le paragraphe 2 de l'article
 « 10, qui leur permet de recouvrer, ou, pour em-
 « ployer une expression plus juste, d'acquérir la
 « qualité de Français¹. »

Notre solution était consacrée par les tribunaux.
 Pourtant la jurisprudence de la Cour de Cham-
 béry était en sens contraire ; un dernier arrêt de

naturalisation, p. 439. Cogordan, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1878, pp. 341 et s.

1. Nous pourrions aussi tirer argument du décret du 26 août 1811, dont l'article 4 dit que « les enfants d'un Français naturalisé en pays
 « étranger et qui sont nés dans ce pays sont étrangers. »

cette cour, du 29 avril 1873 (S. 1873, 2, 103 et s.) fut cassé par arrêt du 19 août 1874 (D. P. 1875, 1, 151). Depuis, nous pouvons citer un jugement du tribunal de Lyon du 7 janvier 1875, confirmé par un arrêt de la Cour de la même ville du 19 mars 1875 (D. P. 1877, 2, 66 — S. 1876, 2, 21), qui constate que « la loi française n'admet pas que « l'enfant même mineur soit privé de la qualité « de Français par le fait de son père. » C'est aussi ce qu'admit la Cour de Toulouse, le 26 janvier 1876 (D. P. 1877, 2, 66 ; — S. 1876, 2, 177) confirmant d'ailleurs un jugement du tribunal de Foix du 20 juillet 1875 invoquant sur ce point des motifs tout opposés. — Nous remarquerons que les décisions de Foix et de Chambéry se fondent sur les dispositions de la loi étrangère ; nous n'insisterons pas sur la fausseté de ce raisonnement ; il s'agit d'interpréter un point de la législation française, et il faut, nous l'avons déjà dit, et les décisions citées en notre sens le disent avec nous, se référer uniquement aux principes de notre législation ; — il n'y a en cela aucun empiètement sur la souveraineté des autres Etats, mais uniquement respect de notre propre souveraineté ¹.

De ce que nous venons de dire il résulte que si, d'après la législation du pays où leur père s'est fait naturaliser, les enfants mineurs prennent de plein droit sa nationalité nouvelle, ces enfants

1. V. aussi Paris, 24 juillet 1847, dont nous reparlerons à propos des annexions.

n'en conservent pas moins la qualité de Français¹. Mais, supposons que l'enfant confirme le changement de nationalité par une déclaration faite en minorité ou à l'époque de sa majorité, ou que, dans la nouvelle patrie de son père, il y ait des lois analogues aux lois de 1851 et de 1882, ces manifestations de volonté seront-elles suffisantes pour faire considérer l'enfant comme étranger. C'est au fond poser la question de savoir si le mot *naturalisation* dans l'art. 17 du Code civil peut s'entendre de l'acquisition d'une nationalité étrangère par l'effet de la loi.

Nous écarterons d'un mot le cas où la manifestation de volonté s'est produite en état de minorité; en règle générale, le mineur ne peut pas changer de nationalité; pour lui conférer cette capacité, il faudrait une disposition formelle de la loi, et cette disposition fait ici défaut.

La question est plus délicate lorsqu'il s'agit d'une déclaration faite par l'enfant lors de sa majorité; on concevrait alors que la loi l'eût admise comme pour l'acquisition de la qualité de Français; c'est ce que la Cour de Chambéry avait décidé en 1869 en appliquant par réciprocité l'article 9. La Cour de Cassation, par un arrêt du 3 août 1871, a cassé cette décision en se fondant sur ce que l'article 9

1. On n'admet pas, même à l'égard des personnes majeures, que l'acquisition d'une nationalité étrangère imposée par la loi du pays fasse perdre la qualité de Français. La question s'est présentée pour l'élection de M. Lafargue (v. *Journal*, 1892, p. 141 et s.).

n'ayant été écrit qu'en vue de l'acquisition de la nationalité, il ne devait pas être étendu à l'hypothèse inverse. Il y avait là évidemment abus de la réciprocité. — En dehors de cette idée, nous ne croyons pas que l'on puisse s'appuyer sur l'article 17, car le mot *naturalisation* n'est pas employé ordinairement par la loi dans un sens aussi large ¹. Telle est aussi la solution donnée par les arrêts déjà cités en faveur de l'effet individuel, car, dans les espèces prévues, on pouvait aussi soutenir qu'il y avait eu acquisition d'une nationalité étrangère par le bienfait de la loi. — Cela avait aussi été décidé d'une manière principale, c'est-à-dire en dehors de toute naturalisation des parents, par le fameux arrêt de la Cour de Douai du 14 décembre 1881, rendu dans l'affaire Carlier. — En dehors des décisions de Chambéry et de Foix, la jurisprudence paraissait bien établie, lorsque la Cour de Paris, confirmant un jugement du tribunal de la Seine en date du 3 mai 1888, a décidé dans son arrêt solennel du 21 février 1889 ² (affaire de Bari) que l'acquisition de la nationalité italienne par le bienfait de la loi, en vertu de l'ar-

1. Le Français qui aura passé par toutes les conditions de la naturalisation véritable aura généralement fait preuve d'une volonté persistante de répudier la qualité de Français. Au contraire, ici, « le lendemain de sa majorité, sans un stage d'un jour, sans ces garanties « qui éprouvent la solidité de la volonté, une simple déclaration de sa « part, dont on lui aura donné acte, aura suffi pour enlever à l'enfant « sa nationalité... Voilà qui explique les légitimes exigences de la loi « française. » (Note de Sirey sous l'arrêt de la C. de Chambéry de 1873).

2. *Droit* des 22 et 27 février 1889.

ticle 13 du Code civil italien, faisait perdre la qualité de Français. Les motifs de l'arrêt sont critiquables : « considérant, y est-il dit, que les appelants « affirmant qu'au regard de la loi française, dont « ils prétendent à juste titre qu'il relève, Richard « de Bari n'a pas perdu sa qualité de Français, qu'il « ne justifie de l'accomplissement d'aucune des « conditions auxquelles les articles 17 et 21 du Code « civil attachent la perte de cette qualité ; que, « notamment, il ne justifie pas de sa naturalisation « acquise en Italie, par un acte exprès émanant « de l'autorité publique italienne... Mais considérant qu'il résulte des documents de la cause « énoncés dans le jugement dont est appel que Richard de Bari *a volontairement revendiqué et acquis « la nationalité étrangère en la forme déterminée par l'article 13 du Code civil italien ; — que la loi française « ne peut, sur ce point, se substituer à la loi italienne « pour exiger des lettres de naturalisation.* » — Nous avons déjà vu un raisonnement de ce genre dans l'arrêt de la Cour de Chambéry de 1873, mais encore, au moins, si l'on faisait application d'une loi étrangère, on invoquait aussi l'article 17 du Code civil français ; mais ici que voyons-nous ? La Cour de Paris, tout en ayant l'air de reconnaître qu'il n'y a pas ici perte de la nationalité française au sens de l'article 17 du Code civil, dit que pourtant l'intimé dont l'état est en question doit être considéré en France comme étranger parce qu'il est devenu Italien aux yeux du Code civil italien.

— En retournant le dernier motif cité, nous pouvons dire que l'on a substitué purement et simplement la loi italienne à la loi française. Cet arrêt est d'autant plus étonnant que M. l'avocat général Manuel avait posé des conclusions en sens contraire et avait bien nettement délimité le terrain d'application des lois de chaque pays en cause.

Accomplissement du service militaire à l'étranger. — Supposons qu'un enfant réclamé comme citoyen à la fois par la France et un autre Etat où par hypothèse son père a été naturalisé, inscrit sur les listes du recrutement de ce dernier pays, réponde à l'appel. Pourra-t-on dire que cet acte emporte, en vertu de l'article 21 du Code civil, déchéance de la nationalité française ? Peut-on y voir une prise de service militaire à l'étranger ? Il est à croire qu'il n'en est pas ainsi ¹. Pour les mineurs, la question a été nettement tranchée par les instructions ministérielles du 1^{er} mai 1862 ², d'après lesquelles ; « la perte comme l'acquisition de la qualité de Français ne pouvant résulter que du fait « d'une personne capable de tous les actes de la vie « civile, l'article 21 civ. n'est pas applicable aux mineurs qui, sans autorisation du gouvernement « ont pris du service à l'étranger... » D'ailleurs nous avons déjà dit que les mineurs étaient incapables de répudier la nationalité française.

1. Robinet de Cléry, *Revue critique*, 1876, p. 93 et s. — Alauzet, n° 71 *in fine*.

2. D. P. 1862, 3, 77.

Mais il se peut que l'enfant soit encore au service à l'époque de sa majorité et y demeure. Y a-t-il là une confirmation de l'état de choses existant qui le fasse tomber sous le coup de l'article 24 du Code civil ? Si on en croit la circulaire précitée, l'immunité dont elle parle ne serait accordée qu'à la condition « que le service eût cessé à l'époque « de la majorité. » Cela peut se comprendre pour les jeunes gens qui ont véritablement *pris du service* à l'étranger, c'est-à-dire qui se sont engagés volontairement (sans attacher à ce mot un sens technique), qui, libres de ne pas s'enrôler, sont entrés néanmoins dans les rangs d'une armée étrangère ; s'ils étaient majeurs, sans aucun doute, on leur appliquerait l'article 24 ; la circulaire n'excepte les mineurs que parce qu'à leur âge, ils ont peut-être agi sans peser les conséquences de leur acte, et que, dès lors, ce fait ne peut pas influencer sur leur nationalité ; si, devenus majeurs, ils persistent à servir un pays qui ne les considère même pas comme siens et vis-à-vis duquel ils pourraient s'affranchir de tout lien, on peut dire que cela équivaut à un second engagement, pris en état de majorité, et c'est ce qui motive l'application de l'article 24. Dans notre hypothèse, au contraire, rien de pareil ne se produit, et à notre avis, il n'y a pas à rechercher si l'enfant est encore mineur ou s'il a atteint sa majorité. Nous ne rentrons plus dans les termes exacts de l'article 24 ; il n'a pas *pris* du service

militaire, tout a pu se passer en dehors de sa volonté, et, une fois incorporé dans l'armée d'un pays qui le considère comme obligé au service militaire et qui aurait le droit de le condamner comme insoumis ou comme déserteur s'il cherchait à s'y soustraire, il ne faudra pas lui faire un grief de ce qu'il demeure au service après sa majorité; il y est entré, sinon malgré lui, du moins indépendamment de sa volonté, il ne dépend pas de lui de quitter l'armée; il n'y a là aucune manifestation de volonté dont on puisse tirer des conséquences. Cette solution avait été admise par un arrêt de la Cour de Metz du 25 avril 1849¹, qui ne veut pas « voir dans ce fait « l'intention et la volonté de devenir étranger. » La loi, dit la Cour, « dans l'article 21 du Code civil, suppose un engagement contracté en « naissance de cause et non pas un service continué forcément sur la foi d'un acte passé en « minorité. » Nous ne sommes donc pas dans les termes de l'article 21; il ne faudra pas l'appliquer, et cela d'autant moins qu'il a dans une certaine mesure un caractère pénal, et que les textes de cette nature doivent être interprétés restrictivement.

Pour résumer nos explications, nous dirons que, sous l'empire du Code civil, la naturalisation d'un Français à l'étranger ne faisait pas perdre la

1. S. 1850, 2, 275.

qualité de Français à ses enfants mineurs qui ne pouvaient changer d'état qu'à leur majorité et par un des modes prévus par la loi française. Il en était de même de la perte résultant de l'article 19. Quant aux autres cas prévus par l'article 17, 2° et 3° et l'article 21 du Code civil, ainsi que le décret du 27 avril 1848 (trafic des esclaves) modifié par les lois des 11 février 1851 et du 28 mai 1858, il faut décider à plus forte raison que la déchéance qui en résultait était purement personnelle.

Avant de terminer l'étude de la législation française, nous allons nous arrêter un instant à l'examen de deux *questions subsidiaires*.

1^{re} Question: — Que faut-il décider quand les parents ont cessé d'être Français entre le moment de la conception et celui de la naissance de l'enfant ? — Nous avons vu, à propos de l'acquisition de la qualité de Français, qu'alors même que l'enfant suit la condition de son père, il faut se placer au moment de sa naissance ¹, sauf pour l'enfant posthume. Il en sera de même en cas de perte de la nationalité française. Cette doctrine est suivie par la chancellerie ². Cependant la plupart des auteurs tempéraient ce principe par l'application de la règle « *infans conceptus* » ; l'enfant étant sup-

1. Contra, Dreyfus et Lesueur, *France jud.* 1889, *loc. cit.*

2. Cela semble incontestable depuis la loi du 26 juin 1839, en présence de l'article 8 nouveau du Code civil. — V. Cogordan, 2^e édition, p. 36. — Vincent, *L. nouv.* 1839, nos 8 et 9. — Stemler, *Journal*, 1890, p. 388.

posé avoir intérêt à être Français, on le considérerait comme tel, si, au moment de la conception, le père, dont il suivait la condition, avait cette qualité. La jurisprudence de la Cour de Cassation de Belgique était en ce sens¹. C'était aussi l'opinion de MM. Aubry et Rau et Demolombe. On admettait même ce système pour le cas où l'enfant suit la condition de sa mère, et pourtant il était alors indiscuté que, dans cette hypothèse, il faut se placer au moment de la naissance de l'enfant pour déterminer son état; mais on faisait observer que, dès le moment de sa conception, l'enfant avait des droits acquis. Cette solution avait un grand intérêt, au point de vue de la capacité de succéder, avant la loi du 14 juillet 1819².

2^e Question. — Que dire de la perte de la nationalité française avant la reconnaissance d'un enfant naturel? — Nous avons déjà vu que la reconnaissance de l'enfant avait un effet déclaratif. S'il en avait été autrement, les parents auraient pu indirectement faire perdre la nationalité française à leurs enfants en la perdant eux-mêmes, et cela eût été contraire aux principes de notre droit civil.

Enfin l'adoption et la légitimation ne font pas perdre la qualité de Français; il n'y a pas à cet égard à se préoccuper des dispositions contraires

1. Cass. Belge, 18 avril 1887, Pas. 1887, p. 115 et D. P. 1888, 2, 9. Dissert. de M. de Boeck.

2. Aubry et Rau, 1, page 231, note 2. Demolombe, 1, n° 151.

des lois étrangères sur l'acquisition de la nationalité.

Nous examinerons en outre en Europe : la Belgique, la Grèce, le Portugal, la Russie et la Turquie.

Belgique

Nous nous bornerons à constater que les enfants mineurs restent Belges ; c'est le régime du Code civil français.

Grèce

Le Code civil est très net : « la qualité d'Hellène se perdra (art. 23) : 1° par la naturalisation en « pays étranger ; 2° par l'acceptation non autorisée « par le Roi de fonctions publiques conférées par « un gouvernement étranger. » Enfin (*article 24*) : « La femme et *les enfants de celui qui a perdu la qualité d'Hellène restent Hellènes.* »

Les lois du **Luxembourg**, de **Monaco** et des **Pays-Bas** sont muettes sur les enfants mineurs.

Portugal

La qualité de Portugais se perd aux conditions de *l'article 8 de la constitution* et de *l'article 22* du Code civil (cf. Code civil français). D'après ce même *article 22, parag. 2* : « la naturalisation en pays étran-

« ger d'un Portugais, même marié avec une femme
 « d'origine étrangère, n'implique pas la perte de la
 « qualité de citoyen portugais en ce qui concerne
 « les enfants mineurs nés avant la naturalisation,
 « sauf le cas où ceux-ci, après leur majorité ou
 « leur émancipation, déclareraient qu'ils entendent
 « suivre la nationalité de leur père. » L'article 22,
 paragr. 2, laisse une grande liberté aux enfants, et
 en même temps est de nature à éviter de nom-
 breux conflits. On doit donc l'approuver pleine-
 ment.

Russie

M. Asser, ¹ dans son résumé des réponses reçues
 des différents pays par l'Institut de droit interna-
 tional, suppose que la perte de la nationalité
 russe est possible ; il dit seulement que de-
 puis la loi de 1864, « l'émigration est soumise à
 « l'autorisation préalable, sauf à l'égard des per-
 « sonnes qui sont devenues Russes avant la pro-
 « mulgation de cette loi. » — Si l'on admet cette
 opinion, la seule où la question des enfants mineurs
 puisse se poser, il faut décider que les enfants res-
 tent Russes ; c'est la juste réciproque du principe
 posé dans l'article 6, — mais, si nous croyons
 M. Cogordan, l'allégeance perpétuelle serait encore
 la règle au moins pour les sujets russes de nais-

1. *Revue de droit international*, 1875, p. 393.

sance ¹ ; cela résulterait même de la loi de 1864. — Ce qui prouve mieux que tout raisonnement les assertions de M. Cogordan c'est la présentation au Conseil d'Etat de l'Empire, en 1887, d'un projet de loi tendant à supprimer l'allégeance perpétuelle² : on permettrait à tout sujet russe de devenir étranger, sauf à recouvrer très promptement sa qualité s'il revient en Russie. On diminuerait enfin de beaucoup les peines des absents.

Turquie

D'après la *loi de 1869, article 8* : « L'enfant, même « mineur, d'un sujet ottoman qui s'est naturalisé « étranger ou qui a perdu sa nationalité, ne suit « pas la condition de son père et reste sujet « ottoman. »

En AMÉRIQUE, en général, on ne parle pas des effets de la perte de la nationalité à l'égard des enfants mineurs. Dans les Etats qui admettent la personnalité de l'acquisition, il doit en être logiquement de même quant à la perte. Nous donnerons également une solution semblable pour les législations qui ne s'occupent des enfants mineurs ni pour l'acquisition ni pour la perte de la nationalité.

1. V. cependant la loi sur le recrutement (russe) du 1^{er} janvier 1874 d'après laquelle « tout homme au-dessus de quinze ans ne peut cesser « d'être russe, à moins d'avoir satisfait complètement aux obligations « militaires ou d'en être exempté. »

2. *Journal*, 1888, p. 297.

II^e GROUPE. — EFFET COLLECTIF DE LA PERTE DE LA NATIONALITÉ

Cette doctrine est suivie par les pays qui l'admettent pour l'acquisition de la nationalité ; elle l'est également par la *Suède*.

Allemagne

La nationalité d'Etat se perd (*article 13, L. du 1^{er} juin 1870*), en dehors des causes mentionnées dans les n^{os} suivants (entre autres, la légitimation), par le *congé sur demande* ou *expatriation* (*entlassung auf antrag*) ; on obtient un permis d'émigration ou *entlassungsschein* ; sans cette demande la naturalisation à l'étranger ne ferait pas perdre la qualité d'Allemand ; — le certificat n'est refusé (*article 15*) que pour des raisons militaires. D'autre part, la nationalité se perd, même sans autorisation, par un séjour de dix ans en pays étranger.

L'*article 19* règle les effets de l'expatriation. Elle « s'étend, s'il n'y est pas fait de dérogation, à la « femme et aux enfants mineurs soumis à la puissance paternelle, s'ils se trouvent à l'étranger « avec leur mari ou leur père. » — Il s'agit ici d'expatriation et elle doit être effective même en la personne des enfants. — L'*article 19* est la contre-partie de l'*article 11* à propos duquel nous avons montré l'utilité de la clause dérogatoire.

Angleterre

La nationalité britannique se perd conformément à l'article 10 de l'acte du 12 mai 1870 qui abroge le principe de l'*allégeance perpétuelle*. L'article 10, 3° s'occupe des enfants mineurs : « Lors-
« qu'un père (ou une mère veuve), de nationalité
« britannique, devient étranger en vertu du pré-
« sent acte, ses enfants, s'ils ont résidé pendant
« leur minorité dans le pays où leurs parents sont
« naturalisés et s'ils y ont été naturalisés confor-
« mément aux lois de ce pays, sont considérés
« comme nationaux de ce pays et comme ayant
« cessé d'appartenir à la nationalité britannique. »
Nous retrouvons la condition de résidence exigée dans l'article 10, n°s 4 et 5 pour le cas de réintégration ou de naturalisation en Angleterre. L'article 10, 3° exige en outre que les enfants aient été « *naturalisés* » ; si on prenait ce mot à la lettre, on pourrait en conclure que la naturalisation des parents à l'étranger ne fait jamais perdre par elle-même la qualité d'anglais aux enfants et qu'il faut que ces derniers obtiennent des lettres individuelles pour être considérés en Angleterre comme étrangers. Mais alors, cela était tellement évident, qu'un texte aurait été tout à fait inutile. Et d'ailleurs, l'article 10, 3°, prévoyant uniquement l'hypothèse d'enfants mineurs, semble vouloir leur faire un sort différent de celui des enfants majeurs.

La loi veut dire que les enfants ne suivront la condition de leur père ou de leur mère veuve que si, dans le pays où ces derniers se sont fait naturaliser, la *naturalisation* des parents a entraîné celle de leurs enfants mineurs. — Cette interprétation du mot *naturalisé* est conforme à l'article 10, 5° qui dit que l'enfant, dans l'hypothèse inverse « est considéré comme *naturalisé citoyen britannique*. » On a seulement voulu que l'enfant eût toujours une patrie. (Comp. loi suisse).

Au Canada, l'article 28 de la loi de 1881 donne la même solution : « Lorsqu'un père ou une mère « veuve aura perdu, sous l'empire du présent acte, « la qualité de sujet britannique, ses enfants, « s'ils vont résider pendant leur minorité dans le « pays étranger où est naturalisé leur père (ou leur « mère), et s'ils y sont naturalisés conformément « aux lois de ce pays, seront considérés au Canada « comme nationaux du pays auquel appartiendra « leur père ou leur mère, et non pas comme su- « jets britanniques. »

Nous avons déjà dit ce qu'étaient les lois des colonies anglaises.

Empire Austro-Hongrois

Nous distinguerons encore entre l'Autriche (et les pays cisleithans) et la Hongrie.

Autriche ¹

Depuis la loi *du 21 décembre 1867* : « la liberté « d'émigration n'est limitée par rapport à l'Etat « que par l'obligation du service militaire » (*article 4*). A ce point de vue, il faut obtenir l'autorisation de l'autorité militaire. La perte de la nationalité autrichienne résulte notamment de l'acquisition d'une nationalité étrangère.

Quant aux enfants mineurs, les auteurs leur font suivre ou non la condition de leurs parents suivant les distinctions admises pour l'acquisition de la qualité d'Autrichien. — Le père devenu étranger entraîne avec lui ses enfants mineurs légitimes ; ils doivent cependant obtenir un permis d'émigration de l'autorité militaire quand ils ont vingt ans accomplis. — La mère, au contraire, ne peut jamais, en perdant la nationalité autrichienne, la faire perdre à des enfants mineurs légitimes ou naturels.

Hongrie

On perd la nationalité hongroise en résidant dix ans à l'étranger, ou en obtenant un permis d'émigration, c'est-à-dire à peu près comme en Allemagne. Des précautions sont prises, *par l'article*

1. V. Beauchet, *loc. cit.*

22 de la loi des 20-24 décembre 1879, en vue d'assurer le service militaire. « Les individus qui sont
 « soumis au service dans la ligne (les marins), la
 « réserve, ou la réserve de remplacement ne peu-
 « vent être déliés de la nationalité hongroise que
 « s'ils ont obtenu du ministre commun de la guerre
 « un certificat constatant qu'ils sont dégagés des
 « obligations militaires, et les *honveds*, que s'ils
 « produisent une attestation analogue du ministre
 « de la Défense Nationale.

« Les individus qui ne sont pas soumis au service
 « militaire, mais n'en sont pas encore dégagés, ne
 « peuvent, s'ils ont achevé leur dix-septième année,
 « être dénationalisés, qu'autant qu'ils prouvent,
 « avec un témoignage de la juridiction compé-
 « tente, qu'ils ne sollicitent pas leur dénationali-
 « sation en vue d'échapper au service militaire. »

Des conditions spéciales sont accordées par l'article 23 aux Hongrois qui veulent devenir Autrichiens.

Enfin, l'article 26 étend la dénationalisation « à
 « la femme du dénationalisé et, sauf l'exception
 « motivée par l'article 22, aux enfants soumis à
 « la puissance paternelle, lorsque la femme et les
 « enfants émigrent avec le chef de la famille. »
 Dans l'article 28, se trouve une disposition analo-
 gue à celle de l'article 12 : « L'acte de dénationa-
 « lisation doit indiquer clairement que l'intéressé
 « est dégagé des liens de la nationalité hongroise,
 « et porter, dans le cas de l'article 26, le nom de

« la femme et des enfants à qui s'étend la dénatio-
« nalisation. »

Dans le cas d'absence prolongée, l'*article 32* étend la perte de la nationalité... aux enfants mineurs se trouvant « avec leur père et sous sa puis-
« sance. »

Dans tous les cas, nous voyons exiger que les enfants résident avec leurs parents.

Aux conditions déterminées par les articles 26 et 32, les enfants cessent d'être Hongrois, mais ont de grandes facilités pour le redevenir. — « Celui
« qui, étant mineur, dit l'*article 42*, a perdu la na-
« tionalité hongroise par dénationalisation ou ab-
« sence de son père légitime, peut, après la mort
« de son père ou après qu'il a atteint la majorité
« aux termes de la loi de sa nouvelle patrie et après
« que, dans les deux cas, il a requis la bourgeoi-
« sie dans une commune de la monarchie hon-
« groise, ou obtenu la certitude de l'acquérir, être
« réintégré dans la nationalité hongroise sur sa
« demande, à condition que s'il est encore mi-
« neur, il soit autorisé par son tuteur à former
« cette demande. »

Bulgarie

La *loi du 26 février 1883*, dans son *article 31*, décide que : « La perte de la nationalité bulgare
« (sauf le cas d'exil) s'étend à la femme et aux en-
« fants mineurs. »

Danemark

Les Danois ne perdent leur qualité que par l'établissement en pays étranger sans esprit de retour. Les enfants qui ont suivi leurs parents tomberont généralement sous le coup de cette déchéance.

Espagne

Autrefois on admettait sans difficulté que la perte de la nationalité espagnole par les parents ne s'étendait pas à leurs enfants mineurs. — Depuis la promulgation du Code civil de 1888-1889, la solution contraire doit être admise. — L'argument que nous avons tiré, à propos de l'acquisition de la nationalité, de l'article 18 *parag. 1^{er}* est corroboré par l'article 24, d'après lequel, « l'enfant, « né de père et de mère espagnols en pays étranger et qui a perdu la nationalité espagnole parce « que son père l'avait perdue, pourra la recouvrer en « accomplissant les conditions de l'article 19. » Le texte semble bien s'appliquer aux enfants déjà nés lors du changement de nationalité de leur père. Quoi qu'il en soit, l'extension de la perte aux mineurs ne paraît avoir lieu que s'ils sont nés à l'étranger, et, d'autre part, ils pourront réclamer la qualité d'Espagnols à leur majorité.

Il est une hypothèse, celle de l'article 26, dans

laquelle les enfants suivront toujours la nouvelle nationalité de leur père. — Mais il serait peut-être plus juste de dire que, dans ce cas, comme ils se trouvent en fait dans les mêmes conditions que leurs parents, la perte s'opèrera directement en leur personne, si leur père n'a pas conservé pour eux et pour lui, par une déclaration, la nationalité primitive : « les Espagnols, dit l'article 26, « qui transfèrent leur domicile dans un pays étranger, où l'on est considéré comme *naturalisé par le seul fait de la résidence*, doivent, pour conserver « leur nationalité espagnole, déclarer que telle est « leur volonté à l'agent diplomatique ou consulaire espagnol, qui devra les inscrire sur le registre des Espagnols résidents, ainsi que leurs « femmes, s'ils sont mariés, et leurs enfants, s'ils en « ont. » L'article 26 est la contre-partie de la résolution du Gouvernement Vénézuélien. — Il y a là quelque chose d'analogue au droit d'option en cas d'annexion ou de démembrement.

Italie

L'article 10 du Code civil énumère les causes et l'étendue de la perte de la *cittadinanza* : « L'état de « citoyen se perd : 1° Pour celui qui y renonce « par une déclaration devant l'officier de l'état « civil de son domicile propre et transfère sa résidence dans un pays étranger. 2° Pour celui qui « est devenu citoyen dans un pays étranger. —

« 3° Pour celui qui, sans autorisation du gouver-
 « nement étranger, est entré au service militaire
 « d'une puissance étrangère. » Les n^{os} 2 et 3 sont
 tellement compréhensifs que l'on ne voit guère
 l'utilité de la déclaration du n^o 1 qui n'est pas sans
 danger au point de vue de l'heimathlòsat. — « La
 « femme et les enfants mineurs de celui qui a
 « perdu la qualité de citoyen deviennent étran-
 « gers, à moins qu'ils n'aient maintenu leur rési-
 « dence dans le royaume. »

Les enfants, alors même qu'ils perdent le droit
 de cité, ne sont pas complètement abandonnés
 par l'Italie ; elle ne leur dit pas : « *Lasciate ogni*
 « *speranza* », mais leur permet au contraire de re-
 recouvrer leur nationalité perduë en se conformant
 à l'article 6. Cet article, parlant de l'enfant né en
 pays étranger après la perte de la cité par son
 père, décide « qu'il peut toutefois devenir citoyen
 « en faisant la déclaration prescrite par l'article
 « précédent et en fixant dans le royaume son do-
 « micile dans l'année de sa déclaration. — Toute-
 « fois, s'il a accepté un emploi public dans le
 « royaume, s'il a servi ou sert dans l'armée natio-
 « nale de terre ou de mer, si enfin il a satisfait au-
 « trement à la levée militaire sans exciper de la
 « qualité d'étranger, il sera, sans autre formalité,
 « réputé citoyen. »

Si l'enfant mineur avait continué à résider en
 Italie, il serait demeuré Italien, mais alors (*art. 5*):
 « Il peut dans l'année qui suivra sa majorité, telle

« qu'elle est fixée par les lois du royaume, opter
« pour la qualité de son père en faisant la déclara-
« tion devant l'officier de l'état civil de sa rési-
« dence, ou, s'il se trouve en pays étranger, de-
« vant les agents diplomatiques ou consulaires. »

Les articles 5 et 6 peuvent être invoqués aussi (*article 7*) par l'enfant dont le père est inconnu et dont la mère, entre le moment de la conception et celui de la naissance, a perdu la nationalité italienne.

Norvège

On perd la qualité de Norvégien en devenant citoyen d'un Etat étranger et en quittant le pays pour n'y plus revenir (*article 6, loi de 1888, a et b*) : « Toutefois, ajoute l'article 6, le citoyen Norvégien qui possède l'indigénat en conformité du « parag. 92 *a. b. et d* de la Constitution, conserve « son droit de cité si, dans l'année qui suivra son « déplacement, ou le jour de l'entrée en vigueur « de la présente loi, il déclare, devant le consul « Norvégien dans la localité, qu'il entend rester « citoyen Norvégien. » — « Cette déclaration est « valable pour un délai de dix ans, et peut, avant « l'expiration dudit délai, être renouvelée pour « une période égale. » — La perte de la nationalité n'atteint pas ceux qui sont à l'étranger au service de la Norvège.

D'une manière générale (*article 6 in fine*), dans

« tous les cas où l'émigré conserve son droit de
 « cité, ce droit est également conservé à sa femme
 « et à leurs enfants, à lui ou à elle, demeurant
 « avec eux ou élevés par leurs soins. » (cf. article
 26 du Code civil espagnol). Cette disposition
 finale, surtout si on la rapproche de l'article 4
 dont elle reproduit presque mot pour mot les ter-
 mes, prouve surabondamment, *a contrario*, que la
 perte de la nationalité norvégienne par les parents
 s'étend aux mêmes conditions que celles de l'ar-
 ticle 4, à leurs enfants mineurs.

Suède ¹

La nationalité se perd par l'émigration — la na-
 turalisation — et le mariage (pour une femme)
 avec un étranger.

Le Suédois qui a acquis une nationalité étran-
 gère fait perdre aussi la qualité de Suédois à ses
 enfants mineurs, s'ils résident avec lui hors du
 royaume, mais la perte n'est pas définitive pour
 ces derniers ; quand ils auront atteint leur majo-
 rité, s'ils rentrent dans leur ancienne patrie, dans
l'an et nuit, ils recouvrent de plein droit la qualité
 de Suédois.

Suisse

Ce qui caractérise la législation helvétique sur

1. V. Asser. *Revue de droit international*, 1875, p. 393.

la perte de la nationalité, c'est le soin avec lequel on a cherché à éviter l'heimathlosat. La perte résulte d'une *renonciation*, mais pour le faire, le citoyen doit (*art. 6 de la loi de 1876*) :

« *a*). Ne plus avoir de domicile en Suisse.

« *b*). Jouir de sa capacité civile d'après les lois
« du pays où il réside.

« *c*). Avoir, dans le sens de l'article 8, dernier
« alinéa, une *nationalité étrangère acquise ou assurée*
« *pour lui, pour sa femme et pour ses enfants mineurs.* »

L'article 8 ajoute : « Si les conditions mention-
« nées à l'article 6 sont remplies et qu'il n'y ait
« pas eu d'opposition, ou si l'opposition a été
« écartée par le juge, l'autorité compétente aux
« termes de la loi cantonale déclare le requérant
« libéré des liens de la nationalité cantonale et
« communale.

« *La libération s'étend à la femme et aux enfants*
« *mineurs, lorsqu'ils vivent en un même ménage, et*
« *qu'il n'est pas fait d'exception formelle à leur égard.* »

La clause dérogatoire est introduite en vue de se conformer à l'article 6, *c*.

Pour la perte de la qualité de Genevois, l'article 33 de la loi de 1883 se réfère à la loi fédérale de 1876.

Pour l'AMÉRIQUE, nous examinerons seulement la Colombie, les Etats-Unis et le Mexique : nous avons dit, à propos des législations du premier groupe, ce que nous pensons des autres Etats du Continent Américain, en ce qui touche les effets

de la perte de la nationalité vis-à-vis des enfants mineurs.

Nous parlerons d'abord très rapidement de la **Colombie** et du **Mexique**. — La *constitution colombienne de 1886, article 9* décide que « la qualité de « national colombien se perd par l'acquisition de « lettres de naturalisation (*carta de naturaleza*) « en pays étranger, en y fixant son domicile, et « peut se recouvrer conformément aux lois. » Mais elle ne parle pas des enfants mineurs de celui qui est devenu étranger. Peut-être pourrait-on admettre la solution écrite pour l'acquisition (effet collectif) *dans l'article 4 de la loi de 1843*. — Quant au *Mexique*, où la nationalité se perd à peu près comme en France, l'application de *l'article 2 IV parag. 2 de la loi du 28 mai 1886*, relatif aux enfants mineurs (effet collectif), est absolument certaine.

États-Unis

La question se complique ici, car il y a controverse sur le point de savoir si l'allégeance perpétuelle y est encore observée. — Si nous consultons encore le rapport de M. Asser à l'Institut de droit international, nous y voyons, d'après la réponse de M. Emory Washburn, que « chaque citoyen majeur a le droit de changer de « nationalité en s'expatriant, mais ce changement « de nationalité est sans influence sur la position « de la femme et des enfants qui restent domiciliés

« dans les Etats-Unis », c'est-à-dire que si ces derniers s'expatrient avec le chef de famille, ils changent avec lui de nationalité ; c'est le système suivi pour l'acquisition de la qualité de citoyen américain. On devrait admettre cette solution vis-à-vis des pays avec lesquels les Etats-Unis ont passé des traités (convention Bankroft avec l'Allemagne), si ces traités ne disent rien de contraire à l'égard des enfants mineurs. — Mais l'opinion générale ¹, bien que l'acte de 1868 déclare l'allégeance perpétuelle « contraire au droit naturel », refuse de reconnaître, en l'absence d'une loi réglant l'émigration, la possibilité de perdre la qualité de citoyen américain ; la nécessité des traités sus-mentionnés semble confirmer cette théorie ainsi que le message du 7 décembre 1875 qui parle de « déterminer « par des conditions légales de quelle manière l'ex-« patriation peut s'accomplir et le changement de « nationalité se réaliser. »

1. Cogordan, 2^e éd. p. 151 et s.

CHAPITRE II

DISCUSSION THÉORIQUE ¹

Les systèmes variés, que nous venons d'examiner, peuvent se ramener, comme l'a fait prévoir le classement que nous avons établi pour étudier les diverses législations du monde civilisé, à deux systèmes principaux s'inspirant d'idées diamétralement opposées. Le premier déclare que la naturalisation doit être purement individuelle, que ses effets se limitent strictement à la personne de celui qui l'a obtenue ; le second, s'appuyant surtout sur des considérations pratiques et sur l'intérêt supérieur des familles, reconnaît au changement de nationalité un effet collectif.

Nous avons vu comment ces systèmes ont été appliqués, il nous reste à apprécier leur valeur

1. Dans ce chapitre, nous ne distinguerons pas entre l'acquisition et la perte de la nationalité : nous supposerons que l'acquisition d'une nationalité nouvelle correspond toujours, ce qui serait à souhaiter, à la perte de l'ancienne. Nous employerons aussi le mot naturalisation dans son sens le plus large, c'est-à-dire comme synonyme de tout changement de cité volontaire.

respective et à rechercher lequel est le plus conforme au droit et à l'équité.

La doctrine de l'effet collectif, suivie par la plupart des Etats, semble au premier abord se recommander par des arguments très puissants. — La naturalisation du père doit, dit-on, s'étendre à ses enfants mineurs sous peine de voir se rompre l'unité de la famille. Les enfants mineurs ne forment-ils pas avec leur auteur un tout inséparable, leurs intérêts moraux et matériels ne sont-ils pas communs ? Que va devenir la paix de la famille, l'affection qui doit exister entre ses divers membres, si ces membres ont des nationalités différentes, si leurs devoirs même se contredisent, si les enfants sont « exposés à être mis « un jour en état d'hostilité ouverte avec celui qui « a le droit d'exiger d'eux obéissance et respect¹. » Cette opinion a été défendue par Fœlix qui décide que « les membres de la famille qui sont dans une « dépendance légale du chef doivent suivre le sort « de celui-ci². »

Tel était aussi l'avis de Duvergier dans la célèbre consultation qu'il rendit à ce sujet ; d'après lui, « les rapports qui existent entre le père et les « enfants mineurs sont tellement intimes que la

1. Folleville, *De la naturalisation*, 3^e étude, p. 436.

2. Fœlix et Demangeat, *Dr. Int. privé*, tome I^{er}, p. 104 et s. — V. aussi Fœlix, *Revue de droit français et étranger*, 1845, p. 332 et s. *Revue étrangère*, 1843, *loc. cit.* En ce sens, Phillimore, *International Law*, tome 1^{er}. — Bluntschli, *Dr. intern. codifié*, art. 365.

« condition ou rang social, les biens, le domicile
« de l'un appartiennent aux autres. — L'obliga-
« tion de nourrir, d'élever, de soigner les enfants
« imposée par la loi et par la nature, le droit de sur-
« veillance, de correction, celui d'administrer les
« biens et d'en jouir, enfin celui de consentir au
« mariage, les devoirs réciproques de respect,
« d'obéissance et d'amour font de la famille une
« association régie par un chef, subissant les vi-
« cissitudes qu'il éprouve, participant aux avan-
« tages qu'il acquiert, à moins qu'une loi expresse
« n'élève un obstacle légal aux effets de cette
« étroite union. Le fils et le père se confondent,
« tant que le législateur n'établit point entre eux
« de distinction ; le fils est la continuation du
« père, le même nom les désigne, tant on a voulu
« se rapprocher de l'identité. »

« Comment concevoir dès lors, ajoute notre au-
« teur, que les changements survenus dans la
« nationalité du père restent sans influence sur
« son fils mineur ? Qu'on réfléchisse aux consé-
« quences de cette distinction entre l'état du père
« et celui du fils ; le père et les enfants seraient
« réunis de fait, mais ils seraient séparés en droit ;
« leur domicile ne serait plus le même, car un
« étranger ne peut avoir de domicile en France
« dans l'acception rigoureuse du mot ; avant la loi
« abolitive du droit d'aubaine, l'enfant mineur
« eût, après la mort de son père, été chassé de
« l'héritage paternel ; les magistrats français ne

« pourraient plus prêter assistance à la puissance
« paternelle outragée ou méconnue, car les dis-
« positions relatives au droit de correction ne sont
« pas des lois de police et de sûreté obligatoires
« pour les étrangers. L'obligation de respect et
« d'obéissance ne serait plus qu'un vain mot placé
« dans la loi, elle manquerait absolument de sanc-
« tion ; si la loi étrangère disposait sur l'adminis-
« tration des biens des enfants, sur le devoir de
« les nourrir et de les élever, sur le consentement
« au mariage, autrement que la loi française, où
« serait la règle pour les tribunaux français ? Ne
« seraient-ils pas incompetents pour connaître
« des infractions à tous ces préceptes sacrés ? ¹ »

M. Laurent développe cet argument ² (à propos, il est vrai, de la question de savoir si la femme et les enfants mineurs peuvent prendre une autre nationalité que le chef de famille quand celui-ci juge à propos de conserver la sienne) avec une chaleur qui pourrait le faire prendre, à tort, pour un partisan de l'effet collectif de la naturalisation.
« L'enfant mineur, dit-il, peut-il avoir une autre
« nationalité que son père ? Une famille divisée en
« elle-même n'est plus une famille ; tous les mem-
« bres qui la composent doivent avoir les mêmes
« sentiments, les mêmes idées, les mêmes intérêts ;

1. Duvergier, *Consult.* Sir. 1832. 2, 641. Cette citation, quoique un peu longue, donne à l'argument tiré de l'unité de la famille un aspect évident et saisissant.

2. Laurent, *Droit international*, III, p. 265, no 147.

« l'unité de la nationalité semble être la conséquence forcée de l'unité de la famille. »

En un mot, on reproche au système de la naturalisation individuelle de diviser les membres d'une même famille en compliquant, par les difficultés qu'il introduit dans leur règlement, les rapports nécessaires qui existent entre eux. Il y aura un conflit perpétuel de lois à redouter pour tout ce qui touche à l'état et à la capacité des personnes, au statut personnel qui, suivant nous, est régi par la loi nationale de la personne. S'agit-il de la puissance paternelle, de la jouissance légale, du droit de correction, de la tutelle, de l'administration légale, etc., il y aura à se demander s'il faut appliquer la loi du père ou celle de l'enfant. « On devra sans doute suivre celle de l'enfant, mais il ne sera pas toujours possible de l'appliquer dans le pays où il réside avec son père et qui n'est pas le sien¹. » Et à la mort du père, pour le partage de sa succession, on se trouvera en présence d'enfants de nationalités différentes, quelle loi faudra-t-il appliquer pour régler leur capacité ? Autant de questions, autant de controverses.

M. Demangeat (sur Fœlix) supprime les difficultés en faisant dépendre le statut personnel de la loi du domicile ; le moyen est ingénieux ; s'il en était ainsi, en effet, peu importerait que le

1. Audinet, *Revue Critique* de 1891 p. 158 et s.

père et ses enfants n'eussent pas la même nationalité, puisque les enfants, bien que Duvergier semble dire le contraire, auront le même domicile que le père. Malheureusement, cette explication si habile est loin de nous satisfaire ; les lois qui régissent le statut personnel ne peuvent pas reposer sur une base aussi variable que le domicile, et l'application de la loi nationale qui prend l'homme à sa naissance et le suit jusqu'à sa mort, ou jusqu'à ce qu'il change de nationalité, est bien plus rationnelle ¹. Nul ne peut donc méconnaître ces graves inconvénients auxquels remédie, personne ne peut le nier, le système qui étend aux enfants mineurs le changement de nationalité de leur père ².

Les partisans de la naturalisation collective ne se contentent pas de cet argument puissant, ils cherchent à s'appuyer sur des raisons de droit, et ici leur choix devient moins heureux. D'après eux, la puissance paternelle donne au père le droit de changer la nationalité de ses enfants mineurs, et c'est pour cela qu'ils suivent sa condition quand il vient à en changer. Nous allons encore avoir recours à l'inépuisable consultation de Duvergier. « Le père, durant le mariage et, « après la dissolution du mariage, la mère « exercent la puissance paternelle... ; une de

1. En ce sens Durand, *Dr. int. privé*, p. 286 et s.

2 V. R. de Cléry, *Revue pratique*, tomes 42 et 47.

« ses conséquences les plus évidentes, c'est que
« le père ou la mère exerçant la puissance pater-
« nelle et leurs enfants mineurs doivent avoir une
« seule et même patrie »... et plus loin : « Pour-
« quoi refuserait-on au père le droit de donner à
« ses enfants mineurs la patrie nouvelle qu'il choi-
« sit pour lui-même ? Pourquoi ne lui laisserait-on
« pas la libre disposition d'une qualité qu'ils ont
« reçue de lui, lorsque c'est lui qui est chargé
« de leur donner des soins, de leur fournir une
« éducation convenable, qu'il est armé d'un pouvoir
« à peu près discrétionnaire dans la manière dont
« il accomplit ces diverses obligations, et dans les
« corrections qu'il croit devoir leur infliger, qu'il
« est arbitre presque souverain, s'il s'agit de leur
« mariage, ou du choix d'une profession ; qu'il
« est usufruitier et administrateur de leurs biens
« et qu'ainsi véritablement il dispose de leur exis-
« tence, de leur personne, de leurs droits et même
« de leurs affections ? N'est-il pas évident que la
« faculté pour un père de donner à ses enfants la
« qualité de membre de la nation à laquelle il
« s'affilie est la conséquence de tous les autres
« droits dont l'ensemble compose la puissance pa-
« ternelle ? »

Mais alors même que la puissance paternelle permettrait au père de changer la nationalité de ses enfants mineurs, encore faudrait-il qu'il eût l'intention de le faire pour que ce résultat se produisît. On est donc amené à dire, pour compléter

l'argument, que le père, en changeant de nationalité pour son propre compte, est présumé avoir voulu entraîner avec lui ses enfants. C'est ce qu'admet encore Duvergier, et même il ne conçoit pas que l'on puisse prêter à un père d'autres sentiments.

Enfin, ajoute-t-on, c'est un principe établi et indiscuté que « l'enfant suit la condition de son père. » L'intérêt de l'enfant exigerait qu'on laissât au principe qui, au moment de sa naissance, lui a attribué l'état de son père toute sa force et toutes ses conséquences.

Tels sont les arguments principaux présentés en faveur de l'effet collectif de la naturalisation. Quelque séduisants qu'ils paraissent, ils ne résistent pas à une analyse attentive. Aussi adopterons-nous avec la majorité des auteurs le système de la naturalisation individuelle ¹.

Ce système, en effet, répond victorieusement aux prétendus arguments juridiques de la doctrine adverse.

La puissance paternelle, vient-on dire, permet d'imposer à l'enfant une nationalité, et l'on parle même d'un pouvoir discrétionnaire du père sur l'enfant. Une telle conception est en contradiction flagrante avec les principes qui sont aujourd'hui la

1. Demangeat s. Félix 1 p. 106, note a ; Aubry et Rau, 1 p. 255 ; Alauzet, *de la qualité de Français* 2^e éd. n° 98. Cogordan ; *la nationalité* 2^e éd. p. 167 ; Demante (n° 20 bis v), Demolombe I, tit. 1, chap. 1 n° 175 ; De Folleville, *De la naturalisation* 3^e étude, n°s 546 et s ; Weiss. *Dr. int.* 1^{re} édit. p. 128. Audinet *Revue critique* de 1891, p. 158 et s.

base de l'autorité paternelle. Il ne s'agit plus d'un pouvoir despotique donné au père pour faire de l'enfant ce que bon lui semblera, mais bien plutôt d'un pouvoir bienfaisant et protecteur institué dans l'intérêt même de celui qui y est soumis. Les adversaires de notre opinion sentent tellement bien la force de ce raisonnement qu'ils allèguent la confusion, la communauté, la similitude des intérêts du père et de l'enfant mineur : cela aura lieu sans doute le plus souvent, mais cela n'est pas inévitable. Toujours est-il qu'un tel pouvoir dépasserait les limites de la puissance paternelle. Un père ne peut pas marier son enfant contre son gré, pourquoi pourrait-il le forcer à accepter une nouvelle nationalité ? Cette qualité est, en effet, « une partie essentielle de l'état des enfants ; c'est la loi qui la leur confère et elle n'attribue à aucun représentant le pouvoir de l'aliéner en leur nom ¹. »

Quant à la maxime « *patrem liberi sequuntur* », il faut bien en méconnaître le sens pour vouloir l'invoquer contre nous. Sans doute elle a trait à « la nationalité, mais elle veut dire seulement que l'état de l'enfant est, au moment de sa naissance, déterminé par celui de son père. A la majorité d'ailleurs, le père et l'enfant peuvent avoir deux nationalités différentes ². » Lorsqu'une personne vient au monde, il faut bien lui

1. Demolombe, *op. cit.*

2. Aubry et Rau, *op. cit.*

attribuer une patrie ; il est tout naturel de lui attribuer celle de ses auteurs ; il n'y a là qu'une application du *jus sanguinis* qui d'ordinaire coïncidera avec le *jus soli* dont le concours donnera au nouveau-né une double investiture. Dans notre cas, il ne s'agit plus de déterminer la condition d'un individu qui n'en a pas encore, mais au contraire de lui enlever, pour lui faire suivre celle de son père, une situation qui lui appartenait déjà et qu'il possédait depuis sa naissance ; « cette nationalité, « une fois imprimée, constitue pour l'enfant un « droit qui est propre et personnel ; lui seul pourra « l'aliéner quand il sera majeur ¹. »

Nous ajouterons encore avec le même auteur que « s'il en était autrement, il pourrait fort bien « se faire qu'un enfant ignorât la naturalisation « de son père et ne connût, par conséquent, son « propre changement de nationalité. » Il faut remarquer cependant que ce cas serait bien rare ; d'ordinaire, il s'agira d'un étranger établi ou venant s'établir avec sa famille dans le pays où il veut se faire naturaliser. Mais enfin le contraire ne serait pas impossible, et le fait signalé par M. de Folleville venant à se produire, la doctrine de l'effet collectif aboutirait à un résultat inconcevable.

Notre système est bien plus conforme à la nature même de la naturalisation. Certains auteurs ne conçoivent même pas que l'on puisse soutenir

1. De Folleville, *op. et loc. cit.*

le contraire. « La Cour de Grenoble, dit M. Alauzet¹, a eu à se prononcer sur cette question et « n'a pu que décider que la naturalisation était « un droit purement personnel, soit qu'elle eût « été acquise de plein droit, par les constitutions « républicaines, soit qu'elle eût été conférée par « un acte du gouvernement. » — Merlin², ainsi que l'arrêt du Parlement de Paris (22 août 1775, Saluces c. Luz) qu'il cite, ne daigne pas non plus discuter la question. Cette vérité apparaît encore plus clairement si l'on analyse la naturalisation proprement dite, par acte du gouvernement; ce n'est pas autre chose, en effet, qu'un contrat entre celui qui la demande, l'Etat qu'il va quitter et celui où il veut entrer; c'est donc une convention, un acte volontaire, en un mot un acte qui implique le consentement des intéressés; pour tous ceux qui n'y sont pas parties, c'est une *res inter alios acta*. — Pour que l'on soit naturalisé, il faut au moins que l'on ait exprimé le désir de l'être; cette volonté, ce consentement, ce désir, le fait d'une autre personne ne peut pas y suppléer; voilà pour celui en qui s'opère le changement de nationalité ou à qui on veut l'étendre. Quant aux deux Etats en cause, sans doute l'Etat abandonné n'aura pas grand intérêt à garder sous son allégeance des enfants ayant émigré en bas âge avec leur père et qui auront bien des motifs pour aimer

1. *Op. cit.*

2. Merlin. *Répertoire*, vo *légitime* Sect. III parag. 1, n° 9.

sa nouvelle patrie ; mais il en sera tout autrement si l'on suppose des jeunes gens ayant atteint l'époque du service militaire et dont la présence dans les rangs de l'armée de leur pays d'origine peut sembler indispensable. Enfin n'est-il pas dangereux pour l'État naturalisant de se voir imposer des citoyens indignes ; il est libre, il est vrai, de refuser la naturalisation au père s'il ne veut pas accepter ses enfants. Mais alors le chef de famille sera sacrifié. Voilà vraiment une solution de nature à relever l'autorité paternelle dont les partisans de l'effet collectif se font les énergiques défenseurs ! Ce père que l'on se plaît à nous montrer comme un maître souverain va se trouver ici, non plus obligé de s'incliner devant un intérêt respectable de son enfant, mais contraint et forcé d'abdiquer sa propre liberté en présence de l'indignité même de cet enfant ; ce résultat rare, il est vrai, est loin d'être satisfaisant.

Le système de la naturalisation individuelle est donc le plus logique et le plus juridique, mais on ne peut se dissimuler les difficultés auxquelles il donnera généralement lieu dans la pratique. C'est ce qui explique pourquoi un si grand nombre de pays ont adopté la doctrine contraire. C'est ce qui justifie les tempéraments apportés par d'autres législations au principe de l'effet personnel de la naturalisation.

Dans le silence de la loi, nous pensons que le devoir de l'interprète est d'admettre que le chan-

gement de nationalité des parents ne s'étend pas à leurs enfants mineurs ; s'il faut en effet admettre une règle absolue, on ne peut se prononcer en faveur du système de l'effet collectif qui ne tient aucun compte de la personnalité de l'enfant. Mais le législateur ne doit pas s'en tenir là et peut faire participer dans une certaine mesure l'enfant à la naturalisation de ses parents. La solution la meilleure se trouve dans ces systèmes mixtes, sanctionnés par quelques législations, et qui, tout en tenant compte du changement de condition des père et mère, ne déterminent pas la nationalité de l'enfant pendant sa minorité d'une manière inflexible et irrévocable. L'idée que nous voulons dégager de cette discussion théorique, c'est que le mineur a, malgré son âge, une individualité distincte qui doit être respectée ; le respect de cette individualité sera assuré, alors même que l'on donnera à l'enfant la nouvelle nationalité de ses parents, pourvu qu'il soit appelé à sa majorité à se prononcer sur la condition qu'il veut définitivement posséder. Un tel système ne se rattachera guère qu'en apparence à la doctrine de l'effet collectif, et l'enfant ne pourra pas dire qu'on lui a imposé une nouvelle patrie contre sa volonté. Ces systèmes ont été visés par Calvo, lorsque, après avoir constaté que « la naturalisation est « personnelle, en ce sens qu'elle ne concerne directement que celui qui la demande et l'obtient¹ », il

1. Calvo, *Droit international*, 4^e éd. paragr. 646. — Il est vrai que

mentionne l'extension faite par certains pays de la naturalisation des parents aux enfants, et ajoute, ce qui peut paraître à première vue étonnant, « de cette extension, on aurait « tort de déduire une contradition au cachet per-
« sonnel dont nous avons empreint la naturalisa-
« tion. »

Nous croyons aussi que l'on peut permettre à l'enfant de fixer sa nationalité pendant sa minorité, avec l'autorisation de certaines personnes, lorsqu'il a atteint un certain âge, et dans des circonstances graves.

Mais nous ne saurions aller plus loin ; il faut que l'enfant ait un droit d'option à sa majorité ; on ne doit pas rendre ce droit illusoire en mettant l'intéressé en demeure de se prononcer avant cet âge. De même nous n'admettrons pas que les parents puissent opter pour leur enfant sans le consulter, à moins de décider comme en Portugal que l'enfant, une fois devenu majeur, pourra revenir sur la déclaration faite en son nom par ses parents.

En dehors du droit d'option, l'individualité de l'enfant est méconnue. Tous les autres tempéraments apportés par diverses nations qui reconnaissent le principe de la naturalisation collective, notamment la clause dérogatoire, introduite par

pour l'auteur : « la famille ainsi composée est considérée comme un « tout uni et indivis, en quelque sorte comme un seul et même indi-
« vidu. »

l'Allemagne et adoptée ensuite par la Suisse, constituent des garanties pour l'enfant, mais ne suffisent pas pour le protéger complètement.

Nous avons essayé de montrer ce que la loi devrait être ; en exposant la réforme de 1889, nous allons examiner si notre Code civil actuel répond à cet idéal.

CHAPITRE III

LOI DU 26 JUIN 1889

§ 1^{er}. — Acquisition de la qualité de Français.

Travaux préparatoires de la loi du 26 juin 1889.

Depuis longtemps déjà, M. Batbie avait conçu l'idée d'une refonte générale de notre Code civil et, entre autres, de la matière de la nationalité, lorsqu'il déposa sur le bureau du Sénat, le 1^{er} avril 1882, une proposition de loi sur la naturalisation. M. Batbie ne touchait pas au Code civil : « nous pensons, disait-il¹, que la révision
« ne peut être qu'une œuvre d'ensemble et que
« si elle était limitée à quelques articles, elle
« rencontrerait des objections qui pourraient
« faire échouer notre proposition ou au moins en
« retarder longtemps l'adoption. » Il s'agissait de réunir en une seule toutes les lois sur l'acquisition de la nationalité française et d'en combler les lacunes. On devait, entre autres innovations,

¹. *Exposé des Motifs. Journ. off. Annexes du Sénat* 1882, p. 159 et s.

généraliser les lois de 1874 et de 1882. Nous citerons relativement à notre question les articles 12 et 13.

Art. 12. « Les enfants étrangers d'un Français
« qui, après avoir perdu la qualité de Français,
« la recouvrent conformément à l'article 18 civ.
« sont *Français de droit*, à moins qu'ils ne récla-
« ment la qualité d'étranger, les enfants majeurs,
« dans l'année qui suit la réintégration de leur
« père, les enfants mineurs, dans l'année de leur
« majorité. — Il en sera de même des enfants de
« la Française qui, après avoir épousé un étran-
« ger, devient veuve et recouvre la nationalité
« d'origine, conformément à l'art. 19. » Pour le
cas prévu par le dernier paragraphe, on devait
bientôt voter la loi du 28 juin 1883.

Cet article 12 consacrait une grande innovation ; l'acquisition de la nationalité française s'étendait aux enfants quand le bénéficiaire était un ex-Français ou une ex-Française veuve, et alors le recouvrement était tellement puissant que ses effets s'appliquaient même aux enfants majeurs, solution que l'on peut considérer comme exorbitante à l'égard de ces derniers : — il y avait là quelque chose d'analogue à ce qui se passait dans notre ancien droit. — Les enfants pouvaient cependant répudier la qualité de Français ; leur droit individuel était donc au fond respecté. — Pour les autres cas d'acquisition, on appliquait les lois de 1851 et de 1882.

Art. 13. « Pourront contracter un engagement
« volontaire ou un engagement conditionnel d'un
« an, et concourir pour les écoles du Gouverne-
« ment, à l'âge fixé par les lois et règlements :
« 1° les enfants nés en France d'un étranger qui
« lui-même y est né et les enfants nés de parents
« inconnus, à la condition de déclarer qu'ils re-
« noncent à réclamer ultérieurement la qualité
« d'étranger... (v. l. 1874, art. 2).

« 2° Les enfants mineurs nés avant la naturali-
« sation... (v. l. 1882).

« 3° Les enfants mineurs du Français ayant
« perdu cette qualité et qui obtient sa réintégra-
« tion, et les enfants mineurs de la veuve qui
« recouvre sa qualité de Française conformément
« à l'art. 19 civ.

« 4° Les enfants mineurs de l'étranger qui a
« obtenu l'autorisation, conformément à l'art. 13
« civ., de fixer son domicile en France.

« 5° Les enfants mineurs nés en France de pa-
« rents étrangers qui ont fixé en France leur ré-
« sidence habituelle ou de parents qui sont dé-
« cédés.

« Le mineur, dans les cas prévus aux paragra-
« phes 3, 4 et 5, aura le droit d'opter avec le
« consentement de la famille suivant les formes du
« paragraphe 2. »

Cette proposition, après un rapport de M. Ma-
zeau du 18 juillet, fut prise en considération
par le Sénat et renvoyée au Conseil d'Etat le

22 juillet 1882. — Elle ne devait être discutée au Sénat qu'en 1886.

Le Conseil d'Etat élargit la proposition sur la naturalisation de M. Bathie, qui devint le projet de loi sur la naturalisation porté au Sénat en avril 1883. Le Sénat avait introduit timidement l'effet collectif dans le cas de recouvrement de la nationalité, et moyennant option par l'intéressé à sa majorité. — La section de législation du Conseil d'Etat franchit le pas, rompit complètement avec l'ancienne loi, et fit de la nouvelle théorie une règle générale :

D'après l'*art. 4*¹... « Deviennent Français les
« enfants mineurs de vingt-un ans d'un père ou
« d'une mère survivante qui se fait naturaliser
« Française. »

Il faut y joindre les articles 14 et 15.

Art 14 : « Le Français qui a perdu sa qualité
« peut la recouvrer pourvu qu'il réside en France
« en obtenant sa réintégration par décret du Prési-
« dent de la République. La réintégration s'étend
« à la femme et aux enfants mineurs. »

Art. 15 : « La Française qui a épousé un étran-
« ger et dont le mariage est dissous, recouvre la
« qualité de Française aux conditions indiquées au
« paragraphe 1^{er} de l'*art. précédent*. Dans le cas où
« le mariage est dissous par la mort, la réintégra-

1. V. le texte adopté par le Conseil d'Etat, dans Weiss, 1^{re} édition p. 297.

« tion emporte la naturalisation de ses enfants mineurs. »

Le conseil d'Etat consacrait donc la théorie de l'effet collectif du changement de nationalité, sans correctif aucun, dans toute sa pureté, dans toute sa rigueur, et même au cas de perte de la nationalité française (V. infra § II). C'était le contrepied des principes admis jusque-là, le sort de l'enfant était fixé définitivement, sans aucune intervention de sa part ; on ne tenait pas compte de son individualité ; il ne pouvait répudier sa nouvelle nationalité qu'aux mêmes conditions que tous les Français. Au cas de dissolution du mariage par le divorce, les enfants ne suivaient pas le sort de leur mère réintégrée : cela se comprenait aisément à cause de l'existence de leur père dont ils conservaient la nationalité.

La Commission du Sénat qui, à son tour, examina le projet du Conseil d'Etat, fut d'avis de modifier le Code civil et d'y faire entrer les dispositions nouvelles, afin de simplifier le travail de l'interprète. M. Batbie le dit dans son *rapport supplémentaire du 4 novembre 1886* et annonce des changements « adoptés par la Commission à la suite des conférences qu'elle a eues avec M. le Ministre de la justice et M. le directeur des affaires civiles, ainsi qu'avec M. le commissaire du Gouvernement. »

La question des enfants mineurs, en cas d'acquisition de la nationalité française, était prévue

par les nouveaux articles 8, 5°, 18 et 19 du Code civil. Ces textes reproduisaient les dispositions correspondantes du Conseil d'Etat, sauf un détail caractéristique : on réservait le cas où « une disposition formelle du décret limite aux parents les effets de la naturalisation. » (*art. 8 5°¹*). Lors de la discussion des articles, à la séance du 13 nov. 1886, M. Pâris ayant critiqué cette restriction, M. Batbie, rapporteur, la justifia en disant que l'on avait voulu donner au Gouvernement une arme contre l'admission d'étrangers indignes. « Si les parents ne veulent pas, dit-il, d'une naturalisation ainsi limitée, il faut qu'elle puisse être accordée par le décret seulement à ceux qui le méritent et non pas à ceux qui en profiteraient indûment. » Il faut remarquer aussi que cette faculté permettait d'éviter les conflits de nationalité. — Ce système fut adopté par le Sénat à la première délibération.

Mais, lors de la seconde lecture (février 1887), la Commission elle-même proposa un texte nouveau : on modifia les art. 12, 18 et 19 du Code civil (le numérotage fut conservé jusqu'à la fin).

Art. 12. « Les enfants majeurs pourront aussi, sans condition spéciale de stage, être *naturalisés* s'ils le demandent par le *décret* qui confère la qualité de Français au père ou à la mère ; pour

1. Les art. 18 et 19 disaient « sauf disposition contraire du décret de réintégration. »

« les enfants mineurs, la demande doit être faite
« par le père ou le tuteur, avec l'approbation du
« du conseil de famille. »

Art. 18 (réintégration.) — « La qualité de Fran-
« çais pourra être accordée... aux enfants mineurs,
« si le tuteur en fait la demande avec l'approba-
« tion du conseil de famille. »

Il en était de même dans le cas de l'art. 19, si le mariage s'était dissous par la mort.

Dans l'intervalle des deux délibérations, la Commission du Sénat s'était repentie de la concession qu'elle avait faite au Conseil d'Etat et en était revenue au principe traditionnel. « Il nous a semblé, » dit M. Batbie dans son *rapport du 3 février 1887*, « après y avoir de nouveau réfléchi, que ce serait
« aller trop loin que d'imposer ce changement de
« nationalité à des enfants qui peut-être y résiste-
« raient, s'ils étaient libres de faire leur choix.
« Aussi nous avons substitué à cette nationalisation
« obligatoire, telle qu'elle a été votée en 1^{re} lecture,
« une *naturalisation facultative*, qui n'aura lieu que
« si... les enfants ou leurs parents en font la de-
« mande. » On ne pouvait plus dire que les enfants étaient englobés dans la naturalisation de leurs parents, mais plutôt qu'on leur permettait d'obtenir une naturalisation privilégiée et individuelle. Ce système, tout en tenant compte dans une large mesure de l'unité de la famille, est beaucoup plus souple que celui du Conseil d'Etat ; — il défend à la fois l'Etat contre l'introduction de citoyens in-

dignes (comme celui voté en 1^{re} délibération), et d'autre part se plie à l'intérêt des enfants ; on pourrait lui reprocher cependant de ne pas s'être borné, comme les lois de 1874 et de 1882, à donner aux représentants légaux un rôle secondaire et de leur avoir permis d'agir sans intervention du mineur, le principal intéressé¹ ; c'est à ce système que l'on pourrait bien appliquer le reproche, que M. de Gavardie adressait à celui voté en 1^{re} lecture, « de faire dépendre sa nationalité (de l'enfant) de la volonté du père. » Il faut remarquer que, le sort du représentant et celui du représenté étant tout à fait distincts, il était à présumer que l'affection paternelle serait un guide généralement sûr pour apprécier l'intérêt de l'enfant.

Pour le cas de réintégration, la solution semblable admise par le projet paraissait très logique. Et pourtant, M. Weiss (*op. cit.*) avait remarqué avec raison que le législateur n'avait ici parlé des enfants que par inadvertance ; en effet, l'article 10 civ. permet aux enfants d'un ci-devant Français d'invoquer l'art. 9, et, d'après l'art. 9 nouveau, ils pouvaient non seulement réclamer la qualité de Français une fois majeurs, mais leur père, leur mère ou leur tuteur avec l'approbation du conseil de famille pouvaient la réclamer pour eux. Comment concevoir que par l'effet de la réintégration de leurs parents, leur situation devînt moins

1. V. Weiss, *le projet de loi*, p. 45.

bonne et que ce qui était pour eux un droit fût subordonné dès lors à l'agrément du Gouvernement? C'est pourtant ce que disaient les art. 18 et 19; il aurait donc fallu ou bien reconnaître que ces articles n'avaient aucune signification, ou bien consacrer à la fois un non sens et une injustice; le changement de rédaction qui eut lieu dans la suite fit disparaître la question (sauf p. l'art. 19.)

Le Sénat, à la suite de la seconde délibération, adopta le texte proposé que nous avons cité (février 1887).

Le projet fut transmis à la Chambre des députés le 18 juin 1887. Il y fut profondément remanié. On désirait avant tout et à tout prix augmenter le nombre des Français. Il y a là une préoccupation qui dominera tout le projet, qui durera jusqu'au vote définitif de la loi, et qui sera précieuse pour en déterminer le sens et l'esprit dans les questions douteuses que nous aurons à examiner. Il y avait là une tendance, fondée sur l'intérêt national, que le Sénat partageait et que la Chambre a fortement accentuée. M. Antonin Dubost, dans son *rapport déposé le 7 nov. 1887* disait : « c'est plutôt une « question de mesure qu'une question de fond qui « sépare la Commission de la Chambre des députés et la Haute Assemblée. »

Pour les enfants mineurs, on revient au système du Conseil d'Etat : « Deviennent Français « (*art. 12*) les enfants mineurs d'un père ou d'une « mère survivant qui se font naturaliser Français. »

Art. 18. « Le Français qui a perdu la qualité
« de Français peut la recouvrer, pourvu qu'il ré-
« side en France, en obtenant sa réintégration par
« décret. La qualité de Français pourra être accor-
« dée par le même décret, à la femme et aux en-
« fants majeurs s'ils en font la demande.

« Les enfants mineurs du père, de la mère ou
« des majeurs deviennent Français de plein
« droit. »

Quid de l'art. 19 ? Il eût été logique d'appliquer le même système ; on appliqua au contraire ici le système du Sénat. Cette différence est difficile à expliquer ; le plus surprenant est qu'elle survivra et passera dans la loi elle-même.

Après deux *rapports supplémentaires* de M. A. Dubost, le 26 janvier et le 26 février 1889 (après la 1^{re} délibération, 7 février) le projet fut voté le 16 mars et fut transmis au Sénat le 31 du même mois. Aux lenteurs du début succédait une véritable précipitation.

La Commission du Sénat, adoptant d'une façon générale le système de la Chambre, sauf sur certains points de détail, mais le trouvant excessif en ce qui nous concerne, proposa une « transaction »¹ entre les deux doctrines, et donna aux enfants, dans le cas des art. 12 et 18, le droit de décliner la qualité de Français à leur majorité. On

1. Rapport de M. Delsol au Sénat (séance du 3 juin 1889.)

modifia un peu l'article 19, mais sans le mettre d'accord avec les art. 12 et 18.

Le projet modifié par le Sénat (6 juin) fut transmis à la Chambre le 8 juin, et après un rapport de M. A. Dubost du 13 juin, adopté sans discussion le 19 juin 1889.

Loi du 26 juin 1889.

Le texte de la nouvelle loi ou plutôt le nouveau texte du Code civil, actuellement en vigueur, en ce qui concerne les enfants mineurs, est celui-ci.

Art. 12 par. 3 : « Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'art. 8, par. 4. »

L'art. 18 consacre la même solution pour le cas de réintégration.

Au contraire, pour le cas d'une Française qui a cessé de l'être par suite de son mariage, et qui, à la dissolution de ce mariage, recouvre sa nationalité première (*art. 19*) : « Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration aux enfants mineurs, sur la demande de la mère ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille. » Cet article reproduisit le système général du projet adopté

par le Sénat en 1887. Nous avons vu qu'il s'était maintenu tandis que les textes correspondants avaient été modifiés. Il y avait là un oubli de la Chambre ; le Sénat ne l'a pas réparé par suite d'un malentendu. M. Clément, lors de la dernière délibération, fit remarquer l'incohérence de la loi à propos de l'article 12. L'honorable sénateur aurait voulu faire adopter une distinction générale entre le père et la mère quant aux effets de la naturalisation : l'enfant suit la condition de son père et devient Français avec lui ; c'était le système de l'article 12 ; au contraire, sa mère devient-elle Française, il garde la nationalité de celui dont il porte le nom, la puissance paternelle étant trop affaiblie entre les mains de la mère pour que l'enfant se voie imposer une nationalité nouvelle : « comment lui reconnaître, disait M. Clément, le pouvoir d'imposer à ses enfants une « nationalité différente de leur nationalité d'origine, quand ces enfants ne tiennent pas leur nationalité de leur mère, quand ils la tiennent « incontestablement de leur père. » — Et dans le cas de mariage entre deux personnes de nationalités différentes, il ajoutait : « c'est un véritable « manquement au traité du mariage, à la convention qui a été conclue entre les deux familles, « que d'arracher des enfants à la nationalité qui « devait résulter pour eux du mariage contracté « par leur père. » M. Clément, partisan de l'effet individuel du changement de nationalité, faisait

une concession pour la naturalisation du père, mais s'opposait à ce qu'il en fût ainsi pour celle de la mère survivante. Ce système pouvait à la rigueur se soutenir, mais à la condition qu'il s'appliquât à toutes les femmes, et ne fût pas restreint au cas de l'article 19 ; M. Clément le reconnaissait, et il voulait faire « mettre les deux textes d'accord » ; mais il désirait la modification de l'article 12 plutôt que celle de l'article 19, et lorsqu'on arriva au vote de ce dernier article, comme il n'avait pas obtenu gain de cause sur le premier, il s'abstint de donner les explications qu'il avait laissé espérer. — D'ailleurs, la confusion la plus grande régnait dans cette discussion, à cette heure où l'on voulait avant tout faire aboutir cette loi dont l'élaboration s'était prolongée si longtemps. Cette confusion, on la trouve dans les interruptions que l'on fit pendant le discours de M. Clément ; on la rencontre même, ce qui est plus étrange, dans la réponse de M. Delsol, rapporteur de la Commission. M. Delsol, en effet, tout en paraissant se renfermer dans l'art. 12, tout en disant que l'article 19 visait une hypothèse différente motivant une autre solution, se servit justement de l'exemple de la femme devenue étrangère par son mariage, puis redevenue française après son veuvage, pour justifier l'assimilation faite par l'article 12 entre le père et la mère. Malheureusement, l'exemple choisi n'était que la reproduction de l'hypothèse de l'article 19. C'était nier la contra-

diction au lieu de l'expliquer ; bien plus, c'était la condamner d'avance.

On a pourtant essayé de justifier la loi. M. Cogordan ¹ y voit une faveur accordée à l'ex-Française. On la laisse juge de l'intérêt de ses enfants. Singulière faveur pour une Française d'origine, qui n'a peut-être jamais cessé de l'être de cœur, qui n'est devenue étrangère qu'indirectement, par suite de son mariage, grand avantage en vérité que d'être obligée, lorsqu'elle est réintégrée, de faire une demande spéciale pour que ses enfants mineurs suivent son sort ! Et puis, si la mère a omis de faire cette démarche en même temps qu'elle sollicitait sa réintégration, elle ne pourra faire la demande pour ses enfants que si elle a la tutelle et encore faudra-t-il une autorisation du conseil de famille ². Il y a donc contradiction dans l'article lui-même, car il n'y a pas de vraie raison de distinguer entre les deux situations, le défaut de simultanéité des demandes pouvant être le résultat de l'ignorance ou de l'oubli.

La solution spéciale de l'article 19 se comprend d'autant moins qu'elle s'applique à l'hypothèse à laquelle elle répugne le plus. Supposons qu'une étrangère se fasse naturaliser Française, ses en-

1. Cogordan 2^e édit. p. 311. — Au contraire en notre sens Cohendy, *Droit*, 10 nov. 1889 ; Audinet, *Revue crit.*, 1891. *loc. cit.*

2. Il faut remarquer que le texte actuel est plus favorable que celui de 1887, adopté aussi par la Chambre des Députés et qui laissait toujours la demande à la merci du tuteur, qui devait être autorisé du conseil de famille.

fants mineurs deviendront Français (art. 12); il en sera de même pour une Française d'origine qui aura perdu sa qualité par un mode direct et volontaire, se sera mariée avec un étranger, puis, à la mort de son mari, saisie d'une affection tardive pour le pays qu'elle avait abandonné, se sera fait réintégrer (art. 18). Dans un seul cas, celui où la mère n'est devenue étrangère qu'accessoirement à son mariage, alors que peut-être elle n'a jamais quitté la France, dans ce seul cas, les enfants pourront rester étrangers, si leur mère redevient Française. — Nous nous inclinons devant le texte de la loi, mais nous ne chercherons pas à l'expliquer.

Ce n'est pas tout. L'article 19 se heurte encore à l'article 10, comme le faisait pour le cas de recouvrement le système de 1887 dont l'article 19 n'est qu'un débris. Il semble difficile de ne pas accorder ce bénéfice à l'enfant qui l'aurait eu si sa mère n'avait pas été réintégrée, et dont la situation ne peut pas avoir été aggravée par ce fait. Il aura droit à la nationalité française, le gouvernement ne pourra pas la lui refuser. Il pourra se prévaloir de l'art. 9, même pendant sa minorité; mais « la « déclaration sera faite en son nom par... sa mère; « en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle ¹, ou dans les cas prévus par

1. Il faudrait appliquer la loi du 24 juillet 1889 en cas de déchéance de la puissance paternelle.

« les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le « tuteur autorisé du conseil de famille. » Mais alors l'art. 19 *in fine* n'a plus d'utilité ; c'est en effet ce que l'on admet dans la pratique ¹.

Nous n'avons donc qu'à tenir compte des articles 12 et 18 tout en regrettant que la même solution n'ait pas été donnée pour le cas de l'article 19. — Les enfants mineurs deviennent Français de plein droit sauf option à leur majorité ; le législateur de 1889 a consacré un de ces systèmes mixtes que nous avons mentionnés à la fin de notre discussion théorique. En principe, la naturalisation est collective ; mais, grâce au droit d'option, l'individualité du mineur est respectée ; on se borne à le placer immédiatement dans la situation qui semble être le plus favorable à ses intérêts, sauf à lui à s'en affranchir plus tard. Il y a là une transaction qui est de nature à rallier les suffrages des partisans des deux doctrines de l'effet individuel et de l'effet collectif du changement de nationalité. M. Delsol justifiait ainsi la solution ² : « Votre « Commission reconnaît qu'il peut y avoir de grands « inconvénients à briser l'unité de la famille et à « laisser se constituer dans son sein des nationalités diverses ; mais, d'un autre côté, elle a été « frappée de cette idée que l'enfant mineur a dès « sa naissance une nationalité acquise et qu'on ne

1. Stemler, *Journal*, 1890, p. 584.

2. Rapport au Sénat, 1889.

« peut pas la livrer d'une manière absolue et sans
« aucune espèce de garantie à la volonté et peut-
« être au caprice de la mère ou du père survi-
« vant... Il peut avoir grand intérêt à conserver
« sa nationalité d'origine ; il peut être à la veille
« de sa majorité, avoir en pays étranger une partie
« de sa famille, des successions à recueillir, une
« fortune à administrer. — Alors nous avons dé-
« claré qu'il aurait un droit d'option... Il me
« semble que cette solution résout de la façon la
« plus satisfaisante le problème entre le Sénat et
« la Chambre des Députés. » Nous ajouterons que
le système de l'art. 12 respecte mieux les droits de
l'enfant que le système voté par le Sénat en 1887,
reproduit par l'article 19, bien qu'il admette le
principe de la naturalisation collective ; en effet,
dans le système de 1887, la demande faite au nom
du mineur sans sa participation lui faisait acqué-
rir d'une façon irrévocable la qualité de Français.

On peut regretter cependant que l'on n'ait pas
admis définitivement la restriction apportée par
le Sénat au projet du Conseil d'Etat, et qui per-
mettait au gouvernement de limiter les effets de
la naturalisation qu'il octroyait ; nous remarque-
rons avec MM. Dreyfus et Lesueur¹ que l'âge des
bénéficiaires diminuera les chances d'indignité ;
il n'en est pas moins vrai que cette indignité
pourra se produire, et d'ailleurs, ce tempérament

1. *France judiciaire*, 1890, p. 151.

aurait pu servir indirectement, comme nous l'avons fait observer déjà, à éviter des conflits de nationalités.

L'art. 12, par. 3, si on le prend à la lettre, semble s'appliquer seulement à la naturalisation du parent survivant ; il ne faut voir là qu'un défaut de rédaction, on aurait dû mettre la « mère sur-
« vivante. » La naturalisation du père entraîne toujours celle de ses enfants mineurs. D'ailleurs, les auteurs de la loi se sont expliqués sur ce point. Sur une question de M. Clément, M. Delsol, rapporteur de la Commission du Sénat, répondit : « Il est bien certain que si l'on voulait faire
« une rédaction analysant toutes les situations qui
« peuvent se produire, il faudrait prévoir d'abord
« l'hypothèse où le père et la mère sont vivants ;
« dans ce cas, c'est le père qui a la direction de la
« famille, qui change la nationalité, ce n'est pas
« la mère. Il faudrait prévoir ensuite l'hypothèse
« où la mère est morte et le père survivant, et en-
« fin celle où le père est mort et la mère survi-
« vante. Cette rédaction analytique n'est pas celle
« de la Chambre des députés ; votre Commission,
« pour ne pas multiplier les changements de ré-
« daction, a conservé le texte adopté par elle, pen-
« sant qu'il a une clarté suffisante, » et M. Delsol termine en disant que la solution doit être la

1. *Journal officiel*, 1889. *Sénat*, in extenso, p. 668. — Dreyfus et Lesueur, *op. cit.* p. 154.

même *a fortiori* lorsque le père et la mère sont vivants. Le doute doit être considéré comme dissipé par ces explications.

Que dire de l'acquisition de la nationalité française par le père entre la conception et la naissance ? Il faut dire à plus forte raison aujourd'hui que l'on devra se reporter à l'époque de la naissance ; le moins que l'on puisse décider, c'est que l'enfant ne sera Français que sous la condition de l'option à sa majorité ; on reviendrait ainsi à l'opinion proposée, sous le régime primitif du Code civil, par M. Richelot. La chancellerie estime avec raison qu'il faut se reporter uniquement au moment de la naissance de l'enfant pour déterminer sa nationalité ¹.

De même, la question de *l'effet déclaratif de la reconnaissance* d'un enfant naturel se trouve beaucoup simplifiée. On devra décider que l'enfant sera français si l'auteur de la reconnaissance, étranger au moment de la naissance, est devenu Français. Mais si l'on admet, comme nous le faisons, que la reconnaissance a néanmoins un effet déclaratif, et que l'enfant ne suit la nouvelle condition de son père qu'en vertu des art. 12 et 18, il faudra leur accorder un droit d'option à leur majorité. Telle est l'opinion de la chancellerie : elle a été suivie par un arrêt de la Cour de Nancy du

1. Dans l'article 8 nouveau il n'est plus possible de prendre le mot *né* dans le sens général d'*issu*, surtout si on rapproche le 1^o des nos 2, 3, 4 de l'art. qui visent le *lieu* de la naissance.

25 mars 1890¹. Ce que nous disons de la reconnaissance volontaire serait également vrai de la reconnaissance judiciaire. Peu importe qu'ils s'agisse d'enfants adultérins ou incestueux pourvu que leur filiation soit constatée.

Tout ce que nous venons de dire de la reconnaissance ne s'applique, bien entendu, que dans le cas où elle peut influencer sur la nationalité de l'enfant, que cet acte émane du père ou de la mère. Il faut pour cela se référer à *l'art. 8, 1^o, par. 2*, qui a tranché toute controverse sur ce point. L'enfant prend la nationalité de celui « à l'égard « duquel la preuve (reconnaissance ou jugement) a « d'abord été faite ; si elle résulte pour le père et « la mère du même acte ou du même jugement, « l'enfant suivra la nationalité du père. »

Tous ces raisonnements supposent que les articles 12 et 18 s'appliquent à l'enfant naturel ; si, postérieurement à la reconnaissance, l'auteur devient Français, l'enfant le deviendra. Dans le cas où la mère aura reconnu l'enfant seule ou la première, sa naturalisation influera seule et toujours, à notre avis, sur l'enfant, alors même que le père existerait encore ; dans ce cas, en effet, l'enfant suit uniquement la condition de sa mère pour la nationalité ; à ce point de vue, le père n'existe pas, même s'il a reconnu l'enfant postérieurement ; il ne faudrait pas tirer, dans le cas de l'ar-

1. *Revue pratique de dr. int.* 1890, p. 30.

ticle 12, une objection de ce qu'il ne parle que de la mère survivante, l'esprit général du texte le défend ; il n'a statué que de *eo quod plerumque fit*, c'est-à-dire sur la filiation légitime, et d'ailleurs, ce qu'il a voulu dire, c'est que la naturalisation de la mère s'étend aux enfants toutes les fois que le père fait défaut, ce qui se produit dans notre hypothèse.

Que dire de la légitimation ? Il n'y a pas de modes d'acquisition de la nationalité française en dehors de ceux que la loi a établis ; tout le monde doit reconnaître que la légitimation ne fait pas acquérir par elle-même la qualité de ¹ Français. Mais il se peut qu'indirectement on lui fasse produire ce résultat. Il n'y a pas de difficulté dans le cas où l'enfant naturel suit la condition de son père ; il n'y aura qu'à appliquer les effets de la reconnaissance. Mais supposons qu'une femme ait reconnu un enfant, puis, qu'un homme l'épouse et légitime l'enfant. Si la légitimation ne vaut que comme reconnaissance, l'enfant gardera la nationalité de sa mère ; nous suivrons ce système comme étant le plus conforme aux textes et le plus juridique ². Nous ne pouvons cependant nous empêcher de remarquer la bizarrerie du résultat auquel cette solution donnera lieu ; car cet enfant désormais considéré comme légitime ne suivra pas la condi-

1. Contra loi allemande de 1870, et législation autrichienne.

2. Cogordan, 2^e édition, p. 32, Dreyfus et Lesueur. *France jud.* 1889, p. 323.

tion de son père. — Aussi M. Stemler ¹, se plaçant au point de vue de la pratique, décide que l'enfant prendra la nationalité de son père ; la légitimation a en quelque sorte vivifié la reconnaissance qui, sans cela, à cause de sa date tardive, n'aurait produit aucun effet : cette solution a d'ailleurs été consacrée par une *décision du Garde des Sceaux du 12 juin 1891* : « le postulant, y est-il dit, est Français, comme étant né à l'étranger d'un père Français ². » La chancellerie n'aurait peut-être pas été en contradiction avec elle-même si elle avait considéré l'acquisition de la nationalité française par l'enfant comme une conséquence du mariage de sa mère avec un Français ; elle va plus loin, il est vrai, car l'enfant est déclaré Français d'origine.

Quant à l'*adoption*, on décide qu'elle n'influe en aucune façon sur la nationalité de l'adopté. — C'était la doctrine de la Cour de Cassation.

Droit d'option. — Les articles 12, par. 3 et 18 *in fine* se réfèrent au droit d'option de l'art. 8, 4°. — L'enfant est donc Français « à moins que, « dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle « est réglée par la loi française, il n'ait décliné la « qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la

1. Stemler, *Journal* 1890, p. 389.

2. L'espèce soumise au ministre de la justice était des plus favorables : il s'agissait d'un enfant né en Alsace-Lorraine, le 11 décembre 1872, d'une mère atteinte par l'annexion et de père inconnu, puis légitimé par le mariage de sa mère avec un Français.

« nationalité de ses parents par une attestation en
« dûe forme de son gouvernement, laquelle de-
« meurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait
« en outre produit, s'il y a lieu, un certificat cons-
« tatant qu'il a répondu à l'appel sous les dra-
« peaux, conformément à la loi militaire de son
« pays, sauf les exceptions prévues aux traités ¹. »
L'enfant se trouve exactement dans la situation
inverse de celle qu'il avait depuis 1851 ; c'est la
condition donnée par l'article 1^{er} de la loi du
7 février 1851 aux enfants nés de parents qui eux-
mêmes y sont nés. L'art. 8, par. 4 exige des justifi-
cations analogues à celles de la loi du 16 décem-
bre 1874. On doit y voir une marque de la juste
préoccupation des législateurs modernes de res-
treindre l'*heimathlosat*, de diminuer autant que
possible le nombre des gens sans patrie ; il ne suf-
fit pas de décliner la nationalité française, il faut
prouver que l'on est sujet d'un pays étranger dé-
terminé. Malheureusement, on n'a rien dit de
l'autorité qui doit fournir l'attestation. D'après
M. Cogordan, « elle pourra consister en un certi-
« ficat d'immatriculation au consulat du pays d'ori-
« gine du déclarant. Nous serions mal venus,
« ajoute-t-il, à réclamer une autre pièce, car dans
« le cas inverse, nous serions hors d'état de pro-

1. Si l'enfant est né en France d'un étranger qui lui-même y est né, il est Français sans option possible en vertu de l'art. 8, 3^e et indépendamment de l'acquisition de la nationalité française par ses parents.

« duire un véritable certificat de nationalité ¹. »
Il serait bon de conclure des arrangements sur cette question.

On peut se demander si l'accord intervenu après la loi de 1874 avec l'Angleterre et la Suisse ne pourrait pas s'appliquer ici par analogie. Pour l'Angleterre, la preuve résulte d'un certificat donné par le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (*One of Her Majesty's Principal Secretary of State, Home office*), contresigné par le secrétaire d'Etat ou le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, légalisé par le consul de la Grande Bretagne ². En 1877, l'on exige le certificat de tout enfant né d'un Anglais en France : cela comprend entre autres le cas de notre art.8, 4^o actuel. Pour la Suisse, « le « gouvernement de Berne a donné des instruc-
« tions à ses consuls de France et aux autorités
« cantonales pour que cette attestation fût déli-
« vrée ³. »

On a exigé également avec raison ⁴ « un certifi-
« cat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les
« drapeaux, » ce sera la preuve la plus éclatante que l'enfant appartient par le cœur aussi bien que par ses intérêts à la patrie étrangère dont il se réclame. Dans le cas contraire, il est à présumer que

1. Cogordan, 2^e édit. p. 92.

2. Id. Annexe II p. 538. Modèles de certificats et circulaire de notre ministre de la guerre du 26 décembre 1877. Il se réfère à celle du 13 décembre 1876. — V. circ. du 7 janvier 1876 (*Journal* 1876 p. 236).

3. Folleville. 1^{re} étude p. 150.

4. Amendement Paris au Sénat.

le but principal de l'enfant a été de se soustraire à l'accomplissement de ses obligations militaires.

L'option a-t-elle un effet rétroactif ? — On l'admet généralement, et cela est supposé dans l'instruction générale du ministre de la guerre du 4 décembre 1889. On s'appuie sur l'art. 12 qui dit : « *deviennent* Français les enfants mineurs... à moins « que... ils ne déclinent cette qualité. » Dans ce cas, ils ne deviendraient pas Français, et l'on ajoute, ce qui semble vrai, que M. Delsol a professé cette opinion au Sénat (Séance du 6 juin 1889) : « nous avons déclaré, disait-il, qu'arrivé à « l'époque de sa majorité, cet enfant aurait la fa- « culté de *conserver* sa nationalité d'origine. Il « n'aura *même pas cessé un seul instant de lui appartea- « nir* ¹. » Nous admettrons pourtant que l'option n'a d'effet que pour l'avenir. Les raisons que nous avons données à propos de la loi de 1851 nous paraissent devoir être appliquées ici, d'autant plus qu'il s'agit de la perte de la qualité de Français pour l'enfant. Et d'ailleurs l'art. 17 se prononce en notre faveur quand il met au nombre de ceux qui *perdent* la nationalité française « 2° Le Français « qui a décliné la nationalité française dans les cas « prévus au paragr. 4 de l'art. 8 et aux articles 12 « et 18. » On ne perd que ce que l'on a. Nous ajouterons que cette solution est corroborée par le nouvel art. 20 dont elle n'est que la réciproque

1. *Journal officiel* 1889. *Sénat, in extenso* p. 667. — En ce sens Audinet. *Rev. crit.* 1891.

et qui a reçu une modification parallèle à celle apportée à l'art. 17. L'article décide expressément que la déclaration de l'art. 9 n'aura d'effet que pour l'avenir ¹.

Réglementation administrative de la loi du 26 juin 1889. — Elle a été faite par le *décret du 13 août 1889*, portant règlement d'administration publique, complété par une *circulaire* du Garde des sceaux aux procureurs généraux, du 23 août 1889.

Nous citerons les art. 2, 6, 7, 8, 11 du décret.

D'après l'article 2, « l'étranger qui veut obtenir
« sa naturalisation doit, dans tous les cas, adres-
« ser au ministère de la justice une demande sur
« papier timbré, en y joignant son acte de nais-
« sance, un extrait du casier judiciaire, et, le cas
« échéant, son acte de mariage, et les actes de nais-
« sance de ses enfants mineurs avec la traduction de
« ces actes, s'ils sont en langue étrangère ; dans
« le cas où les intéressés seraient dans l'impossi-
« bilité de se procurer les actes de l'état civil dont
« la production est exigée par le présent décret,
« ces actes seront suppléés par un acte de noto-
« riété déclaré par le juge de paix dans la forme
« prescrite par l'art. 71 du Code civil. » Le gou-
vernement tient à avoir connaissance de l'exis-
tence, du nombre des enfants mineurs, de leur
âge, chose utile alors même qu'elle ne servirait
qu'à vérifier qu'ils sont mineurs ; — tous ces dé-

1. *Lois nouvelles*, 1889. Vincent, nos 22 et 23. — Vincent. *Droit*, 12 février 1890.

tails seront la base de l'enquête d'où résultera la concession ou le refus de la naturalisation. L'administration insiste beaucoup sur ce point. « La « chancellerie, disent MM. Dreyfus et Lesueur¹, a « soin de faire indiquer dans chaque décret naturalisant un père chef de famille que ce décret *entraîne* l'acquisition de la nationalité française pour les enfants mineurs *nominativement désignés*. » Ces exigences ont inquiété certaines personnes et l'on s'est demandé si l'extension des effets de la naturalisation aux enfants mineurs n'était pas subordonné à l'accomplissement de ces formalités, comme cela semble résulter *a contrario* de la formule du décret de naturalisation. Il n'en est rien cependant et le doute est impossible en présence des termes de la loi qui décide que les enfants mineurs deviennent Français de *plein droit*, c'est-à-dire indépendamment de toute condition et par le fait seul de la naturalisation de leurs parents. Le décret du 13 août a seulement indiqué à l'impétrant une ligne de conduite, un modèle qui aura des avantages pratiques ; le fait pour les enfants d'être désignés dans le décret de naturalisation mettra leur état à l'abri de toute contestation, mais, en cas d'omission, il leur suffirait de prouver qu'ils étaient mineurs au moment de cette naturalisation pour qu'ils fussent considérés

1. Dreyfus et Lesueur, *Fr. judiciaire*, 1890, p. 150, note 2.

comme Français; cette solution est celle de la chancellerie¹.

Les articles, 6, 7, 8, donnent des renseignements complémentaires sur les formalités relatives à l'option.

Art. 6. « Les déclarations souscrites, soit pour
« acquérir, soit pour répudier la qualité de Fran-
« çais sont reçues par le juge de paix du canton
« dans lequel réside le déclarant.

« Elles peuvent être faites par procuration spé-
« ciale et authentique.

« Elles sont dressées en double exemplaire, sur
« papier timbré.

« Le déclarant est assisté de deux témoins, qui
« certifient son identité; il doit produire à l'appui
« de sa déclaration toutes les justifications néces-
« saires en y joignant son acte de naissance, et, le
« cas échéant, son acte de mariage et les *actes* de
« naissance de ses enfants mineurs, avec la tra-
« duction de ces actes, s'ils sont en langue étran-
« gère. »

En cas de résidence à l'étranger, les déclarations
« sont reçues par les agents diplomatiques ou par
« les consuls². »

1. Id. Stemler, *Journal*, 1890, p. 563.

2. « Les pièces étrangères doivent être légalisées par les autorités étrangères ou nos consuls à l'étranger, timbrées à l'extraordinaire et traduites par un traducteur juré. Le ministre se départit cependant quelquefois de la rigueur de ces exigences quand il s'agit de faciliter l'acquisition de la nationalité française. » (Stemler, *Journal*, 1890, p. 573).

Art. 7. « Les deux exemplaires de la déclaration
« et les pièces justificatives sont immédiatement
« adressées par le juge de paix au procureur de la
« République, qui les transmet, sans délai, au
« ministre de la Justice. »

Art. 8. « La déclaration est inscrite à la Chan-
« cellerie sur un registre spécial ; l'un des exem-
« plaires est déposé dans les archives, l'autre ren-
« voyé à l'intéressé avec la mention de l'enregis-
« trement.

« La déclaration enregistrée prend date du jour
« de sa réception par le juge de paix. »

Dans *la circulaire du 23 août 1889*, le Garde des sceaux indique l'esprit dans lequel ces dispositions ont été édictées : « Par sa circulaire du 24 mars
« 1887, y est-il dit, le ministre de l'intérieur avait
« prescrit dans les municipalités, la tenue d'un re-
« gistre spécial destiné à recevoir toutes les dé-
« clarations qui seraient souscrites pour réclamer
« ou répudier la qualité de Français. En outre,
« une circulaire du précédent Garde des sceaux du
« 20 octobre 1888, avait chargé les préfets d'inviter
« les maires à transmettre à la chancellerie une
« copie de toutes les déclarations de ce genre qui
« seraient reçues par eux. »

« Il importait, en effet, à tous égards, que la ré-
« pudiation de la qualité de Français et l'acquisi-
« tion de cette qualité ne pussent être, au gré des
« intéressés, dissimulées ou invoquées selon les
« circonstances, et il fallait éviter que les déclara-

« tions ne fussent reçues en dehors des cas prévus
« par la loi.

« Pour mieux assurer ces garanties, la loi du
« 26 juin et le décret du 13 août 1889 ont prescrit
« l'enregistrement de toutes les déclarations de ce
« genre à ma chancellerie et confié le soin de les
« recevoir aux *juges de paix* qui sont plus compé-
« tents que la majorité des maires en matière ju-
« ridique et sur lesquels le contrôle de mon admi-
« nistration pourra s'exercer plus efficacement. »

La circulaire ajoute que « dans le cas où une dé-
« claration ne paraîtra pas souscrite dans les con-
« ditions régulières, l'intéressé en sera avisé et il
« pourra, s'il le juge à propos, faire trancher la
« question par les tribunaux, souverains juges en
« matière de questions de nationalité. » Cette dis-
position a l'avantage d'éviter la prolongation de
fausses situations et de permettre de les régulié-
ser alors qu'il en est encore temps.

Nous avons réservé l'article 11 du décret qui
soulève quelques difficultés. « La renonciation du
« mineur à la faculté qui lui appartient par appli-
« cation des art. 8, par. 4, 12 et 18 du Code civil,
« de décliner, à sa majorité, la qualité de Fran-
« çais, est faite en son nom par les personnes dé-
« signées par l'art. 9 par. 2 du Code civil. » La
forme de cette déclaration anticipée se trouve au
modèle n° 6 annexé à la circulaire du 23 août ¹.

1. Déclaration en vue de renoncer à se prévaloir de la qualité

Cette disposition est-elle justifiée ? Les enfants sont dans une situation analogue à celle qui était prévue par la loi du 16 décembre 1874. M. Vincent fait observer qu'étant Français, ils jouissent de tous les droits des Français ; mais il faut remarquer que l'Etat courrait un véritable danger en leur permettant l'accès des écoles et les engagements dans l'armée, s'ils conservaient néanmoins leur droit d'option ; c'est justement cette difficulté qui avait rendu nécessaire le vote de la loi de 1874. L'art. 11 se justifie très bien en législation ; on pourrait, il est vrai, lui reprocher de ne pas assez respecter l'individualité du mineur en faisant faire la déclaration par un autre que lui, mais cette critique s'adresse plutôt à l'article 9 nouveau du Code civil, auquel s'est référé le décret. Mais ce que nous aurions approuvé dans la loi, ne s'y trouve pas et le décret du 13 août ne pouvait pas y suppléer. Sans doute, on renvoie à l'article 9, mais les art. 12 et 18 s'abstiennent de

d'étranger, faite au nom du mineur par son représentant légal (applic. des art. 12, par. 3 et 18 civ.). Modèle n° 6.

Par devant nous, juge de paix .. s'est présenté le sieur... lequel nous a déclaré que son fils, désirant contracter un engagement volontaire, etc., — il renonçait, au nom de celui-ci, au droit que lui confère l'art. 12 (ou 18) civ., de décliner la nationalité française, dans l'année de sa majorité, afin d'établir définitivement sa qualité de Français.

A l'appui de sa déclaration, le sieur... nous a remis :

- 1° L'acte de naissance de son fils ;
- 2° Son acte de naissance ou de mariage ;
- 3° L'ampliation du décret d'où résulte pour lui la qualité de Français.

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui doit être adressée au ministère de la justice.

Etaient présents :...

faire cette référence : ils établissent pour l'enfant un droit de renonciation à la nationalité française à sa majorité, ils excluent par leur silence même toute fixation de sa condition avant cet âge. Ce droit d'option a été introduit par le Sénat comme une garantie pour l'enfant ; le décret permet au représentant légal du mineur de lui enlever cette garantie en lui imposant irrévocablement la qualité de Français. Tout cela nous rapproche beaucoup de la solution de l'art. 19 ; c'est un résultat que les législateurs de 1889 n'avaient certainement pas prévu.

Nous croyons donc que ces déclarations ne pourront pas être opposées à l'enfant pour qui elles auront été souscrites. — Mais la pratique de la chancellerie, comme on le conçoit bien, est conforme au décret et à la circulaire. La déclaration n'est pas limitée, comme dans la loi de 1874, à des motifs déterminés, il suffit de la volonté du représentant légal. Aussi engage-t-on les personnes qui sollicitent une naturalisation à souscrire une déclaration pour leurs enfants mineurs. Ces derniers deviennent alors irrévocablement Français avec leur père. M. Stemler dit que l'on ne fait qu'aller au devant de l'intention des parents ; nous le lui accordons ; mais, encore une fois, que devient le droit d'option accordé à l'enfant ?

Acquisition de la qualité de Français par le bienfait de la loi. — L'art. 5 in fine du décret du 13 août 1889 parle des cas de naturalisation de faveur prévus

par les articles 9 et 10 civ. et décide qu'alors les enfants majeurs et la femme joindront leur demande à la déclaration du chef de famille. L'*art. 6* s'occupant de la forme de ces déclarations reproduit à peu près l'*art. 2* et dit entre autres choses que le déclarant devra produire « les actes de « naissance de ses enfants mineurs. » On peut donc dire que, d'après le règlement, l'acquisition de la qualité de Français en vertu des articles 9 et 10 civ. s'étend aux enfants. Si cette solution est vraie, il faudrait la généraliser et l'appliquer à tous les cas d'acquisition par l'effet de la loi.

Nous nous demandons cependant ici, comme pour l'*art. 11* du décret, si l'on n'a pas dépassé les termes de la loi. L'assimilation du bienfait de la loi à la naturalisation ne serait, d'après la circulaire du 23 août, que la reproduction de la législation antérieure telle qu'elle résultait de la doctrine et de la jurisprudence. Sans doute, on décidait comme pour la naturalisation proprement dite, que l'effet de l'acquisition était individuel, mais les lois de 1851 et de 1882 ne s'étendaient pas à ces cas. Quoi qu'il en soit, dans le projet soumis au Sénat après l'examen du Conseil d'Etat, on parlait de naturalisation de faveur pour le cas de l'*art. 9*. Cela est vrai, mais aussi l'acquisition était soumise à un décret. Ce système a disparu de la loi et l'on a tellement peu pensé à voir dans les articles 9 et 10 une naturalisation que M. A. Dubost y voyait des « *étrangers qui pou-*

vaient devenir Français sans avoir recours à la naturalisation. » M. Vincent¹ s'appuie aussi sur le texte de l'article 12 qui parle d'un décret. Le mot *décret* ne signifie-t-il pas que le législateur n'a envisagé « que le cas d'une naturalisation. » En réalité, là n'est pas la question ; il n'est pas douteux, à notre avis, que l'art. 12 ne s'occupe que de la naturalisation proprement dite et prévoit une hypothèse différente de celle des articles 9 et 10. Mais l'on se demande s'il n'y a pas dans ces deux articles une sorte de naturalisation dont les effets doivent être assimilés à ceux de l'art. 12. M. Audinet² pense que cette extension faite par le décret était légitime en raison de l'analogie des situations : on n'aurait ainsi fait que développer la loi dans son sens le plus naturel. Cet auteur adopte même cette solution *a fortiori* : « Il « serait singulier, dit-il, que la concession d'une « faveur eût des effets plus étendus que l'exercice « d'un droit. » Le raisonnement inverse pourrait cependant se faire si l'on se plaçait au point de vue de l'intérêt de l'Etat, car il n'y a pas ici d'enquête préalable et l'acquisition se fait même sans que le gouvernement puisse s'y opposer. Il n'en est pas moins vrai que la solution du décret est assez satisfaisante, mais les termes de la loi ne nous permettent pas de l'admettre ; nous regret-

1. Vincent, *lois nouvelles* 1889. — n° 143 et s.

2. *Rev. crit.* 1891, p. 158 et s.

tons que le législateur ne l'ait pas lui-même consacrée expressément. Le décret a fait plus que de déterminer « les formalités à remplir et les justifications à faire, » il a dépassé les limites de la délégation faite au pouvoir exécutif par le Parlement.

On nous objecte les termes mêmes de l'article 12 qui dit que la femme et les enfants majeurs pourront devenir Français « soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, *soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9 ;* » on soutient que le mot ILS s'applique au père ou à la mère et non aux enfants : l'extension une fois admise pour les enfants majeurs, il n'y aurait pas de difficulté à le faire pour les enfants mineurs ; mais l'objection ne peut pas résister à cette observation que dans le passage cité il s'agit des enfants majeurs et que les personnes prévues par l'art. 9 sont dans l'impossibilité, par leur âge, d'avoir des enfants majeurs.

Quant au mot « naturalisation de faveur » employé dans l'art. 5 de la loi du 26 juin 1889, nous y voyons un reste de la rédaction primitive sur lequel on n'est pas revenu. Cet article 5 n'est que la reproduction de l'article 6 du projet voté en première lecture par le Sénat, projet dans lequel l'article 9 avait le caractère d'une véritable naturalisation. Il ne faut voir dans le maintien de cette expression qu'une faute de rédaction.

— On peut dire aussi que l'article 5 a entendu par naturalisation de faveur la réintégration des art. 18 et 19 (v. Vincent. *Droit* du 12 fév. 1890.)

Le décret est cependant approuvé par un certain nombre d'auteurs.

Quelques décisions de jurisprudence ont été rendues sur notre question. — Dans l'espèce qui s'est présentée devant les tribunaux, il s'agissait de l'acquisition de l'article 12 par. 1^{er}, mais les arguments donnés ont une portée générale. Le tribunal de Sedan avait décidé, le 17 décembre 1889, que cette acquisition ne s'appliquait pas aux enfants mineurs. « Attendu, disait-on, que le rapporteur de la loi au Sénat a eu soin de préciser « que la proposition était d'abord limitée à la naturalisation, en donnant, il est vrai, à ce mot, « un sens large et aussi étendu que possible, mais « que, tous les jurisconsultes n'admettant pas ce « sens étendu, on avait, sur l'avis du Conseil « d'Etat, substitué au mot de naturalisation celui « de nationalité qui permettait de traiter de l'acquisition et de l'extinction des droits civils, tandis que le mot de naturalisation aurait réduit la proposition à l'examen de quelques cas d'acquisition de la qualité de Français. » (D. P. 1889, 4^e partie p. 61).

« Attendu que la loi elle-même a restreint le « sens du mot naturalisation » en énumérant dans ce nouvel article 8, par. 5 « du Code civil, « immédiatement après avoir déclaré Français les

« étrangers naturalisés, quels étaient ceux qui
 « pouvaient être naturalisés et considérés comme
 « tels ; que, dans les nouveaux article 18 et 19
 « civ. elle a édicté des dispositions spéciales pour
 « faire acquérir la nationalité française aux enfants
 « mineurs des anciens Français et des Françaises
 « veuves d'un étranger qui recouvrent la qualité
 « de Français, tandis que ces dispositions auraient
 « été inutiles si l'art. 12 était applicable à tous
 « ceux qui deviennent Français soit par la natura-
 « lisation, soit par le bienfait de la loi ; qu'il en
 « résulte que la loi du 26 juin 1889 a bien entendu
 « restreindre le bénéfice de l'art. 12 aux enfants
 « mineurs des étrangers qui se font naturaliser,
 « c'est-à-dire qui obtiennent la naturalisation par
 « la collation de lettres patentes. »

Le dernier argument, spécial à l'espèce, n'a peut-être pas la valeur des premiers. Le tribunal s'appuie sur ce que ces femmes « ne deviennent
 « Françaises que par voie de conséquence, par
 « suite de leur entrée dans une famille dont le
 « chef est Français, tandis que leurs enfants na-
 « turels ou issus d'une précédente union restent
 « en dehors de la famille nouvellement constituée
 « et ne sont pas soumis à l'autorité de son chef. »
 L'affirmation formulée à la fin de la phrase n'est-elle pas un peu téméraire et ne résout-elle pas la question par la question ?

Quoi qu'il en fût, la Cour de Nancy, le 23 mars

1890¹, a infirmé le jugement de Sedan, pour adopter la doctrine de la Chancellerie. Au point de vue du texte, la Cour s'applique surtout à contredire les motifs des premiers juges. « Attendu, « dit l'arrêt, qu'en raison de la place même qu'il « occupe dans l'article 12, où sont d'abord posées « des règles relatives aussi bien à la nationalité « conférée par l'effet de la loi qu'à celle conférée par lettres patentes, il est naturel et logique « de penser que le parag. 3 de cet article englobe « et embrasse tous les cas qui peuvent se rattacher à cette double situation juridique.

« Attendu, d'autre part, que l'argumentation « que les premiers juges ont étayée sur l'économie « respective des nouveaux articles 12, 18 et 19 « n'est pas mieux justifiée; qu'il n'y a évidemment pas d'identité entre les prévisions auxquelles se réfère chacun de ces trois articles; « que, dans le parag. 3 de l'art. 12, la loi ne s'occupe que des enfants dont les parents viennent « d'acquérir pour la première fois la qualité de « Français, sans laisser entrevoir aucun esprit de « retour vers leur nationalité d'origine. » Cette prétendue réfutation des arguments de texte de la doctrine opposée ne nous paraît pas convaincante;

1. Pour le jugement et l'arrêt, V. *Revue pratique de droit international privé* 1890-91, p. 30. Ce qu'il y avait de piquant dans l'espèce, c'est que l'acquisition dont il s'agissait pour les enfants était prévue par l'art. 12 *in fine*, et celle de la mère par l'art. 12 *init.* — On pourrait peut-être reprocher au législateur d'avoir traité la question de l'effet collectif dans cet article.

ce que nous ne voyons pas surtout, c'est cette antinomie avec la réintégration. Certes, il y a une différence entre les deux situations, mais elle est à notre avis en faveur de la réintégration, et c'est dans ce cas plus que dans tout autre que l'on devrait admettre l'extension aux enfants mineurs (v. la proposition Balbie de 1882). Toujours, c'est se contredire que de soutenir, comme le dit aussi la Cour, qu'un texte était nécessaire pour le cas de l'article 48, alors qu'il ne l'était pas pour celui de l'article 42, 1^{er} alinéa, car les alinéas 2 et 3 prévoient une hypothèse toute différente.

D'ailleurs, la Cour a si bien compris qu'elle ne pouvait rien trouver dans la lettre de la loi, qu'elle se retranche dans son esprit et termine en disant « qu'on ne comprendrait pas que le législateur, « dominé par le désir d'identifier le sort des enfants mineurs à celui de leurs parents qui viennent d'acquérir une nationalité nouvelle, n'eût « voulu protéger l'unité de la famille qu'au profit « de ceux qui deviennent Français en vertu de « lettres patentes de naturalisation, et qu'il l'eût, « sans raison, arbitrairement et capricieusement « sacrifié à l'encontre de ceux qui l'acquièrent » par le bienfait de la loi ; que les uns et les autres « sont également dignes d'intérêt et ont droit à « la même protection. » Nous nous associons aux vœux de la Cour de Nancy ; mais nous ne voyons là que des raisons législatives qui seraient peut-être suffisantes pour faire réformer la loi, mais ne

le sont certainement pas pour l'interpréter. Ce n'est pas en présence des divergences d'opinion qui se sont manifestées au Sénat, ce n'est pas en ayant sous les yeux la distinction faite par M. A. Dubost à la Chambre des députés, que l'on peut se fonder sur l'intention du législateur et soutenir qu'il a voulu que l'acquisition de la nationalité française s'étendît dans tous les cas aux enfants mineurs. La loi de 1889 est une œuvre de transaction entre les deux principes ; on ne doit pas faire l'application du principe de l'effet collectif en dehors du cas où elle l'a expressément décidé.

Nous n'en sommes pas moins convaincu que la loi serait plus en harmonie avec elle-même, si la doctrine de la Cour de Nancy était vraie ; — il serait bon que le législateur intervînt pour rétablir cette harmonie, soit par une réforme, soit par voie d'interprétation législative. — Cela serait utile surtout dans l'espèce que nous venons d'analyser et qui n'est même pas prévue par le décret du 13 août 1889.

Descendants des religionnaires fugitifs. — L'article 4 de la loi du 26 juin 1889 décide qu'ils « continueront à profiter des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret « ne produira d'effet que pour l'avenir. »

Tout effet rétroactif étant écarté par la loi, on peut se demander si les enfants mineurs suivent ici la condition nouvelle de leur père.

On peut dire avec raison qu'il y a là une naturalisation de faveur, car, alors même qu'on ne lui donnerait qu'une mission de contrôle¹, le Gouvernement intervient et c'est de lui que dépend l'acquisition de la qualité de Français ; il y a quelque chose d'analogue à la réintégration. De ce qu'il y a une sorte de naturalisation, on pourrait en conclure que ses effets se produisent dans la personne des enfants mineurs du bénéficiaire². Il semble pourtant bien difficile d'admettre cette solution en présence des termes de l'art. 4 de la loi de 1889 qui exige un « *décret spécial pour chaque demandeur.* » Les enfants resteront donc étrangers, mais ils pourront devenir Français facilement, et alors d'une manière irrévocable, avec l'assistance de leur représentant légal, en invoquant le bénéfice de l'art. 4 de la loi du 15 décembre 1890. Ils se trouveront dans une situation analogue à celle qui résulte de l'article 19 actuel du Code civil, avec cette différence que leur liberté est mieux respectée puisque les enfants interviennent personnellement ; c'est le système de la loi du 14 fév. 1882.

Petits-enfants du naturalisé. — Deviendront-ils français par suite de la naturalisation de leur aïeul ? Pour que la question se pose, il faut supposer que les enfants ont perdu leurs père et

1. Stemler. *Journal* 1890 p. 575.

2. Vincent. *Droit* des 3-4 février 1890.

mère, et qu'ils se rattachent directement à l'aïeul naturalisé, sinon leur nationalité dépend uniquement de celle de leurs parents. Dans l'hypothèse des orphelins, MM. Dreyfus et Lesueur¹ disent qu'il est « incontestable » que l'art. 12, par. 2 et 3 s'applique aux petits enfants². Ces auteurs s'appuient sur le texte de la Chambre des députés (art. 18) qui disait : « Les enfants mineurs du père, « de la mère ou *des majeurs* deviennent Français³. » Le texte actuel ne parle plus des enfants des majeurs ; nous ne voyons pas comment on peut invoquer cette rédaction, qui serait plutôt de nature à fournir un argument *a contrario* à l'opinion opposée, que nous admettons. — Il est plus juste de considérer qu'il y a une analogie de situation impliquant l'extension de la solution aux petits enfants qui représentent les enfants qui ne sont plus, et on veut leur donner tous les avantages qu'ils auraient eus si leurs parents vivants avaient joint leur demande à celle de l'aïeul. Mais nous venons de voir qu'un argument d'analogie ne suffit pas pour faire admettre l'effet collectif dans le silence de la loi. Et, d'ailleurs, les diverses hypothèses énumérées par M. le rapporteur Delsol et

1. *France judiciaire*, 1890, p. 155.

2. Il en serait de même pour le cas de l'art. 18.

3. Le mieux est de ne pas tenir compte de cette ancienne rédaction qui aboutissait au fond au même résultat que la rédaction actuelle ; nous croyons en effet que les enfants majeurs dont on parlait, étaient ceux qui avaient eux-mêmes profité des facilités que leur offrait l'article 18 du Code civil.

résumées par la formule de l'article 12 laissent tout à fait de côté la naturalisation des grands-parents et semblent exclure ce cas. C'est un ordre d'idées tout différent et qui eût nécessité une réglementation spéciale à cause des complications que cette extension pourrait entraîner. Dans les cas prévus par la loi, le sort de l'enfant ne dépend que d'une seule personne. Pendant le mariage, et même tant que le père existe, lui seul peut par sa naturalisation changer l'état de l'enfant; après la mort du père, l'influence est donnée au changement de nationalité de la mère : puis la mère vient à mourir et l'enfant a encore ses aïeux paternels et maternels. Lequel de ces ascendants pourra faire suivre sa condition au mineur ? Si l'on admet l'effet collectif de la naturalisation de l'un quelconque des grands-parents, on produira souvent un résultat contraire à la réalité des faits et aux intérêts de celui que l'on veut favoriser. Quant à faire des distinctions, ce serait un système qui nous mènerait à l'arbitraire le plus complet. Nous pensons que les petits-enfants resteront étrangers.

Enfants mineurs d'étrangers naturalisés avant la loi du 26 juin 1889. — La loi du 26 juin 1889, comme toutes les lois sur l'état des personnes s'est appliquée immédiatement à tous ; mais elle n'a pas atteint les actes passés sous l'empire de la législation précédente. On ne revient pas sur les faits accomplis. Ainsi, une naturalisation obtenue

avant la loi actuelle sera complètement respectée, de même, pour les enfants mineurs d'un étranger naturalisé qui ont atteint leur majorité, ou qui ont invoqué les lois de 1882 et de 1883, leur situation sera inattaquable. Mais un doute s'est élevé pour les enfants qui n'avaient pas encore pris parti lorsque la loi du 26 juin 1889 a été promulguée. Deviennent-ils Français ? L'affirmative est admise par la chancellerie, et la jurisprudence a adopté cette opinion. Un arrêt de la cour de Nancy ¹ l'a décidé implicitement pour le mariage de la mère avec un Français ; le mariage était antérieur à la loi de 1889, mais l'enfant était encore mineur. A plus forte raison, faut-il dire de même en cas de naturalisation véritable. Il arrivera cependant, et cela choque MM. Dreyfus et Lesueur ², que les effets d'une naturalisation ancienne seront réglés par une loi nouvelle. Cela est vrai, mais, en réalité, tout repose sur la question de savoir si l'on se trouvait en présence de droits acquis ; nous répondrons que ces prétendus droits n'existent pas ici. On comprendrait que les enfants voulussent conserver le bénéfice des lois de 1851, 1882, 1883, mais cela est impossible, car ces lois ont été formellement abrogées. Ils ont donc avantage à invoquer la loi de 1889, sinon ils se trouveraient, au point de vue de l'acquisition de la nationalité

1. Nancy, 25 mars 1890. *Rev. prat. de dr. int. privé* 1890-91, p. 30.

2. *France judiciaire* 1890, p. 153.

française, dans une situation moins favorable qu'avant le changement de législation, ce qui est absolument contraire à l'esprit et aux tendances de la loi actuelle. Pourtant on invoque en sens opposé le texte de l'article 12 (qui se *font* naturaliser, décret qui *naturalise*). L'emploi du présent paraît exclure les naturalisations passées. Cet argument de texte n'est pas convaincant ; il y a là une pure question de rédaction ; on a mis tous les verbes de la phrase au présent ; l'emploi de ce temps pourrait plutôt servir à prouver que la loi s'applique immédiatement. Les intéressés, nous l'avons vu, n'ont pas à se plaindre de l'affirmative. Dans ce sens nous pouvons citer deux *décisions ministérielles* de l'année 1891 (lettres au préfet de la Seine) pour le cas de l'article 18 et celui de l'article 19¹.

La première lettre est du 28 avril. Il s'agissait d'un jeune homme, né le 26 juin 1871 à Schlestadt (Alsace-Lorraine) et dont le père avait été réintégré par décret du 20 septembre 1885. Le Garde des Sceaux, consulté, répondit : « Le sieur « D. étant mineur lors de la promulgation de la loi « du 26 juin 1889, « sur la nationalité », *a été saisi « par cette loi*, en tant que fils mineur d'un père « réintégré dans la qualité de Français et *devenu « Français* comme conséquence de cette réinté-

1. Je dois la communication de ces décisions et de celle que nous avons citée à propos de la légitimation, à M. A. Harrewyn, rédacteur à la Préfecture de la Seine.

« gration. Il conservera définitivement cette qualité, s'il ne la répudie dans l'année de sa majorité, en remplissant les conditions exigées par l'article 8, par. 4, *in fine* du Code civil. Si le sieur D... fils désire s'assurer dès maintenant et définitivement la qualité de Français, il appartient à son père de se présenter devant le juge de paix du canton, etc., et de déclarer que son fils désirant s'assurer définitivement la nationalité française, il renonce en son nom au droit que lui confère l'article 18 de décliner cette nationalité dans l'année de sa majorité. »

Dans la seconde lettre (23 mai 1891), il s'agissait d'une femme ayant recouvré la qualité de Française en vertu de l'article 19 ancien. « Quant à ses enfants, dit le ministre, ils peuvent dès aujourd'hui acquérir la qualité de Français par application de l'article 10. » Le bénéfice de l'art 19 restait acquis à la mère.

Influence sur la nationalité des enfants de leur participation aux opérations du recrutement.

Nous nous trouvons ici en présence de dispositions telles, que l'on peut se demander si le droit d'option dans l'année de leur majorité réservé aux enfants mineurs de celui qui acquiert ou qui recouvre la nationalité française n'est pas un vain mot à l'égard de ses fils.

D'après l'article 11 de la loi du 15 juillet 1889¹

1. Elle a été réglementée par le décret du 28 septembre 1889.

sur le recrutement de l'armée, les jeunes gens dont la nationalité dépend d'une option, sont portés... sur les tableaux de recensement de la « classe dont la formation suit l'époque de leur « majorité. » C'est la reproduction du système de la loi de 1872. Il faut compléter l'article 11 par l'article 12 qui décide que « les individus devenus « Français par voie de naturalisation, réintégration, ou déclaration faite conformément aux « lois sont portés sur les tableaux de recensement « de la première classe formée après leur changement de nationalité. — Les individus inscrits « sur les tableaux de recensement en vertu du « présent article et de l'article précédent ne sont « assujettis qu'aux obligations de service de la « classe à laquelle ils appartiennent par leur « âge. »

Mais l'article 11 va plus loin. Après avoir formulé la règle que nous venons de citer pour « les « individus déclarés Français en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 16 déc. 1874, » et l'avoir reproduite pour les individus nés en France d'étrangers et résidant en France, il ajoute pour ces derniers : « Ils peuvent réclamer contre leur « inscription lors de l'examen du tableau de recensement et lors de leur convocation au conseil de révision, conformément à l'article 16 « ci-après. — *S'ils ne réclament pas, le tirage au « sort équivalra pour eux à la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil. S'ils se font*

« rayer, ils seront immédiatement déchus du bénéfice dudit article. »

« Les mêmes dispositions sont applicables aux individus résidant en France et nés en pays étranger, soit d'un étranger qui depuis a été naturalisé Français, soit d'un Français ayant perdu la qualité de Français, mais qui l'a recouvrée ultérieurement, si ces individus étaient mineurs lorsque leurs parents ont acquis ou recouvré la nationalité française. »

D'après la loi militaire, la participation aux opérations du recrutement fait acquérir la qualité de Français. On comprend l'idée qui a pu dicter cette solution ; il y a là un fait qui ressemble à une option tacite et l'on ne veut pas introduire dans l'armée des Français douteux. Nous ferons observer qu'en réalité, on raccourcit le délai d'option accordé à l'enfant, et que l'on peut arriver à le faire opter pendant sa minorité sans entourer son choix des garanties ordinaires. Et encore, y a-t-il bien toujours manifestation de volonté de l'intéressé ? S'il se fait inscrire, s'il tire lui-même, ou par l'intermédiaire de son représentant légal, rien de mieux ; mais tout peut se passer en dehors de lui, il peut être inscrit par erreur, puis, le jour du tirage arrivé, le maire tirera pour lui, et cela suffira pour qu'il devienne Français irrévocablement. Son droit d'option sera à la merci d'une violation de la loi, d'une erreur d'écritures. Mais, pourra-t-on dire, il a le droit de réclamer et de

faire considérer les opérations comme non avenues à son égard. Cela est incontestable ; il y gagnera même de ne pas être considéré comme insoumis, mais sa situation ne sera plus intacte ; sa protestation le fera considérer définitivement comme étranger ; il ne pourra pas se borner à faire reculer l'appel au moment de sa majorité. C'est surtout sur ce point que l'innovation nous semble critiquable.

Il y a plus. La loi sur le recrutement, quoique postérieure à la loi du 26 juin 1889, se réfère dans l'article 44 à la législation antérieure, actuellement abrogée. Il y a là un oubli des plus regrettables et donnant lieu à de grandes difficultés. Les auteurs mêmes de la loi ont donné à ce texte un caractère provisoire¹. « L'alinéa 1^{er} n'a plus d'utilité, la loi de 1874 et la situation qu'elle prévoyait ayant disparu. Quant au 2^e alinéa qu'il faut combiner avec le troisième, il se réfère à l'article 9 du Code civil. L'art. 9 actuel prévoit le cas de l'enfant né en France d'un étranger et *non domicilié* à l'époque de sa majorité, il lui permet de devenir Français par déclaration, en faisant soumission d'établir son domicile en France, et à la fin ajouté : « Il devient également Français si, « ayant été porté sur le tableau de recensement, « il prend part aux opérations de recrutement

1. Rabany, *la loi sur le recrutement*, d'après l'extrait cité dans *Revue gén. d'adminis.* 1890 p. 129 et s. — Comp. Cogordan, 2^e éd. p. 94 note 1.

« sans opposer son extranéité. » Il y a dans cette disposition une grande analogie avec l'article 11 de la loi militaire. Malheureusement, ce n'est pas à cette hypothèse que l'article 11 se réfère ; il suppose que les jeunes gens dont il parle ont à faire la déclaration de l'article 9 et cela n'est plus vrai depuis la loi du 26 juin 1889 ; ils n'ont plus à réclamer la qualité de Français, mais ils ont cette qualité avec faculté de répudiation ; la déclaration qu'ils ont à faire est celle de l'art. 8, 4°. — Si l'on prend la loi militaire à la lettre, elle n'a pas de sens ; tout ce qu'on peut se demander, c'est s'il est permis à l'interprète de corriger le texte pour le mettre d'accord avec les situations qu'il prévoit ; la participation aux opérations vaudrait ainsi renonciation au droit de décliner la nationalité française et le refus de participer équivaldrait à l'usage anticipé de ce droit. En cas de soumission, il y a plus de raisons pour présumer la volonté de rester Français chez des jeunes gens qui le sont déjà, que dans le cas de l'article 9 où il s'agit d'étrangers. C'est ce qu'admettent MM. Cogordan et Despagnet¹. Mais au fond ces auteurs ont plutôt la prétention d'étendre l'art. 9 par. 3 du code civil, que de rétablir le sens de l'article 11 de la loi du 15 juillet 1889. Or il est presque certain, si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi du 26 juin, que l'on n'a pas

1. Cogordan, 2^e édit. p. 94 et s. — Despagnet, *Droit* du 19 oct. 1889.

voulu cette extension ; c'est dans le but d'éviter toute équivoque que l'on a changé la rédaction du parag. 3 de l'article 9. Au lieu de répéter « tout « individu né en France d'un étranger », on a mis le pronom « Il » qui se réfère à ce qui précède. M. Delsol, dans son rapport du 3 juin au Sénat, disait : « Ce paragraphe vise comme les deux premiers, l'individu né en France d'un étranger et « qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité, mais il suppose qu'au lieu de faire sa « soumission de fixer en France son domicile, il « prend part aux opérations du recrutement sans « opposer son extranéité. » Le rapport de M. A. Dubost au retour du projet à la Chambre était également dans ce sens.

Si l'on applique l'article 11 de la loi du 15 juillet 1889 aux enfants dont nous nous occupons, il faudra dire que s'ils protestent contre leur inscription, ils cesseront définitivement d'être Français. On comprenait qu'un étranger pût ainsi perdre le droit d'invoquer l'article 9, mais ici la situation est inverse. La loi de 1874 et à sa suite l'art. 8, 4^e actuel du code civil n'admettent pas que l'on puisse si facilement dépouiller la qualité de Français ; ils exigent des justifications et entre autres la preuve que l'on a accompli ses devoirs militaires vis à vis du pays dont on se réclame ; il serait étonnant que le fait d'avoir refusé de satisfaire à la loi militaire française pût dispenser d'apporter ces justifications, ce serait trop favoriser ceux dont

la situation douteuse a si justement préoccupé le législateur. Ces craintes ne se réaliseront pas dans la pratique si l'on se reporte à l'*instruction générale du ministre de la guerre, du 4 décembre 1889*, qui a organisé un système spécial ; on applique l'article 11 de la loi militaire et on le corrige ; on exige la production des certificats de l'art. 8, par. 4 du Code civil¹. Les jeunes gens sont inscrits, même d'office, avec la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité ; on les empêche ainsi de réduire à un an la durée de leur service militaire, mais cette disposition a l'inconvénient de raccourcir le délai d'option qui devrait s'étendre à toute leur vingt-deuxième année, et ils peuvent ne pas avoir le temps de se procurer les certificats exigés. (v. cependant ce que le rapporteur, M. Dubost, a répondu à M. des Rotours, à la Chambre, le 19 mars 1889, lors de la discussion de la loi sur la nationalité ²). — Si nous supposons que les enfants ont été inscrits pendant leur minorité, ils pourront demander leur radiation provisoire qui deviendra définitive si après leur majorité « ils ont établi régulièrement leur qualité d'étranger³. »

Nous avons déjà dit que dans le cas de l'article

1. Rabany, *op. cit.* tome II, p. 321. — Vincent, *droit* du 12 février 1890.

2. Dreyfus et Lesueur. *La nationalité*, p. 245.

3. *Revue générale d'administration* (Extrait de Rabany) 1890, p. 138.

19 du Code civil, les enfants mineurs ne deviennent pas de plein droit Français, mais, en leur qualité d'enfants d'une ancienne Française, ils peuvent invoquer l'article 10 du Code civil, c'est-à-dire réclamer la qualité de Français aux conditions établies par l'article 9. Il faut écarter le cas où l'enfant est né en France et y est domicilié lors de sa majorité ; il est alors Français sauf répudiation (art. 8, 4^o) ; de même, s'il est né en France, il rentrera dans le cas de l'article 9. Pour que l'enfant relève directement de l'article 10, il faut supposer qu'il n'est pas né en France. C'est sans doute cette hypothèse que l'article 10 avait en vue dans sa partie finale quand il a dit que l'enfant pourra invoquer l'article 9 « à moins que, « *domicilié en France et appelé sous les drapeaux* « *lors de majorité*, il n'ait revendiqué la qualité « d'étranger¹. » Sans cela, on ne comprendrait guère le sens de cette disposition. Tel est l'avis des auteurs qui ont écrit sur la question (Vincent, *lois nouvelles*, 1889, n^o 12. — Weiss, *journal*, 1890, p. 5 et s. — Despagnet. *Droit* du 19 oct. 1889).

1. Il ne diffère alors de l'enfant dont s'occupent les articles 12 et 18 qu'en ce qu'on ne saura pas s'il relève de l'article 8, 4^o avant sa majorité ; tandis que, dans le cas des articles 12 et 18, il est Français sauf répudiation dès le moment de la naturalisation ou de la réintégration des parents.

2. Cette disposition a été ajoutée par la commission de la Chambre et, d'après M. A. Dubost, on visait tous les individus qui, au moment de l'appel sous les drapeaux, se seraient soustraits au « service militaire en excipant de l'art. 9. » On aurait voulu en quelque sorte compléter l'article 9 *in fine*. Le texte adopté semble contredire cette assertion.

Mais ces auteurs supposent qu'il n'y a pas eu réintégration, ce qui devrait logiquement être le seul cas d'application de l'article 10, et, observant que, dans ce cas, les enfants n'étant pas nés en France, la loi militaire ne prévoit pas leur inscription sur les tableaux de recensement (art. 11, 3^e al. a contrario, l. du 15 juillet), il conclut, suivant l'expression de M. Weiss, à « une impossibilité juridique. » Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que la circulaire du 23 août 1889 suppose justement qu'il s'agit ici d'individus nés en France : « Il y a lieu « de veiller, » dit-elle, « à ce que l'individu né en « France de parents dont l'un a perdu la qualité « de Français et qui se réclame de l'art. 10 du Code « civil, établisse quel était son domicile et celui de « ses parents à l'époque de sa majorité, telle « qu'elle est réglée par la loi française, afin de « permettre de vérifier si, lors de sa majorité, il « n'a pas revendiqué la qualité d'étranger pour « échapper au service militaire. Dans le cas de « l'affirmative, en effet, la loi le déclare *déchu du « droit de réclamer la qualité* de Français. » Nous croyons qu'il ne faut tenir aucun compte de ce passage qui n'aboutirait à rien moins qu'à écarter la seule hypothèse où l'article 10 ait une signification et une utilité.

Les auteurs que nous venons de mentionner n'ont pas prévu le cas de l'article 19 du Code civil ; c'est justement à notre avis dans cette hypothèse, grâce, il est vrai, à l'inadvertance de la loi du 26

juin 1889, que l'article 10 *in fine* pourra trouver son application. Il y a ici un élément de plus, la réintégration de la mère, et ce fait suffira (art. 11, par 3, l. du 15 juillet 1889) pour donner lieu à l'inscription sur les listes de recrutement. — Il faudra même dépasser la limitation de l'article 10 et appliquer purement et simplement la disposition de l'article 11 de la loi militaire. Nous aboutissons ici à un accord de textes, résultant d'une double erreur du législateur. C'est une solution bien imprévue et qui n'empêche pas de souhaiter que les Chambres soient bientôt saisies de l'ensemble de la question pour lui donner une solution définitive.

§ II. — Perte de la qualité de Français.

Le Code civil actuel est muet comme le texte ancien sur notre question. Il semble donc assez naturel d'admettre, comme avant la loi du 26 juin 1889, que la perte de la nationalité française a des effets purement individuels. Pourtant, les auteurs sont vivement partagés sur ce point.

Toute la difficulté vient de ce que l'article 12 nouveau étend aux enfants mineurs de l'étranger naturalisé en France les effets de la naturalisation de leur père. Certains auteurs en ont conclu que, par réciprocité, il fallait, même dans le silence de la loi, étendre cette solution au cas de perte de la nationalité française.

« Aujourd'hui, dit M. Cohendy ¹, la législation
« sur les effets de la naturalisation a changé ;
« d'après la loi nouvelle, la naturalisation d'un
« étranger en France est à certains égards collec-
« tive ; elle s'étend de plein droit, tout au moins
« aux enfants mineurs. Et, dès lors, ne faut-il pas
« moins décider pour être logique avec la règle
« constante de notre droit que rappelait le rap-
« porteur de la Commission, que cette disposition
« de la loi nouvelle doit aussi s'appliquer à la na-
« turalisation d'un Français à l'étranger, en d'au-
« tres termes, que cette naturalisation est collec-
« tive à l'égard des enfants mineurs ? » Nous
croyons que M. Cohendy se méprend sur les in-
tentions du législateur, et nous dirons qu'aujour-
d'hui comme avant la loi du 26 juin 1889, la perte
de la qualité de Français est individuelle ; nous
mettons d'ailleurs en dehors du débat le cas où la
perte ne coïnciderait pas avec l'acquisition d'une
autre nationalité. M. Cohendy admet lui-même
que les déchéances ne s'étendent pas. — Mais
nous dirons que cette solution est vraie même
dans le cas d'une naturalisation du père à l'étran-
ger, et alors même que, d'après la loi du pays,
elle s'étendrait à ses enfants mineurs. Nous refu-
sons de reconnaître que la loi nouvelle ait fait
de l'effet collectif du changement de nationalité
un principe général de notre droit. Elle se borne

1. *Droit* du 3 Novembre 1889.

à dire qu'il en sera ainsi dans certains cas d'acquisition de la qualité de Français et nous avons déjà vu que, sur ce point, la loi ne doit pas être étendue. En effet, on était loin d'être unanime, au moins au Sénat, sur l'opportunité de l'innovation. Cette interprétation restrictive doit être suivie à plus forte raison quand il s'agit de faire perdre à la France des citoyens. Sans doute, le système antérieur était plus logique et plus harmonieux quand il réglait, d'une façon uniforme au point de vue de la loi française, la naturalisation en France et à l'étranger ; sans doute, l'ordre public est intéressé dans une très large mesure à ce que l'on donne la même solution dans les deux cas. Mais tout cela ne nous semble pas suffisant pour appliquer à la perte de la nationalité française, en dehors d'un ordre formel de la loi, des textes écrits pour l'acquisition de cette nationalité. — Cela avait été décidé par l'arrêt de la cour de Cassation du 3 août 1871 qui avait refusé d'appliquer l'article 9 par esprit de réciprocité à l'enfant né à l'étranger d'un Français. Il y a bien là une « règle constante de notre droit, » et personne, à notre avis, ne peut venir soutenir que cette règle ait été abrogée en quoi que ce soit par le législateur de 1889. — Cette extension d'un cas à l'autre ne pouvant pas se faire, nous ne pourrions admettre l'effet collectif qu'à l'aide d'un texte et ce texte n'existe pas¹.

1. Notre opinion est admise par la chancellerie. — V. Vincent (*Lois*

Notre doctrine trouve un appui très fort dans les travaux préparatoires. — Si nous examinons les transformations successives de la proposition de loi, nous voyons que le projet du Conseil d'Etat, le premier où l'on parle d'effet collectif, appliquait la solution logiquement au cas de perte de la nationalité ; l'article 13 disait : « la perte de la qualité de Français, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 3 de l'article 12¹, s'étend [à la femme] et aux enfants mineurs, à la double condition qu'ils ne résident pas en France et que la nationalité nouvelle leur soit acquise par le fait de la naturalisation à l'étranger du [mari ou du] père. » Cette disposition avait le double avantage d'éviter à la fois l'heimathlosat et le cumul de deux nationalités. — Ce système était reproduit dans l'article 17 nouveau *in fine* du Code civil, dans le texte proposé par la Commission du Sénat après examen du projet du Conseil d'Etat et adopté par la Haute-Assemblée en première lecture le 15 novembre 1886. D'après ces dispositions, la question ne faisait pas de doute, et encore il fallait interpréter ces textes restrictivement ; on ne devait pas les étendre au cas de la femme devenant étrangère par son mariage. Cela résulte des explications échangées entre M. Léon Clément et M. Batbie,

nouv. 1889) n° 187. — Stemler, *Journal*, 1890, p. 582. Audinet, *Rev. crit.* 1891, *loc. cit.* Cogordan, 2^e éd. p. 349.

¹. C'est en cas de naturalisation à l'étranger, ou d'option en France pour la nationalité étrangère.

rapporteur. Le premier se plaignant de ce qu'une femme veuve pourrait en épousant un étranger faire perdre à ses enfants mineurs la qualité de Français, M. Batbie lui répondit que le danger n'existait pas, puisque le projet n'admettait pas cette conséquence et il disait : « Nous n'avons
« rien entendu changer au système qui est actuel-
« lement en vigueur en ce qui concerne la femme
« qui se marie. Nous avons même reproduit le
« texte du Code civil. » C'est la méthode d'interprétation proposée par M. Batbie que nous avons employée dans toute cette discussion.

Entre la première et la seconde délibération, le projet fut profondément remanié et, dans le texte nouveau voté en février 1887, il n'est plus du tout question du sort des enfants mineurs de celui qui cesse d'être Français. Ce silence a persisté jusqu'au vote définitif de la loi. N'y a-t-il pas là une forte déduction à faire en faveur du maintien du système du Code civil? Le conseil d'Etat propose une innovation, on la supprime ; on peut, sans trop de présomption, en conclure qu'on a voulu revenir au régime antérieur. D'ailleurs, la question a été soulevée au Sénat quand le projet revint de la Chambre des députés. M. Clément aurait voulu que l'on n'admît pas le système de la naturalisation collective et, pour effrayer ses collègues sur les conséquences du vote qu'ils allaient émettre, il fit craindre la réciprocité. — « Il faut son-
« ger, dit-il, à la réciprocité nécessaire qui sera

« réclamée par les nations voisines. Elles nous di-
« ront : mais subissez la loi que vous avez faite,
« reconnaissez que dans tous les cas où vous ad-
« mettez qu'une femme (le même raisonnement
« peut se faire pour le père) peut faire de ses en-
« fants mineurs étrangers des enfants français, une
« femme d'origine française qui passe à une na-
« tionalité étrangère fera perdre la qualité de
« Français à ses enfants. Il n'est pas possible que
« nous prétendions traiter d'une façon la femme
« et ses enfants d'origine étrangère qui sont deve-
« nus Français et traiter différemment la femme
« et ses enfants d'origine française qui sont deve-
« nus étrangers... la réciprocité s'impose... On aura
« beau dire qu'il ne s'agit que de l'acquisition de
« la qualité de Français, il n'en est pas moins vrai
« que c'est un principe que nous posons et que
« nous offrons comme modèle, comme type de lé-
« gislation aux nations étrangères, et qu'elles
« pourront, par conséquent, retourner contre
« nous. »

A cela M. Delsol, rapporteur de la Commission,
de répondre : « Cette argumentation, Messieurs,
« nous l'avions entendue déjà dans la Commission,
« et elle ne nous avait ni touchés ni convaincus ;
« voici pourquoi :

« Lorsqu'une femme étrangère ¹ qui avait épousé

1. Il en serait de même s'il s'agissait de la naturalisation du père à l'étranger. L'hypothèse dont parle M. Delsol correspond à l'art. 19 et le bénéfice de cet article ne s'étend pas de plein droit aux enfants,

« un Français redevient étrangère, est-ce à dire
 « que ses enfants, qui sont Français, vont perdre
 « leur nationalité ? *Pas le moins du monde.* Ces
 « enfants ne suivront nullement la nationalité de
 « la mère, car le *changement de nationalité de*
 « *leur mère n'est pas un fait qui puisse leur faire*
 « *perdre la qualité de Français.* La mère re-
 « deviendra Belge ou Italienne ; ils resteront
 « Français, c'est là *une règle constante de notre*
 « *droit civil.* » Si nous arrêtons ici la citation,
 ces paroles, placées dans la bouche du rapporteur,
 et rapprochées de ce qu'avait dit M. Batbie (*supra*
 p. 318), seraient tout à fait concluantes. Malheu-
 reusement, le reste de la réponse de M. Delsol est
 de nature à faire concevoir des doutes sur sa pen-
 sée. « Je suppose, dit-il, que la loi étrangère soit
 « conforme à la nôtre... *l'enfant mineur sera pré-*
 « *sumé suivre la nationalité de sa mère devenue*
 « *étrangère...* mais sous le bénéfice de son droit
 « d'option et... non, la réciprocité ne s'impose que
 « si cela résulte de la loi étrangère ; — nous ne
 « pouvons pas l'empêcher. »

En définitive, on ne peut guère tirer parti de
 cette discussion ni dans un sens ni dans l'autre ;
 nous avons déjà vu, à propos de l'article 19, que
 la confusion la plus grande y avait régné constam-

mais l'objection qu'on pourrait en tirer contre nous tombe d'elle-
 même, si l'on observe que le rapporteur semble supposer dans la
 discussion, à tort il est vrai, que l'article 19 a un effet collectif (V. *su-*
pra, article 19).

ment. D'ailleurs, les phrases que l'on peut relever contre nous n'ont à notre avis aucune portée. Les orateurs, quand ils parlent de la réciprocité, se placent au point de vue de l'Etat étranger dont l'ex-Français acquiert la nationalité. Et alors M. Delsol parle d'un résultat que l'on ne peut pas empêcher. M. Clément dit que l'on pose un principe « que les nations étrangères pourront « retourner contre nous. » Tout cela est clair jusqu'à l'évidence si l'on a voulu dire que l'on ne pouvait pas interdire aux Etats étrangers de décider que les enfants mineurs des Français naturalisés dans ces pays suivraient le sort de leur père au point de vue de l'acquisition de la nationalité ; mais rien de tout cela ne veut dire qu'ils perdront la qualité de Français. La loi n'établit rien de pareil et d'ailleurs M. Delsol, dans le seul passage où il parle vraiment de la loi française, nous dit qu'elle n'admet pas l'extension de la perte de notre nationalité aux enfants mineurs du ci-devant Français ; tout ce qu'a pu ajouter l'honorable rapporteur ne peut pas faire que la souveraineté de la France doive s'incliner, en dehors de la volonté expresse du législateur, devant les dispositions d'un code étranger. Ceux qui soutiennent le contraire peuvent donc dire tout au plus que la discussion du Sénat en 1889 n'a aucune importance. Mais cela ne diminue en rien la valeur du reste des travaux préparatoires et des arguments que nous avons présentés auparavant.

Nous ajouterons enfin qu'admettre l'opinion opposée serait aller à l'encontre des intentions du législateur de 1889 et de la Chambre des députés surtout qui tenait tant cependant à l'effet collectif de la naturalisation en France. Cet esprit se manifeste dans la loi nouvelle tout entière ; on facilite autant que possible, quand on ne va pas jusqu'à l'imposer, l'accès de la cité française, « le besoin « d'augmenter le nombre des Français, en ouvrant « largement les portes de la France aux étrangers « a prévalu sur toute autre considération¹. » En présence de cette préoccupation du Parlement et même de la presse et de l'opinion publique, on ne peut s'empêcher de décider que la naturalisation d'un Français à l'étranger se limite à sa personne et que ses enfants mineurs restent Français.

Cette distinction entre la perte et l'acquisition de la qualité de Français est, il faut le reconnaître, et tous les auteurs le font, peu logique et peu juridique. L'intérêt bien compris de la France était plutôt d'accepter cette réciprocité tant redoutée par M. Clément. Que gagnons-nous à conserver notre nationalité à des enfants qui ont acquis en même temps que leur père une nationalité étrangère et qui se sont sans doute établis avec lui dans leur nouvelle patrie ? Il en résultera uniquement des conflits regrettables qui donneront lieu à des difficultés quelquefois insolubles. Nous

1. Audinet, *Revue critique* 1891, *loc. cit.*

ferons remarquer avec M. Audinet qu'il n'y avait guère à craindre des manœuvres faites dans le but d'échapper à la loi militaire, car les enfants ne cesseraient d'être Français que si leur père cesse lui-même de l'être, et s'ils ont acquis la nouvelle nationalité de leur auteur. Le Conseil d'État et le projet adopté par le Sénat en première lecture exigeaient même la résidence à l'étranger ; de telles conditions étaient bien faites pour déjouer toute tentative de fraude.

Il faut cependant rendre justice à la loi du 26 juin 1889. Le nouvel *article 17* du Code civil dit en effet :

« Perdent la qualité de Français :

« 1° Le Français naturalisé à l'étranger ou *celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi.*

« S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée du gouvernement français¹. »

L'enfant qui aura profité à l'étranger du bienfait de la loi perdra la qualité de Français. Il y a là un tempérament très appréciable à la solution que nous critiquions tout à l'heure tout en nous résignant à l'accepter ; mais la disposition finale,

1. Nous ferons remarquer que la loi du 26 juin 1889, a abrogé les fameux décrets de 1809 et de 1811.

fondée d'ailleurs sur l'intérêt national, laissera subsister de grandes difficultés dans la pratique.

Nous croyons que pour acquérir la nationalité étrangère par l'effet de la loi et pour que cette demande fasse perdre la qualité de Français, il faut que l'enfant ait la même capacité que pour se faire naturaliser, c'est-à-dire ait atteint sa majorité ; en effet, pour le mineur, la règle est l'incapacité. C'est ce que remarque M. Cogordan¹ tout en le regrettant.

Et maintenant, pour apprécier en quelques mots la législation française sur les enfants mineurs dont les parents changent de nationalité, nous dirons que si la loi du 26 juin 1889 a introduit d'heureuses innovations, elle a malheureusement le grand tort de ne pas être une œuvre suffisamment coordonnée. En effet, la loi admet deux systèmes différents suivant qu'il s'agit de l'acquisition ou de la perte de la qualité de Français ; et même pour l'acquisition de la nationalité, nous avons constaté des lacunes, à propos du bienfait de la loi et de l'option des enfants pendant leur minorité et des contradictions relativement à l'article 19. Enfin, à propos du service militaire, sans parler des complications résultant de la loi du 15 juillet 1889, on a entravé indirecte-

1. V. édition, p. 249. En ce sens Audinet, *Rev. crit.* 1891, *loc. cit.*

ment l'exercice du droit d'option des jeunes gens. Nous espérons que bientôt le législateur lui-même comblera les lacunes qu'il a laissées dans la loi et rétablira la plus parfaite harmonie entre toutes ses dispositions.

CHAPITRE IV

CONFLITS DE LOIS. — MOYENS D'Y REMÉDIER

Lorsque l'on cherche à combiner les diverses législations sur la nationalité et notamment si on se place au point de vue des enfants mineurs, il peut se produire, pour employer les expressions consacrées, deux sortes de conflits, de nature tout à fait opposée et dont la solution est différente, les conflits *négatifs* et les conflits *positifs*.

I. — CONFLITS NÉGATIFS

Si nous supposons qu'un individu perd sa nationalité sans en acquérir une nouvelle, il y a un *conflit négatif*; à la vérité, il y a plutôt le contraire d'un conflit de lois, car les deux souverainetés en question se respectent au point de ne pas épuiser leur droit; mais il y a là une situation défectueuse qu'il faut chercher à éviter; cette position regrettable serait, par exemple, celle des enfants mineurs d'un Hongrois qui viendrait à obtenir la naturalisation en Russie; cet acte de leur père, suffisant pour leur faire perdre la qualité de Hongrois, ne le serait pas pour

leur conférer celle de Russes : ces enfants viendraient grossir la foule toujours trop grande des gens sans patrie, des *heimathlosen*, véritable fléau des sociétés modernes, contre lequel toutes les nations à l'heure actuelle s'efforcent de lutter. Cette sorte de conflits ne nous arrêtera pas longtemps, car le remède est facile à trouver : — il suffirait pour cela, comme l'a sagement fait la loi suisse du 3 juillet 1876, de décider que les citoyens ne peuvent perdre leur nationalité que lorsqu'ils en ont acquis une nouvelle ou que cette autre nationalité leur est assurée. Pour les enfants mineurs spécialement, c'est en ce sens qu'est rédigée la loi anglaise de 1870 et celle du Canada de 1881 ; tel était aussi le texte arrêté par le conseil d'État et voté à la première délibération par le Sénat français. Cette solution devrait être adoptée par tous les pays qui admettent que la perte de la nationalité des parents s'étend à leurs enfants, ce serait une restriction au principe qui serait facilement consentie par le législateur, car c'est un sentiment naturel et légitime pour un État que celui de vouloir conserver leur qualité à ceux de ses nationaux qui ne sont pas devenus citoyens ou sujets d'un autre état. — Le mouvement actuel en faveur de l'extension aux enfants mineurs de l'acquisition de la nationalité par leurs parents est aussi de nature à faire disparaître ces difficultés. Il en est de même des dispositions qui tendent à assimiler les étrangers établis depuis long-

temps dans le pays ou au moins leurs enfants qui y sont nés. — Mais ces dispositions tendant à imposer la nationalité ou à l'accorder plus facilement ne sont pas sans danger et peuvent amener dans les rapports internationaux des complications nombreuses, il ne faut les édicter qu'avec beaucoup de prudence.

II. — CONFLITS POSITIFS

Les complications que nous venons de faire pressentir, et dont l'étude nous arrêtera quelque temps, méritent seules à nos yeux le nom de conflits. Elles résultent de la dualité ou de la pluralité de nationalité, en un mot du *cosmopolitisme*, non moins à craindre pour l'Etat que l'héimathlosat, et engendrant pour les particuliers intéressés une situation parfois cruelle et toujours gênante. Ce résultat vient de ce que les nations sont généralement portées à s'exagérer l'étendue de leur souveraineté et, sous prétexte de faire respecter leur indépendance, ne tiennent peut-être pas assez compte de l'existence des pays voisins ; ces idées, dont l'exagération seule doit être critiquée, mais dont le principe est éminemment respectable, puisqu'il est le fondement même des Etats, rendent bien difficile la solution des conflits par voie d'actes unilatéraux. C'est surtout des traités, donnant lieu à des concessions réciproques sauvegardant la dignité de chacun des

contractants, qu'il faut espérer l'aplanissement de ces difficultés. — Nous examinerons successivement les principales hypothèses dans lesquelles ces conflits peuvent se produire, les lois qui ont essayé de les éviter, et les traités conclus pour les résoudre.

A. DIVERSES HYPOTHÈSES DE CONFLITS

Les législations en présence peuvent être soit identiques, soit opposées ; — il suffit, pour qu'il y ait conflit, qu'elles réclament toutes deux en même temps comme sujet le même individu. Nous nous placerons tour à tour à ces deux points de vue.

a) Conflits entre législations identiques. — Il faut supposer deux nations favorisant également l'acquisition de la nationalité, sans admettre la réciproque. Cela sera rare, car cela implique un défaut de logique du législateur. Ce résultat se produirait entre le Code civil français et la loi du Vénézuëla, chaque législation (bien qu'elles ne soient pas de tous points identiques) s'accordant pour admettre que les enfants mineurs suivent la condition de leurs parents quand ils deviennent citoyens, mais ne leur permettant pas de perdre cette qualité (le Vénézuëla admet même l'allégeance perpétuelle).

Deux pays soumis au Code civil français, la France et la Belgique, et qui sous le régime pur et simple de ce Code étaient à l'abri de tout con-

flit quant aux enfants mineurs du naturalisé, leur avaient donné naissance par suite du vote des lois de 1833 et de 1851 facilitant à ces enfants l'acquisition de la qualité de Belge ou de Français en leur permettant d'invoquer à leur majorité l'article 9 du Code civil. — Si l'enfant venait à réclamer le bénéfice de l'une de ces lois, son ancienne patrie continuait cependant à le considérer comme sien, ce qui donnait lieu à de grandes difficultés, surtout au point de vue du service militaire. — Le conflit s'est présenté à l'état aigu dans la fameuse affaire Carlier, par la manière dont elle a été tranchée par le tribunal de Valenciennes le 4 août 1881 et par la Cour de Douai le 14 décembre 1881. Le sieur Carlier, né en Belgique de parents Français, n'avait pas répondu en France à l'appel sous les drapeaux, mais avait été inscrit sur les listes du recrutement; puis, à sa majorité, il était devenu Belge en vertu de l'article 9 du Code civil ¹, et il intentait un procès contre le préfet du Nord pour se faire rayer du tableau de recensement; il alléguait entre autres choses qu'il était Belge. Les tribunaux le déboutèrent et le déclarèrent Français. Nous croyons que cette décision était exacte en droit ², tout en regrettant ses

1. Les raisonnements seraient les mêmes s'il s'agissait de l'enfant d'un naturalisé.

2. V. Herbaux, *Rev. pratique* 1882, t. LI, p. 155 et s. — Contra Renault, *Rev. crit.* 1832, p. 176 et s. — Folleville, *Consultation*. — Note de M. Esmein, sous l'arrêt de la cour de Douai du 14 déc. 1881, S. 1884, 2, 1.

conséquences. Nous avons déjà parlé de cette interprétation de l'article 17 du Code civil. Il nous suffit ici de savoir que telle était la jurisprudence pour déclarer qu'il y avait conflit. Nous donnerons quelques détails sur une convention entre la France et la Belgique, projetée à cette époque, abandonnée un moment, puis reprise depuis peu et promulguée.

Depuis la loi du 26 juin 1889, le nouvel article 17 du Code civil faisant perdre la qualité de Français à celui qui acquiert sur sa demande une nationalité étrangère, le conflit a beaucoup perdu de son importance, mais il subsiste encore à l'égard des personnes astreintes au service militaire, si elles n'ont pas obtenu l'autorisation du gouvernement français.

Un conflit semblable aurait pu se présenter pour la France avec la Grèce, le Brésil, avec tous les Etats, en un mot, qui suivaient le principe de l'effet purement individuel de la naturalisation tout en admettant, pour l'acquisition de la nationalité, des tempéraments à ce principe.

b) Législations pratiquant des systèmes opposés. — Pour que le conflit soit positif, il faut supposer qu'un citoyen d'un pays régi par le système restrictif et ayant des enfants mineurs se fasse naturaliser dans un Etat régi par le système extensif. C'est ce qui aurait lieu, par exemple, pour un Français naturalisé en Colombie; il en était de même pour nos nationaux devenant Genevois sous

l'empire de l'ancienne législation de ce canton (aujourd'hui, nos rapports avec la Suisse sont régis par un traité de 1879 que nous examinerons bientôt). Il en serait de même si nous supposions un Russe naturalisé en Hongrie, en Autriche, ou bien un Belge naturalisé actuellement en France.

En résumé, les lois qui admettent d'une manière réciproque l'effet collectif de la naturalisation ne produiront jamais entre elles de conflits positifs, mais en produiront toujours dans leurs rapports avec les nations dans lesquelles la perte de la nationalité est individuelle. Les autres lois ne produiront de difficultés par leur combinaison que si elles donnent aux enfants mineurs dont les parents ont changé de patrie, des facilités pour l'acquisition tout en les leur refusant pour la perte.

B. LOIS DIMINUANT LES CHANCES DE CONFLITS

Nous commencerons par dégager les deux idées suivantes :

1° *Tout tempérament apporté à l'effet individuel de l'acquisition de la nationalité est une source de conflits.*

2° *Tout tempérament apporté à l'effet collectif de cette acquisition est de nature à les éviter.*

Les deux propositions inverses devraient être formulées en cas de perte de la nationalité.

On peut ramener à trois principaux les moyens employés par les législateurs pour éviter les con-

flits : — 1. La condition de résidence exigée des enfants — 2. L'option à leur majorité — 3. La clause dérogatoire.

a). *Résidence*. — Cette exigence se retrouve dans beaucoup de pays, notamment : l'Angleterre, l'Italie, la Norwège, les Etats-Unis. Une telle disposition est assurément une garantie pour les enfants, mais si elle diminue les conflits¹, elle ne les supprime pas, d'autant plus que ce transfert commun de domicile se fera généralement ; — il y aura là une question de fait qui dépendra uniquement de la volonté et des intérêts privés, des habitudes de celui qui change de nationalité ; c'est à cet élément incertain que sera subordonné le conflit ; or, il y a là une question d'ordre public dont la solution ne doit pas être laissée à la merci des particuliers, préoccupés surtout du présent et qui ne chercheront pas à éviter des difficultés dont ils ignorent bien souvent l'existence. Cette condition de résidence se justifie pleinement pour d'autres raisons, mais son vrai rôle n'est pas relatif aux conflits, et, à ce point de vue, elle est tout à fait insuffisante. — Nous remarquerons toutefois que vis-à-vis des pays où la cité se perd par le séjour prolongé à l'étranger, les enfants dont il s'agit pourront arriver à perdre personnellement leur qualité primitive.

1. Au point de vue de la perte de la nationalité, cette condition peut être considérée comme une source de conflits positifs.

b). Droit d'option à la majorité : — Ce système peut se présenter sous deux aspects contraires : 1° On peut décider que l'enfant garde sa nationalité à moins qu'il ne réclame à sa majorité celle de son père. C'était le système de notre loi du 7 février 1851, article 2, pour l'acquisition de la qualité de Français. Nous avons vu qu'il pouvait en résulter des conflits avec les gouvernements qui n'admettaient pas ce tempérament pour la perte de la nationalité. Au contraire, la réciproque eût été de nature à éviter ces conflits ; c'est ainsi que nous devons approuver l'article 22, paragr. 2 du Code civil portugais, et, dans un sens plus général, l'article 17 nouveau de notre Code civil.

Ces réflexions s'appliquaient également aux législations qui permettent aux mineurs de faire une option anticipée, soit par eux-mêmes, soit par leurs représentants légaux. Ces deux systèmes ont été successivement admis en France par la loi du 14 février 1882 et par le Code civil actuel ¹ ; nous avons déjà critiqué le dernier ; nous ajouterons que, dans le cas d'acquisition, il a le double inconvénient de ne pas assez respecter la volonté du mineur et d'entraîner des conflits. — Il serait peut-être bon au moins d'admettre pour les en-

1. *Art. 9, civ.* — Pour les enfants de l'étranger naturalisé, dans le silence de la loi, la chancellerie admet que le père peut *renoncer* au nom de ses enfants mineurs *au droit* qu'ils ont à leur majorité de *renoncer* à la nationalité française dont ils ont été investis par la naturalisation.

fants mineurs du naturalisé la solution consacrée par l'article 18, par. 2 du Code civil portugais, pour les enfants nés en Portugal de parents étrangers, en leur permettant, à leur majorité, de se prononcer contre l'option faite en leur nom pendant leur minorité:

2° L'option peut se présenter sous un aspect tout opposé. On fait suivre à l'enfant la nouvelle nationalité de son auteur, en lui laissant à sa majorité le droit d'opter pour sa nationalité primitive. A l'inverse de ce que nous venons de dire, nous approuverons cette faculté d'option pour l'acquisition de la nationalité et la critiquerons (au point de vue des conflits) pour la perte. Les articles 12 et 18 actuels du Code civil français méritent donc notre approbation ¹.

L'option, qu'elle se présente sous l'un ou l'autre aspect, a le grand mérite de respecter l'individualité des enfants tout en les associant au changement de nationalité de leurs parents ; au point de vue des conflits, elle a sur le précédent système cette supériorité que l'intéressé est appelé à se prononcer directement sur la question de nationalité sans que son choix se trouve influencé par les intérêts auxquels est liée la question de résidence. De plus, lorsque l'option a lieu à la

1. Les articles 12 et 18 du Code civil, combinés avec l'article 8 parag. 4, ont aussi l'avantage de lutter contre l'heimathlosat par l'exigence de certains certificats émanés des autorités du pays dont les intéressés réclament la nationalité et constatant qu'ils l'ont conservée aux yeux de leur pays d'origine.

majorité, l'enfant est arrivé à l'âge où les conflits se produisent le plus souvent, à l'âge de service militaire. Nous rappellerons à ce propos les sages dispositions de l'ukase de 1864 (art. 12). — L'optant pourra donc agir en connaissance de cause. — Quoi qu'il en soit, l'option n'est pas encore le meilleur moyen de trancher les difficultés. Suivant le sens de l'option, le conflit naîtra ou s'évanouira ; cela sera dangereux surtout s'il suffit de l'option tacite, c'est-à-dire d'une simple abstention, pour produire la situation d'où le conflit résultera (dans ce cas, ce sera l'effet collectif que l'on devra critiquer, plutôt que la faculté d'option accordée à l'enfant pour s'y soustraire).

c). *Clause dérogatoire.* — Cette clause se trouve dans la loi allemande du 1^{er} juin 1870, et dans la loi fédérale suisse du 2 juillet 1876 ; dans cette dernière loi, il résulte du rapprochement des articles 3 et 6 combinés avec l'article 1^{er} que l'on a voulu éviter les conflits¹. Ce procédé est le seul

1. D'après la *note officielle du conseil fédéral* (décisions du conseil fédéral du 29 mars 1877 et 5 juillet 1878), dans le paragraphe 4 relatif aux rapports du requérant avec son pays d'origine, il est dit : « Le conseil fédéral n'accorde l'autorisation d'acquérir le droit de cité suisse qu'aux étrangers dont les rapports avec l'Etat... (art. 2 par. 2 de la loi). En conséquence les étrangers qui d'après la législation de l'Etat auquel ils ressortissent ne sont admis à se faire naturaliser à l'étranger que moyennant l'autorisation préalable de leur Gouvernement, ou l'accomplissement de toute autre formalité, ont à prouver qu'ils ont satisfait aux exigences de la loi dans leur patrie. » Suivent les formalités à remplir vis-à-vis des différents Etats. — Pour la France, on se réfère au décret de 1811, (aujourd'hui abrogé). D'après ce décret, le défaut d'autorisation n'empêchait pas

qui atteigne véritablement ce but, c'est aussi le seul qui ait été institué spécialement en vue des conflits ; ce moyen est d'autant plus appréciable que son application à la perte de la nationalité, non seulement n'offre aucun danger, mais présente même une grande utilité relativement à l'heimathlosat. — Le gouvernement interviendra nécessairement et sera le meilleur conseiller des intéressés sur l'opportunité de la clause dérogoire. Ce système devrait être combiné avec l'option pour concilier l'ordre public et l'intérêt des enfants.

Nous ajouterons que la clause dérogoire permet seule d'éviter les conflits, sans qu'il y ait besoin d'une entente générale au moins tacite entre tous les Etats. — Nous verrons cependant, à propos de la convention de 1879, que, même sous ce régime des difficultés peuvent s'élever.

la perte de la nationalité française de se réaliser, mais entraînait des peines contre le Français qui s'était soustrait à cette exigence. La note suisse ajoutait : « à défaut par eux (les Français) de produire « cette autorisation, ils seraient seuls à supporter les conséquences « de cette omission, s'ils étaient admis néanmoins au droit de cité « suisse et le conseil fédéral déclinerait la charge de les protéger « contre les effets du décret... » — Cette décision a été révisée le 26 oct. 1880, et définitivement le 23 décembre 1890. Dans le dernier texte, on décide que « les Français soumis aux obligations du service « militaire pour l'armée active et la réserve ont à produire l'autorisa- « tion de leur gouvernement (art. 17, loi française du 26 juin 1889 sur « la nationalité). — Les Français ayant passé l'âge de 30 ans doivent « fournir la preuve qu'ils ont satisfait à leurs devoirs militaires dans « leur pays d'origine ou souscrire un engagement comme il est dit au « paragraphe 6 ci-bas. » (de supporter les conséquences de leur acte) — V. Cogordan, 2^e édit. annexe FF. II. — *Revue prat. de dr. int. privé* 1890-1891, 2, p. 75.

C. TRAITÉS

Pour que les conflits fussent rendus impossibles, il faudrait que tous les pays admissent réciproquement le même principe à l'égard des enfants mineurs. Nous avons vu qu'il est loin d'en être ainsi. Pour que toutes les lois fussent complètement uniformes sur ce point, il faudrait en arriver à une convention expresse ou tacite par laquelle les nations s'engageraient à conformer leurs législations à un type commun ; une telle convention serait bien difficile à obtenir, car la diversité des systèmes est fondée sur les traditions, les mœurs, les intérêts du pays où ils sont en vigueur. Supposons qu'à un moment donné, tous les peuples aient intérêt à prendre cet engagement, cet intérêt peut changer d'un moment à l'autre et rendre utile l'application du système contraire, et alors la nation intéressée sera lésée ou violera la parole donnée.

Nous croyons qu'il est préférable d'admettre que, dans chaque Etat, le législateur est libre absolument. On doit, certes, lui recommander de ne pas provoquer des conflits, de les éviter autant que possible, mais on doit le laisser seul juge des aspirations et des nécessités du pays dont il fait les lois. — Quand des difficultés surviendront, c'est alors que l'on devra avoir recours à des traités avec tel ou tel Etat, traités qui varieront suivant les pays avec lesquels ils seront conclus, et qu'il sera

facile de modifier, si la législation de l'un des contractants vient à être changée. — Nous ne saurions trop approuver la conclusion de ces conventions particulières, malheureusement trop rares. Nous allons examiner quelques-uns de ces intéressants documents internationaux.

Nous mentionnerons sans nous y arrêter le *traité austro-serbe du 16 juin 1882*¹ qui déclare que « les sujets de l'une des parties contractantes « ne pourront acquérir sur l'autre territoire la « qualité de citoyen sans avoir été autorisés par « les autorités de leur propre pays à renoncer à « leur nationalité d'origine. » Ce traité ne vise qu'indirectement les enfants mineurs.

Nous insisterons plus longuement sur la Convention de 1879 avec la Suisse et sur la Convention du 30 juillet 1894 avec la Belgique.

*a). — Convention conclue à Paris le 23 juillet 1879 entre la France et la Suisse pour régulariser la situation des enfants des Français naturalisés suisses*².

C'est surtout avant la loi fédérale de 1876 que les difficultés étaient à craindre entre la France et la Suisse dont les cantons admettaient tous l'effet

1. *Reichsgesetzblatt* autrichien du 2 juillet 1882. Weiss, 1^{re} éd. p. 90, note 1.

2. La convention a été sanctionnée par la loi du 23 juin 1880, et l'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 6 juillet 1880. — V. De Clercq, *Recueil des traités de la France*, tome 12.

collectif de la naturalisation et généralement sans tempérament : on pourrait prendre comme exemple la législation du canton de Genève. — Dès 1859, des négociations avaient été successivement engagées et abandonnées ; en 1872-1873, il y eut un échange de lettres entre le Gouvernement français et M. Kern, ministre de la Confédération à Paris ¹. — Les enfants d'un Français naturalisé, par exemple, à Genève, étaient réclamés pour le service militaire par les deux pays. Le Gouvernement de Berne, pour mettre fin aux conflits, émit la prétention que d'après la loi française, sainement interprétée, ces enfants étaient devenus Suisses. Il s'appuyait 1° Sur l'article 10 du Code civil et subsidiairement ; 2° Sur l'article 21, lorsque les enfants étaient incorporés dans l'armée fédérale ² ; 3° Sur la loi du 7 février 1851 que l'on devait appliquer ici par réciprocité, si les enfants avaient manifesté la volonté d'être Suisses ; — ce dernier argument pouvait s'appuyer sur la doctrine de la Cour de Chambéry qui, nous l'avons déjà vu, était repoussée par la Cour de Cassation. M. Kern, dans sa *lettre du 6 juin 1872* à M. de Rémusat maintient

1. V. *Livre jaune* de décembre 1873. Cogordan, *Bulletin de la soc. de législation comparée* 1878, p. 341 et s. — Folleville, 3^e *Etude s. la naturalisation*, loc. cit.

2. M. de Broglie répondait à l'argument tiré de l'article 21 du Code civil : « le mineur, incapable de tous les actes de la vie civile, n'a pas le droit d'abdiquer sa nationalité. Le service qu'il prend à l'étranger ne peut la lui faire perdre », et il cite les arrêts de la Cour de Metz des 25 avril et 10 juillet 1849, et celui de Chambéry du 28 décembre 1862.

avec le Gouvernement fédéral « l'opinion que l'article 10 du Code civil français n'autorise pas l'autorité militaire à appeler sous les drapeaux en France les fils d'un Français qui s'est fait naturaliser en Suisse, lorsque ses fils étaient mineurs à l'époque du changement de nationalité de leur père ». C'est sur cette base, dont nous avons déjà démontré la fausseté, que s'appuyait la convention proposée par la Suisse : « 1° Les fils de Français naturalisés en Suisse ne pourront être appelés sous les drapeaux en France qu'après avoir atteint l'âge de majorité fixé par la loi française et avoir fait usage en faveur de la France du droit qui leur est reconnu par la même législation, d'opter entre la nationalité française et la nationalité suisse. »

« 2° Les droits des personnes admises au bénéfice des dispositions ci-dessus resteront définitivement acquis à celles-ci, alors même que les deux Hautes Parties Contractantes croiraient devoir revenir plus tard à l'état de choses actuel. Seront également admis au bénéfice des mêmes dispositions les fils de parents français naturalisés en Suisse qui ont élevé, par voie diplomatique, des réclamations contre leur incorporation dans l'armée française, et sur la requête desquels il n'a pas encore été statué définitivement. »

« 3° (relatif à la dénonciation).... »

La proposition fut repoussée par la France. M.

de Broglie, dans sa *dépêche du 30 juin 1873*, après avoir rétabli le sens de la loi française, ajoutait : « Une convention de cette nature modifie-
« rait les principes de notre loi, et devrait dès lors
« être soumise à l'Assemblée nationale. On ne peut
« se dissimuler qu'elle n'aurait aucune chance
« d'y rencontrer un accueil favorable. Les consi-
« dérations qui ont amené le pouvoir législatif à
« faire peser sur tous, en France, l'obligation du
« service militaire, ne sont pas conciliables avec
« un arrangement qui faciliterait à un certain
« nombre de jeunes gens le moyen de se sous-
« traire, en passant à l'étranger, à un devoir que
« la loi leur impose. Il y a là tout au moins une
« question d'opportunité dont le gouvernement
« fédéral appréciera comme nous la valeur, et
« qui ne nous permet pas quant à présent de
« donner suite à la négociation. »

Les choses en étaient encore là, lorsque intervint *la loi Suisse du 3 juillet 1876* qui corrigea grandement le principe ancien par la faculté de dérogation qu'elle établit.

Sous l'empire de cette législation, le conflit certainement atténué, pouvait-il encore se produire, une convention était-elle nécessaire ? Si l'on en croit M. Cogordan¹, le conflit serait devenu impossible et il s'appuie sur ce passage de

1. 2^e édition, p. 251. — M. Cogordan met à part l'hypothèse d'une naturalisation antérieure à la mise en vigueur (1^{er} janvier 1877) de la loi.

l'exposé des motifs du conseil fédéral : « Les différences existant entre les législations suisse et étrangères qui statuent, entre autres, comme le font les lois françaises, que les fils mineurs ne sont pas *libérés* du service militaire en France, tandis que, au contraire, d'après la loi suisse, le fils mineur suit la nationalité de son père, ont amené assez de conflits pour que les autorités suisses ne cherchent pas à créer sans motifs de nouvelles difficultés, qui ne peuvent que leur faire du tort. » On ne peut pas nier que les auteurs de la loi de 1876 aient eu au plus haut point le désir d'éviter les difficultés, mais ils n'ont pas empêché d'une manière absolue la dualité de nationalité. On exige seulement que les rapports du naturalisé avec son pays d'origine ne soient pas de nature à faire *prévoir un préjudice* pour la Confédération ¹ ; » bien que vis-à-vis de la France il y eût à *prévoir un préjudice*, les faits se sont chargés de démontrer l'insuffisance de la clause dérogatoire. Cela est constaté dans le rapport de M. Th. Dupont à la Chambre des Députés (4 mai 1880). « Le gouvernement avait pensé d'abord, y est-il dit, que la faculté donnée par la loi suisse de restreindre la naturalisation à la personne du père suffirait pour empêcher qu'à l'avenir les mineurs français ne fussent compris dans la naturalisation accordée

1. Estoppey, *Journal* 1889, p. 565 et s.

« à leur père et que le gouvernement fédéral ne
« ferait aucune difficulté de s'engager pour l'ave-
« nir à excepter les enfants de la naturalisation
« suisse, dans tous les cas où un père de famille
« Français viendrait à la solliciter. Mais cette ma-
« nière de procéder n'a pas paru admissible aux
« hommes d'Etat de Berne. » L'attitude des auto-
rités helvétiques avait une cause qui seule au-
rait pu suffire pour justifier la conclusion du
traité. En effet, lorsqu'un Français ayant des en-
fants mineurs se faisait naturaliser en Suisse, une
alternative se posait à l'égard des enfants : ou
bien on ne les exceptait pas et ils devenaient
suisse définitivement et irrévocablement ; ou
bien ils étaient exceptés et restaient Français,
mais alors ils n'avaient aucune facilité pour ac-
quérir la nouvelle nationalité de leur père ; le
désir de faire participer les enfants à la naturali-
sation faisait souvent le premier parti. Il
était désirable que l'on établît un système analo-
gue à celui de la loi du 7 février 1851. — Les né-
gociations reprises à la suite de la loi du 3 juillet
1876 aboutirent à la *convention du 23 juillet*
1879.

Les articles 1^{er} et 2 de la convention s'occupent
de la nationalité des enfants.

Article 1^{er}. « Les individus dont les parents,
« Français d'origine, se font naturaliser Suisses et
« qui sont mineurs au moment de cette naturali-
« sation, auront le droit de choisir dans le cours

« de leur 22^e année, entre les deux nationalités
 « française et suisse. Ils seront considérés comme
 « Français jusqu'au moment où ils auront opté
 « pour la nationalité suisse. »

L'article 2 réglemeute l'option et ajoute *in fine* :
 « ceux qui n'auront pas effectué cette déclaration
 « dans le cours de leur 22^e année seront considé-
 « rés comme ayant définitivement conservé la na-
 « tionalité française. »

En définitive, on peut dire qu'en 1879 ce sont les prétentions de la France qui ont triomphé ; la situation des enfants est l'inverse de celle que leur faisait le texte proposé par la Suisse en 1872.

On s'inspire beaucoup du projet de 1872 à propos du service militaire, mais dans un sens plus favorable à la France.

C'est *l'art. 3* : « les jeunes gens à qui est conféré
 « ce droit d'option ne seront pas astreints au ser-
 « vice militaire en France avant d'avoir accompli
 « leur 22^e année. Toutefois, ils pourront, sur leur
 « demande, remplir avant leur majorité leurs obli-
 « gations militaires ou s'engager dans l'armée
 « française à la condition de renoncer à leur droit
 « d'option pour la nationalité suisse. Cette renon-
 « ciation devra être faite par les intéressés, avec
 « le consentement de leurs représentants légaux,
 « dans les mêmes formes et devant les mêmes au-
 « torités que les déclarations d'option. » Il y a
 là une reproduction du système de la loi du 16
 décembre 1874.

D'après l'article 4, « toute déclaration... sera
« communiquée à l'autre Gouvernement par ce-
« lui qui l'aura reçue. » C'est une sage précaution
contre les erreurs. Chacun des Etats contractants
connaîtra aussi exactement que possible la situa-
tion des intéressés.

Les autres articles sont des *dispositions transi-
toires* : L'article 5 règle la condition des enfants
mineurs de Français naturalisés en Suisse avant
la mise en vigueur du traité. Ils bénéficient de l'ar-
ticle 3. De plus « en déclarant, dans le cours de
« leur 22^e année et conformément aux disposi-
« tions de l'article 2, leur intention d'être Suisses,
« ils cesseront d'être considérés en France comme
« Français. — Ceux d'entre eux qui auront at-
« teint leur 21^e année avant la mise en vigueur
« de la présente convention pourront faire la
« même déclaration dans le délai d'un an après
« que ladite convention sera devenue exécutoire.
« — Ce délai sera de deux ans en faveur de ceux
« qui au moment de la mise à exécution de la
« présente convention, ne résideraient ni en
« France ni en Suisse. » Ce dernier délai « a com-
« mencé à courir du 11 juillet 1880, jour de la
« publication du traité en France. » (v. *la cir-
culaire du général Farre*, ministre de la guerre,
aux chefs de corps, en *date du 16 décembre 1881*,
journal, p. 165).

La Convention, conclue pour 3 ans (*article 6*),
a toujours été renouvelée ; elle est encore en vi-

gueur depuis la loi du 26 juin 1889 qui n'a pas pu déroger à un traité¹. Si l'on admet qu'à l'heure actuelle la perte de la nationalité française est toujours individuelle, la convention a conservé toute son utilité².

*b). — Négociations entre la Francete
la Belgique.*

Plusieurs années avant l'arrêt de la Cour de Douai de 1881, les deux Gouvernements avaient compris tout l'intérêt qu'il y aurait à régler par un traité, et surtout en ce qui concerne le service militaire, la situation des enfants qui pouvaient à leur majorité acquérir les nationalités française ou belge par l'effet d'une déclaration. Le 5 décembre 1877, M. Visart interpellait dans ce sens le Gouvernement à la Chambre des Représentants de Belgique³ ; il ne parlait que des enfants nés en France ou en Belgique d'étrangers, mais les mêmes raisons auraient pu s'appli-

1. D'après la *circulaire* du 23 août 1889. « Dans le cas de la convention du 23 juillet 1879, les maires continueront à recevoir les « déclarations d'option (cf. art. 2 de la convention) pour la nationalité suisse effectuées par les enfants de Français naturalisés « Suisses. » (Note 2 de la circulaire).

2. Des difficultés analogues ont eu lieu entre la Suisse et l'Italie relativement au service militaire ; aucun changement n'est intervenu : le gouvernement helvétique a seulement prévenu les intéressés en 1879 et en 1888 (*Journal*, 1888, p. 296 et 297). — Estoppey (*Journal*, 1889 *loc. cit.*).

3. Cogordan, 2^e éd. p. 53 et s.

quer aux enfants de parents naturalisés. Après avoir exposé le conflit résultant de la jurisprudence française et belge sur l'article 9, il concluait ainsi : « Il y a aujourd'hui des milliers d'individus « devenus Français ou belges qui sont réfrac-
« taires aux yeux de leur pays originaire ; ils ne
« peuvent passer la frontière sans s'exposer à être
« saisis et incorporés dans l'armée d'un pays qui
« leur est devenu étranger. — Je suppose, Mes-
« sieurs, qu'il suffit de dépeindre une telle situa-
« tion pour convaincre M. le ministre des affaires
« étrangères qu'il est désirable au plus haut point
« d'y porter remède par ses négociations interna-
« tionales. Chacune des deux nations doit vouloir
« que ses lois, sur son territoire, puissent être
« librement exécutées et que la naturalisation
« puisse être acquise chez elle sous les conditions
« que le Gouvernement a déterminées. Cette pré-
« tention est légitime surtout vis à vis d'une na-
« tion qui a une législation identique et à laquelle
« on offre une parfaite réciprocité.

« Il me semble que des négociations entamées
« sur cette question auraient d'autant plus de
« chance d'aboutir heureusement que la solution
« en est tout indiquée et s'impose pour ainsi dire.
« Il n'y a pas d'autre moyen de concilier l'article
« 9 civ. et le droit qu'a la Belgique, comme la
« France, de faire acquérir la naturalisation à des
« étrangers, avec les lois militaires des deux pays,
« que de retarder pour tous les Belges nés en

« France et pour tous les Français nés en Belgique
 « l'inscription militaire jusqu'à leur majorité ...
 « Il est probable que le Gouvernement français
 « accepterait sans difficulté un tempérament de
 « ce genre, car il en a pris l'initiative dans un
 « cas analogue. » (Loi de 1851).

Le ministre, M. d'Aspremont Lynden, répondit qu'une Commission comprenant des fonctionnaires des départements de la justice, de l'intérieur et des affaires étrangères « avait été chargée
 « d'arrêter les bases d'un arrangement. »

Le 5 juillet 1879, une convention était conclue à Paris entre les deux Gouvernements, sur des bases plus larges que l'interpellation Visar, puisqu'elle s'occupait de tous ceux qui pouvaient invoquer directement ou indirectement l'article 9. En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — « Ne seront pas inscrits d'office,
 « avant l'âge de 22 ans accomplis, sur les listes
 « du recrutement militaire dressés en Belgique et
 « en France :... 3° les individus à qui la loi belge
 « du 27 septembre 1835 et la loi française du 7 fé-
 « vrier 1851 permettent de réclamer, dans l'année
 « qui suivra l'époque de leur majorité, la nationa-
 « lité qui, pendant qu'ils étaient mineurs, a été
 « accordée à leurs parents en Belgique ou en
 « France.

« Ceux qui auront changé de nationalité dans
 « l'année qui aura suivi l'époque de leur majo-
 « rité, conformément aux dispositions légales vi-

« sées ci-dessus, seront dégagés de tout service
« militaire dans le pays auquel ils appartenaient
« antérieurement. »

Chaque pays reconnaissait aux enfants le droit d'opter pour l'autre à leur majorité. Quant au service militaire, la France ne faisait que suivre la méthode qu'elle appliquait à tous ceux dont la condition était subordonnée à une option.

L'*article 2* appliquait ici le système de la loi de 1874 : « Les jeunes gens à qui s'applique l'article
« précédent pourront cependant, avant l'époque
« de leur majorité, remplir leurs obligations de
« recrutement ou s'engager volontairement dans
« l'armée du pays auquel ils appartiennent, à la
« condition qu'ils renoncent à leur droit d'option
« avec le consentement de leur représentant légal,
« et, en cas de tutelle exercée par toute autre per-
« sonne que par les ascendants, avec l'autorisation
« du conseil de famille. »

L'*article 3* est spécial aux individus nés en France ou en Belgique de parents qui eux-mêmes y sont nés.

Les *articles 5* (communic. réciproque des options et surveillance) et 6 (dénonciation de la convention) sont analogues aux articles 4 et 6 du traité conclu quelques jours après avec la Suisse.

Cet arrangement supprimait d'une manière bien simple le conflit et les difficultés qui en étaient la conséquence, et pourtant lorsqu'il fut présenté aux Chambres belges qui, peu de temps auparavant,

l'avaient réclamé si vivement, ces mêmes Chambres le repoussèrent. — C'est alors que fut jugée l'affaire Carlier. A la suite de pétitions du sieur Carlier, le Sénat belge s'émut et M. de Brouckère particulièrement, à partir du 16 décembre 1887, demanda constamment une solution. Nous citerons aussi le nom de M. le sénateur Pycke de Peteghem. A la Chambre des représentants, M. Ans-pach Puissant déposait un rapport le 19 janvier 1888 ¹. La Chambre (26 avril 1888) et le Sénat (3 mai 1888) belges, adopteront à l'unanimité la Convention de 1879.

Le Gouvernement français attendit pour présenter à son tour la Convention à l'approbation des Chambres que la loi du 26 juin 1889 fût votée.

Depuis la loi nouvelle, la question a quelque peu changé d'aspect. Si nous supposons un Français naturalisé en Belgique, son enfant qui réclamera la nationalité belge à sa majorité n'étant plus Français, à ce point de vue le conflit cessait de lui-même ; mais, d'autre part, la loi belge de 1889 qui permet à l'enfant de devenir Belge pendant sa minorité pouvait amener d'autres difficultés. Mais les complications subsistaient quant au service militaire, surtout en présence de l'article 17, 1^o du Code civil français ; enfin, quant aux en-

1. V. *Archives Diplomatiques*, janvier 1887, p. 84 et s. — Roche, *Journal*, 1888, p. 731 et s. *De la convention destinée à mettre fin aux difficultés résultant de l'application des lois sur le service militaire entre la France et la Belgique.*

fants mineurs d'un Belge naturalisé en France, leur situation était renversée, l'article 12 nouveau de notre Code civil les faisant devenir Français sauf option.

En présence de ces changements, et d'autres plus grands encore apportés à la législation des deux pays et surtout à celle de la France, les négociations furent reprises et aboutirent à la *convention* toute récente du 30 juillet 1891, ratifiée le 11 août par le Parlement belge ; la ratification des Chambres françaises eut lieu le 30 décembre, l'échange des ratifications, le 31. Le texte a paru au *Journal Officiel* du 1^{er} janvier 1892 ¹.

La Convention de 1891 présente un caractère aussi général que celle de 1879, et n'est pas restreinte à l'hypothèse des enfants mineurs dont le père a été naturalisé en France ou en Belgique. Nous ne citerons que les passages relatifs à notre question.

Art. 1^{er}. « Ne seront pas inscrits d'office, avant « l'âge de vingt-deux ans accomplis, sur les listes « du recrutement militaire belge :....

« 3^o Les individus nés d'un Belge naturalisé « Français pendant leur minorité, qui tombent respectivement sous l'application des articles 12, « paragraphes 3 et 18 du Code civil français. »

Art. 2. « Ne seront pas inscrits d'office avant

1. V. *Archives Diplomatiques*, janvier 1892, texte de la convention et documents officiels (exposés des motifs, rapports des commissions parlementaires, en France et en Belgique).

« l'âge de vingt-deux ans accomplis, sur les listes
« du recrutement militaire français.

« 2° Les individus nés d'un Français naturalisé
« Belge pendant leur minorité, lesquels peuvent
« acquérir la nationalité belge conformément à
« l'article 4 paragraphe 1, de la loi belge du 6 août
« 1881.

« 3° Les individus qui peuvent décliner la na-
« tionalité française conformément aux articles 8,
« paragraphe 4, 12 paragraphe 3, et 18 du Code
« civil français, à moins que pendant leur mi-
« norité, il n'y ait eu renonciation à leur droit
« d'option conformément à l'article 11 du règle-
« ment d'administration publique français du 13
« août 1889. »

« *Art. 3.* Les individus qui auront changé de na-
« tionalité soit durant leur minorité, soit dans
« l'année qui aura suivi leur majorité, conformé-
« ment aux dispositions légales visées dans les ar-
« ticles 1 et 2 de la présente convention, seront
« dégagés de tout service militaire dans le pays
« auquel ils appartenaient antérieurement et as-
« treints aux obligations militaires des jeunes gens
« de leur âge dans le pays auquel ils sont désor-
« mais rattachés. »

Art. 5. (Enfants d'agents diplomatiques ou con-
sulaires).

Art. 6. (Preuve de la nationalité).

Art. 7. (Communication des options et con-
trôle).

Art. 8. » Les individus qui, avant la mise en vigueur de la présente convention, ont satisfait à « la loi militaire dans l'un des deux pays, sont dé-
« gagés du service militaire dans l'autre. »

Art. 9. (Terme de la convention, 5 ans, dénonciation).

Le remède apporté aux conflits par la convention n'est que l'application du système suivi en France vis-à-vis des jeunes gens dont la nationalité est subordonnée à une option à leur majorité. On suspend dans les deux pays l'appel sous les drapeaux jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de vingt-deux ans. L'exposé des motifs du gouvernement français fait observer que cette mesure aura l'avantage, « en ce qui concerne du moins l'ap-
« plication de l'article 8, paragraphe 4 du Code
« civil et de l'article 11 de la loi militaire du 16
« juillet 1889 aux individus d'origine belge, de
« faire disparaître les difficultés qui ont pu se pro-
« duire dans l'interprétation combinée de ces deux
« textes ; » les difficultés se trouvent supprimées dans l'interprétation même de notre loi.

Les articles 1 et 2 ont eu raison de ne parler que des inscriptions « d'office » sur les listes de recrutement ¹ ; il s'en suit qu'on ne peut imposer le service militaire aux jeunes gens, mais qu'ils peuvent l'accomplir s'ils le veulent. Cela résulte des

1. V. l'étude de M. Lainé dans le *Bulletin de la Société de législation comparée* (1892, p. 229 et s.).

deux exposés des motifs français et belge. Notre gouvernement a dit : « Il est bien entendu qu'il
 « leur est toujours loisible de solliciter, si bon leur
 « semble, leur inscription sur les listes du recrute-
 « ment à l'âge normal, ainsi que pourraient avoir à
 « le faire ceux qui entendent se prévaloir des dispo-
 « sitions de l'article 11 de notre décret d'administra-
 « tion publique du 13 août 1889 ». D'après le gou-
 vernement belge, « il va de soi qu'ils pourront
 « être inscrits à l'âge fixé par la loi s'ils en font la
 « demande. »

Appliquons cette idée aux enfants mineurs de parents appartenant à l'un des deux pays et naturalisés dans l'autre. Supposons d'abord qu'un Belge obtienne la naturalisation en France, sans la convention, il y aurait eu inscription d'office dans les deux pays, car ils sont Français en France et Belges en Belgique ; cette inscription sera retardée, mais d'autre part, les enfants, étant nationaux de chacun des deux pays, pourront sans difficulté participer aux opérations du recrutement à l'âge ordinaire. Il va sans dire qu'il en sera de même des enfants mineurs d'un Français naturalisé Belge, dans leurs rapports avec la France. Il faut admettre une solution identique, dans leurs relations avec la Belgique, étant donné la loi belge de 1889 qui permet aux mineurs de déterminer leur nationalité pendant leur minorité.

L'usage de cette faculté d'inscription sera soumis en France à la fixation de la nationalité du

mineur, tandis qu'en Belgique, l'enfant pourra servir sans être mis en demeure de se prononcer ; cela vient de ce que les étrangers peuvent servir dans la milice belge. Pourtant le gouvernement belge (exposé des motifs) annonçait des mesures administratives destinées à assurer le maintien ou l'acquisition de la qualité de Belge en la personne des incorporés.

Que ce soit pendant leur minorité à l'occasion de leur enrôlement, ou à leur majorité, il y aura toujours un moment où les jeunes gens seront appelés à faire une option entre les deux nationalités. Cette option aura un caractère définitif ; l'idée contraire serait la neutralisation de la convention tout entière.

Mais, si tel est le caractère de l'option, on voit moins nettement quels en seront les effets. Il s'agit ici d'interpréter *l'article 3* du traité, dont il est, suivant l'exposé des motifs du gouvernement français, la « *disposition capitale* ». L'importance de ce texte n'avait pas échappé à la Belgique et M. Anspach Puissant disait à la Chambre des représentants dans son rapport : « Le principe qui « domine toute la convention est celui de la recon-
« naissance en ce qui concerne le service militaire,
« par chacun des deux pays, des actes accomplis
« dans l'autre quand ces actes ont pour but de dé-
« terminer la nationalité des individus que l'un et
« l'autre des deux pays pourraient réclamer comme
« étant des nationaux. » Le principe posé dans l'ar-

ticle 3 est la base de la convention, sa raison d'être, les articles 1 et 2 ne sont que le moyen de le mettre en œuvre tout en respectant les droits des intéressés. Dès que l'option est faite, il est incontestable que le jeune homme ne sera tenu au service militaire que dans le pays pour lequel il s'est prononcé, et qu'il ne pourra jamais être inquiété dans l'autre.

Ce résultat, si important déjà, est-il le seul effet produit par l'option ? Nous ne le croyons pas et nous pensons qu'elle a des conséquences sur la nationalité. Eliminons d'abord les points certains. Il est évident que l'option déterminera la nationalité de l'optant dans le pays où elle est faite. Il n'est pas douteux non plus que l'acquisition de la qualité de Belge par le bienfait de la loi par un jeune Français lui fera perdre la nationalité française, car l'article 17 de notre Code civil est formel à cet égard, et l'on peut dire que l'autorisation du gouvernement français est impliquée dans la convention ¹. La question est donc réduite à savoir si la Belgique reconnaîtra comme ayant perdu la qualité de Belge les enfants qui se seront prononcés en faveur de la nationalité française. C'est donc surtout l'intention du gouvernement et du parlement belges qu'il faut rechercher ; cette intention paraît être en notre faveur (sauf pour le cas de l'article 4 qui est en dehors

1. C'est ce que reconnaît M. Lainé, *loc. cit.*

de notre étude, et qui d'ailleurs ne prévoit pas un cas d'option)¹. C'est la crainte d'avoir à modifier le Code civil qui avait fait repousser au début la convention de 1879, mais cette concession fut faite quand la question fut posée de nouveau en 1888 au Parlement belge². Si nous arrivons à la convention actuelle, nous voyons dans l'exposé des motifs du gouvernement belge que « l'article 3 « garantit à la Belgique que la *France reconnaitra* « les options de nature diverse souscrites même en « état de minorité, par ses nationaux, de même qu'il « garantit à la France que la Belgique ne réclamera « pas comme ses nationaux les individus ayant opté « pour la France. » Enfin le passage du rapport de M. Anspach Puissant qui a trait à l'article 3 est décisif ; nous le citerons presque en entier : après avoir dit que l'article 3 donne une sanction aux deux premiers articles « en statuant qu'à partir du « moment où ils auront *changé de nationalité*... les « jeunes gens seront astreints au service militaire « dans le pays de leur choix et dégagés de ce service « dans le pays qu'ils auront abandonné, » il ajoute : « L'article 3 porte : « les individus qui *auront changé* « de nationalité. » L'expression n'est pas tout à fait « juste. Il s'agit, dans presque tous les cas qui nous

1. V. les observations de M. Cogordan à la Société de législation comparée (Séance du 10 févr. 1892. *Bulletin*, p. 270) — V. aussi celles de M. Frèrejouan du Saint (*Ibid.* p. 274) à propos de l'effet susmentionné de l'art. 17 civ. français.

2. V. les déclarations de M. Anspach-Puissant et du ministre des affaires étrangères à cette époque, dans l'étude de M. Lainé, *loc. cit.*

« occupent, de jeunes gens qui ont pendant leur mi-
 « norité virtuellement deux nationalités différentes,
 « selon qu'on se place au point de vue de l'une ou
 « de l'autre des deux législations. Ils se bornent la
 « plupart du temps, si l'on excepte le cas des arti-
 « cles 9 des deux Codes civils, non à changer de na-
 « tionalité, mais à choisir celui des deux pays au-
 « quel ils s'attachent. Votre Commission spéciale
 « pense donc, et la Chambre la suivra sans doute
 « dans cette interprétation, que l'article doit être
 « compris comme s'il portait que *chaque fois que la*
 « *nationalité des individus visés aux articles 1 et 2*
 « *de la convention aurait été déterminée*, soit du-
 « rant leur minorité, soit dans l'année qui suivra
 « leur majorité, conformément aux dispositions lé-
 « gales rappelées dans les mêmes articles, ils seront
 « *dégagés de tout service militaire dans celui des*
 « *deux pays dont ils n'ont point acquis ou conservé*
 « *la nationalité* et astreints aux obligations militai-
 « res dans l'autre. Cette interprétation est d'ailleurs
 « conforme au commentaire contenu dans l'exposé
 « des motifs. » Plus haut, il avait dit qu'il s'agissait
 de *déterminer la nationalité*, et avait considéré
 l'article 8 comme « le germe d'une législation in-
 « ternationale future *reconnaissant la valeur dans*
 « *tous les domaines de ces actes acquisitifs de natio-*
 « *nalité*, et leur appliquant la règle *locus regit ac-*
 « *tum*... »

La convention, bien qu'elle se place avant tout,
 comme son titre l'indique, au point de vue du ser-

vice militaire, tranche les conflits de nationalité d'une manière plus générale. C'est un résultat que l'on ne peut qu'approuver. Malheureusement nous n'avons conclu de conventions semblables qu'avec la Suisse et la Belgique ; nous souhaitons la prompte conclusion de traités de ce genre, qui fassent disparaître complètement les conflits et les difficultés considérables qui en sont toujours la conséquence.

DEUXIÈME PARTIE

Changement de nationalité des parents résultant d'annexions de territoire.

Dans cette seconde partie de notre étude, nous rechercherons d'abord quelles sont les idées les plus justes en théorie, puis nous examinerons dans quelle mesure elles ont été appliquées dans la réalité.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU THÉORIQUE

Lorsqu'un pays est incorporé à un autre, que ce soit par conquête ou par des moyens pacifiques, c'est une règle générale que la population de ce pays prend la nationalité de celui auquel il est réuni. Nous allons nous demander jusqu'à quel point cet effet atteint les enfants mineurs.

Mais, auparavant, il est nécessaire de résoudre en peu de mots deux questions plus générales : 1^o Quelles sont les personnes atteintes par l'annexion ou le démembrement? 2^o Ces personnes ont-elles un droit d'option?

Pour que ces deux questions se posent, il faut écarter l'hypothèse d'une absorption totale d'un État par un autre. Alors tous les citoyens ou sujets de l'État absorbé changent de nationalité, et sans option possible, car la nationalité ancienne a disparu ; pour la même raison, ce changement absolu s'impose également aux enfants mineurs.

— Nous n'aurons donc à nous préoccuper que de l'incorporation partielle.

a). *Personnes atteintes par l'annexion.* — Il faut tout d'abord éliminer les étrangers, ceux qui n'appartiennent pas à l'état démembré ; — d'autre part, l'annexion portant principalement sur le territoire, elle n'atteint, parmi les nationaux de l'État cédant, que ceux qui ont avec le sol cédé un lien résultant soit de l'*origine* soit du *domicile*. Mais on n'est pas d'accord pour savoir lequel de ces éléments doit l'emporter, et s'il ne faut pas les combiner entre eux. De nombreux systèmes que nous passerons rapidement en revue ont été formulés :

1^{er} système : Domicile. — Il est admis par la plupart des auteurs ¹ et une partie de la jurisprudence. Sont saisis, dans cette opinion que nous adopterons, tous ceux qui étaient domiciliés dans le pays au moment de la conquête, et ceux-là seuls. Ce système est très rationnel, car la dénationalisation de la population n'est que la conséquence du changement de souveraineté du territoire. Il y a ici deux intérêts à concilier ; d'abord celui de l'État annexant qui doit désirer que les habitants passent tous sous sa domination, qui peut s'effrayer de voir des étrangers opposés à l'état de choses

1. Entre autres, Aubry et Rau, 1, par. 672, Demante, 1, n° 24 bis. Selosse, *Annexion*, p. 23, et la longue liste d'auteurs citée dans Vincent et Pénaud. Dict. V° *annexion*, et dans Spire, *de la cond. des Als. Lor.* p. 28. En ce sens, Aix, 19 février 1873, D. P. 1873, 2, 108.

nouveau demeurer sur le territoire conquis, et qui d'ailleurs n'aura guère besoin d'augmenter le nombre de ses sujets en revendiquant les originaires non domiciliés. — D'un autre côté, quant aux habitants atteints, nous remarquerons qu'il s'agit seulement de ceux qui ont dans le pays un véritable domicile, et alors on peut dire qu'ils sont vraiment liés au sol, qu'ils y ont tous leurs intérêts et généralement leurs affections les plus chères et qu'il est naturel qu'ils en suivent le sort. Cette doctrine peut paraître à première vue brutale, mais elle est peut-être moins dure que la doctrine de l'origine.

2^e *Système : Origine*¹. — Il faut se référer à ce seul élément. — La véritable patrie d'un homme est, dit-on, le lieu de sa naissance et l'origine seule constitue un lien assez fort pour entraîner ici le changement de nationalité. Il n'en est pas moins vrai que l'origine est un lien plus nominal que réel, car nous supposons, sous peine de retomber dans la théorie précédente, que l'originaire n'est pas domicilié ; il s'est établi d'une façon durable hors du territoire annexé ; d'ailleurs, la naissance dans telle ou telle ville, dans telle ou telle province, peut être le fait du hasard ; il y a donc là un élément trop incertain pour en faire le critérium d'une question aussi grave. Nous

1. Folleville, p. 205. — Rouquier *Rev. prat.* 1862, p. 285 et s. — Ancey, 9 juillet 1874, S. 1875, 2, 225. Cass. crim. 12 juin 1874, S. 1878, 1, 45 — D. P. 1875, 1, 333.

ajouterons que, bien qu'il soit généralement admis qu'il faut entendre par *originaires* les individus *nés* dans la province qui fait l'objet du démembrement, le sens de ce mot laisse place à des doutes et que l'on peut se demander s'il ne s'étend pas aux descendants de ceux qui y sont nés.

3^e système : *Domicile ou origine suivant la constitution politique de l'État cédant*. — C'est la théorie défendue par M. Cauwès (S. 1875, 2, 225). S'il s'agit d'un État unitaire comme la France, les domiciliés seraient frappés ; — au contraire, pour une Confédération comme l'Allemagne, il faudrait ne s'occuper que des originaires. — Le système de M. Cauwès rend notre théorie inattaquable pour la première catégorie d'États. « Le Breton ; dit-il, le Bourguignon n'ont qu'une seule patrie ; leur naissance dans telle partie de la France plutôt que dans telle autre n'a aucun effet ni pour la nationalité ni pour le statut personnel ; » au contraire, « le Saxon, le Prussien ont indépendamment de la première (nationalité fédérale) une petite patrie dans la grande, ils y appartiennent par l'origine. » Cette dernière assertion est vraie, mais on ne doit pas en tirer la conséquence que son auteur lui fait produire. — De quoi s'agit-il ici ? uniquement de la perte de la nationalité fédérale, la seule qui ait un intérêt au point de vue du droit des gens ; c'est pour elle uniquement qu'il faut appliquer la théorie du domicile ; l'État annexant aura intérêt à imposer sa

nationalité à tous les Allemands qui sont établis sur le territoire, surtout si l'annexion s'est produite à la suite d'une guerre; relativement aux habitants, on pourrait dire comme pour ceux des États unitaires, qu'au point de vue de la grande patrie, ils n'ont qu'une nationalité. — Quant à la nationalité d'État, il est évident que si tout l'État est absorbé, cette nationalité sera perdue même pour les originaires non domiciliés, puisqu'elle n'existe plus, mais ces derniers garderont toujours à notre avis la nationalité fédérale.

4^e système : Il suffit d'être *originaire ou domicilié*. — Bien que ce système ait été adopté par certains traités, il faut le repousser en principe, car il présente à la fois les rigueurs du *système* du domicile et de celui de l'origine, et notamment il entraîne les complications de ce dernier système; enfin il n'a guère d'utilité pour l'Etat annexant.

5^e système. (v. Spire. *loc. cit.*). Il faut être *originaire et domicilié*. — Cette opinion, à l'inverse de la précédente, a pour la population tous les avantages possibles, mais elle sacrifie trop la sécurité de l'Etat annexant, qui pourrait se refuser à bon droit à l'admettre. On ne pourrait pas cependant s'empêcher d'approuver les traités qui voudraient bien la consacrer.

b). Droit d'option. — Nous venons de voir que le changement de nationalité ne s'imposait qu'aux personnes ayant un lien avec la terre annexée; il doit leur être permis de s'y soustraire en

rompant ce lien. Dès 1640, on avait admis la faculté d'émigration. Depuis le xix^e siècle, on exige en outre une déclaration d'option en faveur de la nationalité primitive.

Pendant les délais d'option, la personne qui y est soumise est-elle considérée comme ayant perdu *ipso facto* sa première nationalité? On peut soutenir l'affirmative avec assez de logique : le territoire change de maître dès le jour de la cession ; dès ce moment, l'annexion produit ses effets sauf la condition résolutoire résultant de l'option. Nous ne croyons pas que cette solution s'impose ; oui, l'annexion produit ses effets immédiatement, mais il y a exception pour la nationalité des habitants qui est réservée, le changement est reculé jusqu'à l'expiration du délai d'option, il y aura une condition suspensive. A quoi bon imposer un changement provisoire de nationalité aux habitants, puisque l'option aura un effet rétroactif? La négative nous paraît plus libérale sans être de nature à nuire à l'Etat annexant.

Nous arrivons maintenant AUX ENFANTS MINEURS. Les quelques explications que nous venons de donner étaient nécessaires pour traiter la question en connaissance de cause.

Nous distinguerons tout d'abord suivant qu'ils sont ou non atteints personnellement par l'annexion.

I^o. ENFANTS MINEURS NON ATTEINTS PERSONNELLEMENT PAR L'ANNEXION. — Pour déterminer cette caté-

gorie, nous nous référons au critérium établi plus haut. Supposons qu'un père subisse l'effet d'une annexion, son fils, s'il était majeur, conserverait sa nationalité parce qu'il n'a pas avec le sol annexé les mêmes liens que son père ; mais, en fait, il est mineur ; sa minorité le forcera-t-elle à perdre par voie de conséquence sa qualité primitive ? Il nous semble qu'ici la question se pose dans les mêmes termes que pour un changement ordinaire de nationalité. — Nous admettrons donc que la situation des enfants mineurs reste intacte.

II°. ENFANTS MINEURS ATTEINTS PERSONNELLEMENT PAR L'ANNEXION. — Il faut tenir compte ici de l'effet collectif de l'annexion. Supposons des enfants domiciliés avec leurs parents sur le sol faisant l'objet du démembrement. Qu'ils soient majeurs ou mineurs, ces enfants seront exposés à subir le changement de nationalité, car ils font partie personnellement de la population à qui ce changement est imposé ; et, d'ailleurs, il en serait ainsi pour eux alors même que leurs parents ne seraient pas atteints par la cession. — Ces effets seront absolus dans le cas où aucun droit d'option ne serait accordé.

Les difficultés ne prendront naissance que si nous nous plaçons dans l'hypothèse d'un droit d'option. *La manifestation de volonté du père pour son propre compte, imposera-t-elle à l'enfant la nationalité de son auteur ou au contraire aura-t-il un droit d'option individuel ?* On peut concevoir

ici une solution différente de celle qui est admise pour le changement ordinaire de nationalité¹. Il s'agit en effet d'un enfant qui a une nationalité incertaine, que l'annexion a touché par suite de son effet collectif, et l'on se demande à quelles conditions son état pourra être fixé. Quelle que soit l'opinion que l'on adopte, on arrivera à un résultat analogue à ceux que nous avons trouvés dans les systèmes mixtes relatifs à la naturalisation. — 1^{er} *système (effet collectif)*. Cette différence de situation explique, si elle ne parvient pas à la justifier, la jurisprudence française relative au traité de 1860, et d'après laquelle l'option du père (ou le défaut d'option) déterminait à la fois le sort du père et de l'enfant, et pourtant, avant la loi de 1889, la naturalisation du père ne s'étendait pas à ses enfants mineurs. « Autre chose est, disent MM. Aubry et Rau, (*loc. cit.*) le changement de nationalité qui s'opère par voie de naturalisation ; « autre chose est, soit la conservation sous certaines conditions d'une nationalité préexistante, « soit la perte de cette nationalité attachée, faute « d'accomplissement de ces conditions, à un fait « indépendant de la volonté de celui qui le subit... « l'accomplissement ou le non accomplissement « des conditions requises.... n'a dû par lui-même « entraîner aucun changement de nationalité.

1. Chacune des deux théories peut aussi apporter ses arguments généraux.

« Lorsque ces conditions ont été accomplies,
« l'unique effet de leur accomplissement a été de
« maintenir la nationalité française antérieure-
« ment acquise par la réunion, et lorsqu'elles ne
« l'ont pas été, c'est bien moins à raison de leur
« non accomplissement que par le fait même de
« la séparation des territoires que cette nationalité
« est perdue, » et, en conséquence, ces auteurs
admettent ici l'effet collectif de l'option des pa-
rents. Cette opinion est peut-être fondée dans l'hy-
pothèse spéciale de la loi du 14 octobre 1814 à
propos de laquelle elle est développée, mais nous
ne croyons pas devoir la suivre en principe.

Nous croyons qu'il faut décider (*2^e système*),
avec la plupart des auteurs, que *l'option est indi-
viduelle*. Sans doute, l'effet de l'annexion en lui-
même est collectif, il est impossible de le nier ;
mais ceci admis, le droit du père et celui de l'en-
fant sont indépendants et l'option du père dans
un sens ou dans l'autre n'implique pas option dans
ce sens pour l'enfant. Ici encore plus que pour la
naturalisation, il faut distinguer les membres de
la famille. Dans le cas de changement volontaire
de nationalité, les partisans de l'extension s'ap-
puient sur la puissance paternelle et sur l'inten-
tion présumée du père ; cela peut être admis à la
rigueur, d'autant plus que les intérêts des mineurs
seront semblables généralement à ceux de leurs
parents, et que, d'ailleurs, rien ne force l'inté-
ressé à modifier sa condition. Ces raisons ne sont

pas admissibles ici ; dans notre hypothèse, il n'y a aucun moyen pour la population atteinte de se désintéresser de la question de nationalité. On a un droit d'option, mais il faut faire un choix, la simple abstention imposera définitivement la nouvelle nationalité. Pourra-t-on dire que le chef de famille qui s'est ainsi abstenu, le plus souvent parce que l'émigration l'aurait ruiné lui et les siens, et dont le choix n'a pas été libre, pourra-t-on dire qu'il a fait acte de puissance paternelle et qu'il a voulu complètement unir ses enfants à son sort ? Vraisemblablement non. Le père peut se résigner à subir l'effet de l'annexion tout en souhaitant que son fils qui n'a pas encore accompli son service militaire, qui n'a pas le même intérêt à demeurer dans le pays, puisse conserver par une option individuelle sa nationalité primitive. On ne peut pas trouver de meilleure occasion de respecter la personnalité du mineur ; chaque individu domicilié est frappé par l'annexion, il est juste que chacun puisse pleinement jouir de son droit d'option, la seule concession faite à la liberté dans cette matière.

Les mineurs auront donc un droit d'option propre, qui ne se confondra nullement avec celui de leurs parents. *Mais dans quelles conditions l'exerceront-ils ?* deux opinions sont encore en présence.

a). Suivant les uns, les *mineurs opteront dans le même délai que les majeurs* ; mais, comme ils n'ont

pas une capacité complète, ils opteront avec le consentement ou par l'intermédiaire de leurs représentants légaux. — Ce système se fonde surtout sur l'intérêt du conquérant. Il faut qu'à l'expiration du délai ordinaire, la situation du pays soit définitive. — C'est une raison analogue à celle-là qui nous a fait admettre la théorie du domicile; alors, en effet, il s'agissait de majeurs qui, s'ils avaient pu être exceptés, seraient peut-être restés toujours, eux et leur descendance, dans le pays, en conservant leur qualité d'étrangers: le danger était plus grand pour l'Etat et le résultat n'atteignait que des personnes maîtresses de leurs droits et qui ne devaient imputer leur abstention qu'à elles-mêmes. On ajoute aussi que l'option étant tout au profit de l'enfant et ne tendant qu'à lui rendre son ancienne patrie, il n'est pas nécessaire d'attendre sa majorité pour la faire, et qu'il y a là un acte qui rentre dans les pouvoirs des représentants légaux du mineur — Cette assertion ne nous paraît pas fondée, car elle n'envisage que le côté actif de l'option, c'est-à-dire la déclaration par laquelle on conserverait au mineur sa nationalité primitive; sans doute ce sera pour l'enfant un grand avantage que l'on puisse réaliser cet acte en son nom; mais, supposons que le représentant légal n'ait rien dit avant l'expiration du délai, le mineur sera forclos, et alors on aboutira, pour le cas où le changement de condition devra se produire, au même résultat que dans le système de

l'option collective ; ce que nous reprochons à l'opinion que nous exposons, c'est de ne pas permettre à l'enfant devenu majeur de revenir sur cette négligence de son père ou de son tuteur.

b). Nous déciderons que le plus juste est de *reculer l'option pour les mineurs jusqu'à leur majorité* ; ce système est le plus juridique. Nous venons de montrer qu'en dépit des affirmations de l'opinion contraire, il peut y avoir ici un véritable changement de nationalité, et que, dans cette doctrine, le mineur sera forclos à l'expiration du délai par suite du silence du père, dont la volonté à l'égard de son enfant peut être douteuse ; pour que l'on puisse invoquer la puissance paternelle, il faudrait au moins que cette volonté fût mieux caractérisée ; alors seulement on pourrait dire que le père, appelé à statuer directement sur le sort de son enfant dont il est à même de juger les intérêts, l'a fait en connaissance de cause, et que ce choix s'impose à l'enfant ; et encore cela s'appliquerait-il raisonnablement à un représentant légal autre que le père ? L'objection tirée de la puissance paternelle une fois écartée, nous restons en présence du mineur seul, et alors on ne peut pas décider que sa propre abstention pourra lui être opposée, alors que sa déclaration expresse pour conserver sa nationalité première serait avec raison déclarée nulle ; il faudra donc appliquer la règle *contra non valentem agere* — et attendre pour lui imposer l'option qu'il soit capable

de disposer de sa nationalité. — Le système précédent est le minimum de ce qu'on peut accorder à l'enfant mineur du moment que l'on reconnaît qu'il a un droit. — La seule objection sérieuse est celle tirée de l'intérêt de l'Etat annexant et il faut avouer qu'elle triomphera généralement en pratique ; mais alors, si le droit des mineurs n'est pas complètement méconnu, il sera toujours singulièrement restreint¹.

Enfants nés pendant le délai d'option. Nous avons jusqu'ici supposé que l'enfant était né avant le traité de cession qui fixe la date du changement de souveraineté. — Si nous supposons maintenant des enfants nés après l'expiration des délais ou après l'option de leurs parents, ils suivront la condition actuelle de leur père, sans aucun doute, sauf application de la maxime *infans conceptus*, si l'époque de leur conception remontait à une époque antérieure à l'annexion, dans le cas où leur père aurait subi le changement de nationalité.

Mais l'enfant dont nous nous occupons est celui dont la naissance, antérieure à l'expiration du délai, ou à l'option de ses parents, est néanmoins postérieure à l'annexion. Que faudra-t-il décider à

1. Nous ferons observer avec M. Selosse (*Traité de l'annexion*, p. 136) que la capacité devant être appréciée d'après la loi du pays démembré, le conquérant ne serait pas tenu de prolonger le délai, si, d'après cette loi, le mineur était capable de statuer sur sa nationalité avec l'autorisation de son père ou de son tuteur.

son égard ? Nous distinguerons plusieurs hypothèses.

1^{re} *Hypothèse.* *Le père a laissé passer le délai d'option sans rien dire ;* il prend la nouvelle nationalité ; il est réputé l'avoir eue depuis l'annexion, et, par conséquent, lorsque l'enfant est né ; ce dernier subit donc l'annexion. Il ne faut pas voir là une extension à l'enfant du changement de nationalité du père ; notre solution résulte uniquement de ce que l'enfant prend en venant au monde la condition de son père ; — on pourrait également chercher ici à appliquer la règle *infans conceptus* ¹ ...

2^e *hypothèse.* — *Le père a fait usage en temps utile de la faculté d'option.* Il est considéré comme ayant toujours gardé sa nationalité. L'enfant aura également cette condition.

3^e *hypothèse.* — *Le père est mort pendant les délais, mais sans avoir usé de son droit d'option.* Quelle sera la position de l'enfant ? Prenons, pour éclaircir les explications, l'exemple du traité de 1871. On peut dire : le père est mort, et, ne pouvant plus opter, il allait être considéré comme Allemand, l'enfant sera Allemand. Cela peut à la rigueur être admis dans l'opinion d'après laquelle le père est devenu Allemand sous condition résolutoire le jour de l'annexion ; il a gardé cette qualité par cela seul qu'il n'y a pas renoncé. Mais

1. Robinet de Cléry. *Rev. crit.* 1876, p. 106.

cela est inconciliable avec la théorie contraire que nous avons adoptée ; — nous dirons : le père est mort Français, on n'aurait pu lui opposer la qualité d'Allemand que s'il avait laissé s'accomplir le délai sans rien dire, ce qu'on ne peut pas affirmer en présence de sa mort prématurée, car personne ne sait s'il n'aurait pas opté. Décider que l'enfant est Allemand, serait priver le père, dans la personne de son fils qui succède à ses droits, d'une partie de la faculté qui lui était concédée ; ce fils a un droit acquis dont la mort de son père, loin de le dépouiller, l'a investi personnellement. Nous avons dit que le père était mort Français, que le fils était né Français ; nous ne croyons pas cependant que par suite du décès de son auteur l'enfant doive être considéré comme ayant définitivement gardé la nationalité française ¹. Le défunt avait été atteint suffisamment par la cession pour que sa qualité ne fût plus intacte ; elle était frappée d'une condition résolutoire, il ne pouvait la conserver qu'en faisant une déclaration qu'il n'a pas faite dans notre hypothèse. Ce qui nous semble le plus logique, c'est de dire qu'il est mort dans une situation incertaine ; son enfant restera dans cette même situation. Quant à savoir si l'enfant aura un droit d'option distinct de celui de son représentant légal et de quelle manière il pourra

1. V. cependant Cassation, 13 janvier 1845 (D. P. 1845, 1, 89). — Robinet de Cléry, *loc. cit.* p. 102.

l'exercer, il faudra se référer, pour résoudre la question, aux théories que nous avons précédemment exposées.

Nous allons examiner maintenant les règles suivies dans un certain nombre de traités importants.

CHAPITRE II

EXAMEN DES PRINCIPAUX TRAITÉS CONSACRANT DES CESSIONS DE TERRITOIRE

On ne trouve pas dans les lois de dispositions relatives aux annexions ou aux démembrements d'une manière générale ; soit pour ne pas effrayer ses voisins, soit par crainte de paraître faible, on aime mieux s'en tenir aux théories de la doctrine ; et d'ailleurs une législation sur cette matière risquerait fort de ne pas être appliquée, car, presque toujours, lorsque ces faits assez rares se produisent, un traité est conclu qui règle la question de nationalité. C'est dans ces documents internationaux que nous devons rechercher ici le droit positif.

Nous envisagerons successivement les diverses époques saillantes de l'histoire moderne et nous verrons si les règles que nous avons posées y ont été observées.

I. — PÉRIODE ANTÉRIEURE A 1789.

C'est à partir de Louis XIII que l'émigration est accordée aux habitants comme moyen de dénationalisation, sans qu'ils soient obligés de vendre leurs biens : ce système fut inauguré dans la *capitulation d'Arras* (9 août 1640) ¹. — Le *traité de Ryswick*, dans son *article 17*, dit : « Qu'il soit
« permis à tous ceux des habitants de la ville de
« Strasbourg ou des dépendances, de quelque con-
« dition qu'ils soient, qui voudront émigrer, de
« transférer leur domicile au lieu où il leur plaira
« et d'y transporter leurs meubles en franchise de
« tout droit, dans le délai d'une année à partir de
« la ratification du traité de paix. » — Il en est de même dans les *traités d'Utrecht* (31 mars-11 avril 1714), art. 14 et de *Rastadt* (6 mars 1714), art. 24 . D'après ce dernier traité : « Il sera permis aux
« sujets des places et Païs réciproquement cédés ou
« restitués, comme aussi à tous les sujets desdits
« Païs-Bas Espagnols de sortir desdites places et
« Païs-Bas Espagnols pour aller où bon leur
« semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté
« de vendre à qui il leur plaira ou de disposer au-
« trement de leurs effets, biens meubles et immeu-

1. V. Recueil des pièces historiques. — Selosse p 134. Id. capitul. d'Ypres (25 déc. 1659). Tournai (24 juin 1667), Douai (6 juillet 1667) et Gand (9 mars 1678).

2. Recueil de Dumont, tome II, p. 419.

« bles, avant ou après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchés directement ou indirectement. » — Aucune déclaration n'était nécessaire ; on ne parlait pas des enfants mineurs ; — on admettait que l'annexion s'appliquait à la fois aux originaires et aux domiciliés.

II. — RÉVOLUTION ET EMPIRE

La Révolution inaugura le droit d'option sous forme de déclaration, mais on exigeait en même temps l'émigration hors du territoire annexé, pratique suivie généralement depuis. Toutefois, parmi les traités de cette époque ¹, très peu prévoyaient la conservation de leur nationalité par les habitants : tel fut cependant le *traité de Bâle* entre la France et l'Espagne, du 4 thermidor an III (22 juillet 1795). L'*article 9*, prévoyant la cession de Saint-Domingue à la France, décide que « les habitants de la partie espagnole de Saint-Domingue qui, par des motifs d'intérêt ou autres, « préféreraient de se transporter avec leurs biens « dans les possessions de Sa Majesté Catholique, « pourront le faire dans l'espace d'une année à compter de la date de ce traité. » On n'exige pas ici de déclaration ; au contraire, dans l'*article 9 du traité de Campo Formio* (17 oct. 1797), « ceux qui, à l'avenir, voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront

1. Vincent et Pénaud, Dict. V^o *Annexion* — longue liste des actes consacrant des annexions.

« tenus d'en faire *la déclaration* trois mois après la
 « publication du traité de paix définitif : ils auront
 « le terme de trois ans pour vendre leurs biens
 « meubles et immeubles, ou en déposer à leur vo-
 « lonté. » v. aussi le traité de Vienne du 14 octobre
 1809, article 10. — La faculté d'émigration était
 accordée par les traités annexant les villes de
 Mulhouse (9 Pluviose an VIII, 28 janvier 1798,
 article 3) et de Genève (26 avril 1798, 7 floréal an
 VI, article 2) bien qu'il s'agît de l'annexion de tout
 un Etat. — En dehors de ces exceptions, le droit
 d'option fut méconnu. Il y eut même un décret du
 18 septembre 1807 qui réprimait l'émigration des
 domiciliés. — A cette époque les domiciliés et les
 originaires non domiciliés étaient atteints : c'est
 ce qui a été décidé par la Cour de Cassation le
 12 juin 1874 (D. P. 1875, 1, 333, 334) ; la question
 des enfants mineurs n'était pas tranchée.

III. — DÉMEMBREMENTS DE 1814-1815

Les sacrifices imposés à la France par l'Europe
 coalisée sont consacrés par les *traités du 30 mai*
1814 et du 20 novembre 1815, qui doivent être
 complétés, quant à la nationalité, par la *loi du 14*
octobre 1814. Ces textes ont organisé un système
 tout spécial qui s'expliquait par la situation ex-
 ceptionnelle où l'on se trouvait et par la préten-
 tion qu'avaient les alliés et dans une certaine me-
 sure le gouvernement français lui-même de faire

considérer comme non venu tout ce qui s'était passé sous la Révolution et l'Empire. — Les originaires des pays acquis depuis l'époque à laquelle rétroagissaient les traités de 1814 et de 1815, et dont ils déterminaient la rétrocession, cessaient d'être Français. — On ne parlait en aucune façon de déclaration d'option ; mais on accordait aux « *habitants NATURELS et étrangers* (art. 17, 1814, — art. 7, 1815) le droit, dans les six ans, de disposer de leurs propriétés et d'émigrer. Cette émigration permettait-elle de rester Français ? On pourrait être tenté de le dire ; c'est l'effet ordinaire du changement de domicile en cas de cession de territoire, à moins d'exigence d'une déclaration, ce qui n'avait pas lieu ici ¹. Cependant l'opinion contraire a prévalu dans la doctrine et la jurisprudence ². Il semble résulter en effet du texte même du traité qu'ils n'ont pas prévu l'option, puisqu'ils parlent de la faculté d'émigration aussi bien pour les naturels que pour les étrangers et ces derniers n'avaient pas à prendre parti ; cela est également conforme à l'esprit général qui animait les Hautes Parties Contractantes, car la population intéressée était plutôt regardée comme recouvrant sa nationalité première que comme perdant

1. En ce sens Weiss, 1^{re} éd. p. 117. — Arrêt de Cologne du 11 mars 1841.

2. Foelix. *Rev. dr. fr. et étrang.* 1845 *loc. cit.* Cassation, 26 février 1838, S. 1838, 1, 280, D. P. 1838, 1, 132. — Cass. S. 1872, 1, 417 et note — 7 décembre 1883, D. P. 1884, 1, 209. — Paris, 11 juillet 1883, S. 1883, 2, 177.

la nationalité française. — Enfin la loi du 14 octobre 1814 semble bien supposer qu'en dehors des formalités par elle établies, la population des provinces perdues reste étrangère. Il fallait obtenir du roi des lettres de déclaration de naturalité.

QUELLE ÉTAIT LA SITUATION DES ENFANTS MINEURS ? — Nous distinguerons suivant que les parents avaient ou non usé de la loi de 1814.

a). *Les parents n'ont pas bénéficié de la loi de 1814.* L'effet de la cession se produisait complètement et les enfants devenaient étrangers, et cela alors même qu'ils étaient nés hors du territoire cédé ; dans les originaires devaient être compris non seulement les personnes nées dans ces provinces, mais aussi leurs descendants ; cela peut paraître rigoureux, d'autant plus que, même en restreignant l'effet de la rétrocession aux personnes nées sur le sol démembré, on pouvait arriver à des conséquences choquantes et à de grandes complications ; mais il faut songer que le résultat que nous déplorons aurait été indiscutable si les pays dont il s'agit n'avaient jamais appartenu à la France, et cette fiction doit être ici notre critérium. Il y avait une sorte de *postliminium*. « Lors-
« qu'un pays, réuni depuis peu à un autre, en est
« détaché, chacun d'eux reprend ou conserve ses
« nationaux parce qu'ils sont encore distincts. Ils
« l'étaient et le temps n'avait pas encore passé
« son niveau quand la France perdit... ces récen-
« tes conquêtes. Les indigènes de provinces pri-

« mitivement belges, hollandaises, allemandes, « suisses ou italiennes faisaient comme elles re- « tour à leurs anciens maîtres ou aux Etats que la « politique de la Sainte Alliance reconstituait ¹. » M. Robinet de Cléry cite à l'appui des arrêts reconnaissant ce caractère temporaire de nos conquêtes ². Les enfants étaient réputés nés de Belges ou de Hollandais et avaient la même condition. Telle est l'opinion de MM. Aubry et Rau (*loc. cit.*) que nous avons critiquée seulement en ce qu'elle est trop générale ³. Telle est aussi la solution que la jurisprudence a sanctionnée par de nombreuses décisions (v. Vincent et Pénaud Dict. v^o annexion n^o 72) et entre autres plusieurs arrêts de la Cour de Cassation ⁴. Cependant la Cour suprême, le 7 décembre 1883, a repoussé la rétroactivité des démembrements de 1814 à propos de l'application de la loi du 7 février 1851 ⁵. Quelle que soit d'ailleurs l'opinion que l'on ait sur la rétroactivité, il nous semble que l'expression de *naturels*

1. Robinet de Cléry. *Rev. crit.* 1876, t. III, p. 27.

2. Cassation 7 mai 1849, D. P. 1849, 1, 432.

3. La même critique pourrait être adressée à l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 16 juillet 1831 (D. P. 1834, 1, 305) dans lequel se trouve ce motif : « Attendu que, comme lors de la réunion, de même « lors de la séparation, les enfants ont dû suivre et ils ont effective- « ment suivi la condition de leurs pères : *Cum legitimæ nuptiæ* « *factæ sint, patrem liberi sequuntur* (l. 19, ff. de statu homi- « num), etc. »

4. En notre sens, Eyssautier, (*Rev. crit.* tome XXIII, 1863, p. 45 et s.

5. En ce sens, arrêt de la Cour de Douai (1837) renvoyé par la Chambre des Requêtes devant la Chambre civile le 12 décembre 1838. (*Gaz. Trib.* du 15 décembre 1838).

employée dans le traité autorise l'interprétation extensive que nous avons donnée.

La Cour de Cassation ¹, dans un arrêt du 13 janvier 1845, avait décidé que si le mineur était en France et avait perdu son père au moment des traités, il demeurerait Français; cela est supposé par un jugement du tribunal de Vervins du 19 mars 1891 ², qui donna lieu à des consultations de MM. Lainé et Weiss. — En effet, disent MM. Aubry et Rau (note 25), « lorsque le père n'existait « déjà plus au moment de la séparation, la qualité « de Français s'étant consolidée d'une manière ir- « révocable dans la personne de ce dernier, par « suite de son décès, elle a dû se fixer de la même « manière sur la tête de l'enfant. » Contra Foelix, Nos 32 à 35). — En dehors de cette restriction, il fallait décider que les enfants mineurs cessaient d'être Français, et le traité ne leur donnait aucun moyen de le redevenir.

b). Application de la loi du 14 octobre 1814. — L'interprétation donnée à cette loi adoucit beaucoup les rigueurs du démembrement.

La loi de 1814 établissait deux catégories de personnes; celles visées par l'article 3 et celles dont s'occupaient les articles 1 et 2. Nous n'insisterons pas sur l'article 3. Il établissait une naturalisation privilégiée au profit des « individus

1. S. 1845, 1, 90 — D. P. 1845 1, 88.

2. *Rev. prat. de dr. int. privé*, 1890-1891, p. 297.

« nés et encore domiciliés dans les départements
« qui, après avoir fait partie de la France, en ont
« été séparés par les derniers traités. » Mais par
là même ils étaient reconnus comme étrangers ;
cette naturalisation avait les effets d'une naturalisation ordinaire.

D'après l'article 1^{er}, « tous les habitants des
« départements qui avaient été réunis au territoire
« de la France depuis 1791 et qui en vertu de cette
« réunion se sont établis sur le territoire actuel de
« la France, y ont résidé sans interruption depuis
« dix ans et depuis l'âge de 21 ans, *sont censés avoir*
« *fait la déclaration exigée par l'article 3 de la*
« *loi du 22 Frimaire an VIII*, à charge par eux de
« *déclarer, dans le délai de trois mois, à dater de*
« la publication des présentes, *qu'ils persistent*
« *dans la volonté de se fixer en France.* »

« Ils obtiendront à cet effet de nous des *lettres*
« *de déclaration de nationalité* et pourront jouir
« dès ce moment des droits de citoyens français,
« à l'exception de ceux réservés dans l'article 1^{er}
« de l'ordonnance du 4 juin qui ne pourront être
« accordés qu'en vertu de lettres de naturalisation
« vérifiées dans les deux Chambres. »

Art. 2. « Ceux qui n'auront pas dix années de
« résidence réelle dans l'intérieur de la France
« acquerront les mêmes droits de citoyens fran-
« çais, le jour où leurs dix années de résidence
« seront révolues, à charge de faire, dans le
« même délai, la déclaration susdite. »

« Nous nous réservons néanmoins d'accorder,
« lorsque nous le jugerons convenable, même
« avant les dix ans de résidence révolus, des lettres
« de déclaration de naturalité. »

Les articles 1 et 2 accordent l'équivalent d'un droit d'option à celles des personnes atteintes par le traité dont la situation paraissait le plus digne d'intérêt. Nous allons rechercher : 1^o Qui pouvait invoquer la loi de 1814 ; 2^o Quel était l'effet des articles 1 et 2 à l'égard des enfants mineurs de ceux qui en avaient bénéficié.

1^{re} Question. — *Les enfants mineurs pouvaient-ils invoquer la loi du 14 octobre 1814 alors même que leurs parents ne le faisaient pas ?* — La jurisprudence était unanime ¹ à reconnaître qu'ils pouvaient le faire à leur majorité ; elle était en cela d'accord avec ce que nous avons admis en théorie ². Il n'y a pas ici de difficulté, malgré le texte de la loi, quant au délai, car le terme de trois mois des articles 1 et 2 était purement comminatoire ; la loi du 3 décembre 1849 en abrogeant la loi de 1814 a reconnu implicitement au délai ce caractère ; sans cela, l'abrogation eût été inutile. Ceci admis, le droit des enfants est indiscutable. Le démembrement s'est appliqué à tous, majeurs et mineurs. Quand la loi de 1815 est intervenue, elle a donné le moyen de redevenir Français à chacun

1. Sauf Douai, 12 janvier 1843, S. 1843, 2, 433.

2. V. surtout Cassation, 1^{er} août 1836. *Journal du Palais* 1836, 2, 270, S. 1836, 1, 800. D. P. 36, 1, 355.

de ceux qui avaient été atteints par les traités. Comme elle ne distingue pas, le droit de l'invoquer doit être accordé même aux mineurs, mais à cause de leur incapacité momentanée, on suspend leur droit jusqu'à leur majorité. Pourtant MM. Aubry et Rau se prononcent en sens contraire : ils supposent que le délai de la loi est fatal pour les majeurs, et ils en concluent que pour qu'il ne le fût pas pour les mineurs, il faudrait faire une distinction qui n'existe pas dans la loi « qui ne s'occupe que des majeurs. » Ils vont même jusqu'à dire que les mineurs sont en dehors des prévisions du législateur ; ils n'ont pas d'option personnelle ; cela résulterait de son silence à leur égard, silence qui « s'explique par la considération que la nationalité des enfants non encore parvenus à leur majorité, se déterminant, dans la matière qui nous occupe, par celle de leurs pères, il devenait inutile de statuer d'une manière spéciale sur leur position. » Nous avons répondu d'avance en ce qui concerne le délai. Quant à la fin de l'argumentation, elle repose sur ce que ces auteurs ne distinguent pas assez les traités de 1814 et 1815 de la loi du 14 octobre 1814. Si les enfants ont subi la dénationalisation de leurs parents, ce ne n'est pas comme conséquence d'une option tacite de ces derniers, puisque les traités ne leur donnaient pas ce droit, c'est parce que ces enfants étaient compris personnellement parmi les personnes dénationalisées ;

peu importe que pour déterminer ces personnes on ait tenu compte de leur filiation ; leur sort était lié en fait à celui de leur père, mais non en droit ; on ne peut donc pas soutenir que la loi de 1814 les laisse en dehors de son texte.

2^e Question.— Supposons que *les parents ont bénéficié de la loi de 1814. Quel effet cela produira-t-il à l'égard de leurs enfants mineurs ?* — Nous écarterons tout de suite le cas de l'article 3 dont l'effet est purement individuel, bien qu'il parle de lettres de déclaration. — Mais que dire dans le cas des articles 1 et 2 ? Nous déciderons que le recouvrement de la qualité du Français devait s'étendre aux enfants mineurs du réintégré ; les intéressés obtenaient ici non pas des lettres de naturalisation, mais des lettres de déclaration, et il est à croire que la loi voulait se référer à ce qui avait lieu dans notre ancien droit, c'est-à-dire donner à cette réintégration un effet rétroactif ¹. Les enfants se trouvaient dans la même condition, au moins aux yeux de la France, que si le démembrement n'avait jamais eu lieu ; comme leur père, ils étaient considérés comme étant restés Français.

Telle était la situation en 1814 et après les Cent jours. — Elle était tellement peu ordinaire qu'elle nécessitait ou tout au moins qu'elle faisait com-

1. Aubry et Rau t. S. 72, p. 262, note 2, en ce sens Avis du Conseil d'Etat du 17 mai 1823 (Favard *Rép. de légist.* V^o *naturalisation* n^o 3). Ordonnance du 24 mai 1824.

prendre des règles spéciales. Ces règles ne doivent pas être étendues à l'interprétation des traités que nous allons examiner et qui rentrent dans le droit commun. Toutes ces conventions consacrent expressément le droit d'option qui résulte généralement de la combinaison d'une déclaration expresse en faveur de la nationalité primitive et de l'émigration hors du territoire annexé.

IV. — TRAITÉ DU 24 MARS 1860

D'après *l'art. 6* du *traité de Turin* constatant l'annexion de la Savoie et du Comté de Nice à la France (promulgué par le décret du 12 juin) : « Les sujets sardes *originaires* de la Savoie et de « l'arrondissement de Nice *ou domiciliés* actuelle-
« ment dans ces provinces, qui entendront conser-
« ver la nationalité sarde, jouiront pendant l'es-
« pace d'un an, à partir de l'échange des ratifications
« et moyennant une déclaration préalable faite à
« l'autorité compétente, de la faculté de transpor-
« ter leur domicile en Italie et de s'y fixer, auquel
« cas la qualité de Sarde leur sera maintenue.
« Ils seront libres de conserver leurs immeubles
« situés sur les territoires réunis à la France. »

Il résulte de l'emploi du mot *ou* dans l'article 6, que l'annexion atteignait à la fois les originaires et les domiciliés, il suffisait d'avoir l'une *ou* l'autre de ces deux qualités. — Par originaires, il fallait

entendre les personnes *nées* en Savoie ou dans le Comté de Nice ¹.

De plus, l'article 6 établissait un droit d'option.

Pour les majeurs, il y aurait eu peu de difficulté sans le *décret du 30 juin 1860* qui semble restreindre l'effet du traité à ceux qui étaient originaires *et* domiciliés. Nous croyons qu'il ne faut pas tenir compte du décret qui ne pouvait pas déroger au traité, et qui, même en France, ne pouvait pas tenir lieu d'une loi.

Quant aux MINEURS, le traité ne disait rien sur eux. Il est vrai que le *décret du 30 juin* contenait un *article 2* d'après lequel : « Les sujets sardes
« encore mineurs, nés en Savoie et dans l'arrondis-
« sement de Nice, pourront, dans l'année qui
« suivra l'époque de leur majorité, réclamer la
« qualité de Français en se conformant à l'article
« 9 du Code civil. » Cet article dérogeait au traité au moins pour les mineurs nés dans le pays incorporé, car le droit qu'il leur donnait supposait

1. Pourtant la Cour de Lyon (8 mai 1877, *jurispr. Lyonnaise*, 1877 p. 244) s'est prononcée en sens contraire : « considérant que cette « disposition (article 6) s'applique à tous les fils des Savoisien appar- « tenant à la nationalité sarde, sans distinguer s'ils sont nés en Savoie « ou en France ; que rien n'établit qu'en 1860, le mot originaire eût « dans la langue diplomatique une signification moins étendue que « celle qui lui est attribuée par les lois civiles, et qu'on doive le « restreindre à l'idée du lieu de naissance en écartant toute idée de « filiation... qu'en l'absence d'une disposition spéciale, on ne saurait « admettre une interprétation contre laquelle protestent l'esprit et « le texte du traité. » Cet arrêt confirmait un jugement du tribunal de Lyon (Folleville, page 238) qui, sur ce point, donnait des motifs contraires et s'appuyait entre autres arguments sur l'autorité doctrinale de la circulaire du 30 mars 1872.

le maintien en leur personne de la qualité de Sarde, ce qui était contraire à l'effet de l'annexion. Comme pour les majeurs, nous croyons encore ici qu'il ne faut pas tenir compte du décret. On a pourtant cherché à lui donner un sens en lui faisant régler des hypothèses non prévues par le traité.

D'après un *1^{er} système*, le décret viserait les enfants qui avaient fait ou pour qui on avait fait, pendant leur minorité, l'option de l'article 6 du traité ; dans la crainte d'écarter de la France des enfants ayant fait un choix mal éclairé, ou contre l'intention desquels on aurait agi, il leur était permis, une fois majeurs, de réclamer la qualité de Français. Ce système, quoique incomplet, puisqu'il devrait s'appliquer à plus forte raison à ceux qui étaient simplement domiciliés, aurait eu pour résultat de bien sauvegarder la liberté des mineurs, mais rien ne semble autoriser à l'admettre, en présence des termes de l'article 2 qui ne dit nulle part que l'option a déjà été exercée.

2^e Système. Si nous en croyons M. Selosse, cet « article vise les mineurs, qui bien que nés sur le « territoire annexé, étaient demeurés sujets sardes, « parce que les parents dont ils étaient issus « n'avaient pas été atteints par le changement de « nationalité. » C'est aussi l'opinion de M. Rouquier. ¹

Le décret s'appliquerait à ceux qui sont « nés

1. Revue pratique, 1862, p. 275.

« accidentellement à Nice ou en Savoie. » Pour que le décret ait un sens, il faut supposer que ces enfants sont restés Sardes, et il serait bien téméraire de l'affirmer. Le traité atteignait les originaires sans distinguer si leurs parents étaient établis depuis longtemps dans le pays ou s'ils y étaient de passage. M. de Folleville se résoudrait à adopter cette solution, tout en remarquant qu'elle repose « sur une base très fragile. » Le décret serait d'ailleurs inconséquent en n'admettant pas la même distinction pour les majeurs.

Un 3^e système, non moins arbitraire que les deux autres, a reçu en quelque sorte un caractère officiel à la suite d'un *arrangement* intervenu en 1874 et résultant d'un échange de déclarations ¹. Le chargé d'affaires d'Italie, M. Bessiman, répondant à une proposition de notre ministre des affaires étrangères, du 10 juillet, écrivait le 22 juillet : « Il « demeure convenu que les fils nés en Savoie et à « Nice de pères originaux des provinces italiennes « et qui, à l'époque de l'annexion de la Savoie et « de Nice à la France, étaient encore mineurs, seront considérés, à défaut d'une option explicite, « comme étant restés Italiens et que, conséquem- « ment, ils ne seront pas soumis au service militaire en France, mais inscrits par les rôles de la « levée en Italie. » L'accord fut définitivement constaté par une lettre de M. Decazes en date du

1. *Journal*, 1877, p. 104.

7 novembre 1874. Il résultait de cette convention que les enfants qu'elle avait en vue n'étaient pas atteints par le traité de 1860 ; on aurait pu leur appliquer le décret sans contredire le traité. Nous reconnaitrons toutefois qu'avant 1874 cette distinction n'avait aucun fondement. Il ne faut pas d'ailleurs s'exagérer l'importance du *modus vivendi* que nous venons de citer, car le chargé d'affaires d'Italie reconnaissait lui-même que « cette « solution » n'avait « qu'un caractère admi-
« nistratif et qu'elle n'empêchera pas les intéres-
« sés, dans le cas où ils ne voudraient pas s'y sou-
« mettre, de faire valoir leurs droits devant les tri-
« bunaux compétents. »

En définitive, on ne doit pas tenir compte de l'article 2 du décret du 30 juin 1860, un compte plus grand que de son article 1^{er}. Il ne peut gêner en rien la liberté de notre interprétation.

Devant le silence du traité, nous déciderons, en nous référant aux principes, que la condition des enfants mineurs devait être indépendante de celle de leurs parents, qu'ils avaient un droit d'option personnel, et que le délai pour l'exercer se trouvait suspendu pendant leur minorité. Cette opinion est celle de la doctrine ; elle a été consacrée par un arrêt de la Cour de Cassation de Turin du 11 juin 1875 ¹. L'annotateur italien dit que « la meilleure manière dont les traités de cession puis-

1. *Journal* 1875, p. 138, notes de MM. Fiore et Scaliotti et de M. Du-
bois.

« sent protéger les intérêts des mineurs, c'est d'ad-
 « mettre que leur incapacité d'exercer le droit
 « d'option est temporaire, mais qu'ils ne perdent
 « pas le droit lui-même et que, par conséquent, le
 « délai ne commence à courir pour eux que du
 « jour de leur majorité. » Dans l'espèce, il s'agis-
 sait de déclarer Français un enfant dont le père
 avait opté pour la nationalité italienne, mais qui,
 resté en France, avait, à sa majorité, réclamé la
 qualité de Français. L'arrêt du 23 décembre 1872
 de la Cour d'appel de Turin l'avait déclaré Italien
 et fut cassé ; cette solution est d'autant plus re-
 marquable qu'elle ne peut pas être suspectée de
 partialité, puisqu'elle n'était pas dans l'intérêt de
 l'Italie. — Cette mise en suspens de la nationalité
 de l'enfant jusqu'à sa majorité, n'était pas con-
 traire à l'intention des Hautes Parties Contrac-
 tantes, et c'est le cas d'invoquer l'esprit, sinon le
 texte, du décret de 1860 qui établissait un système
 analogue, et qui dénotait indirectement que les
 vues du gouvernement français n'étaient pas d'im-
 poser une nationalité définitive aux enfants mi-
 neurs. — Notre système a été admis aussi en
 France par un jugement du tribunal de Nice du
 28 mars 1887. « Attendu, dit le tribunal, que le
 « traité est muet sur le droit des mineurs relative-
 « ment à cette option, mais qu'il faut déduire de
 « son silence même qu'il s'est référé aux principes
 « qui régissaient, en France comme en Sardaigne,
 « la situation des mineurs ; attendu que, d'après

« ces principes, le mineur n'a pas l'exercice de
 « ses droits ; — qu'il est incapable d'avoir une
 « volonté légale, qu'il ne peut donc à son gré
 « changer de patrie, et que, jusqu'à sa majorité, il
 « ne peut abdiquer la nationalité que la loi lui
 « a conférée ; que, s'il ne le peut pas agissant
 « seul, il ne le peut pas davantage avec le concours
 « de son représentant légal ; — que celui-ci n'a
 « que des pouvoirs d'administration, et que l'on
 « ne saurait admettre qu'il peut librement dispo-
 « ser de la nationalité du mineur, partie essen-
 « tielle de son état, quand il ne peut disposer de
 « ses biens que sous les conditions les plus sévè-
 « res ; qu'il s'ensuit que ce n'est qu'à sa majorité
 « que le mineur, originaire du Comté de Nice, a
 « pu, par une manifestation personnelle de sa vo-
 « lonté, renoncer à la nationalité française ; —
 « qu'il faut ajouter, du reste, que l'impuissance lé-
 « gale où il se trouvait d'exercer plus tôt ce droit
 « ne pouvait lui en faire perdre la puissance : le
 « délai d'un an, imparti par le traité, ne commen-
 « çait à courir pour lui que de sa majorité. — Que
 « ces principes sont consacrés par l'article 9 du
 « Code civil aussi bien que par la loi du 7 février
 « 1851 et lorsque des considérations particulières
 « ont commandé qu'il y fût dérogé, le législateur
 « n'a pas manqué de s'en expliquer d'une manière
 « expresse ¹. » Ce jugement est la reproduc-

1. *Journal* 1889, pa. 467 et s. L'annotateur, M. Audinet, trouve que

tion de la thèse soutenue par M. Eyssautier ¹.

Nous devons cependant reconnaître que, sauf cette exception, les tribunaux français se sont prononcés dans un sens opposé et ont méconnu en réalité le droit d'option des enfants mineurs. Ces derniers suivaient toujours la condition de leur père. L'option ou le défaut d'option de leur auteur avait un effet collectif. C'est ce qui fut décidé par deux arrêts de la Cour de Chambéry du 22 décembre 1862 ² pour des enfants dont le père était devenu Français, mais qui avec son consentement avaient opté pour la nationalité sarde. Nous retiendrons surtout les motifs du premier arrêt qui décide « que la faculté réservée à l'arti-
« cle 6, tout en appartenant aux individus des
« deux sexes, en âge et en situation de disposer
« de leur personne, ne concernait point les mi-
« neurs vivant sous la tutelle de leur père ; qu'elle
« leur était d'autant moins attribuée que la légis-
« lation de la France comme celle de la Sardai-
« gne ne reconnaissaient à ces mineurs d'autre
« domicile que le toit paternel, et qu'en les sou-
« mettant, l'une et l'autre, à l'obligation de suivre
« la condition de leur père, elle les tenait pour in-
« habiles à choisir une autre patrie..... Attendu que

la suspension du délai est contraire aux termes du traité, et que l'on aurait dû permettre l'option pendant la minorité avec le concours des représentants légaux.

1. *Revue critique*, tome XXIII, *loc. cit.*

2. D. P. 63, 2, 97 et s.

« le droit d'option devait pour le mineur se confon-
 « dre avec celui du père de famille, son représen-
 « tant et son organe légal ; que si celui-ci, en gar-
 « dant son domicile en Savoie, imposait à son fils la
 « nationalité nouvelle, ce n'était là qu'une consé-
 « quence naturelle des convenances de la famille,
 « qu'un effet de l'autorité de la loi et de celle du
 « traité, puisant à la même source le pouvoir de
 « statuer souverainement sur l'état des personnes. »
 — Un arrêt du 17 mai 1865¹ décidait dans les
 mêmes circonstances qu'un enfant mineur avait
 « suivi nécessairement la condition de sa mère »
 survivante et était devenu Français.

Nous pouvons citer encore l'arrêt de la Cour
 d'Aix du 2 mai 1888² qui, tout en confirmant le
 jugement précité de Nice du 28 mars 1887, déci-
 dait d'une manière générale que l'enfant aurait
 suivi la condition de sa mère veuve, qu'elle eût
 opté pour la nationalité sarde ou qu'elle se fût abs-
 tenue. « Attendu que la législation française
 « comme celle de la Sardaigne soumettent le mi-
 « neur à l'obligation de suivre ses père et mère,
 « ou tuteur ; — qu'en conséquence, le droit d'op-
 « tion pour le mineur doit se confondre avec celui
 « du père de famille ; — mais qu'il y a lieu de dé-
 « clarer que la veuve Méreu est devenue et est
 « restée Française, faute par elle d'avoir rempli les

1. S. 1865, 2, 269.

2. *Journal* 1889, p. 467 et s.

« conditions à elle imposées pour conserver la nationalité sarde, et que dès lors Méreu a suivi la condition de sa mère. »

Nous remarquerons que, dans tous ces cas, il y avait eu une option spéciale de l'enfant. Les arrêts la déclarent radicalement nulle, mais au fond il n'y avait là qu'un moyen subsidiaire dont l'examen devenait inutile puisque l'on refusait aux mineurs un droit d'option propre. Ce que nous comprenons peu dans ces décisions, c'est qu'elles semblent dire que, d'après la législation française, le changement de nationalité des parents s'étendait aux enfants mineurs.

Un arrêt de Chambéry, du 4 mai 1875 ¹, à propos d'un jeune homme dont le père était resté Italien, avait admis que le fils l'était aussi, parce que « le fils mineur ne peut avoir d'autre nationalité que celle de son père. » Mais on s'appuyait surtout sur l'article 2 du décret du 30 juin 1860 et sur la correspondance diplomatique de 1874.

Quant au système défendu par M. Audinet ², — d'après lequel le mineur aurait un droit propre, mais devant s'exercer dans le délai de l'article 6 du traité du 24 mars 1860, avec le consentement de ses représentants légaux, — il avait été admis, tout au début, par le tribunal de Saint-Jean de Maurienne, dans un jugement du 3 juillet 1862

1. D. P. 1877, 2, 17.

2. *Journal* 1889, p. 467 et s., note sous l'arrêt d'Aix.

infirmé par l'un des arrêts précités de la Cour de Chambéry, du 22 décembre 1862 (Préfet de la Savoie c. Rostaing). Le tribunal considérait que l'exercice du droit d'option était ici un acte conservatoire qui pouvait être fait avec l'assistance de certaines personnes, et que si l'on pouvait, à la rigueur, admettre que l'option était entachée de nullité, cette nullité ayant pour cause l'incapacité de l'enfant était toute relative et ne devait pas être invoquée contre lui.

En résumé, et sauf quelques rares exceptions, on pouvait dire que d'après la jurisprudence française relative au traité de Turin, l'enfant mineur suivait ou conservait la nationalité de ses parents, d'après le parti qu'ils prenaient. Il y avait là un dangereux précédent dont le gouvernement allemand, après le traité de Francfort, n'allait pas tarder à se faire une arme contre nous.

Avant d'étudier le démembrement de 1871, nous mentionnerons le *traité du 2 février 1861* annexant à la France Menton et Roquebrune qui faisaient partie de la Principauté de Monaco. — Il fallait suivre les mêmes règles que pour le traité du 24 mars 1860.

V. — TRAITÉS DE FRANCFORT DU 10 MAI ET DU 11 DÉCEMBRE 1871

La perte pour la France de l'Alsace et de la Lorraine fut définitivement réalisée par le *traité de*

paix signé à Francfort s. Mein le 10 mai 1871, approuvé par l'Assemblée de Versailles le 18 ; l'échange des ratifications eut lieu le 20 mai. C'est à cette date seulement qu'il faut faire remonter les effets de l'annexion ¹.

Nous ne parlerons *dés préliminaires de paix de Versailles des 26 février — 2 mars 1871* que pour en signaler l'article 5 qui semblait devoir servir de guide dans l'interprétation de l'intention des contractants : « Les intérêts des habitants des ter-
« ritoires cédés par la France, en tout ce qui con-
« cerne leur commerce et leur *droit civil*, seront
« réglés aussi favorablement que possible (*So güns-
« tig als möglich*)... Le gouvernement allemand
« n'apportera aucun obstacle à la libre émigration
« des habitants des territoires cédés, et ne pourra
« prendre contre eux aucune mesure atteignant
« leurs personnes ou leurs propriétés. » Nous ver-
rons bientôt avec quel empressement le gouver-
nement allemand, une fois la paix signée, a mani-
festé des dispositions d'esprit toutes contraires.

L'article 2 du traité de *Francfort* détermine les personnes frappées et leur accorde un droit d'op-
tion : « Les sujets *originaires* des territoires cé-
« dés, *domiciliés* actuellement sur ce territoire,

1. En ce sens Robinet de Cléry. *Rev. critique* 1876, p. 43. Il ne faut pas rattacher cet effet aux préliminaires de paix signés à Versailles le 27 févr. 1871 (approuv. le 1^{er} mars par l'ass. de Bordeaux ; éch. des ratif. 2 mars) qui n'avaient qu'un caractère provisoire. — Contra Hepp. *du droit d'option des Alsaciens Lorrains*, n°26 ; Spire, *op. cit.* p. 20.

« qui entendront conserver la nationalité française, jouiront jusqu'au 1^{er} octobre 1872 et moyennant une *déclaration* préalable faite à l'autorité compétente de la *faculté* de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de Français leur sera maintenue. » A la lecture de l'article 2, il semblait bien que la dénationalisation n'atteignait que les originaires qui étaient domiciliés en Alsace ou en Lorraine ; il y avait un *argumentum a contrario* à tirer du rapprochement du traité de 1871 avec celui de 1860. — Mais on ne peut plus soutenir qu'il en était ainsi depuis la *convention additionnelle de Francfort du 11 décembre 1871* (approuvée le 9 janvier 1872, ratifications échangées le 11 janvier) dont l'article 1^{er} parle de l'option des originaires non domiciliés ; pour ces derniers d'ailleurs il suffisait d'une déclaration¹. Il fallait donc s'attacher uniquement à l'*origine*. Telle paraissait bien avoir été l'intention des Hau-

1. Voici le *texte de l'article 1^{er} de la convention additionnelle* : « Pour les individus originaires des territoires cédés *qui résident hors d'Europe*, le terme fixé par l'article 2 du traité de paix pour l'option entre la nationalité française et la nationalité allemande est étendu jusqu'au 1^{er} octobre 1873. — L'option en faveur de la nationalité française résultera pour ceux de ces individus *qui résident hors d'Allemagne*, d'une déclaration faite soit aux maires de leur domicile en France, soit devant une chancellerie diplomatique ou consulaire française, ou de leur immatriculation dans une de ces chancelleries. »

tes Parties Contractantes, et c'est ce que la France a toujours soutenu.

Quant à savoir dans quel sens il fallait entendre le mot *originaires*, le gouvernement français en avait référé lui-même au gouvernement allemand, dont le comte d'Arnim, envoyé extraordinaire, se faisait l'interprète, quand il disait dans sa dépêche du 18 décembre 1871 : « Le gouvernement impérial considérera comme originaires « de l'Alsace-Lorraine tous ceux qui sont *nés* dans « ces territoires. » On pouvait en conclure logiquement que l'annexion s'appliquait à eux seuls, et notre ministre des affaires étrangères, dans sa réponse du 29 décembre au comte d'Arnim, constatait que « les individus qui ne sont pas natifs « des territoires cédés ne seront pas astreints à faire « une déclaration d'option pour conserver leur « nationalité française, quoiqu'ils puissent être « issus de parents nés en Alsace-Lorraine ou qu'ils « résident eux-mêmes dans ce pays. » Telle était aussi la conclusion du Garde des Sceaux, M. Dufaure, dans sa *circulaire du 30 mars 1872* : « Tous « ceux qui ne sont pas nés dans ces territoires « n'ont aucune déclaration à faire et sont Français « de plein droit. »

Mais les autorités allemandes trouvèrent moyen d'étendre les effets du démembrement. — Une *circulaire* du président supérieur d'Alsace-Lorraine du 7 mars 1872 établit dans son article 1^{er} trois catégories de personnes soumises à l'option : —

les originaires domiciliés (1°), les originaires non domiciliés (3°), et enfin les *domiciliés non originaires* (2°). C'était ajouter aux traités qui ne parlaient pas de ces derniers ; pour eux (art. 2, 2°) le droit d'option s'exerçait par l'émigration sans qu'il y eût besoin de déclaration.

ENFANTS MINEURS. Nous nous hâtons d'arriver aux enfants mineurs. Le traité et la convention additionnelle sont muets à leur égard ¹, malgré les efforts des plénipotentiaires français qui auraient voulu faire reculer l'option jusqu'à la majorité des enfants : « Cette clause, disait-on dans l'exposé « des motifs, eût été en harmonie avec notre droit « public qui n'admet pas que dans les questions « d'état, le droit personnel acquis à un individu « par le fait de sa naissance, puisse être modifié en « dehors de sa pleine et libre volonté. » Il est certain que l'Allemagne n'a pas admis cette façon de penser ; mais il ne semble pas que l'on voulût méconnaître absolument le droit des mineurs. Cela résulte des déclarations des plénipotentiaires allemands, consignées dans les procès-verbaux des conférences relatives à la convention additionnelle. La *note française du 13 septembre 1872* ², nous renseigne sur ce point. « A la séance du 6 juillet 1871, les plénipotentiaires français ont posé cette question : « les mineurs émancipés ou non

1. Nous considérons comme majeurs ceux qui le sont devenus pendant les délais d'option.

2. *Journal officiel du 14 septembre 1872.*

« émancipés ont-ils la faculté d'option ? » Les plénipotentiaires allemands ont répondu : « Il n'y a
 « pas lieu de faire de distinction entre les mineurs
 « émancipés et les mineurs non émancipés, et le
 « concours de leurs représentants légaux sera né-
 « cessaire pour la déclaration d'option des mi-
 « neurs. » Cette réponse a été confirmée en ces
 termes à la séance du 13 juillet. « En ce qui tou-
 « che les mineurs émancipés ou non, les plénipo-
 « tentiaires allemands confirment leurs précéden-
 « tes explications : qu'il n'y a pas lieu de faire en-
 « tre eux la moindre distinction quant au droit
 « d'option. »

Cette manière de voir avait été acceptée par le gouvernement français. Le Garde des Sceaux, après l'avoir constaté implicitement dans *sa circulaire du 30 mars 1872*, y ajoutait : « Il sera
 « peut-être utile de mettre notre loi en harmonie
 « avec cette déclaration du gouvernement alle-
 « mand et de conférer aux mineurs par un texte
 « spécial le droit de faire acte de nationalité avec
 « l'autorisation de leurs tuteurs ; mais, dès à pré-
 « sent, leurs déclarations doivent être reçues dans
 « cette forme par les autorités françaises. » La loi annoncée n'a pas eu lieu. Mais on peut considérer cette interprétation comme ayant eu en France la sanction législative, car *l'exposé des motifs du 20 décembre 1871* à l'Assemblée nationale disait expressément que « l'option de la nationalité est
 « faite, en ce qui concerne les mineurs, avec l'as-

« sistance de leurs représentants légaux dans les
« délais ordinaires. »

Cette solution était simple : d'une part, la nationalité de l'enfant était indépendante de celle de ses parents, peu importait pour lui qu'ils eussent opté ou non ; d'autre part, il avait un droit d'option propre qu'il devait exercer dans les délais (1^{er} octobre 1872), mais à cause de son incapacité on lui adjoignait ses représentants légaux ¹.

Dès le 25 mars 1872, M. de Rémusat, notre ministre des affaires étrangères, avait fait application de ces principes dans une lettre à un habitant de Mulhouse. Mais déjà le 16 mars, le président supérieur d'Alsace-Lorraine, avait, dans une *circulaire* (annoncée par celle du 7 mars, article 6) *relative aux enfants mineurs*, organisé un système tout contraire. Il décide ce qui suit : « 1° Les
« mineurs non émancipés, qu'ils soient ou non nés
« en Alsace-Lorraine, ne peuvent opter pour la
« nationalité française, ni par eux-mêmes, ni par
« l'intermédiaire de leurs représentants légaux, en
« se séparant de ceux-ci. Si leurs parents sont en-
« core en vie, ils suivent le choix de la nationalité
« du père ². — L'option du tuteur pour la nationa-
« lité française n'a cet effet pour le mineur que dans

1. V. la note du 13 septembre 1872.

2. M. Hepp (nos 59 et suiv., no 86) pense que l'orphelin de père ou de mère et l'enfant naturel sont traités comme les autres enfants en tutelle.

« le cas où le conseil de famille accorde son autorisation.

« 2° La disposition qui précède s'applique aussi
« aux mineurs émancipés s'ils sont nés en Alsace-
« Lorraine. »

« 3° Les mineurs émancipés qui ne sont pas nés
« en Alsace-Lorraine sont, en ce qui concerne le
« droit d'option, assimilés aux majeurs. »

Ce qui résulte le plus clairement de cette circulaire, malgré toutes les distinctions qu'elle fait, c'est que le droit d'option, tel qu'il a été organisé par les traités, c'est-à-dire résultant d'une déclaration suivie d'émigration, était supprimé pour les mineurs émancipés ou non. — La distinction n'était faite que pour une catégorie de personnes que le traité n'avait pas touchées, les individus qui n'étant pas nés en Alsace-Lorraine y étaient domiciliés ; ils auraient dû demeurer de plein droit Français, mais la circulaire du 7 mars les avait astreints à l'émigration sans déclaration ¹. Les mineurs de cette catégorie ne pouvaient émigrer que s'ils étaient émancipés.

Le gouvernement allemand s'appropriä ce système et le comte d'Arnim, dans sa lettre du 15 juillet 1872, essayait d'en donner une justification :
« Le gouvernement impérial, disait-il, *n'a pas cru*

1. M. Hepp ne voit là que l'application de la perte de la nationalité allemande par l'émigration. L'article 5 des préliminaires de paix équivalait à un permis général d'émigration. (Hepp, *op. cit.* no^s 78 et s.).

« *devoir reconnaître aux mineurs le droit d'option*, mais devoir leur laisser au contraire la position que leur assigne le Code civil (article 108), d'après lequel ils ont leur domicile chez leurs père et mère ou chez leur tuteur. Les mineurs émancipés, auxquels sont conférés, par le fait même de l'émancipation, certains droits limités, parmi lesquels se trouve celui d'élire domicile, conserveront la nationalité française, dans le cas où la seule translation de domicile suffit à cet effet, c'est-à-dire, lorsqu'ils ne sont pas nés en Alsace-Lorraine. Mais le gouvernement impérial ne saurait admettre qu'aux droits limités, que la loi accorde par suite de l'émancipation et qui tous concernent l'administration de la fortune, vienne se joindre, dans le cas présent, le droit de changer de nationalité. » — C'est bien mal à propos que l'on invoquait ici l'article 108 du Code civil, car il s'agissait surtout d'un établissement de fait hors du pays annexé, et l'on pouvait concevoir cet acte de la part d'un mineur même non émancipé. Et d'ailleurs, si l'on voulait se conformer au Code civil français, il fallait commencer par respecter l'individualité du mineur et admettre avec nos plénipotentiaires la suspension du délai d'option jusqu'à sa majorité.

A partir de cette époque, la divergence de vues des gouvernements était flagrante, et il eût été utile d'en avertir les intéressés. Le gouvernement

français ne le fit cependant que le 13 septembre, moins de trois semaines avant l'expiration du délai, après une *communication du gouvernement impérial du 1^{er} septembre*, d'après laquelle « dans « sa pensée, il n'avait été question, dans les con- « férences de Francfort, que des mineurs éman- « cipés et que les plénipotentiaires allemands, en « déclarant qu'il n'y avait pas lieu de faire une « distinction entre eux et les mineurs non éman- « cipés, ont émis seulement l'opinion qu'ils ne « devaient pas jouir d'avantages refusés à ces der- « niers. »

a) *Le représentant légal reste Français.* — Quoi qu'il en soit, il est un point sur lequel il ne pouvait y avoir de difficulté à suivre le système français ; c'est ce qui avait lieu lorsque le représentant légal restait Français ; l'enfant pouvait évidemment opter avec son assentiment et émigrer s'il était domicilié en Alsace-Lorraine. La seule question était celle de savoir s'il fallait une option spéciale pour chaque enfant. Nous croyons qu'en s'en tenant strictement à l'interprétation allemande, si elle avait été appliquée d'une manière logique et réciproque, on aurait pu dispenser ici les mineurs de toute option personnelle ; c'était pourtant une bonne précaution à prendre que de faire une déclaration spéciale. — Ce qui est certain, c'est l'application du principe de l'effet collectif en cas d'annulation de l'option des parents.

b) *Le représentant légal n'a pas opté et est de-*

venu allemand. Dans ce cas, hors d'Allemagne, l'option se faisant devant des autorités françaises, on admettait l'option individuelle pour le mineur; nous remarquerons d'ailleurs que, dans ces conditions, il était rare que le représentant légal, surtout si c'était le père, n'optât pas en même temps.

L'hypothèse dans laquelle de graves difficultés se produisirent était celle d'une famille domiciliée en Alsace-Lorraine. « Enchaîner le sort d'un « adulte à celui d'un parent qui, plus rapproché « du terme de sa carrière, veut la finir dans le « milieu où il a vécu, c'était placer ce dernier « dans une alternative et faire naître en lui des « perplexités qui occasionneraient des abstentions « souvent presque inconscientes et parfois irréfléchies. Quel qu'en fût le mobile, les options « étaient ainsi entravées. »

D'autre part, à toutes ces complications venait se joindre le mauvais vouloir manifeste des autorités : on voulait arrêter l'empressement avec lequel les habitants venaient faire leurs déclarations, et, à plus forte raison, on voulait éviter les tentatives faites par les parents pour garder à leurs enfants seuls la nationalité française, alors qu'ils se résignaient pour eux-mêmes à subir l'effet de l'annexion. On eut même recours aux menaces, et *l'avis du maire de Sainte-Marie-aux-Mines*, reproduit dans le *Moniteur universel* du 2 septembre

1. Robinet de Cléry, *Rev. crit.*, 1875 p. 468.

1872, en est la preuve. « Un grand nombre de
 « personnes, y est-il dit, assiègent chaque jour les
 « bureaux de la mairie dans le dessein d'obtenir
 « des papiers pour les enfants mineurs, qui veu-
 « lent aller seuls en France, les parents continuant
 « à résider à Sainte-Marie-aux-Mines. Ces enfants
 « tombent, pour la plupart, sous le coup de la loi
 « militaire allemande. — Le maire prévient donc
 « ceux qui seraient tentés de faire ainsi partir leurs
 « fils, que, non seulement l'option de toute la fa-
 « mille est nulle de plein droit, si ses chefs ne
 « quittent pas l'Alsace pour la France, mais encore
 « que les parents risquent de se voir poursuivis
 « pour complicité de désertion. — Aucun papier,
 « de n'importe quelle espèce, ne sera délivré s'il
 « a pour but de servir à une œuvre de ce genre... »

Nous sommes heureux de pouvoir citer un jugement de Strasbourg, du 17 octobre 1874, protestant contre ces théories, et déclarant que des jeunes gens qui avaient opté dans ces conditions avaient valablement opté pour la France. Mais, généralement, ces options, quand elles avaient pu se produire, étaient annulées par les autorités allemandes.

De son côté, le gouvernement français validait ces déclarations et maintenait ses prétentions. De cette situation résultaient de fâcheuses conséquences pour les intéressés qui, considérés à la fois comme Français et comme Allemands, étaient soumis au service militaire dans les deux pays et ris-

quaient d'encourir des peines sévères en s'ysous-trayant. — Le ministre de la guerre, dans une circulaire du 7 septembre 1875, recommandait de ne pas les inscrire d'office sur les listes de recrutement ¹.

C'est à propos d'un cas analogue que fut jugée l'affaire Pignatel. Il s'agissait d'un jeune homme dont le père avait opté pour la France, mais qui n'avait pas fait d'option spéciale. Il demandait à concourir pour Saint-Cyr. Le ministre subordonna son autorisation à la solution par la justice de la question de nationalité. — Le tribunal de la Seine rendit un jugement formulant d'une manière très juridique l'interprétation française, mais malheureusement défavorable à Jean Pignatel : « Attendu
« que la nécessité d'option a été imposée même aux
« mineurs non émancipés avec l'assistance de leurs
« représentants légaux ;..... qu'il n'a pas opté per-
« sonnellement et ne pourrait s'autoriser à aucun
« titre de la déclaration d'option que son père Léon

1. *Circulaire du 7 septembre 1875* : « Les jeunes gens originaires
« des pays cédés à l'Allemagne qui, ainsi que leurs père, mère ou tu-
« teur, ont opté pour la nationalité française, seront portés... Quant à
« ceux de ces jeunes gens dont les père, mère ou tuteur n'auraient pas
« réclané eux-mêmes la nationalité française ou auraient conservé
« leur domicile sur les territoires cédés, *on ne devra les inscrire que*
« *s'ils en font personnellement la demande.* Ils seront prévenus que le
« gouvernement allemand, contestant la validité de leur option person-
« nelle, lors même qu'elle a eu lieu avec l'assentiment de leurs repré-
« sentants légaux, ils s'exposent, en entrant dans les rangs de notre
« armée, à être poursuivis comme réfractaires par l'autorité allemande,
« s'ils retournent dans leur pays d'origine. Mention de cet avis sera
« faite sur les tableaux de recensement et ils devront la certifier par
« leur signature. »

« Pignatel a faite le 20 mai 1871, — que sa nationalité a été fixée par les traités susvisés d'une manière absolument indépendante de la condition qui appartenait ou appartiendrait ultérieurement à son père. » — La Cour de Paris infirma le jugement par un arrêt du 13 août 1883 dont l'argument principal retournait contre elle-même la théorie allemande. Nous reprocherons surtout à la Cour d'avoir voulu voir dans cette solution l'application de notre droit civil. L'arrêt pose en principe que de « l'identification de la nationalité de l'enfant mineur à celle du père ne naît point, il est vrai, pour celui-ci, le droit de pouvoir modifier à son gré, comme la sienne propre, la nationalité de son enfant, l'intérêt supérieur de l'Etat ayant fait réserver pareil droit privativement et exclusivement à chaque individu majeur, — mais qu'il en résulte rationnellement que *tout ce qui est fait par le père* à l'effet de défendre et conserver sa nationalité personnelle, défend et conserve en même temps celle de son enfant mineur dont il est le gardien et le protecteur naturel ; » — puis, de ce que le traité n'avait pas dérogé à ce principe, on concluait qu'il fallait l'appliquer. Quant aux protocoles des 6 et 13 juillet 1871, on n'en tenait pas compte, comme n'ayant abouti à aucun accord, et comme étant postérieurs à l'option de Pignatel père. — Ce raisonnement de la Cour de Paris est très criticable. Admettons, avec elle, l'insuffisance des protocoles de juillet 1871, nous

restons en présence du traité du 10 mai et, dans le silence de ce traité, il faut admettre pour les enfants mineurs un principe indivisible et réciproque ; ce principe, la Cour le reconnaît indirectement, c'est l'indépendance des deux nationalités du père et de l'enfant, et c'est ce qu'ont toujours soutenu nos plénipotentiaires ; — mais alors, si l'on repousse la suspension du délai d'option jusqu'à la majorité, il faut admettre la possibilité d'une option avec l'assistance ou par l'intermédiaire des représentants légaux. — Nous avons critiqué le motif principal de la décision, mais nous croyons qu'en fait la Cour avait bien jugé, comme le montre son argument subsidiaire. — En effet, s'il n'y avait pas eu d'option spéciale pour Jean Pignatel, il semblait bien compris dans les termes de l'option de son père ; il s'agissait ici plutôt d'une irrégularité de forme que d'une absence totale d'option pour le mineur ; on pouvait donc à la rigueur, sans contredire les motifs du tribunal, déclarer Jean Pignatel Français. « Considérant au surplus, dit la « Cour, et en admettant qu'en droit, et en vertu « du traité du 10 mai 1871, les mineurs n'aient « pu conserver la nationalité française qu'autant « qu'une déclaration spéciale aurait été faite en « leur faveur par leurs représentants légaux ; « — que la déclaration sus rappelée de Pignatel « père présente en fait ce caractère et répond aux « exigences de la dite convention et de la loi ; — « considérant, en effet, qu'il résulte de tous les do-

« cuments de la cause, spécialement de son admirable conduite pendant la guerre, comme de son patriotique empressement à opter le premier de tous les habitants de Lunéville pour la nationalité française... que Pignatel père a voulu conserver lui et les siens à la France pour laquelle il avait si vaillamment combattu ; qu'aucun doute ne peut exister, à cet égard, par les attestations les plus honorables, qu'au moment même où il avait fait à la mairie de Lunéville la déclaration d'option, Pignatel a expressément déclaré qu'il agissait non seulement dans son intérêt personnel, mais aussi dans l'intérêt et comme représentant légal de son fils mineur ; — qu'il serait donc contraire à la réalité... de rendre le mineur responsable d'un *vice de rédaction*, dont on ne pouvait, avant les conférences des 6 et 13 juillet, soupçonner l'existence... ¹ » Cette décision était conforme à l'esprit des conventions de 1871 et à l'équité.

Un jugement du tribunal de Gaillac ² reconnaît formellement un droit d'option aux mineurs.

Nous avons déjà dit que l'Allemagne imposait sa nationalité aux enfants mineurs, alors même qu'ils n'étaient pas nés dans le pays annexé. Pour ceux dont les parents étaient nés en dehors de ce pays,

1. M. Chavegrin, (sous l'arrêt, S. 1835, 2, 89) dit que « le mot assistance devait s'entendre comme synonyme tantôt de concours, tantôt d'intervention exclusive. »

2. *Gazette des trib.* du 4 septembre 1888.

la solution était tout à fait exorbitante ; — elle ne pouvait se concevoir que pour le cas où les parents étaient nés en Alsace-Lorraine : alors on aurait pu comprendre à la rigueur l'extension à ces enfants du mot *originaires* (*herstammende*), mais nous avons déjà montré que les autorités allemandes s'étaient elles-mêmes chargées de limiter ce mot aux *natifs* (*gebürtig*) d'Alsace-Lorraine. Il n'est pas besoin de dire que la jurisprudence française a toujours dispensé ces enfants d'une option quelconque.

C'est ce qui a été décidé notamment par deux arrêts de la Cour de Paris, du 24 juillet 1874 et du 4 février 1876. Dans la première décision (affaire Blum),¹ la Cour constate que Joseph Blum est né à Paris, « que, n'étant pas originaire d'Alsace-Lorraine, il n'a pu être atteint, que, fils de « parents français, il a conservé cette nationalité. »

Le second arrêt² (affaire Stein), confirmait en adoptant les motifs des premiers juges, un jugement du tribunal de la Seine du 23 juin 1875. Dans l'espèce, il s'agissait d'une action en désaveu intentée par Stein contre un enfant né à Paris, à son insu, pendant une instance en séparation de corps (à Metz) dans laquelle il avait triomphé. Stein étant devenu allemand par l'annexion, on lui opposait l'exception d'incompétence, sous pré-

1. D. P. 1877, 2, 17, note a.

2. D. P. 1876, 2, 193.

texte que l'enfant avait suivi sa nationalité. Le tribunal déclara que l'enfant était resté Français. Ses considérants sont la reproduction de la théorie que nous avons exposée : « Attendu qu'il est
 « admis par les principes généraux de notre droit
 « que le mineur ne peut être dépouillé de sa na-
 « tionalité par un fait indépendant de sa pleine
 « et libre volonté.... Que de ces principes il ressort
 « que le changement de nationalité, dans l'es-
 « pèce, doit être imposé par le texte même des
 « traités de 1871. Attendu que les traités des 10
 « mai et 14 décembre 1871 ne soumettent au
 « changement de nationalité que les sujets fran-
 « çais *originaires* des territoires cédés, que cette
 « expression comprend seulement les individus
 « nés en Alsace-Lorraine, ainsi qu'il résulte, soit
 « des négociations constatées par les protocoles de
 « Francfort, soit des dépêches échangées par les
 « représentants diplomatiques ; — qu'en vain on
 « prétendrait que le mot « originaires » s'appli-
 « que exclusivement aux citoyens majeurs, et que
 « les mineurs ne sont point compris dans la dis-
 « position des traités avec l'Allemagne, qui les con-
 « sidéraient comme des êtres privés d'une per-
 « sonnalité civile et dont les droits se confon-
 « draient avec ceux du père de famille ; » et le tri-
 bunal, après avoir invoqué les protocoles de
 juillet 1871, ajoute : « Ainsi se trouve fixé le sens
 « du traité appliquant l'expression « originaires, »
 « et ouvrant le droit d'option aussi bien aux mi-

« neurs qu'aux majeurs nés en Alsace-Lorraine.
« — Attendu, dans l'espèce, qu'Armand Victor
« Stein est né à Paris, le 4 février 1857, de pa-
« rents français ; — que, n'étant pas originaire,
« il n'a pas été atteint par les traités susvisés ;
« que, dès lors, il conserve dans son intégrité la
« nationalité française que lui ont conférée à
« sa naissance sa filiation et son lieu d'ori-
« gine... »

Nous ne pouvons qu'approuver cette manière de voir qui est la seule admissible, qui est celle du gouvernement français, et qui d'ailleurs devait être sanctionnée par un arrêt de la Cour suprême du 6 mars 1877¹.

Nous ne pouvons aussi que regretter la persistance du désaccord entre les deux gouvernements sur l'interprétation du traité. — La note officielle du 13 septembre 1872 faisait prévoir une entente prochaine ; les événements se sont chargés de démontrer le peu de fondement de cette espérance.

VI. — RÉTROCESSION DE L'ÎLE DE SAINT BARTHÉLEMY
PAR LA SUÈDE A LA FRANCE (*Traité du 10 août*
1877).

Nous terminerons notre étude par l'examen de cette cession où l'on a fait application des meilleures

1. S. 1879, 1, 305. — D. P. 1877, 1, 239

solutions théoriques. — C'est le *protocole du 31 octobre 1877* qui nous donne le plus de renseignements. Tous les *domiciliés* sont atteints, et eux seuls (article 1^{er} du protocole). *L'article 2* (du protocole) réglemente le droit d'option. « Il demeure
 « loisible aux personnes domiciliées dans l'île de
 « Saint-Barthélemy et étant en possession de la
 « qualité de sujet de la couronne de Suède, de
 « s'assurer, si elles le préfèrent, la conservation
 « de cette qualité, moyennant une *déclaration in-*
 « *dividuelle* faite à cet effet devant l'autorité de
 « l'île. » La condition d'émigration n'est pas exigée en principe, mais « le gouvernement français
 « se réserve la faculté de l'exiger. » — « Le délai
 « dans lequel pourra se faire la déclaration d'option
 « prévue au parag. précédent sera d'un an à da-
 « ter du jour de l'installation de l'autorité française
 « dans l'île de Saint-Barthélemy. — *Pour les*
 « *personnes qui, à cette date, n'auront pas l'âge*
 « *fixé pour la majorité par la loi française, le dé-*
 « *lai d'un an courra à partir du jour où elles*
 « *atteindront cet âge.* » Non seulement le droit individuel des enfants est reconnu, mais, pour qu'ils l'exercent en pleine liberté, on attend, pour les mettre en demeure d'opter, qu'ils aient leur capacité complète. Cette mesure très libérale s'explique par les circonstances toutes pacifiques dans lesquelles le traité est intervenu, et aussi par la situation géographique du pays et le petit nombre des colons, ainsi que le désir de ménager les

convenances d'une population que nous avons intérêt à maintenir dans l'île.

Ce traité dénote un progrès sensible, et introduit dans la série de ces documents internationaux un heureux précédent.

CONCLUSION

De ce que nous venons de dire, il résulte surabondamment que tout homme en naissant prend une nationalité déterminée, suivant les pays, par sa filiation ou par son lieu de naissance ; cette qualité, une fois établie sur sa tête, constitue pour lui un droit propre, individuel, dont personne ne doit pouvoir le dépouiller d'une manière définitive sans sa volonté. C'est sur cette base que nous avons fondé toutes nos explications, c'est sur elle que nous appuierons, en terminant cette étude, notre appréciation générale des systèmes variés adoptés par les diverses législations en cas de changement de patrie résultant d'actes volontaires, des théories professées et pratiquées en matière d'annexion.

La tendance actuelle des législateurs est de faire participer les enfants mineurs à la naturalisation de leurs parents dans la mesure la plus large ; la loi française de 1839 et le nouveau Code civil espagnol sont significatifs à cet égard. La Belgique, au cours de la même année 1889, a introduit dans

ses lois des dispositions analogues à celles de notre loi du 14 février 1882. — Nous croyons que cette influence du changement de condition des parents est légitime, pourvu qu'elle n'absorbe pas, jusqu'à l'annihiler, la personnalité des enfants. L'individualité de ces derniers est respectée, alors même que l'on admet en principe le système de la naturalisation collective, toutes les fois qu'on leur accorde un droit d'option à leur majorité. — Il doit en être également ainsi en cas de cession de territoire.

Ce que nous voulons, en un mot, c'est que le changement de nationalité des parents n'*impose* pas à l'enfant un nouvel état. Si le mineur se trouve frappé par l'événement qui a donné à ses auteurs une condition nouvelle, il doit être libre de se soustraire à cette situation, lorsqu'il sera devenu maître de lui-même et de ses droits.

L'enfant peut-il être appelé pendant sa minorité à se prononcer sur sa nationalité ? On peut lui accorder ce droit dans des circonstances graves ou à partir d'un certain âge, et toujours avec l'assistance de certaines personnes. C'est aller trop loin cependant que de permettre à un représentant légal de rendre le changement irrévocable en la personne du mineur en agissant en son nom sans le consulter. — Mais nous n'admettrions pas que le mineur fût contraint d'opter avant d'avoir atteint sa majorité. C'est cette dernière idée qui a dicté notre solution pour l'hypothèse d'annexion

ou de démembrement. En cas de naturalisation des parents, lorsque l'enfant voudra suivre leur sort d'une manière définitive et fixer d'avance sa condition, il agira librement, et il lui faudra faire une déclaration expresse ; la négligence du représentant légal n'aura servi qu'à mieux protéger le droit d'option du mineur qui, devenu majeur, aura toujours le dernier mot. Au contraire, en cas d'annexion, c'est l'inverse qui se produit. C'est l'abstention qui entraîne la perte de la nationalité d'origine ; la seule question qui se pose alors est celle de savoir si les enfants encore mineurs à l'expiration du délai seront forclos lorsqu'ils n'auront pas opté. Si l'on se prononce pour l'affirmative, et il faudra bien l'accepter quand le traité le dira, on doit, sous peine de supprimer le droit d'option des mineurs, décider qu'ils pourront opter, et, dans ce cas, il importera peu qu'ils agissent personnellement avec l'assistance de leurs représentants légaux ou simplement par leur intermédiaire : ces derniers, en effet, peuvent, en se taisant, laisser le changement de nationalité résultant de la cession s'accomplir en la personne des mineurs ; on doit, par une juste réciprocité, leur permettre de conserver l'état de leurs pupilles par une déclaration.

Ces quelques observations ne sont en réalité que le résumé succinct des développements que nous avons donnés en temps et lieu sur ces questions. Il était nécessaire de les condenser en quel-

ques lignes pour mieux faire connaître les solutions qui nous semblent les plus juridiques et les plus équitables, et que nous serions heureux de voir triompher dans les lois et dans les traités.

FIN

POSITIONS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. La loi Junia Norbana remonte à l'année 728 de Rome fondée.

II. La distinction entre le *maius* et le *minus Latium* était sans influence sur la détermination du sort de la famille du nouveau citoyen.

III. Les empereurs ont toujours eu le droit de conférer le droit de cité.

IV. La *civitatis donatio* conférée à une personne avait des effets strictement personnels.

DROIT INTERNATIONAL

I. Les lettres de déclaration de notre ancien droit s'appliquaient aux enfants de ceux qui les avaient obtenues.

II. La reconnaissance d'un enfant naturel donne à l'enfant la nationalité que l'auteur de cet acte avait au jour de la naissance.

III. Même sous l'empire de la loi du 26 juin 1889, l'acquisition de la nationalité française par le bienfait de la loi ne confère pas de plein droit cette qualité aux enfants mineurs de celui qui l'a obtenue.

IV. La perte de la qualité de Français a des effets purement individuels.

V. La convention franco-belge du 30 juillet 1891 ne s'occupe pas seulement du service militaire, mais tranche aussi les difficultés relatives à la nationalité.

VI. En l'absence de clause contraire du traité, on doit, en cas d'annexion, reconnaître aux enfants mineurs un droit d'option individuel, et reculer pour eux le délai d'option jusqu'à l'époque de leur majorité.

VII. Le délai de la loi du 14 octobre 1814 était purement comminatoire.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. A l'origine, l'*uxor justa* était toujours *in manu mariti*.

II. Celui qui acquérait une chose en vertu d'une mancipation avait de plein droit l'*actio auctoritatis*.

III. L'*actio auctoritatis* avait sa source dans un délit du mancipant.

IV. Le délit d'une femme *in manu mariti* pouvait donner lieu à une action *noxale*.

V. L'exception dont le bien fondé était reconnu entraînait toujours l'absolution du défendeur.

DROIT CIVIL

I. La loi du 24 juillet 1889 n'empêche pas les tribunaux de restreindre la puissance paternelle sans prononcer la déchéance.

II. Le divorce fait disparaître entre les époux l'obligation alimentaire.

III. Le nouvel article 767 du Code civil n'a pas abrogé les lois spéciales antérieures sur les droits du conjoint survivant.

IV. Le rapport des dettes est opposable aux créanciers de l'héritier débiteur de la succession.

DROIT COMMERCIAL

I. La liquidation judiciaire suspend, comme la faillite, les poursuites des créanciers contre le débiteur.

II. En cas d'accident arrivé à un voyageur, les voituriers sont responsables, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils ne sont pas en faute.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Nos tribunaux, avant de donner l'exequatur à un jugement étranger, peuvent l'examiner quant au fond, mais ne doivent pas lui substituer une décision nouvelle.

DROIT PÉNAL

L'individu qui a bénéficié de la loi Béranger doit être mis en liberté nonobstant l'appel interjeté par le ministère public.

Le Président

A. LAINÉ

Vu par le doyen

COLMET DE SANTERRE

Vu et permis d'imprimer

le vice-recteur de l'Académie de Paris

GRÉARD

10 mai 1892.

TABLE DES MATIERES

DROIT ROMAIN

DE L'ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ A TITRE INDIVIDUEL

INTRODUCTION. — Des citoyens de naissance	1
CHAPITRE I ^{er} . — Affranchissements.	9
A. Droit primitif.	10
<i>Vindicta</i>	10
<i>Census</i>	16
<i>Testamentum</i>	19
B. Droit classique	23
Loi <i>Junia Norbana</i>	24
Loi <i>Ælia Sentia</i>	25
<i>Manumissio in consilio</i>	26
Loi <i>Ælia Sentia</i>	32
<i>Manumissio in sacrosanctis ecclesiis</i>	33
C. Droit de Justinien	34
Hypothèses spéciales.	36
Affranchissements sans la volonté du maître	41
Affranchissement des <i>servi publici</i>	44
CHAPITRE II. — Naturalisation	48
§ I ^{er} . — Acquisition privilégiée des Latins	48
<i>Latini veteres</i> et <i>latini coloniarii</i>	48
<i>Latins juniens</i>	60
§ II. — Acquisition par les pèlerins ou <i>civitas donatio</i> . .	75
Diplômes militaires	88
CHAPITRE III. — Des effets de l'acquisition du droit de cité. .	98
Effet de la constitution de Caracalla.	106
CONCLUSION	103

DROIT INTERNATIONAL

DE L'INFLUENCE DU CHANGEMENT DE NATIONALITÉ DES PARENTS SUR LA
NATIONALITÉ DE LEURS ENFANTS MINEURS

INTRODUCTION	113
PREMIÈRE PARTIE. — Changement de nationalité des parents résultant d'actes volontaires	115
CHAPITRE I ^{er} . — Exposé des législations positives	116
§ 1 ^{er} . — Acquisition de la nationalité	116
1 ^{er} Groupe. Effet personnel	116
Législation française antérieure à 1889	116
A. Ancien droit.	116
B. Droit intermédiaire	127
C. Code civil et lois subséquentes	132
Loi du 7 février 1851	133
Loi du 14 février 1882.	142
Loi du 23 juin 1883.	151
De la naturalisation en Algérie, dans les colonies françaises et dans les pays de protectorat	154
Législations étrangères semblables.	165
2 ^e Groupe. — Effet collectif.	184
§ II. — Perte de la nationalité.	210
1 ^{er} Groupe. Effet personnel	211
Législation française.	211
A. Ancien droit.	211
B. Droit intermédiaire	212
C. Code civil.	214
Législations étrangères semblables.	228
2 ^e Groupe. Effet collectif.	231
CHAPITRE II. — Discussion théorique	245
CHAPITRE III. — Loi du 26 juin 1889	260
§ 1 ^{er} . Acquisition de la qualité de Français	260
§ II. — Perte de la qualité de Français.	314
CHAPITRE IV. — Conflits de lois, et moyens d'y remédier.	326
I. Conflits négatifs	326
II. Conflits positifs.	328

A. Diverses hypothèses de conflits	329
B. Lois diminuant les chances de conflits.	332
C. Traités	338
<i>a</i>). Convention franco-suisse de 1879	339
<i>b</i>). Convention franco-belge de 1879	347
DEUXIÈME PARTIE. — Changement de nationalité des parents résultant d'annexions de territoire.	361
CHAPITRE I ^{er} . — Aperçu théorique.	362
CHAPITRE II. — Principaux traités	378
I. Période antérieure à 1789.	379
II. Révolution et Empire.	380
III. Démembrements de 1814-1815.	381
IV. Annexion de la Savoie et du Comté de Nice	390
V. Perte de l'Alsace et de la Lorraine	400
VI. Rétrocession de l'île de Saint-Barthélemy par la Suède à la France (10 août 1874).	418
CONCLUSION	421
POSITIONS.	425

